Les Temps Modernes

7e année REVUE MENSUELLE n° 70

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

Août 1951



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur
JEAN-PAUL SARTRE



La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés

La rédaction reçoit sur rendez-vous



RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. LITtré 27-37



PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 160 fr.



TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française........	900 fr.	1.750 fr.
Étranger........................	1.100 fr.	2.100 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

NIETZSCHE ET LE NIHILISME

« Nous nions Dieu, nous nions la responsabilité de Dieu, c'est ainsi seulement que nous délivrerons le monde. » Avec Nietzsche, le nihilisme devient apparemment prophétique. Mais on ne peut rien tirer de Nietzsche, sinon la cruauté basse et médiocre, qu'il haïssait de toutes ses forces, tant qu'on ne met pas au premier plan dans son œuvre, bien avant le prophète, le clinicien. Le caractère provisoire, méthodique, stratégique en un mot, de sa pensée ne peut être mis en doute. Avec lui le nihilisme, pour la première fois, devient conscient. Les chirurgiens ont ceci de commun avec les prophètes qu'ils pensent et opèrent en fonction de l'avenir. Nietzsche n'a jamais pensé qu'en fonction d'une apocalypse à venir, non pour l'exalter, car il devinait le visage sordide et calculateur que cette apocalypse finirait par prendre, mais pour l'éviter et la transformer en renaissance. Il a reconnu le nihilisme et l'a examiné comme un fait clinique. Il se disait le premier nihiliste accompli de l'Europe. Non par goût, mais par état, et parce qu'il était trop grand pour refuser l'héritage de son époque. Il a diagnostiqué en lui-même et chez les autres l'impuissance à croire et la disparition du fondement primitif de toute foi, c'est-à-dire la croyance à la vie. Le « peut-on vivre révolté ? » est devenu chez lui « peut-on vivre sans rien croire ? » Sa réponse est positive. Oui, si l'on fait de l'absence de foi une méthode, si l'on pousse le nihilisme jusque dans ses conséquences dernières, et si, débou-

chant alors dans le désert et faisant confiance à ce qui va venir, on éprouve du même mouvement primitif la douleur et la joie.

Au lieu du doute méthodique, il a pratiqué la négation méthodique, la destruction appliquée de tout ce qui masque encore le nihilisme à lui-même, des idoles qui camouflent la mort de Dieu. « Pour élever un sanctuaire nouveau, il faut abattre un sanctuaire, telle est la loi ». Celui qui veut être créateur dans le bien et dans le mal, d'après Nietzsche, doit d'abord être destructeur et briser les valeurs. « Ainsi le suprême mal fait partie du suprême bien, mais le suprême bien est créateur ». Il a écrit, à sa manière, le Discours de la méthode de son temps, sans la liberté et l'exactitude de ce XVII[e] siècle français qu'il admirait tant, mais avec la folle lucidité qui caractérise le XX[e] siècle, siècle du génie, selon lui. Cette méthode de la révolte, il nous revient de l'examiner [1].

La première démarche de Nietzsche est ainsi de consentir à ce qu'il sait. L'athéisme pour lui va de soi, il est « constructif et radical ». La vocation supérieure de Nietzsche, à l'en croire, est de provoquer une sorte de crise et d'arrêt décisif dans le problème de l'athéisme. Le monde pour lui marche à l'aventure, il n'a pas de finalité. Dieu est donc inutile, puisqu'il ne veut rien. S'il voulait quelque chose, et l'on reconnaît ici la formulation traditionnelle du problème du Mal, il lui faudrait assumer « une somme de douleur et d'illogisme qui abaisserait la valeur totale du devenir ». On sait que Nietzsche enviait publiquement à Stendhal sa formule « La seule excuse de Dieu, c'est qu'il n'existe pas ». Privé de la volonté divine, le monde est privé également d'unité et de finalité. C'est pourquoi, le monde ne peut être jugé. Tout jugement de valeur porté sur lui aboutit finalement à la calomnie de la vie. On juge alors de ce qui est, par référence à ce qui devrait être, royaume du ciel, idées éternelles, ou impératif moral. Mais ce qui devrait être n'est pas ; ce monde ne peut être jugé au nom de rien. « Les

1. C'est évidemment la dernière philosophie de Nietzsche, de 1880 à l'effondrement, qui nous occupera ici. Ce chapitre peut être considéré comme un commentaire à *La Volonté de Puissance*.

avantages de ce temps, dit Nietzsche : rien n'est vrai, tout est permis ». Ces formules qui se répercutent dans des milliers d'autres, somptueuses ou ironiques, suffisent en tout cas à démontrer que Nietzsche accepte le fardeau entier du nihilisme et de la révolte. Dans ses considérations, d'ailleurs puériles, sur « le dressage et la sélection », il a même formulé la logique extrême du raisonnement nihiliste : « Problème : par quels moyens obtiendrait-on une forme rigoureuse de grand nihilisme contagieux qui enseignerait et pratiquerait avec une conscience toute scientifique la mort volontaire ? »

Mais Nietzsche colonise au profit du nihilisme les valeurs mêmes qui, traditionnellement, ont été considérées comme des freins au nihilisme. Principalement, la morale. La conduite morale, telle que Socrate l'a illustrée, ou telle que le christianisme la recommande, est en elle-même un signe de décadence. Elle veut substituer à l'homme de chair un homme reflet. Elle condamne l'univers des passions et des cris au nom d'un monde harmonieux, tout entier imaginaire. Si le nihilisme est l'impuissance à croire, son symptôme le plus grave ne se retrouve pas dans l'athéisme, mais dans l'impuissance à croire ce qui est, à voir ce qui se fait, à vivre ce qui s'offre. Cette infirmité est à la base de tout idéalisme. La morale n'a pas foi au monde. La vraie morale, pour Nietzsche, ne se sépare pas de la lucidité. Il est sévère pour les « calomniateurs du monde », parce qu'il décèle, dans cette calomnie, le goût honteux de l'évasion. La morale traditionnelle n'est pour lui qu'un cas spécial d'immoralité. « C'est le bien, dit-il, qui a besoin d'être justifié. » Et encore : « C'est pour des raisons morales qu'on cessera un jour de faire le bien. »

La philosophie de Nietzsche tourne certainement autour du problème de la révolte. Exactement, elle commence par être une révolte. Mais on sent le déplacement opéré par Nietzsche. La révolte avec lui part du « Dieu est mort » qu'elle considère comme un fait acquis ; elle se tourne alors contre tout ce qui vise à remplacer faussement la divinité disparue, et déshonore un monde, sans doute sans direction, mais qui demeure le seul creuset des dieux. Contrairement à ce que pensent certains de

ses critiques chrétiens, Nietzsche n'a pas formé le projet de tuer Dieu. Il l'a trouvé mort dans l'âme de son temps. Il a, le premier, compris l'immensité de l'événement et décidé que cette révolte de l'homme ne pouvait mener à une renaissance si elle n'était pas dirigée. Toute autre attitude envers elle, que ce soit le regret ou la complaisance, devait amener l'apocalypse. Nietzsche n'a donc pas formulé une philosophie de la révolte, mais édifié une philosophie sur la révolte.

S'il attaque le christianisme, en particulier, c'est seulement en tant que morale. Il laisse toujours intacts la personne de Jésus d'une part, et, d'autre part, les aspects cyniques de l'Église. On sait qu'il admirait, en connaisseur, les Jésuites. « Au fond, écrit-il, seul le Dieu moral est réfuté [1] ». Le Christ pour Nietzsche, comme pour Tolstoï, n'est pas un révolté. L'essentiel de sa doctrine se résume à l'assentiment total, la non-résistance au mal. Il ne faut pas tuer, même pour empêcher de tuer. Il faut accepter le monde tel qu'il est, refuser d'ajouter à son malheur, mais consentir à souffrir personnellement du mal qu'il contient. Le royaume des cieux est immédiatement à notre portée. Il n'est qu'une disposition intérieure qui nous permet de mettre nos actes en rapport avec ces principes, et qui peut nous donner la béatitude immédiate. Non pas la foi, mais les œuvres, voilà selon Nietzsche, le message du Christ. A partir de là, l'histoire du christianisme n'est qu'une longue trahison de ce message. Le Nouveau Testament est déjà corrompu, et de Paul aux Conciles le service de la foi fait oublier les œuvres.

Quelle est la corruption profonde que le christianisme ajoute au message de son maître? L'idée du jugement, étrangère à l'enseignement du Christ, et les notions corrélatives de châtiment et de récompense. Dès cet instant, la nature devient histoire, et histoire significative, l'idée de la totalité humaine est née. De la bonne nouvelle au jugement dernier, l'humanité n'a pas d'autre tâche que de se conformer aux fins expressé-

1. « Vous dites que c'est la décomposition spontanée de Dieu, mais ce n'est qu'une mue; il se dépouille de son épiderme moral. Et vous le verrez reparaître, par delà le Bien et le Mal. »

ment morales d'un récit écrit à l'avance. La seule différence est que les personnages, à l'épilogue, se partagent d'eux-mêmes en bons et en méchants. Alors que le seul jugement du Christ consiste à dire que le péché de nature est sans importance, le christianisme historique fera de toute la nature la source du péché. « Qu'est-ce que le Christ nie : tout ce qui porte à présent le nom de chrétien ». Le christianisme croit lutter contre le nihilisme parce qu'il donne une direction au monde, alors qu'il est nihiliste lui-même dans la mesure où, imposant un sens imaginaire à la vie, il empêche de découvrir son vrai sens. « Toute Église est la pierre roulée sur le sépulcre d'un homme-dieu; elle cherche, par la force, à l'empêcher de ressusciter ». La conclusion paradoxale, mais significative, de Nietzsche est que Dieu est mort à cause du christianisme, dans la mesure où celui-ci a sécularisé le sacré. Il faut entendre ici le christianisme historique et « sa duplicité profonde et méprisable ».

Le même raisonnement dresse Nietzsche devant le socialisme et toutes les formes de l'humanitarisme. Le socialisme n'est qu'un christianisme dégénéré. Il maintient en effet cette croyance à la finalité de l'histoire qui trahit la vie et la nature, qui substitue des fins idéales aux fins réelles, et contribue à énerver les volontés et les imaginations. Le socialisme est nihiliste, au sens désormais précis que Nietzsche confère à ce mot. Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. En ce sens, toutes les formes de socialisme sont des manifestations encore dégradées de la décadence chrétienne. Pour le christianisme, récompense et châtiment supposaient une histoire. Mais, par une logique inévitable, l'histoire tout entière finit par signifier récompense et châtiment : de ce jour est né le messianisme collectif. Aussi bien, l'égalité des âmes devant Dieu amène, Dieu étant mort, à l'égalité tout court. Là encore, Nietzsche combat les doctrines socialistes en tant que doctrines morales. Le nihilisme, qu'il se manifeste dans la religion ou dans la prédication socialiste, est le résultat logique de nos valeurs dites supérieures. L'esprit libre détruira ces valeurs, dénonçant les illusions sur lesquelles elles reposent, le marchandage qu'elles supposent, et le crime

qu'elles commettent en empêchant l'intelligence lucide d'accomplir sa mission : transformer le nihilisme passif en nihilisme actif.

Dans ce monde débarrassé de Dieu et des idoles morales, l'homme est maintenant solitaire et sans maître. Personne moins que Nietzsche, et il se distingue par là des romantiques, n'a laissé croire qu'une telle liberté pouvait être facile. Cette sauvage libération le mettait au rang de ceux dont il a dit lui-même qu'ils souffrent d'une nouvelle détresse et d'un nouveau bonheur. Mais, pour commencer, c'est la seule détresse qui crie : « Hélas, accordez-moi donc la folie... à moins d'être au-dessus de la loi, je suis le plus réprouvé d'entre les réprouvés ». Pour qui ne peut se maintenir au-dessus de la loi, il lui faut en effet trouver une autre loi, ou la démence. A partir du moment où l'homme ne croit plus en Dieu, ni dans la vie immortelle, il devient « responsable de tout ce qui vit, de tout ce qui, né de la douleur, est voué à souffrir de la vie ». C'est à lui et à lui seul qu'il revient de trouver l'ordre et la loi. Alors commence le temps des réprouvés, la quête exténuante des justifications, la nostalgie sans but, « la question la plus douloureuse, la plus déchirante, celle du cœur qui se demande : où pourrais-je me sentir chez moi? »

Parce qu'il était l'esprit libre, Nietzsche savait que la liberté de l'esprit n'est pas un confort, mais une grandeur que l'on veut et que l'on obtient, de loin en loin, par une lutte épuisante. Il savait que le risque est grand, lorsqu'on veut se tenir au-dessus de la loi, de descendre au-dessous de cette loi. C'est pourquoi il a compris que l'esprit ne trouvait sa véritable émancipation que dans l'acceptation de nouveaux devoirs. L'essentiel de sa découverte consiste à dire que si la loi éternelle n'est pas la liberté, l'absence de loi l'est encore moins. Si rien n'est vrai, si le monde est sans règle, rien n'est défendu; pour interdire une action, il faut en effet une valeur et un but. Mais, en même temps, rien n'est autorisé; il faut aussi valeur et but pour élire une autre action. La domination absolue de la loi n'est pas la liberté, mais non plus l'absolue disponibilité. Tous les possibles additionnés ne font pas la liberté, mais l'impossible

est esclavage. Le chaos lui aussi est une servitude. Il n'y a de liberté que dans un monde où ce qui est possible se trouve défini en même temps que ce qui ne l'est pas. Sans loi, point de liberté. Si le destin n'est pas orienté par une valeur supérieure, si le hasard est roi, voici la marche dans les ténèbres, l'affreuse liberté de l'aveugle. Au terme de la plus grande libération, Nietzsche choisit donc la plus grande dépendance. « Si nous ne faisons pas de la mort de Dieu un grand renoncement et une perpétuelle victoire sur nous-mêmes, nous aurons à payer pour cette perte. » Autrement dit, avec Nietzsche, la révolte débouche dans l'ascèse. Une logique plus profonde remplace alors le « si rien n'est vrai, tout est permis » de Karamazov par un « si rien n'est vrai, rien n'est permis ». Nier qu'une seule chose soit défendue en ce monde revient à renoncer à ce qui est permis. Là où nul ne peut plus dire ce qui est noir et ce qui est blanc, la lumière s'éteint et la liberté devient prison volontaire.

Cette impasse où Nietzsche pousse méthodiquement son nihilisme, on peut dire qu'il s'y rue avec une sorte de joie affreuse. Son but avoué est de rendre à l'homme de son temps la situation intenable. Le seul espoir semble être pour lui de parvenir à l'extrémité de la contradiction. Si l'homme alors ne veut pas périr dans les nœuds qui l'étouffent, il lui faudra les trancher d'un coup, et créer ses propres valeurs. La mort de Dieu ne résout rien et ne peut se vivre qu'à la condition de préparer une résurrection. « Quand on ne trouve pas la grandeur en Dieu, dit Nietzsche, on ne la trouve nulle part ; il faut la nier ou la créer. » La nier était la tâche du monde qui l'entourait et qu'il voyait courir au suicide. La créer fut la tâche surhumaine pour laquelle il a voulu mourir. Il savait, en effet, que la création n'est possible qu'à l'extrémité de la solitude et que l'homme ne se résoudrait à ce vertigineux effort que si, dans la plus extrême misère de l'esprit, il lui fallait consentir ce geste ou mourir. Nietzsche lui crie donc que la terre est sa seule vérité, à laquelle il faut être fidèle, sur laquelle il faut vivre et faire son salut. Mais il lui enseigne en même temps que vivre sur une terre sans loi est impossible parce que vivre

suppose précisément une loi. Comment vivre libre et sans loi? A cette énigme, l'homme doit répondre, sous peine de mort.

Nietzsche du moins ne se dérobe pas. Il répond et sa réponse est dans le risque : Damoclès ne danse jamais mieux que sous l'épée. Il faut accepter l'inacceptable et se tenir à l'intenable. A partir du moment où l'on reconnaît que le monde ne poursuit aucune fin, Nietzsche propose d'admettre son innocence, d'affirmer qu'il ne relève pas du jugement puisqu'on ne peut le juger sur aucune intention, et de remplacer par conséquent tous les jugements de valeur par un seul oui, une adhésion entière et exaltée à ce monde. Ainsi, du désespoir absolu jaillira la joie infinie, de la servitude aveugle la liberté sans merci. Être libre, c'est justement abolir les fins. L'innocence du devenir, dès qu'on y consent, figure le maximum de liberté. L'esprit libre aime ce qui est nécessaire. La pensée profonde de Nietzsche est que la nécessité des phénomènes, si elle est absolue, sans fissures, n'implique aucune sorte de contrainte. L'adhésion totale à une nécessité totale, telle est sa définition paradoxale de la liberté. La question « libre de quoi? » est alors remplacée par « libre pour quoi? » La liberté coïncide avec l'héroïsme. Elle est l'ascétisme du grand homme, « l'arc le plus tendu qui soit ».

Cette approbation supérieure, née de l'abondance et de la plénitude, est l'affirmation sans restrictions de la faute elle-même et de la souffrance, du mal et du meurtre, de tout ce que l'existence a de problématique et d'étrange. Elle naît d'une volonté arrêtée d'être ce que l'on est dans un monde qui soit ce qu'il est. « Se considérer soi-même comme une fatalité, ne pas vouloir se faire autrement que l'on est... » Le mot est prononcé. L'ascèse nietzschéenne, partie de la reconnaissance de la fatalité, aboutit à une divinisation de la fatalité. Le destin devient d'autant plus adorable qu'il est plus implacable. Le dieu moral, la pitié, l'amour sont autant d'ennemis de la fatalité qu'ils essaient de compenser. Nietzsche ne veut pas de rachat. La joie du devenir est la joie de l'anéantissement. Mais l'individu, seul, est abîmé. Le mouvement de révolte où l'indi-

vidu revendiquait son être propre disparaît dans la soumission absolue de l'individu au devenir. L' « Amor fati » remplace ce qui était un « odium fati ». « Tout individu collabore à tout l'être cosmique, que nous le sachions ou non, que nous le voulions ou non ». L'individu se perd ainsi dans le destin de l'espèce et le mouvement éternel des mondes. « Tout ce qui a été est éternel, la mer le rejette au rivage. »

Nietzsche retourne alors aux origines de la pensée, aux présocratiques. Ces derniers supprimaient les causes finales pour laisser intacte l'éternité du principe qu'ils imaginaient. Seule est éternelle la force qui n'a pas de but, le « Jeu » d'Héraclite. Tout l'effort de Nietzsche est de démontrer la présence de la loi dans le devenir et du jeu dans la nécessité : « l'enfant, c'est l'innocence et l'oubli, un recommencement, un jeu, une roue qui roule d'elle-même, un premier mouvement, le don sacré de dire oui ». Le monde est divin parce que le monde est gratuit. C'est pourquoi l'art seul, par son égale gratuité, est capable de l'appréhender. Aucun jugement ne rend compte du monde, mais l'art peut nous apprendre à le répéter, comme le monde se répète au long des retours éternels. Sur la même grève, la mer primordiale répète inlassablement les mêmes paroles et rejette les mêmes êtres étonnés de vivre. Mais pour celui, du moins, qui consent à revenir et à ce que tout revienne, qui se fait écho et écho exalté, il participe de la divinité du monde.

Par ce biais, en effet, la divinité de l'homme finit par s'introduire. Le révolté qui, d'abord, nie Dieu vise ensuite à le remplacer. Mais le message de Nietzsche est que le révolté ne devient Dieu qu'en renonçant à toute révolte, même à celle qui produit les dieux pour corriger ce monde. « S'il y a un Dieu, comment supporter de ne l'être pas? » Il y a un dieu, en effet, qui est le monde. Pour participer de sa divinité, il suffit de dire oui. « Ne plus prier, bénir », et la terre se couvrira d'hommes dieux. Dire oui au monde, le répéter, c'est à la fois recréer le monde et soi-même, c'est devenir le grand artiste, le créateur. Le message de Nietzsche se résume dans le mot de création, avec le sens ambigu qu'il a pris. Nietzsche n'a jamais exalté que l'égoïsme

et la dureté propres à tout créateur. La transmutation des valeurs consiste seulement à remplacer la valeur du juge par celle du créateur : le respect et la passion de ce qui est. La divinité sans l'immortalité définit la liberté du créateur. Dyonisos, dieu de la terre, hurle éternellement dans le démembrement. Mais il figure en même temps cette beauté bouleversée qui coïncide avec la douleur. Nietzsche a pensé que dire oui à la terre et à Dyonisos était dire oui à ses souffrances. Accepter tout, et la suprême contradiction, et la douleur en même temps, c'était régner sur tout. Nietzsche acceptait de payer le prix pour ce royaume. Seule, la terre « grave et souffrante » est vraie. Seule, elle est la divinité. De même que cet Empédocle qui se précipitait dans l'Etna pour aller chercher la vérité où elle est, dans les entrailles de la terre, Nietzsche proposait à l'homme de s'abîmer dans le cosmos, risque extrême, pour retrouver sa divinité éternelle et devenir lui-même Dyonisos. *La Volonté de Puissance* s'achève ainsi, comme les *Pensées* de Pascal, à quoi elle fait si souvent penser, par un pari. L'homme n'obtient pas encore la certitude, mais la volonté de certitude, ce qui n'est pas la même chose. Nietzsche, aussi bien, à cette extrémité vacillait : « Voilà ce qui est impardonnable en toi. Tu as les pouvoirs et tu refuses de signer. » Il devait pourtant signer. Mais le nom de Dyonisos n'a immortalisé que les billets à Ariane, qu'il écrivit dans la folie.

*
* *

Dans un certain sens, la révolte avec Nietzsche aboutit encore à l'exaltation du mal. La différence est que le mal n'est plus alors une revanche. Il est accepté comme l'une des faces possibles du bien et, plus certainement encore, comme une fatalité. Il est donc pris, pour être dépassé et, pour ainsi dire, comme un remède. Dans l'esprit de Nietzsche, il s'agissait seulement du fier consentement de l'âme devant ce qu'elle ne peut éviter. On connaît pourtant la postérité de Nietzsche et quelle politique devait s'autoriser de celui qui se disait le dernier Allemand

antipolitique. Il imaginait des tyrans artistes. Mais la tyrannie est plus naturelle que l'art aux médiocres. « Plutôt César Borgia que Parsifal », s'écriait-il. Il a eu et César et Borgia, mais privés de l'aristocratie du cœur qu'il imaginait aux grands individus de la Renaissance. Quand il demandait que l'individu s'inclinât devant l'éternité de l'espèce et s'abîmât dans le grand cycle du temps, on a fait de la race un cas particulier de l'espèce et on a plié l'individu devant ce dieu sordide. La vie dont il parlait avec crainte et tremblement a été dégradée en une biologie à l'usage domestique. Une race de seigneurs incultes ânonnant la volonté de puissance a pris enfin à son compte la « difformité antisémite » qu'il n'a cessé de mépriser.

Il avait cru au courage uni à l'intelligence, et c'est là ce qu'il appelait la force. On a tourné, en son nom, le courage contre l'intelligence; et cette vertu qui fut véritablement la sienne s'est ainsi transformée en son contraire : la violence aux yeux crevés. Il avait confondu liberté et solitude, selon la loi d'un esprit fier. Sa « solitude profonde de midi et de minuit » s'est pourtant perdue dans la foule mécanisée qui a fini par déferler sur l'Europe. Défenseur du goût classique, de l'ironie, de la frugale impertinence, aristocrate qui a su dire que l'aristocratie consiste à pratiquer la vertu sans se demander pourquoi, et qu'il faut douter d'un homme qui aurait besoin de raisons pour rester honnête, fou de droiture (« cette droiture devenue un instinct, une passion »), serviteur obstiné de cette « équité suprême de la suprême intelligence qui a pour ennemi mortel le fanatisme », son propre pays, trente-trois ans après sa mort, l'a érigé en instituteur de mensonge et de violence et a rendu haïssables des notions et des vertus que son sacrifice avait fait admirables. Dans l'histoire de l'intelligence, exception faite pour Marx, l'aventure de Nietzsche n'a pas d'équivalent; nous n'aurons jamais fini de réparer l'injustice qui lui a été faite. On connaît sans doute des philosophies qui ont été traduites, et trahies, dans l'histoire. Mais jusqu'à Nietzsche et le national-socialisme, il était sans exemple qu'une pensée tout entière éclairée par la noblesse et les déchirements d'une âme excep-

tionnelle ait été illustrée aux yeux du monde par une parade de mensonges, et par l'affreux entassement des cadavres concentrationnaires. La prédication de la surhumanité aboutissant à la fabrication méthodique des sous-hommes, voilà le fait qui doit sans doute être dénoncé. Mais il demande aussi à être interprété. Si l'aboutissement dernier du grand mouvement de révolte du XIXe et du XXe siècle devait être cet impitoyable asservissement, ne faudrait-il pas tourner alors le dos à la révolte et reprendre le cri désespéré de Nietzsche à son époque : « Ma conscience et la vôtre ne sont plus une même conscience »?

Reconnaissons d'abord qu'il nous sera toujours impossible de confondre Nietzsche et Rosenberg. Nous devons être les avocats de Nietzsche. Lui-même l'a dit, et admirablement, dénonçant par avance son impure descendance, « celui qui a libéré son esprit doit encore se purifier. » Mais la question est au moins de savoir si la libération de l'esprit, telle qu'il la concevait, n'exclut pas la purification. Le mouvement même qui aboutit à Nietzsche, et qui le porte, a ses lois et sa logique qui, peut-être, expliquent le sanglant travestissement dont on a revêtu sa philosophie. N'y a-t-il rien dans son œuvre qui puisse être utilisé dans le sens du meurtre définitif? Les tueurs, à condition de nier l'esprit pour la lettre et même ce qui, dans la lettre, demeure encore de l'esprit, ne pouvaient-ils trouver en lui leurs prétextes? Il faut répondre oui. A partir du moment où l'on néglige l'aspect méthodique de la pensée nietzschéenne (et il n'est pas sûr que lui-même s'y soit toujours tenu) sa logique révoltée ne connaît plus de limites.

On remarquera aussi bien que ce n'est pas dans le refus nietzschéen des idoles que le meurtre trouve sa justification, mais dans l'adhésion forcenée qui couronne l'œuvre de Nietzsche. Dire oui à tout suppose qu'on dise oui au meurtre. Il est d'ailleurs deux façons de consentir au meurtre. Si l'esclave dit oui à tout, il dit oui à l'existence du maître et à sa propre douleur; Jésus enseigne la non-résistance. Si le maître dit oui à tout, il dit oui à l'esclavage et à la douleur des autres; voici le tyran et la glorification du meurtre. « N'est-il pas risible que l'on croie à une loi sacrée, infrangible, tu ne mentiras pas,

tu ne tueras pas, dans une existence dont le caractère est le mensonge perpétuel, le meurtre perpétuel? » En effet, et la révolte métaphysique dans son premier mouvement était seulement la protestation contre le mensonge et le crime de l'existence. Le oui nietzschéen, oublieux du non originel, renie la révolte elle-même, en même temps qu'il renie la morale qui refuse le monde tel qu'il est. Nietzsche appelait de tous ses vœux un César romain avec l'âme du Christ. C'était dire oui en même temps à l'esclave et au maître, dans son esprit. Mais finalement dire oui aux deux revient à sanctifier le plus fort des deux, c'est-à-dire le maître. Le César devait fatalement renoncer à la domination de l'esprit pour choisir le règne du fait. « Comment tirer parti du crime? » s'interrogeait Nietzsche en bon professeur fidèle à sa méthode. Le César devait répondre : en le multipliant. « Quand les fins sont grandes, a écrit Nietzsche pour son malheur, l'humanité use d'une autre mesure et ne juge plus le crime comme tel, usât-il des plus effroyables moyens ». Nietzsche est mort en 1900, au bord du siècle où cette prétention allait devenir mortelle. En vain s'était-il écrié à l'heure de la lucidité : « Il est facile de parler de toutes sortes d'actes immoraux; mais aura-t-on la force de les supporter? Par exemple, je ne pourrais pas tolérer de manquer à ma parole ou de tuer; je languirais, plus ou moins longtemps, mais j'en mourrais, tel serait mon sort ». A partir du moment où l'assentiment était donné à la totalité de l'expérience humaine, d'autres pouvaient venir, qui, loin de languir, se renforceraient dans le mensonge et le meurtre. La responsabilité de Nietzsche est d'avoir, pour des raisons supérieures de méthode, légitimé, ne fût-ce qu'un instant, au midi de la pensée, ce droit au déshonneur dont Dostoïevski disait déjà qu'on est toujours sûr, l'offrant aux hommes, de les voir s'y ruer. Mais sa responsabilité involontaire va encore plus loin.

Nietzsche est bien ce qu'il reconnaissait être : la conscience la plus aiguë du nihilisme. Le pas décisif qu'il fait accomplir à l'esprit de révolte consiste à le faire sauter de la négation de l'idéal à la sécularisation de l'idéal. Puisque le salut de l'homme ne se fait pas en Dieu, il doit se faire sur la terre. Puisque le

monde n'a pas de direction, l'homme, à partir du moment où il l'accepte, doit lui en donner une, qui aboutisse à une humanité supérieure. Nietzsche revendiquait la direction de l'avenir humain. « La tâche de gouverner la terre va nous échoir. » Et ailleurs : « Le temps approche où il faudra lutter pour la domination de la terre, et cette lutte sera menée au nom des principes philosophiques ». Il annonçait ainsi le XX[e] siècle. Mais s'il l'annonçait, c'est qu'il était averti de la logique intérieure du nihilisme et savait que l'un de ses aboutissements était l'Empire. Par là même, il préparait cet Empire.

Il y a liberté pour l'homme sans dieu, tel que l'imaginait Nietzsche, c'est-à-dire solitaire. Il y a liberté à midi quand la roue du monde s'arrête et que l'homme dit oui à ce qui est. Mais ce qui est devient. Il faut dire oui au devenir. La lumière finit par passer, l'axe du jour s'incline. L'histoire recommence alors et, dans l'histoire, il faut chercher la liberté; à l'histoire, il faut dire oui. Le nietzschéisme, théorie de la volonté de puissance individuelle, était condamné à s'inscrire dans une volonté de puissance totale. Il n'était rien sans l'empire du monde. Nietzsche haïssait sans doute les libres penseurs et les humanitaires. Il prenait les mots « liberté de l'esprit » dans leur sens le plus extrême : la divinité de l'esprit individuel. Mais il ne pouvait empêcher que les libres-penseurs partissent du même fait historique que lui, la mort de Dieu, et que les conséquences fussent les mêmes. Nietzsche a bien vu que l'humanitarisme n'était qu'un christianisme privé de justification supérieure, qui conservait les causes finales en rejetant la cause première. Mais il n'a pas aperçu que les doctrines d'émancipation socialiste devaient prendre en charge, par une logique inévitable du nihilisme, ce dont lui-même avait rêvé : la surhumanité.

La philosophie sécularise l'idéal. Mais viennent les tyrans et ils sécularisent bientôt la philosophie qui leur en donne le droit. Nietzsche avait déjà deviné cette colonisation à propos de Hegel, dont l'originalité selon lui fut d'inventer un panthéisme dans lequel le mal, l'erreur et la souffrance ne puissent plus servir d'argument contre la divinité. « Mais l'État, les puissances établies ont immédiatement utilisé cette initiative

grandiose. » Lui-même pourtant avait imaginé un système où le crime ne pouvait plus servir d'argument contre rien et où la seule valeur résidait dans la divinité de l'homme. Cette initiative grandiose demandait aussi à être utilisée. Le national-socialisme à cet égard n'est qu'un héritier passager, l'aboutissement rageur et spectaculaire du nihilisme. Autrement logiques et ambitieux seront ceux qui, corrigeant Nietzsche par Marx, choisiront de ne dire oui qu'à l'histoire et non plus à la création tout entière. Le rebelle que Nietzsche agenouillait devant le cosmos sera dès lors agenouillé devant l'histoire. Quoi d'étonnant? Nietzsche, du moins dans sa théorie de la surhumanité, Marx avant lui avec la société sans classes, remplacent tous deux l'au-delà par le plus tard. En cela, Nietzsche trahissait les Grecs et l'enseignement de Jésus qui, selon lui, remplaçaient l'au-delà par le tout de suite. Marx, comme Nietzsche, pensait stratégiquement, comme lui haïssait la vertu formelle. Leurs deux révoltes qui finissent également par l'adhésion à un certain aspect de la réalité vont se fondre dans le marxisme-léninisme et s'incarner dans cette caste, dont parlait déjà Nietzsche, qui devait « remplacer le prêtre, l'éducateur, le médecin ». La différence, capitale, est que Nietzsche, en attendant le surhomme, proposait de dire oui à ce qui est et Marx à ce qui devient. Pour Marx, la nature est ce qu'on subjugue pour obéir à l'histoire, pour Nietzsche ce à quoi on obéit, pour subjuguer l'histoire. C'est la différence du chrétien au grec. Nietzsche, du moins, a prévu ce qui allait arriver : « Le socialisme moderne tend à créer une forme de jésuitisme séculier, à faire de tous les hommes des instruments », et encore : « Ce qu'on désire, c'est le bien être... Par suite on marche vers un esclavage spirituel tel qu'on n'en a jamais vu... Le césarisme intellectuel plane au-dessus de toute l'activité des négociants et des philosophes ». Passée au creuset de la philosophie nietzschéenne, oublieuse de ses origines, la révolte, dans sa folie de liberté, aboutit au césarisme biologique ou historique. Le non absolu avait poussé Stirner à diviniser le crime en même temps que l'individu. Mais le oui absolu aboutit à universaliser le meurtre en même temps que l'homme lui-même. Le marxisme-léni-

nisme a pris réellement en charge la volonté de Nietzsche, moyennant l'ignorance de quelques vertus nietzschéennes. Le grand rebelle crée alors de ses propres mains, et pour s'y enfermer, le règne implacable de la nécessité. Échappé à la prison de Dieu, son premier souci sera de construire la prison de l'histoire et de la raison, achevant ainsi à la fois le camouflage et la consécration de ce nihilisme que Nietzsche a prétendu vaincre.

Albert CAMUS.

I. F. Stone.

LA GUERRE FANTÔME

Le communiqué publié par le Q.G. de Tokyo, deux jours après le début de l'offensive (nº 676 du 26 novembre), contient une remarque acerbe : « Dans le secteur de Changju-Pokchou, l'ennemi a refusé de se manifester. » Comme c'est malhonnête de sa part! Un tel grief l'eût fait disqualifier, dans un tournoi médiéval. Formulé par un Q.G. qui vient de lancer une offensive « destinée à terminer la guerre », il apparaît un peu saugrenu. Et le dépit du Q.G. de Tokyo devient encore plus incompréhensible si on l'examine à la lueur de ses projets politiques.

Dès le 11 novembre, le correspondant à Tokyo du *London Sunday Times* câblait qu'on avait déclaré, « dans des milieux diplomatiques », que « la Grande-Bretagne et les États-Unis allaient demander à l'O.N.U. un vote autorisant le bombardement des bases mandchoues, si les Chinois continuaient de s'opposer aux troupes alliées en Corée ».

Toujours est-il que les Chinois ayant, le 7 novembre, stoppé leur attaque « par une manœuvre surprise », il fallait maintenant les trouver. Bon. Mais si l'offensive du 24 novembre, précédée par deux semaines de reconnaissances, ne parvenait pas à décider les Chinois à se montrer?

L'offensive du 24 novembre avait une importance politique considérable. Comme le notait le correspondant à Lake Success du *London Observer*, au lendemain de l'attaque, « la façon pompeuse dont on avait claironné que c'était l'offensive finale » avait « rendu aux Nations Unies le sens de la réalité ». La réalité étant vraisemblablement celle de l'agression chinoise. Mais si les Chinois n'avaient pas « agressé »? « Ici, disait la même dépêche, les diplomates ont cessé de spéculer sur des arrangements à venir; ils attendent, en cherchant nerveusement à prévoir des événements sur lesquels ils savent ne rien pouvoir ». Mais si les événements attendus ne se produisaient pas? Mais si la paix renaissait sur le

champ de bataille comme après le 7 novembre? Le Q.G. de Tokyo aurait eu ses raisons à lui d'être aussi nerveux que Lake Success.

L'offensive du 24 novembre provoqua quelques combats sanglants. A l'est, les Marines, coincés près de Chingjin, se dégagèrent en combattant; et, le 24 décembre, le 10e Corps fut dramatiquement évacué par mer, à Hungnam, sous la protection de l'artillerie navale et de bombardements aériens. A l'ouest, où était engagée l'action la plus forte, le 8e corps d'armée fut refoulé de la frontière mandchoue et se mit à reculer régulièrement vers le sud, évacuant d'abord la capitale nordiste de Pyong Yang, puis la capitale sudiste de Séoul. Les journaux décrivirent une fuite à bride abattue.

Il s'agissait d'ailleurs bien d'une fuite mais, après le 1er décembre, on peut à bon droit se demander si elle était vraiment nécessaire. Mac Arthur avait déclaré qu'il souhaitait voir ses hommes chez eux pour Noël. Quand on examine soigneusement les communiqués, on se demande si cette promesse impromptue pouvait être tenue. Quand on étudie les négociations entreprises en octobre par le Q.G. de Tokyo alors que la guerre semblait gagnée, on est encore amené à se demander jusqu'à quel point Mac Arthur pensait sérieusement voir ses hommes « chez eux pour Noël ». En effet, le 29 octobre, le général insistait vivement auprès de Washington pour garder quatre ou cinq des huits divisions qu'il commandait. Et Richard Hughes, correspondant à Tokyo du *London Sunday Observer*, câblait que les officiers « qui reflètent généralement l'opinion de Mac Arthur, insistent sur ceci qu'en aucun cas, la fin de la guerre en Corée ne doit servir de prétexte à dissoudre les armées puissantes groupées sous le chapeau des Nations Unies et commandées par Mac Arthur ».

Pour considérer d'un œil neuf ces semaines fièvreuses, prenons la dépêche envoyée de Tokyo au *New York Times*, le 21 décembre, par M. Lindesay Parrott. C'est un bon point de départ. M. Parrott signalait que la veille, le seul « contact » avec l'ennemi avait été une rencontre entre une patrouille U.S. et « un petit groupe de Nord-Coréens ». Il ajoutait une remarque qui contrastait de façon saisissante avec les gros titres des journaux :

« Pendant ces trois dernières semaines, il n'y a toujours eu aucun contact avec les communistes Chinois... en Corée centrale. Un vaste *no man's land* les sépare des forces des Nations Unies. »

Ceci le 21 décembre. Trois semaines plus tôt c'était donc le 1er. L'offensive avait commencé le 24 novembre. On peut donc conclure

de cette dépêche que, dans l'ouest, où avaient lieu les combats les plus violents, le contact entre les forces de l'O.N.U. et les envahisseurs chinois avait été rompu six jours après le déclenchement de l'offensive.

Ce manque ingénieux d'insistance explique peut-être l'agacement qui perce dans le communiqué cité plus haut. Les premières contre-attaques chinoises commencèrent le 31 octobre. Le 6 novembre Mac Arthur stigmatisait les Chinois du terme d'agresseurs; le 7, ils rompaient le contact et commençaient une retraite précipitée. Il était difficile d'entretenir une campagne destinée à faire condamner les Chinois comme agresseurs par l'O.N.U., alors que les patrouilles U.S. remontant vers le nord ne rencontraient pas l'ombre d'agresseurs.

La fois suivante, Mac Arthur procéda plus rapidement et de manière inverse. Le 26 novembre, à l'est et à l'ouest, ses troupes déferlaient vers le nord « sans rencontrer aucune résistance ». Le 27 novembre, le Q.G. de Tokyo déclarait que « de puissantes contre-attaques ennemies » avaient « paralysé » l'offensive. Le 28 novembre, le Q.G. de Tokyo disait que le front des troupes de l'O.N.U. s'était « affaissé » sous de violentes attaques à droite et au centre, et le même jour à Lake Success les U.S.A. accusaient la Chine « d'agression ouverte et caractérisée ». Cette fois, Mac Arthur ne prit pas le risque de voir les Chinois battre en retraite : il se mit lui-même à reculer vivement.

Le 29, à Tokyo, un porte-parole de la 8e Armée révélait que la retraite des forces de l'O.N.U. avait commencé. « En certains points du front » la retraite s'opérait « sous une forte pression ennemie », mais « en certains autres le contact avec l'ennemi était rompu et les troupes U.S. et sud-coréennes s'installaient sur de meilleures positions défensives ».

Si, après le 1er décembre, les deux parties avaient stabilisé leurs positions à la faveur du ralentissement manifeste des hostilités ou si les Chinois avaient de nouveau battu en retraite, il aurait été difficile de les faire condamner comme agresseurs. Mac Arthur les possédait en reculant, d'où une avalanche de gros titres de journaux qui présentaient les forces de l'O.N.U. comme débordées par l'attaque ruineuse de hordes déferlant de la frontière mandchoue.

La 8e Armée ne se contentait pas de fuir : elle semblait soucieuse de bien montrer à l'ennemi où il la trouverait, pour être ainsi

contrainte par lui à poursuivre sa retraite stratégique. Nous avons déjà vu que, le 20 novembre, Tokyo avait signalé la fameuse « brèche » ouverte entre la 8e Armée à l'ouest et le 10e Corps à l'est, en exprimant l'opinion que 40.000 guerillas rouges de l'arrière avaient l'ordre de percer au centre, au point où il n'y avait plus « qu'un mince contact entre la 8e Armée et le 10e Corps ».

Bien que l'offensive ne dût commencer que quatre jours plus tard, rien ne semble avoir été fait pour renforcer ce point faible. Au contraire, le 26 novembre, alors que la 8e Armée poussait vers la côte ouest sans rencontrer de résistance, le Q.G. de Tokyo signala de nouveau cette zone vulnérable entre les deux armées.

En lisant, dans le *New York Times*, le compte rendu de la conférence de presse du 26, on a l'impression de voir Achille désigner frénétiquement son talon.

La dépêche disait que tout allait bien sur les ailes, mais que l'ennemi avait contre-attaqué au centre « et que l'on était en droit de croire qu'une bataille de grande envergure — s'il doit y en avoir une avant la fin de la guerre — pourrait s'engager dans ce secteur de montagnes neigeuses. » Et l'on ajoutait, presque timidement : « devant l'absence d'opposition sérieuse, on peut se demander ce que fait l'ennemi dans la poche de cinquante milles » creusée entre les deux armées de l'O.N.U. Le Q.G. de Mac Arthur semblait envisager d'une âme égale la possibilité d'une attaque sérieuse dans son secteur le plus vulnérable. La dépêche poursuivait : « La résistance accrue dans le centre du secteur répondra peut-être bientôt à cette question. Un porte-parole du Q.G. de Mac Arthur à déclaré : « Tout ce que vous pourrez dire, c'est que nous opposerons une solide résistance, ce que nous n'avons pas fait jusqu'à présent ». En général, on se prépare à résister sur un point faible en le renforçant et non en claironnant, de par le monde, où se trouve ce point faible.

Quand la résistance se manifesta, le Q.G. de Tokyo était prêt à supporter le pire, et ce fut la retraite. On aurait dit qu'il continuait à réaliser les plans établis depuis le 6 novembre, juste avant que les communistes chinois eussent brusquement rompu le contact et commencé de battre en retraite. On se rappelle qu'à cette époque l'Associated Press câblait de Tokyo que « le Q.G. de Mac Arthur était calme et confiant ». Ce en quoi il avait confiance, c'était bien, semble-t-il, une retraite comme celle qui débuta le 1er décembre. Le calme et la confiance du Q.G. de Mac Arthur étaient au moins

bizarres, puisqu'il estimait, ce même jour, que Mao Tsé Tung disposait de 600.000 hommes en Mandchourie et en Chine du nord.

« Les Rouges Chinois peuvent donc submerger par leur nombre les forces de l'O.N.U. qui se trouvent actuellement en Corée — s'ils veulent engager toutes leurs troupes. Du point de vue militaire, la situation pourrait redevenir, en plus grave, ce qu'elle était aux premiers jours de la guerre de Corée. C'est-à-dire que les forces de l'O.N.U., attaquées sur leurs ailes et menacées d'encerclement par des forces communistes supérieures en nombre, reculeraient lentement en combattant. Si les Rouges Chinois entreprenaient cette opération, ajoutait rêveusement le communiqué, ils pourraient déclencher une grande guerre. »

C'est en gros ce qui se produisit après le 1er décembre. A ceci près que le Q.G. de Mac Arthur n'attendit pas de vérifier si Mao Tse Tung avait engagé des forces aussi énormes. A ceci près, encore, que la 8e Armée ne recula pas « lentement et en combattant ». A ceci près enfin que les Chinois n'avaient l'air nullement pressés de déclencher cette « grande guerre » en serrant Mac Arthur de trop près. Mais, « attaquées sur les ailes et menacées d'encerclement », les troupes de l'O.N.U. reculaient — en accord parfait avec cette déclaration prophétique du 6 novembre.

Quand la résistance se manifesta, le Q.G. de Mac Arthur était prêt au pire et comptait y faire face. A l'annonce de ce qui semblait être une déroute, ce fut la panique à Washington, à Londres et à Lake Success. Le déshonneur militaire subi en Corée fut largement compensé par des succès d'un autre ordre. M. Truman, enfin, menaça d'utiliser la bombe atomique contre la Chine. Après quoi, il devenait pratiquement impossible d'engager des pourparlers de paix sans perdre la face. M. Attlee se précipita à Washington. Sur le plan intérieur le Président proclama l'état d'urgence et mit en route la mobilisation économique qui deux fois déjà avait préludé à la participation de l'Amérique à une guerre mondiale. A la faveur de l'affolement général, la France avala l'amère pilule du réarmement allemand, et l'Angleterre se trouva poussée à une quasi-mobilisation. Peu de gens s'attardèrent à regarder ce qui se passait réllement en Corée. Le fait est qu'une fois de plus, les communistes Chinois ne s'étaient pas décidé à « l'agression » de grande envergure que redoutaient les uns et qu'espéraient les autres.

Dès le début de la « déroute », les dirigeants de l'hebdomadaire conservateur anglais *The Spectator* suggéraient hardiment ceci, dans leur numéro du 1er décembre : « Il est au moins concevable que la Chine, qui, par une manœuvre stratégique d'une surprenante efficacité, a rejeté les forces des Nations Unies au point où elle estime qu'elles ne constituent plus une menace pour ses frontières, il est au moins concevable que la Chine souhaite cesser le combat et engager des négociations ». Sans chercher à en tirer des conclusions, d'autres journaux commençaient à remarquer que cette retraite avait quelque chose de bizarre, ou que — comme Mac Arthur le disait non sans d'excellentes raisons — on devrait l'appeler « la retraite préparée ».

Les forces de l'O.N.U. avaient l'air d'être terriblement pressées de battre en retraite, mais les forces communistes ne semblaient nullement pressées d'attaquer. Ce n'est pas, en général, ce qui se passe quand un agresseur qui dispose de forces écrasantes possède l'initiative des opérations contre un adversaire plus faible que lui. Des esprits chagrins se plaignaient : ainsi M. Peter Fleming, le chroniqueur militaire de *The Spectator*, qui écrivait le 8 décembre qu'en « se dégageant avec succès » la 8e Armée n'avait laissé aux Rouges Chinois « que le rôle de chiens de berger ». Il notait sévèrement : « Les nouvelles du front donnent à croire qu'une fois de plus il y règne une atmosphère telle que, si l'ennemi envoie une patrouille derrière vos lignes, on déclare qu'il vous a coupé la retraite — quand il serait aussi juste de dire qu'il a seulement placé une partie de ses forces dans une position précaire. Sans bénéfice pour ses troupes de soutien. » Il poussait l'indécence jusqu'à douter de la réalité du cauchemar favori du Q.G. de Tokyo : les « hordes » Chinoises. « Militairement, ajoutait-il, je ne peux pas concevoir qu'une infanterie, même innombrable, soit en mesure de rejeter à la mer une armée moderne soutenue par une force aérienne considérable et par une marine sans adversaire. » Quand cet article parvint au service de presse du Q.G. de Tokyo, les Macarthuristes convaincus durent déplorer qu'il n'eût point paru dans une revue plus à gauche, comme le *New Statesman* détesté; ils durent chercher un moyen de convaincre le réactionnaire *Spectator* de professer des doctrines subversives (en rappelant, par exemple, qu'on avait autorisé Marx à travailler tranquillement dans la salle de lecture du British Museum).

D'autres commentaires, plus amicaux, n'étaient pas moins

embarrassants. Le correspondant militaire du *London Sunday Observer* crut manifestement rendre service à Mac Arthur en écrivant, le 10 décembre, que la 8e armée, après avoir reculé de près de 100 milles en une semaine, « avait pu se reformer et se réorganiser » grâce à « la lenteur de l'avance chinoise ». A son avis la 8e Armée « semblait s'être mise en état de livrer bataille, au cas où les Chinois décideraient de poursuivre la guerre ». Le Q.G. de Tokyo avait d'autres projets. Le correspondant à Tokyo du *London Sunday Times* câblait, le même jour, que « les Chinois ne semblaient pas pressés de livrer bataille » et que l'on comptait au Q.G. que les forces des Nations Unies « se replieraient au sud du 38e parallèle pour voir ce que feraient les Chinois ».

Cependant on parlait toujours de « déroute » dans les titres en caractères gras.

Dans la presse populaire anglaise, commençait à transparaître le mécontentement des hommes de la 29e Brigade, qui avait couvert la retraite. « Bien qu'ils aient une mission de couverture, écrivait le 13 décembre le correspondant à Tokyo du *London Daily Mail*, les régiments d'arrière-garde n'ont pas encore tiré un coup de feu. Aucun d'eux n'a jamais vu un communiste Chinois. Certains hommes se demandent pourquoi on court si vite. » Le correspondant militaire du *London Times* écrivait le 18 décembre que les Chinois « n'avaient pas fait la moindre tentative » pour approcher l'arrière-garde de la 8e Armée, qu'ils « ne la pressaient pas sur ses ailes » et « que rien ne prouvait qu'ils cherchassent à lui barrer la route ».

En fait, comme nous le verrons, rien ne prouvait même que les communistes Chinois suivissent la 8e Armée.

« Il semble évident, disait des Chinois le correspondant militaire du *Times*, que leur seul objectif était de reconduire, sans plus combattre, les troupes de l'O.N.U. au sud du 38e parallèle. Dans ce cas, ils ont réussi. Il est indéniable que la 8e Armée était en grand danger. Mais il sera fort intéressant d'apprendre, quand nous serons mieux informés, si cette armée, infiniment mieux équipée que celle qui la suivait (plutôt qu'elle ne la poursuivait) a vraiment été incapable de jamais porter un coup ou si elle avait reçu l'ordre formel de ne pas le faire. »

Le 21 décembre, dans un communiqué spécial, le Q.G. de Mac Arthur fit un étrange aveu. Au milieu d'un fouillis d'excuses embarrassées, on lit : « La retraite qui a suivi la bataille de Sinanju

n'a pas été commandée par la perte de la bataille, ni par l'acceptation de la défaite, mais par la disproportion évidente entre les ressources des communistes Chinois et celles des Nations Unies. » La « bataille de Sinanju » s'était terminée dans la nuit du 30 novembre. Pendant trois semaines, les forces de l'O.N.U. avaient opéré une retraite préparée d'avance, non sous la pression de l'ennemi mais parce que l'on avait calculé que ses troupes étaient trop nombreuses pour qu'on osât risquer la bataille.

On ne comprenait pas clairement si l'ennemi avait effectivement poursuivi les forces de l'O.N.U., ou si ses troupes avaient effectivement une supériorité numérique écrasante. Pourtant, dans le même communiqué, le Q.G. de Mac Arthur laissait entendre qu'un cinquième du total des Chinois mobilisables se trouvaient en Corée, « avec de quinze à vingt-cinq divisions supplémentaires » massées derrière le Yalu.

Nanson W. Baldwin, chroniqueur militaire du *New York Times*, écrivait, le 24 décembre, que les forces de l'O.N.U. avaient violé « une des premières règles de la guerre : ne jamais perdre le contact avec l'ennemi ».

Il disait : « Nous l'avons fait pendant des jours et des jours et les grands chefs ont dû exiger la semaine dernière que de fortes patrouilles soient lancées sur le front de la 8e Armée pour tenter de repérer les positions de l'ennemi et d'estimer ses forces. »

Comme après le 6 novembre, ces sacrés Chinois semblaient de nouveau avoir disparu.



La guerre était de nouveau en danger de mourir comme un feu mal alimenté. Le Q.G. de Mac Arthur était à l'affût : *primo*, des Chinois; *secundo*, d'un corps de troupes nord-coréen de dimensions honnêtes; *tertio*, d'une attaque ennemie. Les Chinois semblaient difficiles à trouver. Le 2 décembre, alors que la « déroute » était bien en train et que la capitale nordiste de Pyong Yang était était sur le point d'être évacuée, Mac Arthur avait accusé les Chinois de mener « une guerre non déclarée » contre les Nations Unies. Il avait alors « près de 145.000 prisonniers de guerre », mais quand les journalistes lui demandèrent combien d'entre eux étaient Chinois, il répondit : « Moins de trois cents. » Le 18 décembre le *New York Times* annonçait qu'il y avait plus de 120.000

prisonniers nord-coréens et 616 Chinois dans les camps de Corée du Sud. Le nombre des Chinois paraissait remarquablement réduit si l'on songe aux « hordes » innombrables que le Q.G. de Tokyo estimait être mobilisées contre lui. Il semblait qu'il y eût encore moins de Chinois sur le champ de bataille (où l'on ne se battait pas). Les nouvelles données le 19 décembre par le Q.G. de Tokyo, étaient décourageantes. « D'après des renseignements d'origine sud-coréenne, il n'y aurait pas de troupes chinoises au sud du 38e parallèle » et « ceci était confirmé par neuf prisonniers américains, anglais et sud-coréens », qui venaient d'être relâchés par les Rouges. Tant qu'ils ont été aux mains de l'ennemi, ils n'ont pas vu l'ombre d'un Chinois. Un communiqué du 21 décembre fait de nouveau aux Chinois les honneurs de la première page, mais la certitude de leur présence sur le champ de bataille n'est nullement aveuglante. Le communiqué parle d'une attaque sur le front central, en dessous du 38e parallèle; il dit : « le fait qu'on ait signalé la présence de chevaux et de chameaux dans le secteur laisse supposer que les attaquants étaient des communistes Chinois »; mais il admet « qu'ils n'ont pas pu être identifiés de façon certaine ». Un communiqué du 23 décembre déclare : « On croit que quatre corps d'armée communistes Chinois de renfort sont entrés récemment en Corée du nord. » Mais ils étaient encore très loin du 38e parallèle.

Les Chinois restant obstinément absents, le Q.G. de Tokyo se mit en devoir de recenser les forces nord-coréennes. Le 6 novembre Mac Arthur avait déclaré que l'armée nord-coréenne était totalement détruite. Le 19 décembre, il estimait qu'elle comptait six divisions de plus qu'au moment de sa plus grande puissance. Ce miracle militaire mérite d'être examiné dans toute son énormité. Dans le fameux communiqué du 6 novembre qui annonçait à l'O.N.U. qu'un « nouvel adversaire » était apparu sur le champ de bataille, Mac Arthur disait que l'Armée nord-coréenne avait été liquidée. Il déclarait qu'avec « le nombre de prisonniers tombés entre nos mains... plus de 135.000, plus 200.000 tués ou blessés, soit une perte totale de 335.000 hommes, représentant à peu de choses près tout le potentiel militaire nord-coréen », la guerre était « pratiquement terminée » au moment de l'intervention chinoise.

Six semaines plus tard, ayant peu de preuves de la présence des Chinois dans la zone de combat (ou plus exactement, de

retraite), Mac Arthur ressuscitait l'Armée nord-coréenne. « Les forces nord-coréennes organisées, disait ce communiqué, *doivent* totaliser aujourd'hui environ 150.000 hommes » (c'est moi qui souligne). Mais on se gardait d'expliquer pourquoi. Le communiqué ajoutait que des Nord-Coréens étaient à l'entraînement en Mandchourie, « et il est probable que 50.000 autres recrues sont disponibles, même si elles ne se trouvent pas actuellement en Corée du Nord. »

« Commentant la reconstitution de l'armée nord-coréenne, disait une dépêche du Q.G. publiée le jour suivant par le *New York Times*, le Service de Renseignements du général Mac Arthur a précisé que les Communistes avaient pu reconstituer pratiquement toutes les divisions qui avaient pris part à l'attaque du réduit de Fusan l'été précédent et en avaient créé une demi-douzaine de nouvelles... » Les déclarations « revues et corrigées » du Service de Renseignements fixaient le nombre des divisions nord-coréennes à 18, le nombre des hommes à 150.000 — sans compter les 50.000 hommes disponibles qui devaient se trouver en Mandchourie. Si c'était vrai, avoir remis sur pied en six semaines une armée de 18 divisions et de 150.000 hommes était un tour de force militaire.

Dès le 15 décembre, des prisonniers interrogés avaient dit que les Chinois n'avaient pas l'intention de se battre au-dessous du 38e parallèle. Si les Chinois ne voulaient pas le faire, les Nord-Coréens le feraient peut-être. L'armée nord-coréenne étant reconstituée (de l'avis, tout au moins, du Service de Renseignements de Tokyo), le communiqué se mit à prévoir une nouvelle offensive. « La répétition de fortes attaques de sondage en différents points du front indique la volonté de l'ennemi de repérer soigneusement la ligne principale de résistance des Nations Unies... C'est, normalement, la phase initiale d'une attaque imminente » (22 décembre). Le même communiqué prêtait à l'ennemi « l'intention de renouveler son offensive de novembre ».

Il y avait des présages. « Le Q.G. de Tokyo, disait le *New York Times* du 24 décembre, exprime officieusement l'opinion que l'assaut chinois est imminent. Certains officiels prévoient qu'il pourrait commencer cette nuit — la nuit de Noël. Leurs prévisions sont basées sur le calendrier. Ce soir, c'est la pleine lune. Par deux fois déjà, les Chinois ont attaqué un jour de pleine lune. » On se croirait dans la Rome antique : les augures examinent les entrailles

des bêtes sacrifiées, pour savoir ce que fera l'armée qui marche vers eux.

Pourquoi une armée qui subit des bombardements et des mitraillages aériens continuels, pourquoi une armée qui ne dispose pratiquement d'aucune protection aérienne, attendrait-elle une nuit de pleine lune pour attaquer? C'est ce qu'on n'expliquait pas. Mais le Q.G. de Tokyo semblait si sûr de « ces prévisions basées sur le calendrier » qu'il lança bravement une puissante armée ennemie au travers du 38e parallèle et dans la première page des journaux de Noël, sans attendre que son bel effort coïncidât avec une action réelle de l'ennemi. « Les Chinois descendent vers le sud au-delà du 38e parallèle. La première vague d'assaut déferle vers Séoul. Cent mille hommes sont massés en réserve. Le gouvernement s'enfuit de la capitale sudiste », disaient les titres de l'édition parisienne du *Daily Mail*, le matin de Noël. « Les Rouges chinois franchissent le 38e parallèle », titrait le même jour l'édition internationale du *New York Times*. Malheureusement l'édition internationale n'est publiée à Paris qu'avec vingt-quatre heures de retard et, vingt-quatre heures plus tard, il était évident qu'il ne s'était rien passé de tel. Une fois de plus, les Chinois refusaient d'y mettre du leur.

On attendait l'offensive pour la nuit de Noël. Au Q.G. de Tokyo tout marchait au chronomètre. « La première vague d'une puissante armée communiste, dit le communiqué du Q.G., a franchi le 38e parallèle et déferle en Corée du Sud, en direction de Séoul. On signale sur la frontière la présence de 10.000 Chinois et Nord-Coréens, et cent mille hommes marchent derrière eux. Le gouvernement sud-coréen a fui Séoul... sur le conseil des autorités militaires américaines. L'assaut des Chinois et des Nord-Coréens prendra demain sans doute toute sa violence... » Dans l'édition parisienne du *New York Herald Tribune*, le 25 décembre : « Les Chinois franchissent, en force, le 38e parallèle. On s'attend à une ruée rouge sur Séoul. » L'Associated Press publiait une dépêche semblable. Lindsay Parrott télégraphiait, le même jour, du Q.G. code Tokyo. que les troupes communistes chinoises « en nombre considérable » avaient franchi le 38e parallèle et qu'on pensait qu'elles descendraient sur Séoul.

« Les Rouges se massent au nord de Séoul », disait le titre précédant cette même dépêche dans le *New York Times*. La preuve en était d'ailleurs fournie : « des soldats sud-coréens patrouillant

devant l'aile gauche du front, au nord de Séoul, ont tué deux Chinois et en ont capturé deux autres dans le secteur du fleuve Imjin, à quelques centaines de mètres au sud de la frontière... » D'après le Q.G. de Tokyo, les prisonniers auraient déclaré que les Chinois étaient « en force » dans les environs de Korangpo, à l'est de Kaesong.

On ne précisait pas ce qu'entendaient les prisonniers par l'expression « en force », mais on disait à Tokyo que d'après les « estimations coréennes, les Chinois devaient être de 7 à 10.000 — l'équivalent d'une division communiste. » C'était ce petit accrochage de patrouilles qui semblait avoir déclenché, dans les journaux, l'offensive de Noël sur Séoul.

Le Q. G. de Tokyo apprit alors, à sa grande douleur, que quatre Chinois ne font pas à eux seuls une offensive. Le lendemain de Noël le correspondant à Tokyo du *Daily Mail* écrivait : « Les Rouges retardent leur grande attaque. La grande ruée rouge vers la Corée du sud, que l'on attendait avec certitude pour Noël, n'a pas été déclenchée. » Les troupes de l'O.N.U., retranchées sous la frontière, avaient « gardé et renforcé leurs positions durant la journée »; mais on ne signalait « aucun raid communiste au sud du 38e parallèle », et la nouvelle, publiée la veille, que les Rouges avaient franchi le parallèle était « officiellement démentie ». Deux Chinois avaient été tués, deux autres capturés et interrogés, près du fleuve Imjin, au sud de la frontière. Malgré cela « un porte-parole de la 8e Armée avait déclaré qu'on n'avait pas pu établir avec certitude la présence d'une armée chinoise au sud de la frontière. » Mais on gardait pourtant de l'espoir. « Il n'est pas douteux, poursuivait la dépêche, que d'importantes forces communistes sont massées près du parallèle. Elles surveillent le front allié, à 30 milles de Séoul, d'où on a rapidement évacué tous les non-combattants. »

Pourtant, l'évacuation allait poser des problèmes. Les Sud-Coréens semblaient moins impressionnés que le Q.G. de Tokyo par ces communistes soi-disant « massés » le long de la frontière et prêts à bondir sur Séoul. Pyongyang, la capitale nordiste, avait été incendiée et évacuée sans combat. On craignait un peu que le même sort ne fût réservé à Séoul lors de l'exécution de la « retraite stratégique » de Mac Arthur. Le 11 décembre, selon le correspondant à Séoul du *New York Times*, le Q.G. de la 8e Armée « déclarait qu'on ne savait pas encore si Séoul serait ou non défendue »; le

correspondant ajoutait : « Les Coréens ont peur qu'elle ne le soit pas. »

Le même jour, dans une interview, Syngman Rhee se plaignait : « L'armée veut se battre. On n'a pas appris aux soldats coréens à reculer... Ils ne connaissent pas la tactique de la retraite. Mais on leur donne l'ordre de reculer et de reculer encore. » Il disait que six colonels de son armée s'étaient suicidés, l'été précédent, « pour protester contre l'ordre d'évacuation du secteur défensif de Taegu ». Le chef du gouvernement sud-coréen disait qu'il allait organiser une réunion de masse, où il donnerait les raisons de la dernière retraite et déclarerait « qu'il serait, cette fois, inopportun d'évacuer Séoul. » Apparemment, Rhee était alors partisan de défendre Séoul.

On a de bonnes raisons de croire que le commandement militaire des troupes de l'O.N.U. avait décidé l'évacuation de Séoul avant même l'offensive de Noël, qui n'eut d'ailleurs pas lieu : une dépêche de Séoul, publiée le 26 décembre dans l'édition parisienne de *New York Herald Tribune*, révélait un fait intéressant. M. Ansel E. Tabert, correspondant du *New York Herald*, écrivait que l'Assemblée Nationale sud-coréenne avait décidé de quitter la capitale pour une ville située « plus au sud... sans doute pour Pusan », et il ajoutait : « Le 22 décembre, l'Assemblée avait voté contre le président Rhee qui lui demandait de quitter Séoul. »

Vraisemblablement, Rhee lui-même subissait la pression du commandement militaire américain. Il avait en effet déclaré, selon le *New York Times*, que l'évacuation de la capitale « avait été votée à contre-cœur, sur les conseils du commandement militaire allié », — ajoutant qu'il « croyait que la capitale serait défendue » et qu'il « exhortait les troupes coréennes à se battre jusqu'au bout ». De fait, le lendemain, le correspondant de l'United Press à Séoul rapportait une déclaration de Rhee : le gouvernement sud-coréen « n'avait pas l'intention de quitter la capitale ». Rhee se plaignait de ce que Tokyo eût donné une idée fausse de la situation, et annonçait que son ministre ferait des représentations au Q.G. de Mac Arthur.

Une fois évaporée « l'offensive de Noël », l'opposition sud-coréenne à l'évacuation de Séoul devint si tenace que, le 26, le correspondant à Séoul du *New York Times* écrivait : « Dans certains milieux gouvernementaux, on souhaite de plus en plus demander au commandement militaire allié de rendre leur liberté

de manœuvre aux troupes sud-coréennes pour qu'elles puissent défendre Séoul aussi longtemps que possible, si les autres troupes des Nations Unies évacuaient le secteur... » Ce qu'on craignait ce n'était pas tant la défaite que la retraite. D'après la même dépêche, les officiels sud-coréens déclaraient « qu'ils n'avaient pas pu savoir si on comptait défendre Séoul ou si la ville serait abandonnée sans combat. » La Corée du sud ne semblait pas avoir grande confiance en ses défenseurs étrangers. Ce manque de confiance, comme nous le verrons, n'était pas injustifié. Peu de temps après, dans une bataille fantôme contre un ennemi fantôme, Séoul allait être ravagée et abandonnée par ses défenseurs de l'O.N.U.

***

L'offensive de Noël venait à peine de mourir, dans les colonnes des journaux, que le Service de Renseignements du Q.G. de Tokyo était averti de la menace d'une nouvelle offensive. Le 28 décembre le Q.G. publia un état alarmant des forces ennemies. On était informé que Mac Arthur avait devant lui 1.305.406 hommes de troupe ennemis, répartis comme suit :

— devant la 8e Armée : 171.117 hommes de la 4e Armée communiste chinoise;

— dans le secteur de Hungnam : 106.156 hommes de la 3e armée communiste chinoise;

— troupes nord-coréennes, guérillas comprises : 167.233 hommes;

— troupes ennemies-mixtes en Corée : 444.406 hommes;

— en Chine du Nord, ou se dirigeant vers la Chine du nord : 906.000 hommes.

Total : 1.350.406 hommes.

L'Office du Recensement n'eût pas fait mieux. D'après le porte-parole du Q.G., on s'était « basé en partie », pour établir ces chiffres, « sur les interrogatoires de plusieurs centaines de prisonniers ». L'expression « basé en partie » était mystérieuse, mais le Q.G. observait un silence discret sur les autres procédés employés. Peut-être quelque dispositif secret, du type tourniquet de métro, avait-il permis de dénombrer les ennemis au passage.

M. Parrott, correspondant du *New York Times* à Tokyo, citait ces chiffres et ajoutait que leur publication « coïncidait avec des déclarations de Washington suivant lesquelles jusqu'à ce jour

aucune information sérieuse n'était venue justifier les dires de Mac Arthur qui prétendait avoir devant lui des forces communistes écrasantes. » La publication du nombre exact était sans doute pour Mac Arthur un moyen de faire taire les sceptiques.

Le plus extraordinaire de ces chiffres était celui des troupes nord-coréennes. Cette armée grandissait toujours : elle grandissait par véritables bonds. Le lecteur se rappelle que, le 6 novembre, Mac Arthur l'avait déclarée totalement détruite; que, le 19 décembre, il avait annoncé qu'elle était miraculeusement reconstituée, et plus forte d'une demi-douzaine de divisions qu'en son meilleur temps. Le 27 novembre, un communiqué du Q.G. de Mac Arthur disait que « dans les douze derniers jours, onze divisions nord-coréennes réorganisées étaient apparues, ce qui portait le nombre total des unités nord-coréennes repérées à 26. » Soit huit divisions de plus en huit jours.

Le 19 décembre, le Q.G. pensait que « probablement » 50.000 autres Nord-Coréens étaient à l'entraînement en Mandchourie. Ce chiffre supposé tripla presque le 27 décembre. « D'après certaines informations, disait le communiqué, près de 130.000 Nord-Coréens étaient soumis à l'entraînement, en Mandchourie, dans les dernières semaines d'octobre », et l'on avait « des raisons de croire que très prochainement l'ennemi pourrait engager plusieurs divisions supplémentaires sur le champ de bataille ». A ce compte là, même si Mao Tsé Tung se retirait, les Nord-Coréens pourraient continuer seuls le combat.

Ayant ainsi généreusement estimé les forces ennemies, le Q.G. de Mac Arthur fit une nouvelle prédiction. Le 29 décembre, son porte-parole déclara qu'avec 22 divisions prêtes à combattre, les Communistes se trouvaient « en état de lancer, le 1er janvier, une attaque de grand style contre la 8e Armée. Des dernières positions Chinoises repérées », expliquait-on, « on peut déduire la date et la force de l'offensive prochaine. »

Alors que, le même jour, les nouvelles du front étaient « dans la dernière quinzaine, activité de patrouilles », le porte-parole du Q.G. affirmait qu' « à tout moment on pouvait s'attendre à une attaque générale, ou au moins à l'attaque d'un corps d'armée chinois ». L'attente angoissée d'une attaque massive, fréquemment exaspérée par les titres des journaux, était un instrument dont le Q.G. de Tokyo jouait en maître et se servait pour masquer

les nouvelles vraiment importantes : « dans la dernière quinzaine, activité de patrouilles ».

Ce n'était pas tout. Le 28 décembre, reléguée dans un coin d'un communiqué verbeux, on relevait une information sensationnelle. Le communiqué 768 du G.Q.G., dont on peut trouver le texte complet dans le *New York Times* du lendemain, disait : « Le dernier contact réel avec l'ennemi, la dernière identification réelle des troupes ennemies remontent au 12 décembre. Il en ressortait que les troupes communistes chinoises se trouvaient presque toutes... dans la région de Pyongyang ». Le dernier contact réel avec l'ennemi s'était produit 16 jours plus tôt. Il s'était produit dans la région de la capitale Nordiste, à environ 120 kilomètres au nord du 38e parallèle. Pyongyang avait été abandonnée sans combat, par les troupes de l'O.N.U., le 4 décembre. La seule indication d'une avance ennemie fut donnée par des avions d'observation qui signalèrent que des troupes communistes chinoises avaient occupé un aérodrome dans les faubourgs nord-est de la ville. Le 28 décembre, quoique le Q.G. prétendît le contraire, les communistes chinois étaient toujours dans la région de Pyongyang, à environ 180 kilomètres de Séoul.

Le 30 décembre, toujours aucun signe de la fameuse offensive. « En interprétant les informations du Service de Renseignements du Q.G., on peut conclure que la grande offensive n'aurait lieu qu'après le Nouvel An. » Le nouveau commandant de la 8e Armée, le général Matthew B. Ridgway, après un voyage d'inspection de trois jours, proclama « sa confiance absolue dans la magnifique unité qu'il avait sous ses ordres ». A Séoul, un porte-parole du gouvernement sud-coréen déclara que, « bien que des plans d'évacuation aient été établis », le gouvernement ne quitterait pas la capitale, parce qu'il pensait aujourd'hui « que la ligne de défense établie au nord de la ville serait tenue ».

Le 31 décembre, il ne se passa pas grand chose. Le Q.G. signalait cependant : « Les préparatifs offensifs de l'ennemi s'intensifient sans arrêt. » De Tokyo, l'Associated Press signalait que l'ennemi prenait position « pour une attaque-massive sur Séoul, qui se déclencherait sans doute dans les premiers jours de janvier ». Une dépêche du front disait que les troupes avaient confiance et pensaient pouvoir tenir, à moins que les Communistes n'exercent une « trop forte pression sur l'aile gauche du front et ne l'obligent à reculer. Les troupes de l'O.N.U. qui sont en ligne craignent que

cela se reproduise pour la seconde fois. » Trois jours plus tôt le communiqué du Q.G., discutant les intentions possibles de l'ennemi disait : « Il est probable que l'ennemi manœuvrera comme d'habitude et attaquera l'aile du front allié. » Le porte-parole du Q.G. développait cette idée et expliquait : « Il est probable que l'ennemi se prépare à renouveler la manœuvre qui, le mois dernier, a contraint les forces alliées à reculer du fleuve Chongchon jusqu'au nord de Pyongyang ».

Cette fois-là, déjà, le lecteur s'en souvient, le Q.G. avait obligeamment signalé son point faible. C'était à croire qu'il préparait une nouvelle retraite stratégique qui, cette fois, lui coûterait la perte de Séoul.

Le Q.G. de Tokyo préparait l'évacuation avant même d'être certain qu'une attaque aurait lieu. Ces dispositions apparaissent clairement dans une dépêche de Richard J.H. Johnston, datée du 30 décembre, mais qui dut être arrêtée en route, car elle ne fut publiée que le 1er janvier. (Il y a quatorze heures de décalage entre l'heure coréenne et l'heure américaine, ce qui fait que les dépêches de Corée paraissaient souvent dans les journaux du matin de New York le jour même où elles avaient été écrites.) Cette dépêche non seulement signalait qu'il fallait s'attendre à voir Séoul abandonnée « peu de temps après le début de l'attaque ennemie », mais ajoutait : « Hier encore on ne savait pas si les forces de l'O.N.U. résisteraient sur le fleuve Han pour défendre Inchon, le port de Séoul. »

Les officiers de la 8e Armée avec qui causa M. Johnston semblent avoir envisagé sérieusement l'abandon, non seulement de Séoul, mais encore de toute la Corée. « Un des graves problèmes qui se posent ici », câblait M. Johnston, est de savoir que faire des 130.000 prisonniers « si les forces de l'O.N.U. évacuent la Corée ». Un « problème étroitement lié à celui-là » sera de savoir que faire de l'armée sud-coréenne « en cas d'évacuation totale ». Manifestement la question était âprement discutée et, « dans certains milieux Coréens », on suggérait que ces troupes, plus de cent mille hommes, fussent transportées dans l'île de Cheju, à cent kilomètres de la côte coréenne du sud. On suggérait également que cette île de pêcheurs, rocheuse et stérile, pourrait devenir le « Formose » de Syngman Rhee. « Officieusement », on suggérait que Syngman Rhee pourrait installer à Cheju un gouvernement exilé « semblable au gouvernement nationaliste chinois de Formose ».

« Devant cette éventualité », notait M. Johnston, les Sud-Coréens « semblaient plus abattus qu'ils ne l'avaient jamais été depuis l'attaque nord-coréenne de juin »; mais « on voulait encore espérer » que « finalement... les troupes de l'O.N.U. chasseraient l'ennemi et unifieraient le pays. » M. Johnston ajoutait : « Mais étant donné le danger de guerre mondiale, dont les Coréens sont parfaitement conscients, on admet fort bien que cette victoire puisse être retardée. »

Une nouvelle guerre mondiale était incontestablement possible. Depuis le début de la guerre de Corée, elle était possible. Si une nouvelle guerre mondiale éclatait, la position des forces de l'O.N.U. en Corée serait intolérable : elles seraient coincées dans un étau entre les Chinois de Mandchourie et les Russes de Sibérie. Ce serait une chance pour les troupes de Rhee si elles réussissaient à passer à Cheju. Mais pourquoi discutait-on gravement de telles questions à cette époque, alors qu'on ne s'était pas vraiment battu, sur le front principal, depuis le 1er décembre, alors qu'il n'y avait pas eu de contact réel avec les troupes communistes chinoises depuis le 12 décembre, et qu'on n'avait aucune preuve qu'elles eussent jamais dépassé Pyongyang?

« L'évacuation de la Corée est envisagée si une nouvelle guerre éclate. » Tel était le titre de la dépêche Johnston. Pourquoi faisait-on des projets pour la guerre mondiale alors qu'en Corée même on se battait si peu? Il était évident, il avait toujours été évident depuis le début de la guerre, que si les Chinois, avec ou sans les Russes, avaient voulu intervenir carrément en Corée, ils avaient assez d'hommes et de matériel pour rejeter à la mer les forces de l'O.N.U. Ils ne l'avaient pas fait, les sous-marins russes n'avaient pas rencontré la marine américaine. Dans les airs, Chinois et Russes n'étaient intervenus que rarement, par intermittences et avec des forces réduites. Les troupes de Corée du nord avaient peu de matériel lourd. A la fin de décembre comme au début de la guerre, il apparaissait clairement que Russes et Chinois ne tenaient pas particulièrement à se mesurer aux Américains en Corée. Pourquoi donc, dans ces conditions, faire des projets pour la guerre mondiale et pour une évacuation totale?

Il est fort possible que, pour quelques personnes à Tokyo et à Washington, cette question n'ait rien eu de mystérieux. Dans d'autres circonstances, guerre mondiale et évacuation de la Corée auraient pu devenir nécessaires. Si Mac Arthur devait un jour

bombarder la Mandchourie et surtout s'il était autorisé à employer la bombe atomique, ce serait la guerre avec la Chine et, presque certainement, avec la Russie. En ce cas, les troupes de Corée seraient prises au piège. Si l'on devait bombarder la Mandchourie, il était plus prudent d'évacuer d'abord les troupes de Corée.

Les déclarations faites à la presse le 6 décembre à Tokyo, par le leader républicain Harold E. Stassen, après son entrevue avec Mac Arthur, fournissent une clé du mystère. M. Stassen déclarait que, devant les attaques chinoises, il était « impossible » à Mac Arthur d'observer les directives de l'O.N.U. Il suggérait d'adresser un ultimatum aux Chinois, leur commandant de cesser le feu, sans conditions, dans les 48 heures. Si les Chinois acceptaient, on discuterait. Sinon, le chef des troupes alliées serait en droit de riposter « en attaquant, par tous les moyens, tous les objectifs militaires de Corée comme de Chine » (454). Quand on lui demanda s'il envisagerait aussi l'emploi de la bombe atomique, M. Stassen répondit : « J'ai dit tous les objectifs militaires, par tous les moyens : tous. » (455). M. Stassen ajouta qu'en même temps qu'on établirait le blocus et qu'on bombarderait par air, « ordre serait donné à Mac Arthur de retirer ses troupes de Corée dans le plus grand ordre possible et sous la protection d'armes à longue portée. »

Justifié par une estimation pessimiste du nombre des forces ennemies et par la prévision d'offensives qui ne se produisaient jamais, Mac Arthur reculait-il si vite parce qu'il espérait être bientôt autorisé à bombarder ce « sanctuaire privilégié » et faire de cette guerre une guerre contre la Chine? Ses cris d'alarme répétés tendaient-ils à arracher, par des manœuvres militaires, des décisions que n'avaient pas voulu prendre des assemblées politiques? Le jour où M. Stassen fit sa déclaration, Washington semblait avoir pris d'autres résolutions. Ce jour-là, en effet, avaient lieu les conversations Attlee-Truman, et l'on annonçait que les troupes de l'O.N.U. ne quitteraient la Corée que si elles étaient rejetées à la mer. Ceci impliquait qu'au moins pour le moment, Mac Arthur ne serait pas autorisé à bombarder la Mandchourie. Ainsi la décision de ne pas évacuer la Corée semble avoir été le seul résultat positif de la visite (par ailleurs nullement décisive) de M. Attlee à Washington — au cours de laquelle M. Truman, interrogé sur l'emploi éventuel de la bombe atomique, se contenta de répondre vaguement que « la question serait discutée ».

En reprenant les nouvelles publiées du début à la fin de décembre, on voit que M. Truman a menacé d'employer la bombe atomique sous le coup de l'émotion causée par la prévision d'un désastre, prévision qui se révéla ridiculement erronée. Le 6 décembre, le correspondant diplomatique du *New York Times*, rapportant la décision Attlee-Truman de ne pas évacuer, écrivait de Washington, comme si un Dunkerque trois fois pire allait se produire en Corée : « Les États-Unis et la Grande-Bretagne lutteront côte à côte en Corée jusqu'à la dernière seconde. Au nord-est, la tête de pont de Hangnum est menacée, mais la tête de pont Inchom-Séoul pourra sans doute être tenue quelques semaines avec l'appui de l'artillerie de marine. Dans le sud, trois divisions sud-coréennes ont une chance de tenir un moment la tête de pont de Pusan. En conséquence, l'ordre d'évacuation générale ne sera pas donné pour le moment. »

La tête de pont de Hangnum n'était pas en danger. Du début (12 décembre) à la fin (25 décembre) de son évacuation, bateaux et avions emmenèrent 105.000 soldats, 100.000 réfugiés, 17.500 véhicules et 350.000 tonnes de matériel. Les trois amiraux chargés de l'opération déclarèrent plus tard, lors d'une conférence de presse donnée à Tokyo, que la tête de pont « aurait pu être tenue indéfiniment » c'est-à-dire tant que Chinois et Russes ne se décideraient pas à l'attaquer avec des sous-marins et de l'aviation. Quant à ce qu'on disait de la tête de pont Séoul-Inchon, quant à prétendre qu'une menace nouvelle pesait sur Pusan, les événements avaient prouvé que c'était pure fantasmagorie.

Pour le Q.G. de Tokyo ces prévisions étaient politiquement justifiées. Le 6 décembre, le correspondant du *Daily Mail* à Washington câblait qu'une des raisons pour lesquelles M. Truman n'avait pas voulu donner à M. Attlee « l'assurance formelle » de ne pas employer la bombe atomique, était que le Président tenait sans doute « à se réserver la possibilité d'user de toutes les armes qui permettraient de rétablir une situation militaire que certains, ici, estiment être absolument désastreuse ».

Le désastre authentique, qu'évita de justesse la dramatique visite de M. Attlee à Washington, aurait été de s'engager dans une guerre avec la Chine et donc avec son alliée, l'Union soviétique, sous le prétexte douteux que l'intervention chinoise, motivée par l'offensive Mac Arthur du 28 novembre, tendait à chasser les troupes alliées de Corée.

A la fin de l'année, on pouvait craindre qu'il n'apparût clairement que les Chinois ne tenaient pas à occuper toute la Corée. A en croire Mac Arthur, la dernière bataille livrée sur la côte ouest, par la 8e Armée, était la « bataille de Sinanju ». Sur la côte est, aucun effort militaire n'avait été fourni pour éviter l'évacuation de Hamhung. La ligne qui va de Sinanju à Hangnum souligne, *grosso modo*, la « taille » de la Corée, la partie la plus étroite de la péninsule, qui s'évase ensuite jusqu'à la frontière. On avait peu de preuves d'un intérêt porté par les Chinois au reste de la Corée du nord. On en avait encore moins en ce qui concernait les territoires situés au sud du 38e parallèle. Si le lecteur moyen, et spécialement le lecteur américain, décelait cet état de choses entre les lignes alarmistes des articles de journaux, il serait difficile d'empêcher la paix d'éclater. Depuis le début de décembre, sur le front principal c'était très exactement le « cessez le feu », mais on se gardait de le dire. Comment arracher l'autorisation de bombarder la Chine si les Chinois ne se battaient pas? Comment bombarder la Chine tant qu'un fort contingent de troupes de l'O.N.U. restait en Corée, où il risquait de se trouver bloqué en cas de guerre mondiale? Malgré la décision anglo-américaine prise à Washington, le Q.G. de Tokyo pensait toujours comme si l'évacuation complète devait être effectuée. Une nouvelle offensive communiste fournirait un prétexte. Le 1er janvier, le Q.G. de Tokyo obtint ce qu'il lui fallait : une offensive ennemie ou du moins quelque chose qui pouvait en tenir lieu.

***

Le 1er janvier le Q.G. de Tokyo annonça que l'offensive qui menaçait depuis si longtemps était commencée. Le 4 janvier, au petit matin, Séoul fut abandonnée. Les jours suivants, les troupes de l'O.N.U. évacuèrent également Inchom, le port-clé de la Corée du sud, tout proche de la capitale.

Le Q.G. de Tokyo parlait d'une terrible bataille contre des troupes d'une supériorité numérique écrasante. 1er janvier : « Les communistes, qui semblent disposer de 1.250.000 hommes, jettent divisions sur divisions dans les brèches du front. » 2 janvier : « On annonce officieusement que trois corps d'armée Chinois et neuf divisions nord-coréennes reconstituées, plus de 100.000

hommes en tout, avancent côte à côte. » 3 janvier : « Les hordes rouges, appuyées par des chars, déferlent vers le sud, sous une grêle meurtrière de rockets et de balles déversée par les avions U.S. volant à basse altitude. » 4 janvier : « L'attaque rouge a consisté en une série de coups de boutoir. Les troupes alliées sont noyées sous le nombre. »

Peu après qu'on eut fait sauter les derniers ponts du fleuve Han pour protéger la retraite des troupes de Séoul, le général Ridgway, chef de la 8e Armée, déclarait : « Cette retraite dramatique, mieux que toute autre chose, doit réveiller le peuple des États-Unis. » Il est curieux de voir combien nombreux sont les généraux de Mac Arthur qui, dans les moments où ils devraient être débordés, trouvent le temps de se soucier de l'opinion publique : à croire qu'ils sont moins engagés dans une action militaire que dans une gigantesque campagne de publicité.

A Washington, on recommençait à s'exciter. Au Congrès on demandait que, de Formose, Chang Kaï Tchek ouvrît un « second front » en Chine, et qu'il fût procédé à l'évacuation complète de la Corée. A sa conférence de presse du 4 janvier, M. Truman resta sur ses positions, répéta que les U.S.A. n'avaient pas l'intention de bombarder la Chine, qu'ils ne le feraient que si le Congrès déclarait la guerre, et seulement après consultation des Nations-Unies. Le secrétaire à la Défense Nationale, le général Marshall, déclara que les forces de l'O.N.U. se trouvaient « dans un état d'infériorité numérique... presque incroyable » (en quoi il ne pensait peut-être pas si bien dire). Cependant le général Marshall ne paraissait pas autrement surpris. « La situation en Corée, déclarait-il à la presse, se développe presque exactement comme nous l'avions prévu et nos troupes manœuvrent conformément à ces prévisions. »

Ce qu'on n'avait peut-être pas prévu, c'est que cette offensive, comme les précédentes, s'arrêterait si rapidement. D'après les titres des journaux, la bataille faisait rage, mais pour les rares personnes qui ne s'en tenaient pas aux titres des journaux et qui lisaient le texte du communiqué de Tokyo, la situation en Corée était ahurissante. Le 13 janvier le communiqué n° 124 de la 8e Armée reconnaissait : « Depuis huit jours, sur le front ouest, on ne signale que des activités de patrouilles. » Huit ôté de treize reste cinq, huit jours plus tôt c'était le 5 janvier. Séoul avait été évacué le 4. Le communiqué n° 125 (du même jour) disait :

« Ce matin, d'un bout à l'autre du front tenu par la 8e Armée, l'ennemi a été contenu, ou hors de contact... En certains points, des éléments de la 8e Armée se sont plus avancés vers le nord qu'on ne l'avait fait depuis l'évacuation de Séoul. »

De nouveau Mac Arthur était à la recherche de l'ennemi. Les « retraites stratégiques » étaient de nouveau un peu trop voyantes. On sentait quelque chose comme de la convoitise dans les termes du communiqué no 124. « Bien que depuis huit jours on ne signale à l'ouest que des activités de patrouilles, la possibilité d'une grande attaque communiste dans ce secteur n'est pas exclue. » Et trois mois plus tard, au début d'avril, on écrit qu'on attend toujours la « grande attaque » à l'ouest et qu'une fois de plus Mac Arthur a franchi le 38e parallèle, pour aller à la recherche de l'ennemi.

Rarement, même au cours de la guerre de Corée menée par Mac Arthur, une défaite n'avait été aussi allégrement acceptée que la deuxième évacuation de Séoul. Dès le 2 janvier, le lendemain du jour où l'offensive était censée avoir débuté, deux jours après l'évacuation de Séoul, Tokyo décrivait en termes pittoresques les hordes franchissant le 38e parallèle et déferlant sur l'infortunée capitale : pourtant l'aviation semblait avoir les plus grandes difficultés à trouver beaucoup d'ennemis. M. Christopher Rand, correspondant du *New York Herald Tribune* à Tokyo, rapportait les propos d'un porte-parole de l'Armée de l'Air : « L'absence d'objectifs importants dans la zone de combat peut s'expliquer soit parce que les troupes de l'O.N.U. en retraite ont rompu le contact avec l'ennemi ; soit parce que les Communistes ont momentanément diminué leur pression sur le front allié. »

M. Rand ajoutait, peut-être en clignant de l'œil : « Il est juste de dire que les Nations Unies pratiquent actuellement en Corée une nouvelle manière de faire la guerre — en opérant une retraite motorisée avant l'assaut massif des Communistes... » Mais Séoul n'est qu'à cinquante kilomètres du 38e parallèle et les troupes de l'O.N.U. étaient alors encore au nord de Séoul : si vite qu'elles pussent reculer, l'aviation n'aurait dû avoir aucun mal à trouver des quantités d'objectifs entre Séoul et le parallèle, si les Communistes l'avaient vraiment franchi en masse. Ou bien les troupes de l'O.N.U. reculaient vraiment trop vite, ou bien les avions n'avaient à surveiller qu'une bande de territoire de 50 kilomètres — à moins encore, bien sûr, que pas la moindre horde rouge ne fût passée à l'attaque.

Les communiqués, différents des *Briefings*[1], semblaient eux-mêmes étrangement hésitants. Les communiqués sont écrits. Les briefings sont parlés. Les premiers sont officiels, les seconds se bornent à fournir aux correspondants des journaux des informations dont ils font ce qu'ils veulent, sous leur propre responsabilité. Tout officiel sait la différence qu'il y a entre un document écrit qu'il peut avoir à défendre, et une causerie avec les journalistes, qu'il peut toujours déclarer mal interprétée. Passer des titres des journaux aux briefings, et des briefings aux communiqués, c'était passer d'un pôle à l'autre.

Le Q.G. de Mac Arthur mit longtemps à se risquer à écrire qu'une offensive contre Séoul était en cours.

L'examen de ces communiqués est fort instructif. Le 1er janvier à 17 h. 15 (heure de Tokyo), le Q.G. se bornait à dire que les forces ennemies opposées à la 8e Armée « continuaient, sur leurs positions avancées, leurs préparatifs pour une attaque massive, prévue pour le 1er janvier. »

Ce n'est que le 4 janvier à 16 heures (heure de Tokyo) que le Q.G. publia un communiqué annonçant le début de l'offensive : « Le 31 décembre, l'ennemi a lancé très vigoureusement l'attaque qu'on prévoyait. Trois ou quatre corps d'armée chinois participent à la bataille. » (783). Si depuis le 31 décembre, trois ou quatre corps d'armée chinois marchaient contre les Alliés, il est au moins étrange que le Q.G. ne l'ait pas officiellement signalé plus tôt et que l'aviation ait déploré le manque d'objectifs dans la zone de combat.

Où allaient ces armées? « On peut supposer, disait le communiqué de l'après-midi du 3 janvier, que Séoul est leur objectif principal, sinon unique. » Il est au moins étrange qu'alors que « trois ou quatre corps d'armée » attaquaient de front depuis le 31 décembre, le Q.G., trois jours plus tard, en ait encore été à faire des hypothèses sur leur objectif. Les hordes attaquantes devaient, le 3 janvier, être encore bien loin de Séoul pour que le Q.G. ne pût qu' « imaginer » leurs intentions.

A l'heure où paraissait ce communiqué, les troupes de l'O.N.U. incendiaient et détruisaient méthodiquement Séoul, conformément à la « tactique de la terre brûlée du commandement allié », — qui consistait à « ne rien laisser derrière soi que puisse utiliser

1. Briefing : Conférence par un officier d'état major qui commente la situation pour les correspondants de presse.

l'ennemi ». Le communiqué parut dans le *New York Times* en même temps qu'un reportage sur Séoul. Le reporter écrivait que l'évacuation s'était terminée le matin du 4 janvier et que tout s'était passé « dans un ordre tel qu'on pouvait en conclure que l'abandon de la ville avait été minutieusement préparé ».

Le reporter disait encore qu'on savait peu de choses « sur la violence des combats » qui avaient précédé la chute de Séoul, « encore que des communiqués officiels aient déclaré que les Chinois avaient lancé leur assaut principal sans se soucier des pertes ». Des correspondants de guerre qui avaient quitté Séoul par avion la nuit précédente (3 janvier) disaient « qu'on se mitraillait assez violemment dans les faubourgs de la ville et qu'il devait s'agir d'un combat d'arrière-garde ». On s'attendait à ce que l'assaut final fût lancé le 4 au matin, mais à 8 heures du soir « toutes les troupes de l'O.N.U. avaient été retirées et étaient à l'abri de l'autre côté du fleuve Han ».

Ce qui se passait réellement ce jour-là sur le champ de bataille au nord de Séoul ne ressemblait en rien à une attaque massive. Depuis quelques jours le Q.G. de Tokyo avait attiré l'attention sur Uijongbu, un village à 20 kilomètres au nord de Séoul, qu'il présentait comme un nœud de communications important et d'où l'on pourrait attaquer la capitale. Uijongbu fut incendié et abandonné par les troupes de l'O.N.U. dans la nuit du 2 janvier. Pendant la journée du 3 il se produisit une chose stupéfiante : Uijongbu fut repris, comme par erreur, et ordre fut donné de le ré-évacuer.

On ne parla pas de cette histoire dans les dépêches lancées sur les *briefings* du Q.G. de Tokyo, mais Michael James en parla dans un article écrit « devant Séoul », qui parut dans le *New York Times*. M. James disait que l'ordre d'évacuer Séoul arriva dans l'après-midi du 3 janvier « et qu'il surprit moins les troupes de l'arrière que celles du front ». Pour expliquer pourquoi cet ordre avait surpris les unités en ligne, il raconte que le même jour, au nord de Séoul, deux contre-attaques américaines avaient été couronnées de succès et qu'au cours de l'une d'elle Uijongbu avait été repris.

La 24e division américaine, racontait M. James, avait lancé 24 chars Pershing et 300 fantassins australiens qui s'étaient avancés à vingt kilomètres au nord de la ville, avaient repris Uijongbu en deux heures « et avaient ensuite reçu l'ordre de se replier ». Si, le 3 janvier, il était possible à 300 hommes appuyés

par 24 chars d'avancer si rapidement de 20 kilomètres au nord et de reprendre un aussi important nœud de communications, il faut croire que les ennemis n'étaient ni si nombreux ni si redoutables qu'on le disait. Le même jour, dans un engagement de moindre importance, une compagnie d'infanterie australienne appuyée de quatre chars moyens anglais prit deux villages, à quatre kilomètres à l'intérieur des lignes ennemies.

« Ces deux contre-attaques, écrivait M. James, eurent un effet magique sur les troupes de l'O.N.U. Les combattants souhaitaient en général qu'un front fût établi autour de la capitale... S'il est vrai que deux divisions sud-coréennes avaient été durement éprouvées, les autres troupes étaient pratiquement intactes, et les nouvelles de la semaine précédente suivant lesquelles la ville serait défendue étaient salutaires pour le moral. Les contre-attaques d'aujourd'hui l'avaient fait monter en flèche. L'ordre de retraite l'a de nouveau démoli. »

Il est intéressant de noter combien brièvement le communiqué du Q.G. parlait de ces contre-attaques. Le communiqué 786, rédigé le 4 janvier à 15 h. 40, parle de « retraite bien ordonnée... dans le secteur de Séoul », de « pression » ennemie continue au nord-ouest de la ville, et mentionne enfin « une vigoureuse contre-attaque de nos troupes qui ont repris deux villages » (476 A). Ce laconisme est presque insultant, mais le Q.G. devait savoir ce qu'il faisait. Comment pourrait-on encore parler de « poussée irrésistible des hordes Rouges » quand 300 hommes et 24 chars, quand une compagnie d'infanterie et quatre chars pouvaient progresser si rapidement au nord de Séoul, le jour même où la ville était incendiée et évacuée. Embarrassants étaient aussi certains résultats d'observation aérienne dont il n'était fait mention ni dans les *briefings*, ni dans les communiqués. Un aviateur en reconnaissance sur Inchon, le 5 janvier, déclarait n'avoir vu aucun signe de la présence de troupes ennemies. William C. Bernard, correspondant de l'Associated Press qui avait pris part à cette reconnaissance, écrivait lui aussi : « Nous avons survolé Séoul et nous avons vu une ville morte. Nous avons tourné au-dessus pendant cinq minutes sans y voir signe de vie : personne, absolument personne : des rues vides et des maisons vides. » Le Q.G. de Tokyo avait créé l'impression que ces villes avaient été abandonnées « juste à temps » pour éviter une défaite certaine, vu une trop grave disproportion des forces en présence. Où était l'ennemi? Séoul et Inchon avaient-

elles été abandonnées et détruites dans une bataille fantôme contre un ennemi fantôme?

Le Q.G. de Tokyo dut accorder ses violons, au moins dans les parties où il détonnaient trop. Le 5 janvier le correspondant du *London Times* écrivait : « Un porte-parole du Q.G. de Tokyo a déclaré que Séoul n'avait pas été évacuée sous la pression des armées chinoises convergeant sur la ville. La seule percée ennemie sur le front de Séoul a été colmatée par une contre-attaque. » (Sans doute une allusion à la reconquête de Uijongbu.) « L'ordre de retraite, ajoutait le correspondant au *London Times* a été donné parce qu'une forte pression ennemie risquait de déborder l'arc défensif établi devant Séoul et peut-être même d'encercler la ville. » Cette poussée ennemie s'exerçait vers Wonju, à 100 kilomètres au sud-est de Séoul. « Si l'ennemi avait atteint Wonju avant l'évacuation de Séoul, il aurait pu se retourner vers l'ouest et prendre le gros de la 8e Armée dans un piège. » Cet article parut le 5 janvier : ceci montre que dès le 4, le Q.G. de Tokyo tenait à expliquer, aux gens assez pénétrants pour lire entre les lignes, que l'évacuation de Séoul n'était pas imposée par « la violence » de l'attaque, mais par cette prévision que, si Wonju, à cent kilomètres de là, était pris, l'ennemi risquait d'encercler Séoul. Le correspondant du *London Times* concluait que si l'on continuait d'appliquer « cette tactique de retraite immédiate en cas de débordement d'une aile, les chances de tenir en Corée étaient pratiquement nulles ».

L'évacuation de Séoul était encore une « défaite-par-prévision ». Et la lecture des communiqués de Tokyo renseignait sur le caractère singulier de toutes ces prévisions. Le 3 janvier à 16 heures le communiqué n° 783 estimait que quatre corps d'armée communistes chinois et deux divisions nord-coréennes, que l'on croyait se trouver dans le secteur de Hungham, « descendaient maintenant vers l'ouest et vers le sud et devaient avoir pour objectif l'important nœud de communications de Wonju, situé à 100 kilomètres au sud-sud-est de Séoul. » C'est eu égard à ces prévisions que, déjà, l'après-midi du même jour, les troupes de l'O.N.U. incendiaient Séoul. Le lendemain après-midi quelques heures après la destruction et l'évacuation de Séoul, un nouveau communiqué prévoyait encore l'attaque sur Wonju, et répétait que l'objectif des troupes rendues disponibles par l'évacuation de Hungnam « devait être Wonju ». Le communiqué estimait que

les forces dirigées sur Wonju se composaient « d'au moins quatre et peut-être de sept corps d'armée chinois, soit une force totale de 120.000 hommes »; et l'on ajoutait qu'au plus deux divisions nord-coréennes reconstituées « devaient sans doute prendre part à l'opération ». Si ces troupes prenaient Wonju, elles risquaient de déborder les forces alliées au nord et à l'ouest et de s'engager sur la route de Pusan.

Le 4 janvier le Q.G. annonçait aux journalistes que « l'avant-garde » de ces troupes avait atteint les environs de Hongchon, à 40 kilomètres au sud du parallèle, à 50 au nord de Wonju. Mais cela encore ne semblait être qu'une hypothèse, car le communiqué se bornait à annoncer mystérieusement : « Nos troupes se sont heurtées à deux unités ennemies dans la région de Hongchon. » On ne précisait pas la dimension de ces « unités » ni le résultat de l'engagement. Il semblait bien qu'il s'agît d'une rencontre de patrouilles et non d'un contact avec l'avant-garde d'une armée de 120.000 hommes (plus deux divisions nord-coréennes) marchant sur Wonju. Le 6 janvier, le correspondant militaire du *Times* commentait sobrement : « Une armée de cette taille ne peut ni rester stationnée ni avancer dans cette région de collines arides que ne traversent que deux mauvaises routes et quelques pistes encore moins praticables. Le réseau routier ne permet les transports qu'à une échelle très réduite et, sans transports, pas de ravitaillement. » De l'avis de ce journaliste, « quelques divisions... étaient engagées sur le front central » et l'on pouvait affirmer sans crainte d'erreur que c'étaient des divisions nord-coréennes : « Peut-être y a-t-il dans cette armée quelques éléments chinois, mais cela paraît improbable. » (481).

Le tableau brossé par Mac Arthur, d'une marée chinoise déferlant sur ses troupes, est difficilement compatible avec le communiqué 799 du 9 janvier d'après lequel « des bandes armées à la recherche de matériel humain, opéraient des raids » dans des villages situés au nord et au sud du 38e parallèle. On disait que ces bandes recrutaient tous les hommes de 17 à 45 ans, sans se soucier de leurs opinions politiques. Pourquoi recruter des hommes politiquement peu sûrs et sans entraînement militaire si l'on a avec soi d'immenses armées chinoises (sans parler des deux divisions nord-coréennes reconstituées)? Tentant de répondre à cette question, le Q.G. de Tokyo donna une nouvelle preuve d'imbécillité. Il déclara que cette politique de recrutement à outrance « avait

évidemment pour but d'exploiter au maximum l'immense réservoir humain de Corée ». Au dernier recensement de 1944, il y avait 25.000.000 d'habitants en Corée.

La presse anglaise se répandit brusquement en critiques sur le caractère des informations fournies par le Q.G. de Tokyo. Le *Daily Mirror* parla des « Contes de fées coréens ». Le *Sunday Pictorial* demandait en caractères gras : « S'agit-il d'une guerre privée? » Le *Sunday Express* voulait savoir comment le lieutenant général Charles A. Willoughby, chef du Service de Renseignements de Mac Arthur, pouvait avoir recensé, à un homme près, les troupes ennemies dont il publiait les effectifs dans le communiqué du 6 décembre. Le 9 janvier, le Q.G. de Tokyo répliqua en imposant brusquement une censure beaucoup plus sévère que celle en vigueur lors de la dernière guerre mondiale. Selikirk Panton, correspondant à Tokyo du *London Daily Telegraph*, écrivit que même les hypothèses sur les raisons de ce raidissement de la censure étaient censurées. « Mais », ajoutait M. Panton dans un dernier effort désespéré pour dire la vérité, « On peut tout de même dire ceci : on n'a pas vu trace du moindre communiste chinois sur le front. »

Sur le front central, dans la région de Wonju, dans le seul secteur où les troupes alliées ne battaient pas en retraite, mais se battaient et tenaient, on ne vit jamais de « hordes » chinoises.

Dans le communiqué du 4 janvier, on supposait que Wonju était menacée « par quatre et peut-être par sept corps d'armée chinois » qu'on supposait, à leur tour, être l'ensemble ou une partie importante de la 3e armée communiste chinoise. Trois jours plus tard. M. Hans W. Baldwin, le distingué commentateur militaire du *New York Times*, écrivait que les troupes qui se battaient devant Wonju « déclaraient ne rien savoir des quatre corps d'armée chinois, mais qu'elles avaient été attaquées par quatre divisions nord-coréennes reconstituées ». M. Baldwin ajoutait : « En tout cas, le gros de la 3e armée communiste n'est pas encore en Corée, ni sans doute même en Mandchourie... Certaines de ses unités ont été signalées, la semaine dernière, dans la région de Canton. »

Quand les « hordes » qui menaçaient Séoul se furent évaporées, on fournit, comme excuse pour l'évacuation de la ville, que l'existence du saillant de Wonju, à 80 kilomètres à l'est, constituait un danger d'encerclement pour la 8e Armée. Mais comme le front du saillant de Wonju ne pliait pas, on récompensa le chef des troupes

alliées du secteur en le relevant de son commandement. Le traitement réservé au major général Mc Clure, commandant la 2e division U.S. qui tenait Wonju et qui évita le débordement sur l'aile que le Q.G. de Tokyo affectait de redouter, est encore un des événements inexpliqués de cette guerre étrange.

Le général Mc Clure était un des meilleurs experts en Chine de l'armée américaine. Il avait été attaché militaire auprès de Chang Kaï Shek. Le 11 décembre, il avait été nommé commandant de la 2e division. Il prenait en main une unité qui avait été très éprouvée. La 2e division, en arrière-garde, avait, le long du fleuve Chongchon, couvert la retraite de la 8e Armée que les Chinois repoussaient des régions frontières. La division avait perdu un tiers de ses hommes, tués, blessés ou disparus au cours de l'opération. Sous le commandement du général Mc Clure, elle redevint une unité combattante de premier ordre. Le *London Times* annonçait que dans le saillant de Wonju, la 2e division avait stoppé la poussée ennemie vers le sud et l'arrêtait depuis seize jours en lui infligeant des milliers de pertes. Le *London Daily Mail* disait des troupes de Mc Clure que « leur résistance de cinq jours devant Wonju avait été un des épisodes les plus dramatiques de la campagne ».

Toutes ces citations viennent de la presse anglaise. Dans son propre pays, il ne semblait pas qu'on fît honneur au général Mc Clure. Dans une guerre où l'on avait vu tant de retraites sans gloire, on aurait pu croire qu'un Q.G. aussi soucieux de publicité que celui de Mac Arthur aurait monté en épingle la résistance de Mc Clure à Wonju. Mais au contraire, le 15 janvier, on annonçait discrètement que le général Mc Clure « dont la 2e division avait brillamment résisté à huit assauts communistes devant Wonju », avait été relevé de son commandement. La dépêche, censurée par les services de presse de la 8e Armée, ne donna pas la raison de cette mesure. Mais elle dit que les officiers de la seconde division et les correspondants de guerre qui y sont attachés « s'en félicitent hautement ». On annonça que le général Mc Clure serait remplacé par le major-général C.L. Ruffner, et qu'en attendant l'arrivée de celui-ci la division serait sous les ordres d'un chef intérimaire. Ce limogeage brusque et expéditif est une punition amère pour un chef.

Quand la nouvelle en parvint aux officiers, il se produisit un étrange incident. Une dépêche du front disait : « Ils ont rapidement

coupé leurs barbes, qu'ils laissaient pousser depuis que les Chinois et les Nord-Coréens avaient franchi le parallèle, quinze jours plus tôt. On ne donne pas d'explication de ce fait. » Peut-être la censure ne l'autorisait-elle pas.

Le nouveau commandant semblait embarrassé par cette histoire de barbes. Le lendemain une dépêche de l'Associated Press portait qu'un des premiers ordres donnés par le général Ruffner avait été de les raser. Cela ne collait pas avec la dépêche de la veille qui disait que les barbes avaient été rasées dès l'annonce du limogeage de Mc Clure. A ce moment, on ne donnait aucune explication; maintenant, un porte-parole du nouveau commandant en fournissait deux. La première était qu'on laissait pousser les barbes pour reconnaître, de nuit, les Américains, les Asiatiques ayant un système pileux moins fourni que les Occidentaux. « Je crois plutôt que les barbes servaient le moral, disait le porte-parole, en fournissant aux hommes un sujet de conversation. » Les hommes s'étaient mis à laisser pousser leurs barbes quand l'ennemi avait franchi le parallèle. N'était-ce pas la conséquence d'un de ces vœux comme on en fait souvent au front : « Nous ne nous raserons pas avant d'avoir repoussé l'ennemi » ?

Un autre des premiers ordres donnés par le nouveau commandant fut de battre en retraite. Le jour même de la décision concernant les barbes, le *New York Times* publiait cette petite dépêche datée du Q.G. de la 8e Armée : « Les troupes alliées se sont portées au sud du saillant de Wonju, qui pénétrait profondément en territoire communiste. Les troupes se sont repliées sur une ligne défensive établie après l'évacuation de Séoul. » Cette allusion à « la ligne défensive établie après l'évacuation de Séoul » est déroutante. Elle montre que les troupes de Mc Clure étaient plus avancées au nord qu'elles n'étaient censées l'être, et qu'elles ne s'étaient pas repliées comme on l'avait prévu. Mais si on avait évacué Séoul de crainte que Wonju ne tînt pas, pourquoi avait-on établi une nouvelle ligne de défense prévoyant l'abandon de Wonju « après l'évacuation de Séoul »? S'agissait-il d'un jeu militaire soigneusement réglé? On recule à l'ouest par crainte d'un débarquement à l'est, puis on recule à l'est pour se trouver menacé d'un débordement à l'ouest. En tenant à Wonju, Mac Clure n'avait-il pas cessé de jouer le jeu? N'était-ce pas pour cela qu'il était limogé?

Quand elle fut ordonnée, la retraite était si peu justifiée qu'elle avait quelque chose d'une revanche rageuse. L'ennemi n'avait

pas attaqué. « Aucun contact avec l'ennemi depuis vingt heures », disait le communiqué qui annonçait la retraite. Devant Wonju l'ennemi ne préparait rien qui pût constituer une menace redoutable. Trois jours plus tard, le *London Times* écrivait : « En Corée Centrale, une patrouille est entrée dans Wonju. Ne recontrant pas de résistance, elle y a passé la nuit et s'est retirée tranquillement dans l'après-midi de jeudi en faisant dix-huit prisonniers dans les villages environnants. » Le jour suivant Wonju fut de nouveau occupé « par une patrouille plus forte ».

Partout ailleurs en Corée, au moment même où le général Mac Clure était limogé et où la 2e division recevait l'ordre de se replier, partout ailleurs, la retraite avait brusquement stoppé et l'on envoyait des patrouilles à la recherche de l'ennemi. Pourquoi, dans des circonstances et dans un moment pareils, humiliait-on un bon général et une division courageuse? On a vu des guerres au cours desquelles des chefs qui tenaient avec succès des saillants d'importance stratégique avaient de l'avancement alors que ceux qui, sans nécessité, détruisaient et évacuaient une grande ville étaient traduits en cour martiale. Le général Mac Clure et la 2e division avaient évité à Mac Arthur d'être battu par les Nord-Coréens, mais ils lui avaient valu d'être battu par l'Angleterre.

Il paraît évident que — malgré la décision prise, au cours des conversations Attlee-Truman, de rester en Corée — Mac Arthur était résolu à évacuer la péninsule et à préparer les voies à un bombardement de la Mandchourie. Aussi les troupes de Mc Clure étaient-elles dans leur tort en résistant victorieusement sur le front de Wonju.

Par tous les moyens possibles le Q.G. de Mac Arthur répandait l'idée qu'une évacuation totale était inévitable. Puisant aux meilleures sources de Washington et de Tokyo, Mr Hansom W. Baldwin écrivait froidement dans lé *New York Times* du 7 janvier que « la grande retraite » se poursuivrait jusqu'à la tête de pont de Pusan. Le 8 janvier, M. Christopher Rand, le pénétrant correspondant du *New York Herald Tribune* à Tokyo, avait la témérité de câbler que la censure laissait passer des articles de pure hypothèse, basés sur l'opinion, exprimée à demi-mot, « d'officiers supérieurs de l'armée alliée... d'après laquelle l'abandon de la Corée pourrait bien être inévitable ». M. Rand notait que l'atmosphère était différente de ce qu'elle avait été lors de la première retraite vers Pusan. « L'été dernier, câblait M. Rand, nous comp-

tions remonter vers le nord. Aujourd'hui, nous n'y comptons pas. »

Il se produisit alors quelque chose qui modifia la situation. Le gouvernement anglais intervint. Le 11 janvier, le correspondant à Washington du *London Daily Mail* écrivait : « Devant la retraite précipitée de ces derniers jours, les officiels anglais craignent que la décision prise, lors des conversations Attlee-Truman, de tout tenter pour continuer la lutte, ne soit plus appliquée. Ces craintes sont encore augmentées par les nouvelles et draconiennes consignes de censure établies par le général Mac Arthur, consignes qui, pour citer les propres termes de l'influent *Washington Post* de ce matin, font soupçonner davantage encore qu'il se passe quelque chose de louche. »

Le gouvernement britannique craignait sans doute que l'évacuation de la Corée ne fût suivie du bombardement de la Mandchourie et de la guerre contre la Chine. Son ambassadeur, sir Oliver Frank, reçut la consigne de poser la question. Le 11 janvier, sir Oliver Frank fut assuré que les troupes U.S. et alliées continueraient le combat « et feraient tous leurs efforts pour garder des positions défensives dans la péninsule ». Les représentations faites par le gouvernement britannique durent être particulièrement énergiques car, trois jours plus tard, Washington annonçait que le général J. Lawton Collins, chef d'état-major de l'armée américaine, et le général Hoyt Vandenberg, chef d'état-major de l'armée de l'air, étaient arrivés à Tokyo pour conférer avec Mac Arthur. Étaient également à Tokyo le général Walter Bedell Smith, chef du Service général de Renseignements et le major-général Alexander R. Bolling, chef d'état-major du Service de Renseignements. L'entrevue fut gardée secrète : on ne dit rien, ni des buts qu'elle se proposait, ni des décisions qui y furent prises. Mais quand elle fut terminée, on put remarquer deux choses.

La première c'est que, le 15 janvier, le général Collins déclara, au cours d'une conférence de presse, que les forces de l'O.N.U. « resteraient certainement en Corée et continueraient de se battre ». (A dater de ce jour, la retraite générale s'arrêta.) Le second fait notable qui suivit cette conférence n'y fut jamais lié par personne. Mais il est étrange que le 15 janvier le général Emmett Rosy O'Donnel, chef des forces aériennes d'Extrême-Orient, ait été relevé de son commandement pour être nommé à la 15e armée aérienne en Californie.

Un correspondant du *New York Times* auprès de l'armée de l'air

écrivit, quand le général O'Donnel quitta le Japon : « Le général O'Donnel, l'un des spécialistes les plus en vue du bombardement stratégique, quitte une unité abreuvée de déceptions. » Le général signalait ces déceptions dans une interview accordée avant son départ. « Nous n'avons jamais été autorisés à bombarder les vrais objectifs stratégiques, les véritables sources de ravitaillement de l'ennemi. » Trois jours plus tard, prenant son nouveau commandement en Californie, le général O'Donnel précisa son point de vue, au cours d'une conférence de presse. Il déclara que son groupe de bombardement stratégique « avait été chargé de porter une attaque atomique au cœur de l'ennemi », et il laissa clairement entendre qu'à son avis on aurait dû employer la bombe atomique contre la Chine. Quand on demanda au général Vandenberg, chef hiérarchique du général O'Donnel, ce qu'il pensait des déclarations de ce dernier, il répondit sèchement : « Évidemment, il ne parle pas au nom de l'Armée de l'Air. »

On peut se demander si le limogeage du général O'Donnel se produisit au moment de la conférence de Tokyo par une simple coïncidence, ou si des officiels de Londres et de Washington eurent peur de laisser l'armée aérienne en Corée aux mains d'un homme qui se trouvait dans de telles dispositions qu'il risquait à tout moment de déclencher la guerre avec la Chine. Il n'est peut-être pas indifférent de relever ceci : cinq jours avant la conférence, le 10 janvier, Thomas K. Finletter, secrétaire d'État à l'Armée de l'Air, se présenta devant une commission parlementaire et défendit une motion tendant à réorganiser l'Armée de l'Air de manière à ce que le chef d'état-major de Washington pût « commander » et non simplement « superviser » les unités aériennes engagées dans la bataille. « Sans le dire d'une façon explicite, lit-on dans une dépêche de l'Associated Press, datée de Washington, M. Finletter a laissé clairement comprendre qu'un des buts de cette réorganisation est celui-ci : instituer à Washington une autorité supérieure qui ait pouvoir d'arrêter une attaque atomique, même une fois les avions attaquants partis, au cas où des informations de dernière heure prouveraient que cette attaque n'est pas absolument indispensable. » La crainte de se trouver devant le fait accompli n'était-elle pas plus vive que jamais?

Pour certains milieux militaires américains, les changements dans le haut commandement semblent avoir été une pilule amère. Le jour où le général O'Donnel quitta le Japon, l'armée de l'air

déclara que « le changement de direction ne signifiait pas une diminution de l'intensité des bombardements sur la Corée » et que le général James E. Brigg « était aussi partisan de la tactique de l'Armée de l'Air, du bombardement à outrance ». Le général Collins lui-même ne semblait pas particulièrement satisfait de repartir pour Washington. Il « interrompit brusquement l'interview » lorsque les journalistes lui demandèrent s'il croyait que les forces de l'O.N.U. pourraient tenir en Corée.

« La répugnance du général Collins à discuter la situation militaire en Corée, imprimait le *New York Times*, reflète peut-être l'opinion, fort répandue au Pentagone, qu'étant donné la supériorité numérique de l'ennemi, et la situation mondiale, une résistance à outrance en Corée pourrait être une erreur stratégique. »

Comme Mac Arthur, mais pas nécessairement pour les mêmes raisons, le Pentagone voulait abandonner la Corée. Une fois passée la « ceinture » de la Corée, la grande retraite avait plus l'air d'un truquage que d'un désastre. Sur les ordres du général Collins, les troupes alliées firent demi-tour pour faire face à l'ennemi, mais ne trouvèrent devant elles qu'un mystère. « Où sont les Chinois en Corée? » demandait le correspondant du *Daily Mail* dans une dépêche de Tokyo, le jour où la retraite s'arrêta. « Aujourd'hui les troupes de l'O.N.U. ont avancé pour tenter de répondre à cette question — et elles n'ont rien trouvé. Elles ont repris Osan sans combat. Une autre colonne alliée a atteintKum-yangjang, et une troisième colonne avance à l'ouest de la route Séoul-Osan ». Les « hordes » rouges s'étaient volatilisées, comme des visions de cauchemar.

I. F. STONE.

Richard Wright.

L'HOMME QUI VIVAIT SOUS TERRE (*fin*)

Lorsqu'il se remit en mouvement, ses actions étaient redevenues précises, ses muscles comme renforcés par un surcroît d'énergie. Il rampa à travers le tunnel de terre, se laissa tomber dans le flot grisâtre de l'égout et s'avança en pataugeant. A un moment, son pied droit glissa en avant à un carrefour, il tomba sur le dos et se sentit filer sous l'eau. Dans un spasme de terreur, il attrapa de la main droite la saillie de ciment d'une déclinaison de terrain, tandis que les saccades de l'eau semblaient vouloir happer son corps. Le courant lui arriva au cou, il s'immobilisa un moment. Il savait que s'il faisait un faux mouvement il serait aspiré par le flot. Des deux mains, il se cramponna à la corniche et se remit lentement debout. Une fois de plus campé sur ses deux pieds, au milieu de l'eau qui déferlait, il poussa un soupir, heureux d'avoir échappé à la mort.

Il continua à patauger dans la vase, précautionneusement, jusqu'à ce qu'il se trouvât sous un faisceau de lumière qui filtrait d'une bouche d'égout. Il vit des crampons de fer qui montaient le long de la paroi; il en empoigna un, se hissa vers le trou, mit l'épaule contre le couvercle et le déplaça d'un pouce. Un grand fracas lui parvint : il voyait un flot de soleil éblouissant, au travers duquel se mouvaient des formes floues. La peur l'ébouillanta soudain; il se laissa retomber dans l'eau livide et resta paralysé dans l'ombre. Une lourde voiture passa en grondant au-dessus de sa tête, raclant le pavé, l'avertissant de rester dans son propre univers de lumière noire; le couvercle retomba en place, avec un bruit impérieux.

Il ne savait plus à quel point il avait peur, car la peur se l'était approprié tout entier; non pas la crainte de la police ou des gens, mais une terreur glacée à la pensée des actions qu'il savait devoir faire s'il sortait dans ce soleil cruel. Sa raison disait non; son corps disait oui, et sa raison ne pouvait comprendre ses sentiments. Un

long gémissement s'échappa de sa poitrine; il détira ses membres. Il grimpa vers le trou, entendit le bruit indistinct des klaxons. Comme un chat affolé se cramponne à un chiffon, il s'accrocha aux crampons métalliques, et d'un coup d'épaule déplaça partiellement la plaque. Un quart de seconde, ses yeux furent noyés dans le jaune terrifiant de la lumière; il se trouvait dans une obscurité plus profonde que jamais sous terre.

Une fois à demi sorti du trou, il cligna des yeux, recouvrant suffisamment la vue pour distinguer des formes connues. Il se passait quelque chose de drôle : personne ne se précipitait pour lui mettre la main au collet. Il avait imaginé le moment où il sortirait comme un corps à corps désespéré avec des hommes qui chercheraient à l'embarquer pour le tuer; au lieu de cela la vie se congelait autour de lui : la circulation s'arrêta. Il repoussa complètement le couvercle, se mit sur ses pieds, vacillant au centre d'un univers si fragile qu'il s'attendait à le voir s'effondrer, le précipitant dans quelque abîme profond. Mais personne ne semblait lui prêter attention. Les voitures faisaient des embardées pour l'éviter, lui et le trou béant.

— Pourquoi diable ne mets-tu pas une lanterne rouge, crétin! gueula une voix rauque.

Il comprit : ils le prenaient pour un égoutier. Il s'avança vers le trottoir, zigzaguant d'un pas incertain à travers les voitures.

— Regarde où tu marches, sale nègre!

— C'est ça! reste là pour te faire renverser!

— Tu vois donc pas clair, couillon?

— Va te coucher, et tâche de te dessaouler!

Il y avait un agent sur le trottoir, qui regardait dans la direction opposée. En passant devant lui, il s'attendait à être appréhendé, mais rien ne se produisit. Où était-il? Ceci était-il réel? Il avait envie de regarder autour de lui pour reprendre pied, mais il lui semblait que quelque chose d'épouvantable se produirait s'il le faisait. Il s'aventura dans le porche spacieux d'un magasin qui vendait des vêtements d'homme et aperçut sa propre image dans un long miroir : ses pommettes saillaient hors d'un visage noir et barbu; une casquette graisseuse était perchée de travers sur sa tête et ses yeux étaient rouges et vitreux. Sa chemise et son pantalon, raides de boue, pendaient lamentablement. Ses mains étaient empoissées d'une crasse noirâtre. Il rejeta la tête en arrière

et se mit à rire si fort que les passants s'arrêtèrent pour le dévisager.

Il continua à se promener le long du trottoir, n'ayant pas la moindre idée de l'endroit où il allait. Pourtant, sommeillant en lui, était l'envie d'aller quelque part et de dire quelque chose à quelqu'un. Une demi-heure après, ses oreilles perçurent des chants entraînants :

Agneau, Agneau, Agneau,
J'entends ta voix m'appeler.
Agneau, Agneau, Agneau,
Je sens ta grâce sur moi tomber.

Une église! Il se mit à courir, jusqu'à un escalier de brique qui descendait vers un sous-sol. C'était cela! L'église qu'il avait regardée par le trou! Bien sûr, il allait entrer et leur dire... Quoi? Il ne savait pas; mais une fois face à face avec eux, il trouverait ce qu'il fallait dire. Il réfléchit : Ça doit être dimanche. Il descendit l'escalier en courant et ouvrit brusquement la porte; l'église était bourrée de monde et un déluge de chant déferla sur lui.

Agneau, Agneau, Agneau,
Redis-moi ton histoire.
Agneau, Agneau, Agneau,
Emplis mon âme de ta gloire.

Il regarda fixement les visages des chanteurs, avec un sourire tremblant.

« Mince alors! »

Beaucoup se retournèrent pour le regarder, mais le cantique continua. Quelqu'un lui saisit violemment le bras.

« Je m'excuse, Frère, mais il ne faut pas se conduire comme ça ici », dit l'homme.

— Mais, m'sieur...

— On ne doit pas faire de boucan dans la maison du Seigneur, dit l'homme.

— Il est dégueulasse, dit quelqu'un d'autre.

— Mais je veux leur dire, dit-il très fort.

— Il nous emmerde, marmonna quelqu'un.

Le cantique était fini, mais aussitôt on en commença un autre.

O vision merveilleuse de la Croix
Vision douce et divine

O vision merveilleuse de la Croix,
Pleine d'un amour si sublime

Il essaya de se dégager, mais d'autres mains le saisirent et le poussèrent vers l'entrée.

« Laissez-moi! cria-t-il en se débattant.

— Sors d'ici!

— Il est saoul, dit quelqu'un. Il devrait avoir honte.

— C'est un fou!

Il sentit qu'il avait échoué, balbutia frénétiquement.

— Mais, M'sieur, laissez-moi dire...

— Ote-toi de cette porte, ou j'appelle la police.

Il écarquilla les yeux, son sourire tremblotant faisant place à une sorte d'émerveillement.

« La police, dit-il sans comprendre.

— Allez, va!

On le repoussa vers l'escalier de brique et la porte se ferma en claquant. Des vagues de son continuaient à lui parvenir :

O vision merveilleuse de la Croix
Amène à toi mon cœur si lourd
O vision merveilleuse de la Croix
Emplis mon âme de ton amour.

De nouveau, il souriait. Oui, la police... C'était cela! Pourquoi n'y avait-il pas pensé auparavant. L'idée avait été comme enfouie en lui, et c'était maintenant seulement qu'elle prenait une importance suprême. Il leva les yeux et vit une plaque indicatrice : COURT STREET — HARTSDALE AVENUE. Il tourna le coin et marcha vers le nord, l'esprit empli d'une image de poste de police. Oui, c'était là qu'ils l'avaient passé à tabac, l'avaient inculpé et lui avaient fait signer une confession. Il allait s'y rendre et tout éclaircir, faire sa déposition. Quelle déposition? Il ne savait pas; il était lui-même la déposition, et puisque tout lui apparaissait si clair, sûrement il pourrait le rendre clair pour les autres.

Au coin de Hartsdale Avenue, il tourna vers l'ouest. Sûr, voilà le poste. Un agent descendait les marches, passait à côté de lui sans lui jeter un regard. Il gravit le perron, franchit la porte, s'arrêta : il était dans une antichambre où se tenaient plusieurs agents, bavardant, fumant. L'un d'eux se tourna vers lui :

« Qu'est-ce que tu veux, mon vieux? »

Il regarda l'agent et se mit à rire.

« Pourquoi ris-tu, couillon? » demanda l'agent.

Il cessa de rire et regarda fixement dans le vague. Tout son être était plein de ce qu'il voulait leur dire, mais il ne pouvait pas le dire.

« Tu veux voir l'Inspecteur?

— Oui, monsieur l'Agent, dit-il rapidement. Puis : Oh! non, monsieur l'Agent.

— Eh bien, décide-toi. »

Quatre policiers se groupèrent autour de lui.

« Je cherche les hommes, dit-il.

— Quels hommes? »

C'était curieux, à ce moment il n'arrivait pas à retrouver les noms des policiers; il se souvenait qu'ils l'avaient battu, il avait signé une confession et puis il s'était sauvé. Il revit la grotte près de l'église, les billets sur les murs, les revolvers, le tranchet, les montres et les diamants sur le sol.

« Ils m'ont amené ici, commença-t-il.

— Quand? »

En esprit, il reparcourut les moments flous qu'il avait vécus sous terre dans le noir. Il n'avait pas la moindre idée du temps qui avait pu s'écouler : l'intensité de ce qui lui était arrivé lui disait que tout cela n'avait pu surgir dans un si petit laps de temps, mais sa raison lui disait que le temps avait dû être très court.

« C'était il y a longtemps, il parlait comme un enfant qui raconte un rêve dont il se souvient mal. C'était il y a longtemps... répéta-t-il, se laissant guider par ses émotions. Ils m'ont battu... j'ai eu peur... je me suis sauvé... »

L'un des agents leva un doigt vers sa tempe et dessina un cercle, en signe de dérision.

« Il est cinglé, dit-il.

— Tu sais où tu es, mon vieux?

— Oui, monsieur l'Agent, au poste de police, répondit-il d'un ton assuré, presque fièrement.

— Alors, qui veux-tu voir?

— Les hommes, répéta-t-il, sûr qu'ils devaient les connaître. Vous les connaissez bien, dit-il, un peu froissé.

— Comment t'appelles-tu?

Il ouvrit la bouche pour répondre; aucun mot n'en sortit. Il

avait oublié. Mais quelle importance, cet oubli? Non, aucune importance.

— Où habites-tu?

Où habitait-il? Le temps où il vivait ici, en haut, dans ce monde bizarre, était si lointain qu'il lui paraissait idiot même d'essayer de s'en souvenir. Puis, un instant, la vieille rancœur qui l'avait dominé sous terre reflua en lui. Il se pencha en avant et se mit à parler précipitamment.

— Ils ont dit que j'avais tué la femme...

— Quelle femme? demanda le policier.

— Et j'ai signé un papier qui disait que j'étais coupable, continua-t-il, ignorant leurs questions. Et puis je me suis sauvé...

— Tu t'es sauvé d'un asile?

— Non, monsieur l'Agent, dit-il, clignotant et secouant la tête. Je viens de dessous terre. J'ai levé une trappe d'égout et je suis sorti...

— Ça va, ça va, dit un policier, lui mettant la main sur l'épaule. On va t'envoyer à l'infirmerie spéciale, où on s'occupera de toi.

— Peut-être qu'il est de la Cinquième Colonne, lança un agent.

Il y eut un rire général, auquel il se joignit, malgré son anxiété. Mais le rire se prolongea tant qu'il finit par l'irriter.

« Il faut que je retrouve ces types, protesta-t-il faiblement.

— Dis donc, vieux, qu'est-ce que tu as bu?

— De l'eau, dit-il. J'ai trouvé de l'eau dans une cave.

— Est-ce que les types en question étaient habillés en blanc, vieux?

— Non, monsieur l'Agent, dit-il, le regard brillant. C'étaient des hommes comme vous.

Un agent d'un certain âge lui attrapa le bras :

« Essaie de te souvenir. Quand est-ce qu'ils t'ont ramassé? »

Il fronça les sourcils, essayant de se rappeler, mais sa mémoire était vide. Les policiers étaient devant lui, il leur fallait des réponses logiques et il ne pouvait plus penser avec sa raison; il pensait avec ses émotions et les mots ne venaient pas.

« J'étais coupable, dit-il. Oh! non, monsieur l'Agent, à ce moment-là je n'étais pas coupable, je veux dire, m'sieur...

— Allons, ne déconne pas. Voyons, où est-ce qu'ils t'ont ramassé? »

Il se sentait mis au défi; son esprit commença à reconstruire les faits à l'envers; ses émotions reparcoururent les longues heures,

et il revit la grotte, l'égout; la chambre ensanglantée où, paraît-il, une femme avait été tuée.

« Oui, oui, monsieur l'Agent, dit-il en souriant. Je venais de chez madame Wochen...

— Qui est-ce?

— Ma patronne.

— Où habite-t-elle?

— A côté de chez madame Peabody, la femme qui a été assassinée.

Les policiers étaient très tranquilles maintenant; ils le regardaient avec attention.

— Qu'est-ce que tu sais sur la mort de Mme Peabody, vieux?

— Rien du tout, monsieur l'Agent. Mais ils ont dit que je l'avais tuée. Mais, ça n'a pas d'importance. Je suis coupable...

— De quoi parles-tu, mon vieux? »

Son sourire s'effaça, et il se sentit repris par ses souvenirs de dessous terre. Il revit la grotte près de l'église et ses lèvres s'agitèrent pour parler. Mais comment pouvait-il le formuler? La distance entre ce qu'il sentait et ce que voulaient dire ces hommes était trop grande. Quelque chose lui disait, comme il regardait leurs visages, qu'il ne pourrait jamais leur dire, qu'ils ne le croiraient jamais même s'il parvenait à le leur dire.

« Tous les gens que j'ai vus étaient coupables, commença-t-il lentement.

— Allez, ta gueule! dit un policier.

— Dis donc, dit un autre. Cette gonzesse, Peabody, elle a été tuée dans Winewood. C'est le secteur du Numéro Dix.

— Où est le Numéro Dix? demanda un policier.

— Là-haut, au gymnase, répondit quelqu'un.

— Monte-lui donc ce zigue, Sam, ordonna un policier.

— Dac. Aboule-toi, mon fils. »

Le vieux policier lui saisit le bras et le conduisit, par un escalier de bois, un long vestibule, jusqu'à une porte.

« Peloton 10! cria l'agent à travers la porte.

— Qu'est-ce que c'est? grommela une voix.

— Y'a quelqu'un pour vous!

— A propos de quoi? »

Le vieil agent poussa la porte et, d'une bourrade le fit entrer.

Il resta bouche bée, lèvres ouvertes, le cœur battant à peine. Devant lui étaient les trois policiers qui l'avaient arrêté, l'avaient

passé à tabac, lui avaient extorqué la confession. Ils étaient en train de jouer aux cartes, assis autour d'une petite table. L'air était bleu de fumée; le soleil entrait à flots à travers l'imposte, faisant surgir de la fumée des formes fantastiques. Il vit l'un des agents lever les yeux; sa figure était fatiguée, il avait une cigarette pendante au coin de la bouche; ses deux yeux gonflés, bouffis de graisse, louchaient — ses mains serrèrent convulsivement ses cartes.

« Lauson! » cria l'homme.

Au moment précis où il entendit ce nom, le nom des trois lui revint : Lauson, Murphy, Johnson. Comme c'était simple! Il attendit, souriant, se demandant comment ils allaient réagir, maintenant qu'il était revenu.

« Tu me cherchais? marmonna le dénommé Lauson, continuant à arranger ses cartes. Et pourquoi? »

Jusqu'à présent, seul Murphy, le type roux, l'avait reconnu.

« Comment, vous vous souvenez pas de moi? » jeta-t-il, se précipitant vers la table.

Les trois policiers le regardaient maintenant. Lauson, qui paraissait le chef, se leva d'un bond.

« Où diable étais-tu?

— Tu le connais, Lauson? demanda le vieil agent.

— Hein? sourcilla Lauson. Bien sûr. Je vais y voir.

Le vieil agent quitta la pièce, Lauson alla à la porte et tourna la clé dans la serrure.

— Viens ici, mon fils », ordonna-t-il d'un ton froid.

Lui ne bougea pas. Il jeta un regard de visage en visage. Oui, il allait leur parler de sa grotte.

— Il m'a l'air détraqué, dit Johnson, celui qui n'avait encore rien dit.

— Pourquoi diable es-tu revenu ici? demanda Lauson.

— Je,... juste que je n'avais plus envie de me sauver, dit-il. Tout va bien, maintenant...

Il s'arrêta, l'attitude des types l'intriguait.

— Tu te cachais, hein? dit Lauson, d'un ton de voix qui marquait qu'il n'avait pas écouté la réponse précédente. Tu nous as dit que tu avais envie de dégueuler, et quand on t'a laissé aux waters, tu as sauté par la fenêtre et tu as filé... »

Une terreur le saisit. Bien sûr, ils s'en foutaient pas mal, de ce qu'il pouvait leur dire! Ils n'attendaient qu'une chose : le laisser

parler et après se moquer de lui. Il fallait qu'il se sorte de ce marécage; qu'il les oblige à reconnaître sa réalité.

« J'ai pris un sac de billets, monsieur, et j'en ai tapissé les murs... commença-t-il.

— Merde alors, dit Lauson.

— Écoute, dit Murphy, je vais te dire quelque chose, pour ton propre bien. On n'a pas besoin de toi ici, tu m'entends? Tu es libre, libre comme l'air. Maintenant tu vas rentrer chez toi et tu n'y penseras plus. On s'était trompé. On a pris le gars qui avait serré la vieille. C'était pas du tout un noir. Un Italien...

— La ferme! gueula Lauson. T'es pas fou!

— Faut bien que j'lui explique, dit Murphy.

— Tu peux pas laisser aller un cinglé pareil, explosa Lauson. Il fait le con, mais c'est peut-être un truc...

— J'étais dans une cave, commença-t-il, comme s'il répétait une leçon apprise par cœur. Puis je suis allé dans un cinéma... »

La voix lui manqua. Il allait trop vite, à raconter son histoire. D'abord il aurait dû leur parler de l'église, et des cantiques — mais de quels mots se servir?

Il les regarda, implorant.

« Je suis entré dans une boutique, et j'ai pris un sac de billets et des diamants et des montres et des bagues... Je ne les ai pas volés; je les rendrai. Je les ai juste pris pour jouer avec... »

Il s'arrêta, interloqué par l'incrédulité de leurs yeux.

Lauson alluma une cigarette et le regarda froidement.

« Et qu'est-ce que tu as fait du fric? demanda-t-il d'un ton tranquille, expectatif.

— J'ai collé les billets de cent dollars sur les murs...

— Quels murs? demanda Lauson.

— Les murs de la grotte de terre, dit l'autre, souriant, celle qui est près de l'église. J'ai pendu les montres et les bagues et j'ai pavé le sol de diamants... »

Il se rendit compte qu'ils ne comprenaient pas ce qu'il disait. Frénétiquement, il essaya de les forcer à comprendre, sa voix dégoulinait, tant et plus.

« J'ai vu un bébé mort et un homme mort...

— Va, t'es un cinglé, dit Lauson avec un rictus, le forçant à s'asseoir.

— Mais, m'sieur...

— Johnson, où est le papier qu'il a signé? demanda Lauson.

— Quel papier?

— La confession, espèce de con! »

Johnson tira son portefeuille, en tira une feuille de papier froissée.

— Oui, monsieur l'Agent, m'sieur, dit-il, étendant la main. C'est le papier que j'ai signé. Lauson lui flanqua une gifle, qui l'aurait renversé, si sa chaise n'avait cogné le mur derrière lui. Lauson craqua une allumette, en approcha le papier : la confession brûla jusqu'au bout des doigts de Lauson.

Lui restait béant, comme frappé de la foudre. Le soleil de dessous terre le désertait, la terrible obscurité du grand jour était devant lui. *Eux* ne le croyaient pas, mais il fallait qu'ils le croient!

— Mais, m'sieur...

— Ça va, tout est arrangé, mon garçon, dit Lauson, riant doucement, d'un ton apaisant. J'ai brûlé ta confession, tu piges? Tu n'as rien signé du tout. Lauson s'approcha de lui, les cendres noirâtres au creux de ses paumes. Tu ne te souviens plus de rien, n'est-ce pas?

— N'ayez... n'ayez pas peur de moi, plaida-t-il, sentant leur malaise. Je vous signerai un autre papier, si vous voulez. Je vous montrerai ma grotte...

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire, vieux? demanda soudain Lauson.

— Qu'est-ce que tu essayes de trouver? demanda Johnson.

— Qui t'a envoyé ici? exigea Murphy.

— Personne, m'sieur. Je voulais juste vous montrer ma grotte...

— Complètement sinoc, dit Murphy. En route pour le dépôt...

— Non, non, dit Lauson. Il joue à un jeu, et je voudrais bien savoir lequel. »

Une idée lui traversa l'esprit : il savait comment leur faire croire à ce qu'il disait. Il bondit hors de sa chaise :

— M'sieur, j'ai vu le veilleur de nuit se faire sauter le caisson parce que vous l'aviez accusé de vol, dit-il. Mais c'est pas lui qui avait pris l'argent et les diams,... c'est moi. »

Férocement, Lauson le saisit par le col et le sortit de la chaise. « *Qui t'a raconté ça?*

— T'excites pas, Lauson, dit Johnson. Il l'a lu dans les journaux.

Lauson le laissa retomber.

— Pas possible, dit Lauson, tirant des paperasses de sa poche. Je n'ai pas encore envoyé mon rapport.

— Foutons le camp d'ici, dit Lauson, résolu et rapide. Écoute, mon vieux, on va t'emmener quelque part de bien gentil, bien tranquille, tu piges?

— C'est ça, m'sieur. Et je vous montrerai ce qu'il y a sous terre.

— Bordel de merde, marmonna Lauson, attachant son revolver à sa ceinture. Il plissa les yeux vers Johnson et Murphy. Écoutez, dit-il dans un murmure, pas un mot de ceci, compris?

— Dac, dit Johnson.

— Sûr, dit Murphy. »

Lauson déverrouilla la porte, Johnson et Murphy lui firent descendre l'escalier. L'antichambre était pleine d'agents.

« Qui c'est que tu as là, Lauson?

— Qu'est-ce qu'il a fait, Lauson?

— Un cinglé, Lauson? »

Lauson ne répondait rien; Johnson et Murphy le menèrent à une voiture parquée le long du trottoir, le poussèrent dans le siège arrière. Lauson se mit au volant et la voiture démarra.

« Qu'est-ce qui se passe, Lauson? demanda Murphy.

— Écoutez, les potes, commença lentement Lauson. On a dit aux journaux qu'il s'était mis à table pour le meurtre de la Peabody, puis il se barre. Ce singe est fait, et nous on dit aux journalistes qu'on les a un peu menés en barque, histoire de prendre le vrai zigue. Vous pigez? Maintenant ce con se ramène et fait le cinglé. Si on le laisse aller, il va la ramener et dire qu'on a essayé de le mettre dans le bain. Vous pigez?

— C'est très bien, m'sieur, dit-il, Murphy et Johnson ayant leurs bras étroitement passés dans les siens. Je suis coupable... Je vous montrerai tout ce qu'il y a sous terre...J'ai ri et ri, tant et plus...

— Qu'il la boucle! » ordonna Lauson.

Johnson lui donna un coup sur la tête avec une massue et il retomba sur le coussin arrière, assommé.

« Oui monsieur l'Agent, marmonna-t-il. Ça va bien. »

La voiture dévalait le long de Hartsdale Avenue, tourna dans Pine Street, continua vers State Street, puis tourna vers le sud. Elle s'arrêta à un carrefour, tourna au milieu d'un pâté de maisons et tourna de nouveau vers le nord.

« Tu tournes en rond, Lauson, dit Murphy.

Lauson ne répondit pas; il était recroquevillé sur son volant. Finalement, il arrêta la voiture le long du trottoir.

« Allons, mon vieux, dis-nous la vérité, dit doucement Lauson. Où étais-tu caché?

— Je ne me suis pas caché, m'sieur. »

Les trois policiers le regardaient attentivement maintenant; pour la première fois, il avait l'impression qu'ils consentaient à le comprendre.

« Alors, qu'est-ce qui s'est passé?

— M'sieur, quand j'ai eu regardé par les trous, et que j'ai vu comment les gens vivaient, je les ai aimés...

— Ça va! fais pas le cinglé! aboya Lauson. Qui t'a renvoyé ici?

— Personne, m'sieur.

— C'est p't'être vrai, s'aventura Johnson.

— D'accord, dit Lauson. Alors, personne ne t'a caché? Mais dis-nous alors *où* tu t'es caché?

— Je suis allé sous terre...

— Tu nous emmerdes avec ton sous terre. Qu'est-ce que tu veux dire?

— Je suis simplement descendu... Il s'arrêta, regarda le long de la rue, puis indiqua une bouche d'égout : Je suis descendu par là, et j'y suis resté.

— Dans l'*égout?*

— Oui, monsieur l'Agent. »

Les policiers éclatèrent d'un rire soudain, qui s'arrêta brusquement. Lauson tourna la voiture et mit le cap sur Woodside Avenue. Il arrêta l'auto devant un grand immeuble.

« Qu'est-ce qu'on va faire, Lauson? demanda Murphy.

— Je l'amène chez moi, dit Lauson. Il faut attendre la nuit. Maintenant, nous ne pouvons rien faire. »

Ils le sortirent de la voiture et le firent entrer dans un vestibule.

— Prenez l'escalier », marmonna Lauson.

Ils lui firent monter quatre étages, puis entrer dans le living-room d'un petit appartement. Johnson et Murphy lui lâchèrent les bras : il resta debout, indécis, au milieu de la pièce.

— Maintenant, écoute, mon vieux, commença Lauson. Oublie tous ces bobards que tu nous as racontés. Où t'es-tu caché?

— Je suis descendu sous terre, comme je vous ai dit. »

La pièce se tordit de rire. Lauson alla vers un meuble, en tira

une bouteille de whisky. Il sortit des verres pour Johnson et Murphy. Tous trois se mirent à boire.

Il sentait qu'il n'allait pas pouvoir s'expliquer à eux. Il essayait de rassembler toutes les images flottantes qui se vautraient en lui. Les images avaient un relief très précis dans son esprit, mais il ne réussissait pas à leur conférer pour d'autres le sens qu'elles avaient pour lui. Il se sentit si désarmé qu'il commença à pleurer.

— Sûr, que c'est un cinglé, dit Johnson. Tous les cinglés pleurent comme ça.

Murphy traversa la pièce et le gifla.

— T'as pas bientôt fini, de déconner? »

Une espèce d'exaltation l'envahit; il empoigna le bras de Murphy.

« Laissez-moi vous montrer ma grotte, dit-il. Venez, et vous verrez! »

Avant qu'il n'ait pu s'en rendre compte, un coup de poing sec l'attrapa au menton; ses yeux se couvrirent d'obscurité. Il sentit confusément qu'on le relevait et qu'on l'étendait sur le divan. Il entendit des paroles étouffées, essaya de se relever, mais des mains dures le maintinrent étendu. Son cerveau commença à se dégager. Il se mit sur son séant et regarda fixement devant lui, les yeux vitreux. Il faisait sombre, maintenant. Combien de temps était-il resté sans conscience?

« Dis-donc, vieux, dit Lauson d'un ton apaisant, tu vas nous le montrer ton sous-terre? »

Ses yeux brillèrent, le cœur lui gonfla de gratitude. Lauson le croyait! De joie, il se mit debout. Il empoigna Lauson par le bras, si bien que le policier répandit la moitié de son whisky sur sa chemise.

« Bon Dieu, vas-y mou, dit Lauson.

— Oui, monsieur l'Agent.

— Dac. On va t'y emmener. Mais tu ferais mieux de ne pas nous raconter de blagues, tu m'entends?

De joie, il battit des mains : « Je vous montrerai tout! »

Enfin, il avait triomphé! Il allait pouvoir faire maintenant ce qu'il avait senti le contraindre pendant tout ce temps. Enfin il serait libéré de son fardeau.

« Descendez-le », ordonna Lauson.

Ils le conduisirent dans le vestibule; une fois sur le trottoir, il vit qu'il faisait nuit; une pluie fine tombait.

« C'était exactement comme ça quand je suis descendu, leur dit-il.

— Quoi? demanda Lauson.

— La pluie, dit-il, décrivant un vaste cercle de son bras. Il pleuvait quand je suis descendu. C'est la pluie qui a fait monter l'eau et soulever le couvercle...

— Ça va », aboya Lauson.

Ils ne le croyaient pas pour le moment, mais ils le croiraient. Il sentait palpiter en lui un désintéressement supérieur. Il avait du mal à contenir son exaltation. Ils verraient ce qu'il avait vu; ils sentiraient ce qu'il avait senti. Il les conduirait à travers tous les tunnels qu'il avait creusés et... Il avait envie de composer un cantique, de sauter d'allégresse physique, de serrer sur son cœur les policiers, en fraternité.

« Monte dans la voiture », ordonna Lauson.

Il monta, Johnson et Murphy de chaque côté de lui. Lauson se glissa au volant et lança le moteur.

« Maintenant, dis-nous où on va, dit Lauson.

— C'est juste au coin de la rue où la dame a été tuée », dit-il.

La voiture démarra doucement; il ferma les yeux, se rappelant le chant entendu dans l'église, le chant qui l'avait ému à un tel point de terreur et de pitié. Il chantonna doucement, balançant la tête :

Joie, joie, joie, oh quelle joie
Le doux Jésus est dans mon âme...

— M'sieu, dit-il, cessant de chanter, vous verrez comme c'est rigolo, les bagues sur le mur. Il se mit à rire. Et puis j'ai tiré un coup de revolver! Juste un, pour voir comment ça faisait...

— Qu'est-ce que tu crois qu'il a? demanda Johnson.

— La folie des grandeurs, sans doute, dit Murphy.

— Peut-être que c'est parce qu'il vit dans un monde de blancs, dit Lauson.

— Dis donc, vieux, qu'est-ce que tu as mangé, sous terre? demanda Murphy, flanquant un coup de coude à Johnson pour le prévenir.

— Des poires, des oranges, des bananes et des côtelettes de porc, dit-il.

La voiture s'emplit de rire.

— Tu n'as pas mangé de pastèques? demanda Lauson en souriant.

— Non, monsieur l'agent, répondit-il calmement. Je n'en ai pas vu.

Les trois policiers rigolèrent de plus en plus fort.

— Y en a pas deux comme toi, vieux, dit Murphy, hochant la tête d'étonnement.

La voiture freina le long du trottoir.

— Alors, mon vieux, dit Lauson, dis-nous où on va. »

Regardant fixement à travers le rideau de pluie, il vit le trou par où il était descendu. Les rues étaient noires et vides, à part quelques lumières estompées qui brillaient faiblement dans la pluie.

« C'est là, monsieur, dit-il en montrant du doigt la plaque.

— Venez, on va voir, dit Lauson.

— A supposer qu'il se soit caché là, dit Johnson, qu'est-ce que c'est supposé prouver?

— Je ne peux pas arriver à croire qu'il se soit caché là-dessous, dit Murphy.

— Ça ne nous fera pas de mal d'y aller voir, dit Lauson. Laissez-moi faire. »

Lauson sortit de la voiture et explora la rue du regard.

Lui était impatient de leur montrer la grotte, maintenant. S'il pouvait leur montrer ce qu'il avait vu, alors ils auraient les mêmes impressions que lui, à leur tour ils le montreraient à d'autres et les autres se sentiraient comme lui, et vite tout le monde obéirait à la même impulsion de pitié.

« Sortez-le », ordonna Lauson.

Johnson et Murphy ouvrirent la porte et le poussèrent hors de la voiture; il resta debout dans la pluie, tremblant et souriant. De nouveau, Lauson explora la rue du regard; personne n'était en vue. La pluie tombait très drue, couchée par le vent en un réseau de fils de fer noirâtres.

« Parfait, dit Lauson. Montre-nous. »

Il marcha vers le milieu de la chaussée, s'arrêta, inséra un doigt dans l'un des petits trous de la plaque et tira, mais il était trop faible pour le soulever.

« Tu es vraiment descendu par là, vieux? demanda Lauson.

Il y avait un doute dans sa voix.

— Oui, monsieur l'agent. Une seconde, je vais vous montrer.

— Aidez-le à sortir ce sacré truc », dit Lauson.

Johnson s'avança, souleva le couvercle, qui résonna sur le pavé mouillé. Le trou béait, rond et noir.

« Je suis descendu par là » dit-il avec fierté.

Lauson le regarda en silence un long moment, puis étendit la main droite vers son étui et sortit son revolver.

—Monsieur, j'ai un revolver exactement comme ça, en bas, dit-il en riant et en regardant en face Lauson. J'ai tiré un coup avec et puis je l'ai accroché au mur. Je vous montrerai.

— Montre-nous comment tu es descendu, dit Lauson doucement.

— Je descendrai le premier, monsieur, et après tous les copains pourront descendre, compris? dit-il comme un petit garçon qui joue.

— Bien sûr, bien sûr, dit Lauson, d'un ton apaisant. Descends d'abord, nous viendrons. »

Les yeux brillants, il regarda les policiers; il éclatait de bonheur. Il se courba, mit les mains sur les parois du trou et s'assit sur le rebord, les pieds ballant dans l'obscurité humide. Il entendit le ronron familier du courant grisâtre. Il laissa descendre son corps, resta un moment suspendu par les doigts, puis descendit les crampons de métal, une main après l'autre, jusqu'au dernier échelon. Il se laissa aller, ses pieds heurtèrent l'eau et il sentit le courant roide qui essayait de l'aspirer. Il reprit rapidement son équilibre et leva les yeux vers les policiers.

« Venez, les copains! cria-t-il, élevant la voix au-dessus du flot murmurant à ses pieds.

Les formes vagues qui le surplombaient dans la pluie demeuraient immobiles. Il se mit à rire, sentant qu'ils ne le croyaient pas. Mais une fois qu'ils auraient vu tout ce qu'il avait fait, jamais plus ils ne douteraient.

— Venez! la grotte n'est pas loin! cria-t-il. Mais faites attention quand vos pieds toucheront l'eau, parce que le courant est plutôt fort par ici!

Lauson tenait toujours le revolver. Murphy et Johnson regardèrent Lauson avec ironie.

— Qu'est-ce que nous allons faire, Lauson? demanda Murphy.

— Nous n'allons pas suivre ce cinglé de négro dans l'égout, tout de même? demanda Johnson.

— Venez, les copains! cria-t-il d'une voix suppliante.

Il vit Lauson lever le revolver et le braquer sur lui. Le visage de Lauson grimaça un peu, comme s'il hésitait.

Puis il y eut une explosion tonitruante, et une raie de feu lui déchira la poitrine. Il fut projeté dans l'eau, à plat sur le dos. Il considéra avec étonnement les visages blancs, brouillés, au-dessus de lui : « Ils m'ont descendu. » L'eau coulait le long de lui, s'épanouissant en écume autour de ses bras, ses jambes, sa tête. Sa mâchoire retomba et sa bouche s'ouvrit silencieusement. Une douleur énorme lui étreignait la tête, expulsant peu à peu la conscience. Comme de très loin il entendit des voix blanches.

« Pourquoi l'as-tu descendu, Lauson?

— Il fallait.

— Pourquoi?

— Des types comme ça, il faut les descendre. Ils foutraient tout en l'air. »

Comme enfoui profondément en un rêve, il entendit un fracas métallique; ils avaient remis la plaque en place, excluant pour toujours le bruit du vent et de la pluie. D'au-dessus de sa tête parvint le ronflement étouffé d'un moteur puissant et le bruissement d'une voiture en train d'accélérer. Il sentit la force du courant le pousser lentement vers le milieu de l'égout, le faisant dévier par-ci, par là.

Une fraction de seconde flottèrent devant ses yeux la grotte aux mille feux, les murs qui hurlaient, le sol qui riait... Puis sa bouche s'emplit d'une eau épaisse, amère. Le courant le fit tournoyer. Il soupira et ferma les yeux, objet tourbillonnant emporté dans la solitude et l'obscurité, déporté, ballotté, perdu au cœur de la terre.

Richard Wright.

Jean-Paul Sartre.

LE DIABLE ET LE BON DIEU (*fin*)

SEPTIÈME TABLEAU

UNE PLACE A ALTWEILER

SCÈNE PREMIÈRE

Des paysans réunis autour d'un des leurs qui sert d'instructeur.

L'INSTRUCTEUR (*c'est une femme encore jeune, à l'air doux. Elle trace à l'aide d'un bâton des lettres sur le sol.*) — Quelle est cette lettre?

PREMIER PAYSAN. — C'est un A.

L'INSTRUCTEUR. — Et celle-ci?

DEUXIÈME PAYSAN. — C'est un Meu.

L'INSTRUCTEUR. — Et ces trois-là?

PREMIER PAYSAN. — O - S - R.

L'INSTRUCTEUR. — Non.

DEUXIÈME PAYSAN. — O - U - R.

L'INSTRUCTEUR. — Et le mot entier?

PREMIER PAYSAN. — AMOUR.

TOUS LES PAYSANS. — Amour, Amour...

L'INSTRUCTEUR. — Courage, mes frères; bientôt vous saurez lire. Vous distinguerez le Bien du Mal et le Vrai du Faux. A présent, voyons, toi, là... qu'est-ce que notre première nature?

UNE PAYSANNE (*répondant comme au catéchisme*). — Notre première nature est la nature que nous avions avant de connaître Goetz.

L'INSTRUCTEUR. — Qu'est-elle?

UN PAYSAN (*même jeu*). — Elle était mauvaise.

L'Instructeur. — Comment faut-il combattre notre première nature?

Un Paysan. — En créant une seconde nature.

L'Instructeur. — Comment créer en nous une seconde nature?

Une Paysanne. — En apprenant au corps les gestes de l'amour.

L'Instructeur. — Les gestes de l'amour sont-ils l'amour?

Un Paysan. — Non, les gestes de l'amour ne sont pas...

L'Instructeur. — Quoi? (*Elle se retourne.*) Ah! Hilda!... (*Un temps.*) Ma sœur... Tu nous gênes.

Hilda. — Comment vous gênerais-je : je ne dis rien.

L'Instructeur. — Tu ne dis rien mais tu nous regardes et nous savons que tu ne nous approuves pas.

Hilda. — Ne puis-je penser ce que je veux?

L'Instructeur. — Non, Hilda. Ici on pense au grand jour et tout haut. Les pensées de chacun appartiennent à tous. Veux-tu te joindre à nous?

Hilda. — Non!

L'Instructeur. — Tu ne nous aimes donc pas?

Hilda. — Si, mais à ma manière.

L'Instructeur. — N'es-tu pas heureuse de notre bonheur?

Hilda. — Je... Ah! mes frères, vous avez tant souffert : si vous êtes heureux il faut que je le sois aussi.

Entre Karl avec un bandeau sur les yeux, conduit par une jeune femme.

L'Instructeur. — Qui va là?

La Jeune Femme. — Nous cherchons la Cité du Soleil.

Un Paysan. — La Cité du Soleil, vous y êtes.

La Jeune Femme (*à Karl*). — Je l'aurais parié. Quel dommage que tu ne puisses voir leur bonne mine : elle te réjouirait. (*Les paysans s'empressent autour d'eux.*) Les pauvres gens! Avez-vous soif? Avez-vous faim? Asseyez-vous donc!

Karl (*s'asseyant*). — Ah! vous êtes bien bons.

Un Paysan. — Tout le monde est bon ici. Tout le monde est heureux.

Un autre Paysan. — Mais par ces temps troublés on ne voyage plus guère.

Une Paysanne. — Et nous sommes réduits à nous aimer entre nous. C'est pourquoi votre venue nous comble de joie.

Une Paysanne. — Il est doux de pouvoir gâter un étranger. Que voulez-vous?

LA JEUNE FEMME. — Nous voulons voir l'homme aux mains qui saignent.

KARL. — Est-ce vrai qu'il fait des miracles?

UNE PAYSANNE. — Il ne fait que cela.

KARL. — Est-ce vrai que ses mains saignent?

UN PAYSAN. — Elles ne restent pas un jour sans saigner.

KARL. — Alors je voudrais qu'il mette un peu de sang sur mes pauvres yeux afin qu'il me rende la vue.

UNE PAYSANNE. — Ah! ah! C'est justement son affaire. Il te guérira!

KARL. — Que vous avez de chance, vous qui possédez un tel homme. Et vous ne faites plus jamais le mal?

UN PAYSAN. — Personne ne boit, personne ne vole.

UN AUTRE PAYSAN. — Interdit aux maris de battre leurs femmes.

UN PAYSAN. — Interdit aux parents de frapper leurs enfants.

KARL (*s'asseyant sur le banc*). — Pourvu que ça dure.

UN PAYSAN. — Ça durera autant que Dieu voudra.

KARL. — Hélas!

Il soupire.

L'INSTRUCTEUR. — Pourquoi soupires-tu?

KARL. — La petite a vu partout des hommes en armes. Les paysans et les barons vont se battre.

L'INSTRUCTEUR. — Sur les terres de Heidenstamm?.

KARL. — Non, mais tout autour d'elles.

L'INSTRUCTEUR. — En ce cas, cela ne nous regarde pas. Nous ne voulons de mal à personne et notre tâche est de faire régner l'amour.

KARL. — Bravo! Laissez-les donc s'entretuer. La haine, les massacres, le sang des autres sont les aliments nécessaires de votre bonheur.

UN PAYSAN. — Qu'est-ce que tu dis? Tu es fou.

KARL. — Ma foi, je répète ce qui se dit partout.

L'INSTRUCTEUR. — Que dit-on?

KARL. — Ils disent que votre bonheur a rendu leurs souffrances plus insupportables et que le désespoir les a poussés aux résolutions extrêmes. (*Un temps.*) Bah! Vous avez raison de ne pas vous en soucier : quelques gouttes de sang sur votre bonheur, la belle affaire! Ce n'est pas le payer trop cher!

L'INSTRUCTEUR. — Notre bonheur est sacré. Goetz nous l'a dit. Car nous ne sommes pas heureux pour notre seul compte, mais pour le compte de tous. Nous témoignons à tous et devant tous

que le bonheur est possible. Ce village est un sanctuaire et tous les paysans devraient tourner les yeux vers nous comme les chrétiens vers la terre sainte.

KARL. — Quand je retournerai au village, j'annoncerai partout cette bonne nouvelle. Je connais des familles entières qui crèvent de faim et qui seront bien aises d'apprendre que vous êtes heureux à leur place et pour leur compte. (*Silence embarrassé des paysans.*) Et que ferez-vous, bonnes gens, si la guerre éclate?

UNE PAYSANNE. — Nous prierons.

KARL. — Ah! je crains que vous ne soyez obligés de prendre parti.

L'INSTRUCTEUR. — Pour cela, non!

TOUS LES PAYSANS. — Non! Non! Non!

KARL. — N'est-ce pas une guerre sainte que celle des esclaves qui veulent devenir des hommes?

L'INSTRUCTEUR. — Toutes les guerres sont impies, nous demeurerons les gardiens de l'amour et les martyrs de la paix.

KARL. — Les Seigneurs pillent, violent et tuent vos frères à vos portes et vous ne les haïssez pas?

UNE PAYSANNE. — Nous les plaignons d'être méchants.

UN PAYSAN. — Nous les plaignons.

KARL. — S'ils sont méchants, n'est-il pas juste que leurs victimes se révoltent?

L'INSTRUCTEUR. — La violence est injuste d'où qu'elle vienne.

KARL. — Si vous condamnez les violences de vos frères, vous approuvez donc celles des Barons.

L'INSTRUCTEUR. — Non, certes.

KARL. — Il le faut bien, puisque vous ne voulez pas qu'elles cessent.

L'INSTRUCTEUR. — Nous voulons qu'elles cessent par la volonté des Barons eux-mêmes.

KARL. — Et qui leur donnera cette volonté?

L'INSTRUCTEUR. — Nous.

TOUS LES PAYSANS. — Nous! Nous!

KARL. — Et d'ici là, qu'est-ce que les paysans doivent faire?

L'INSTRUCTEUR. — Se soumettre, attendre et prier.

KARL. — Traîtres, vous voilà démasqués. Vous n'avez d'amour que pour vous-mêmes. Mais prenez garde. Si cette guerre éclate, on vous demandera des comptes et l'on n'admettra point que vous soyez restés neutres pendant que vos frères se faisaient égorger.

Si les paysans remportent la victoire, craignez qu'ils ne brûlent la Cité du Soleil pour vous punir de les avoir trahis. Quant aux Seigneurs, s'ils gagnent, ils n'admettront pas qu'une terre noble demeure aux mains de serfs. Aux armes, les gars, aux armes! Si vous ne vous battez pas par fraternité, que ce soit du moins par intérêt, le bonheur, ça se défend.

Un Paysan. — Nous ne nous battrons point.

Karl. — Alors, on vous battra.

L'Instructeur. — Nous baiserons la main qui nous frappe, nous mourrons en priant pour ceux qui nous tuent. Tant que nous vivons vous avez la ressource de nous faire périr, mais quand nous serons morts nous nous installerons dans vos âmes et nos voix résonneront dans vos oreilles.

Karl. — Parbleu, vous savez votre leçon! Ah! vous n'êtes pas les plus coupables, le criminel c'est le faux prophète qui a mis dans vos yeux cette douceur égarée.

Les Paysans. — Il insulte notre Goetz!

Ils marchent sur lui.

La Jeune Femme. — Frapperez-vous un aveugle, vous qui prétendez vivre pour aimer?

Un Paysan (*arrachant le bandeau de Karl*). — Bel aveugle! Regardez : c'est Karl, le valet du château, son cœur est pourri par la haine et voici plusieurs semaines qu'il rôde, prêchant la discorde et la rébellion.

Les Paysans. — Pendons-le!

Hilda. — Eh bien, gentils moutons, vous voilà donc enragés? Karl est un chien car il vous pousse à la guerre. Mais il dit vrai et je ne vous permettrai pas de frapper celui qui dit la vérité! D'où qu'il vienne. Il est vrai, mes frères, que votre Cité du Soleil est bâtie sur la misère des autres : pour que les Barons la tolèrent, il faut que leurs paysans se résignent à l'esclavage. Mes frères, je ne vous reproche pas votre bonheur, mais je me sentais plus à l'aise quand nous étions malheureux ensemble. Car notre malheur était celui de tous les hommes. Sur cette terre qui saigne la joie est obscène et les gens heureux sont seuls.

Un Paysan. — Va! Tu n'aimes que la misère. Goetz veut construire, lui!

Hilda. — Votre Goetz est un imposteur. (*Rumeurs.*) Eh bien? Qu'attendez-vous pour me battre et me pendre?

Entre Goetz.

SCÈNE II

LES MÊMES, GOETZ

GOETZ. — Quels sont ces visages menaçants?

UN PAYSAN. — Goetz, c'est...

GOETZ. — Tais-toi, je ne veux plus voir de sourires forcés. Souriez d'abord, vous parlerez ensuite. Allons, souriez!

Les paysans sourient.

UN PAYSAN (*souriant*). — Cet homme vient nous prêcher la révolte.

GOETZ. — Tant mieux, c'est une épreuve. Il faut savoir entendre la parole de haine.

UNE PAYSANNE. — Il t'a insulté, Goetz, et traité de faux prophète.

GOETZ. — Mon bon Karl, me hais-tu si fort?

KARL. — Ma foi oui : assez fort.

GOETZ. — C'est donc que je n'ai pas su me faire aimer : pardonne-moi. Raccompagnez-le jusqu'à l'entrée du village, donnez-lui des vivres et le baiser de paix.

KARL. — Tout ceci finira par un massacre, Goetz. Que le sang de ces hommes retombe sur ta tête.

GOETZ. — Ainsi soit-il.

Ils sortent.

SCÈNE III

LES MÊMES *moins* KARL *et* LA JEUNE FEMME

GOETZ. — Prions pour eux.

L'INSTRUCTEUR. — Goetz, il y a quelque chose qui nous tourmente.

GOETZ. — Parle.

L'INSTRUCTEUR. — C'est rapport à Hilda. Nous l'aimons bien mais elle nous gêne : elle n'est pas d'accord avec toi.

GOETZ. — Je le sais.

HILDA. — Qu'est-ce que ça peut vous faire, puisque je m'en vais?

GOETZ. — Attends. (*Il va aux paysans.*) Vous la laisserez partir

sans un mot? Ingrats, qui donc vous a sauvés du désespoir quand vous étiez malheureux? Reste, Hilda, c'est en leur nom que je t'en prie. Et vous, je vous commande de lui rendre votre amour.

HILDA (*avec une soudaine violence*). — Garde tout : tu m'as volé ma bourse, mais tu ne me feras pas l'aumône avec mon argent.

L'INSTRUCTEUR. — Reste, Hilda, puisqu'il le veut. Nous lui obéirons, je te le jure et nous t'aimerons comme le Saint Homme nous le commande.

GOETZ. — Tu t'en vas?

HILDA. — Tout à l'heure.

GOETZ. — Pourquoi?

HILDA. — Parce qu'ils sont heureux.

GOETZ. — Eh bien?

HILDA. — Aux gens heureux, je suis inutile.

GOETZ. — Ils t'aiment.

HILDA. — Bien sûr, bien sûr. Mais ils se consoleront.

GOETZ. — Ils ont encore besoin de toi.

HILDA. — Tu crois? (*Elle se tourne vers les paysans.*) Est-ce que je vous fais encore besoin? (*Silence gêné des paysans.*) Tu vois bien. A quoi pourrais-je leur servir, puisqu'ils t'ont. Adieu.

GOETZ. — Où iras-tu?

HILDA. — N'importe où. Ce n'est pas la misère qui manque.

GOETZ. — Toujours la misère! Toujours le malheur! N'y a-t-il rien d'autre?

HILDA. — Pour moi rien. C'est ma vie.

GOETZ. — Faut-il toujours souffrir de leur souffrance? Est-ce qu'on ne peut pas se réjouir de leur bonheur?

HILDA (*violemment*). — Moi je ne peux pas! Le beau bonheur! Ils bêlent. (*Avec désespoir.*) O Goetz, depuis que tu es parmi nous, je suis l'ennemie de mon âme. Quand elle parle, j'ai honte de ce qu'elle dit. Je sais qu'ils n'ont plus faim et qu'ils travaillent moins dur. S'ils veulent ce bonheur de brebis, je dois le vouloir avec eux. Eh bien, je ne peux pas : je ne peux pas le vouloir. Il faut que je sois un monstre : j'ai moins d'amour pour eux depuis qu'ils ont moins de souffrance. Pourtant, j'ai la souffrance en horreur. (*Un temps.*) Est-ce que je suis méchante?

GOETZ. — Toi? Non. Tu es jalouse.

HILDA. — Jalouse. Oui. A en crever. (*Un temps.*) Tu vois, il est grand temps que je m'en aille : tu m'as pourrie. Où que tu sois,

quoi que tu entreprennes, il faut que tu fasses lever le mal dans les cœurs. Adieu.

GOETZ. — (*Elle ne s'en va pas.*) Eh bien? Qu'est-ce que tu attends? (*Elle va pour sortir.*) Hilda, s'il te plaît, ne m'abandonne pas. (*Elle rit.*) Qu'as-tu?

HILDA (*sans méchanceté*). — C'est toi, toi qui m'as tout pris qui me demandes à moi de ne pas t'abandonner?

GOETZ. — Plus ils m'aiment et plus je suis seul. Je suis leur toit et je n'ai pas de toit. Je suis leur ciel et je n'ai pas de ciel. Si, j'en ai un : celui-ci, vois comme il est loin. Je voulais me faire pilier et porter la voûte céleste. Je t'en fous : le ciel est un trou. Je me demande même où Dieu loge. (*Un temps.*) Je ne les aime pas assez : tout vient de là. J'ai fait les gestes de l'amour, mais l'amour n'est pas venu. Il faut croire que je ne suis pas doué. Pourquoi me regardes-tu?

HILDA. — Tu ne les aimais même pas. Tu m'as volée pour rien.

GOETZ. — Ah! Ce n'était pas leur amour qu'il fallait te prendre, c'était le tien. Il faudrait que je les aime avec ton cœur. Tiens, je t'envie jusqu'à ta jalousie. Tu es là, tu les regardes, tu les touches, tu es chaleur, tu es lumière *et tu n'es pas moi*, c'est insupportable. Je ne comprends pas pourquoi nous faisons deux et je voudrais devenir toi en restant moi-même.

SCÈNE IV

GOETZ, HILDA, NASTY

NASTY (*d'une voix sourde*). — Goetz! Goetz! Goetz!

GOETZ (*se retournant*). — Qui est-ce?... Nasty!...

NASTY. — Les hommes sont sourds.

GOETZ. — Sourds? Sourds à ta voix? C'est neuf.

NASTY. — Oui. C'est neuf.

GOETZ. — Dieu te met à l'épreuve comme les autres? Nous verrons comment tu t'en tireras.

NASTY. — Que Dieu m'éprouve tant qu'il voudra, je ne douterai pas de lui ni de ma mission; et s'il doute de moi, c'est qu'il est fou.

GOETZ. — Parle à présent.

NASTY (*désignant Hilda*). — Renvoie-la.

GOETZ. — Elle, c'est moi. Parle ou va-t'en.

NASTY. — Bien. (*Un temps.*) La révolte a éclaté.

GOETZ. — Quelle révolte? (*Brusquement.*) Ce n'est pas moi! Ce n'est pas ma faute! Qu'ils se massacrent entre eux, je n'y suis pour rien!

NASTY. — Ils n'étaient retenus que par la crainte de l'Église : tu leur as prouvé qu'ils n'avaient pas besoin de prêtres; à présent les prophètes pullulent. Mais ce sont des prophètes de colère qui prêchent la vengeance.

GOETZ. — Et tout est mon œuvre?

NASTY. — Oui.

GOETZ. — Tiens!

Il le frappe.

NASTY. — Frappe! Frappe donc!

GOETZ. — Ha! (*Il tourne sur lui-même.*) Que le Mal était doux! Je pouvais tuer! (*Il marche. Un temps.*) Allons! Qu'as-tu à me demander?

NASTY. — Tu peux éviter le pire.

GOETZ. — Moi? (*Rire sec.*) J'ai le mauvais œil, imbécile. Comment oses-tu te servir de moi?

NASTY. — Je n'ai pas le choix... Nous n'avons pas d'armes, pas d'argent, pas de chefs militaires et nos paysans sont trop indisciplinés pour faire de bons soldats. Dans quelques jours commenceront nos revers; dans quelques mois, les massacres.

GOETZ. — Alors?

NASTY. — Il reste une chance. Aujourd'hui, je ne peux pas endiguer la révolte; dans trois mois, je le pourrai. Si nous gagnons une bataille rangée, une seule, les barons nous offriront la paix.

GOETZ. — Quel est mon rôle?

NASTY. — Tu es le meilleur capitaine d'Allemagne.

GOETZ (*il le regarde, puis se détourne*). — Ah! (*Un silence.*) Réparer! Toujours réparer! Vous me faites perdre mon temps, tous tant que vous êtes. Bon Dieu, j'ai autre chose à faire, moi, je construis.

NASTY. — Et tu laisseras le monde entier s'entr'égorger pourvu que tu puisses construire ta Cité joujou, ta ville modèle.

GOETZ. — Ce village est une arche, j'y ai mis l'amour à l'abri, qu'importe le déluge si j'ai sauvé l'amour.

NASTY. — Es-tu fou... Tu n'échapperas pas à la guerre, elle viendra te chercher jusqu'ici. (*Silence de Goetz.*) Alors? Tu acceptes?

GOETZ. — Pas si vite. (*Il revient sur Nasty.*) La discipline manque : il faudra que je la crée. Sais-tu ce que ça veut dire? Des pendaisons.

NASTY. — Je le sais.

GOETZ. — Nasty, il faut pendre des pauvres. Les pendre au hasard, pour l'exemple : l'innocent avec le coupable. Que dis-je? Ils sont tous innocents, je suis leur frère et je vois leur innocence. Demain, si je suis leur chef, il n'y a plus que des coupables et je ne comprends plus rien : je pends.

NASTY. — Soit. Il le faut.

GOETZ. — Il faut aussi que je me change en boucher; vous n'avez ni les armes ni la science : le nombre est votre seul atout. Il faudra gaspiller les vies. L'ignoble guerre!

NASTY. — Tu sacrifieras vingt mille hommes pour en sauver cent mille.

GOETZ. — Si seulement j'en étais sûr! Nasty, tu peux me croire, je sais ce que c'est qu'une bataille : si nous engageons celle-ci, nous aurons cent chances contre une de la perdre.

NASTY. — Je prendrai donc cette chance unique. Allons! Quels que soient les desseins de Dieu, nous sommes ses élus : moi son prophète et toi son boucher; il n'est plus temps de reculer. (*Un temps.*)

GOETZ. — Hilda!

HILDA. — Que veux-tu?

GOETZ. — Aide-moi. Que ferais-tu à ma place?

HILDA. — Je ne serai jamais à ta place ni ne veux l'être. Vous êtes des meneurs d'hommes, vous autres, et je ne suis qu'une femme. A vous, je n'ai rien à donner.

GOETZ. — Je n'ai confiance qu'en toi.

HILDA. — En moi?

GOETZ. — Plus qu'en moi-même.

HILDA. — Pourquoi veux-tu me rendre complice de tes crimes? Pourquoi m'obliges-tu à décider à ta place? Pourquoi me donnes-tu puissance de vie et de mort sur mes frères?

GOETZ. — Parce que je t'aime.

HILDA. — Tais-toi. (*Un temps.*) Ah! Tu as gagné : tu m'as fait passer de l'autre côté de la barrière; j'étais avec ceux qui souffrent, à présent je suis avec ceux qui décident des souffrances. O Goetz, jamais plus je ne pourrai dormir! (*Un temps.*) Je te défends de verser le sang. Refuse.

GOETZ. — Et nous en porterons les conséquences ensemble?

HILDA. — Oui. Ensemble.

GOETZ. — Ensemble quoi qu'il arrive?

HILDA. — Ensemble, quoi qu'il arrive.

NASTY. — De quoi te mêles-tu?

HILDA. — Je parle au nom des pauvres.

NASTY. — Personne d'autre que moi n'a le droit de parler en leur nom.

HILDA. — Pourquoi donc?

NASTY. — Parce que je suis l'un d'entre eux.

HILDA. — Toi, un pauvre? Il y a beau temps que tu ne l'es plus. Tu es un chef.

Goetz s'est plongé dans ses pensées et n'a pas écouté. Il relève brusquement la tête.

GOETZ. — Pourquoi ne pas leur dire la vérité?

NASTY. — Quelle vérité?

GOETZ. — Qu'ils ne savent pas se battre et qu'ils sont perdus s'ils commencent la guerre.

NASTY. — Parce qu'ils tueront celui qui la leur dira.

GOETZ. — Et si c'était moi qui la leur disais?

NASTY. — Toi?

GOETZ. — J'ai du crédit auprès d'eux parce que je suis prophète et que j'ai donné mes biens. Que faire du crédit sinon le risquer?

NASTY. — Une chance sur mille.

GOETZ. — Une chance sur mille, bien. As-tu le droit de la refuser?

NASTY. — Non. Je n'ai pas le droit. Viens.

HILDA. — N'y va pas.

GOETZ (*la prend par les épaules*). — Ne crains rien : cette fois-ci Dieu est de notre côté. (*Il appelle.*) Venez tous! (*Les paysans reviennent sur scène.*) On se bat partout. Demain, l'Allemagne entière va brûler. Je descends parmi les hommes pour sauver la paix.

TOUS LES PAYSANS. — Hélas, Goetz, ne nous abandonne pas. Que ferons-nous sans toi?

GOETZ. — Je reviendrai, mes frères : ici est mon Dieu, ici mon bonheur, ici sont mes amours; je reviendrai. Voici Hilda. Je vous confie à elle. Si, pendant mon absence, on voulait vous enrôler dans l'un ou l'autre parti, refusez de vous battre et si l'on vous menace, répondez aux menaces par l'amour. Rappelez-vous mes frères, rappelez-vous : l'amour fera reculer la guerre.

Ils sortent.

SCÈNE V

LES PAYSANS. — S'il ne revenait pas?

Un silence.

HILDA. — Prions. (*Un temps.*) Prions pour que l'amour fasse reculer la guerre.

LES PAYSANS (*s'agenouillant*). — Mon Dieu, que l'amour fasse reculer la guerre.

HILDA (*debout*). — Que mon amour fasse reculer la guerre. Ainsi soit-il.

FIN DU SEPTIÈME TABLEAU

HUITIÈME TABLEAU

LE CAMP DES PAYSANS

Rumeurs, cris dans l'obscurité.

VOIX. — Hou! Hou! Hou!

VOIX DE GOETZ (*dominant le tumulte*). — Vous mourrez tous!

VOIX. — A mort! A mort!

Lumière. Une clairière dans la forêt. C'est la nuit. Paysans avec des bâtons et des fourches. Quelques-uns ont des épées. D'autres tiennent des torches.

Goetz et Nasty sont debout sur un promontoire rocheux et dominant la foule.

Hou! Hou! Hou!

GOETZ. — Pauvres gens vous n'avez même pas le courage de regarder la vérité en face?

UNE VOIX. — La vérité, c'est que tu es un traître.

GOETZ. — La vérité, mes frères, l'aveuglante vérité, c'est que vous ne savez pas vous battre.

Un paysan taillé en hercule s'avance.

LE COSTAUD. — Je ne sais pas me battre? (*Hilarité de la foule.*)

Hé, les gars, paraît que je ne sais pas me battre! Je t'attrape un taureau par les cornes et je lui tords le cou.

Goetz saute sur le scl et s'approche de lui.

Goetz. — Apparemment, grand frère, que tu es trois fois plus fort que moi?

Le Costaud. — Moi, frérot!

Il lui donne une bourrade qui l'envoie à cinq pas.

Goetz. — Parfait. (*A l'un des paysans.*) Donne ce bâton. (*A l'Hercule.*) Et toi, prends celui-ci. En garde. Allons, pique, taille, sabre, estoque. (*Il pare, esquive ses coups.*) Tu vois! Tu vois! Tu vois! De quoi te sert ta force? Tu ne fais gémir que les esprits de l'air et saigner que le vent. (*Ils se battent.*) A présent, mon frère, pardonne-moi : je vais t'assommer un tout petit peu. C'est pour le bien commun. Là! (*Il l'assomme.*) Doux Jésus, pardon. (*Le paysan s'écroule.*) Êtes-vous convaincus : c'était le plus fort et je suis loin d'être le plus habile. (*A tous.*) Voulez-vous que je vous dise pourquoi vous n'avez pas peur de la mort? Chacun de vous pense qu'elle tombera sur le voisin. (*Un temps.*) Mais voici que je m'adresse à Dieu, Notre Père, et que je lui dis : Mon Dieu, si tu veux que j'aide ces hommes-là, fais-moi connaître d'un signe ceux qui périront à la guerre. (*Tout à coup il feint la frayeur.*) Ho! ho! ho! ho! Qu'est-ce que je vois? Aïe, mes frères, qu'est-ce qui vous arrive? L'atroce vision! Ah! vous voilà bien arrangés!

Un Paysan (*inquiet*). — Qu'y a-t-il? Qu'est-ce que c'est?...

Goetz. — Il y a que Dieu a fait fondre vos chairs comme cire à cacheter ! je ne vois plus que vos os! Bonne Vierge! Tous ces squelettes!

Un Paysan. — D'après toi, qu'est-ce que ça veut dire?

Goetz. — Dieu ne veut pas de la révolte et me désigne ceux qui vont y laisser leur peau.

Le Paysan. — Qui, par exemple?

Goetz. — Qui? (*Il tend l'index vers lui, et d'une voix terrible.*) Toi! (*Silence.*) Et toi! Et toi! Et toi! Quelle danse macabre!

Le Paysan. — Qui nous prouve que tu es prophète?

Goetz. — Hommes de peu de foi, si vous voulez des preuves, regardez ce sang. (*Il lève les mains. Silence. A Nasty.*) J'ai gagné!

Nasty (*entre ses dents*). — Pas encore. (*Le prophète s'avance.*) Prends garde à celui-ci, c'est le plus coriace.

Le Prophète. — O mes frères trop crédules, quand donc apprendrez-vous la méfiance? Vous êtes si doux et si tendres que

vous ne savez même pas haïr! Aujourd'hui encore, il suffit qu'un homme vous parle à voix de Seigneur pour que vous courbiez la tête. Quoi donc? Il y a un peu de sang sur ses mains? La belle affaire! S'il faut saigner pour vous convaincre, je saignerai.

Il lève les mains en l'air, elles se mettent à saigner.

GOETZ. — Qui es-tu?

LE PROPHÈTE. — Prophète comme toi.

GOETZ. — Prophète de haine!

LE PROPHÈTE. — C'est le seul chemin qui mène à l'amour.

GOETZ. — Mais je te reconnais. Tu es Karl, mon valet.

LE PROPHÈTE. — Pour te servir.

GOETZ. — Un valet prophète, c'est bouffon.

LE PROPHÈTE. — Pas plus qu'un général prophète.

GOETZ (*descendant les marches*). — Fais voir tes mains! (*Il les retourne.*) Parbleu cet homme cachait dans ses manches des vessies pleines de sang.

LE PROPHÈTE. — Fais voir les tiennes. (*Il les regarde.*) Cet homme gratte avec ses ongles de vieilles plaies pour en faire sortir quelques gouttes de sang. Allons, mes frères, mettez-nous à l'épreuve et décidez lequel de nous est prophète.

RUMEURS. — Oui... Oui...

LE PROPHÈTE. — Sais-tu faire ça? (*Il fait fleurir une baguette.*) Et ça? (*Il sort un lapin de son chapeau.*) Et ça? (*Il s'entoure de fumée.*) Montre-nous ce que tu sais faire.

GOETZ. — Ce sont des jongleries que j'ai vues cent fois sur les places publiques. Je ne suis pas bateleur.

UN PAYSAN. — Ce que fait un bateleur, un prophète doit savoir le faire.

GOETZ. — Je n'entrerai pas en compétition de miracles avec mon valet de chambre; mes frères, j'étais général avant d'être prophète. Il s'agit de guerre : si vous ne croyez pas au prophète, faites confiance au général.

LE PROPHÈTE. — Vous ferez confiance au général quand le général aura prouvé qu'il n'est pas un traître.

GOETZ. — Ingrat. C'est pour l'amour de toi et de tes frères que je me suis dépouillé de mes biens.

LE PROPHÈTE. — Pour l'amour de moi?

GOETZ. — Oui, de toi qui me hais.

LE PROPHÈTE. — Tu m'aimes donc?

GOETZ. — Oui, mon frère, je t'aime.

LE PROPHÈTE (*triomphant*). — Il s'est trahi, mes frères*!* Il vous ment! Regardez ma gueule et dites-moi comment on pourrait m'aimer. Et vous les gars, vous : tous tant que vous êtes, croyez-vous que vous êtes aimables?

GOETZ. — Idiot! Si je ne les aimais pas, pourquoi leur aurais-je donné mes terres?

LE PROPHÈTE. — En effet. Pourquoi? Toute la question est là. (*Brusquement.*) Dieu! Dieu qui sonde les reins et les cœurs, au secours! Je te prête mon corps et ma bouche : dis-nous pourquoi Goetz le bâtard a donné ses terres.

Le Prophète se met à pousser des cris épouvantables.

LES PAYSANS. — Dieu est là!

Dieu va parler!

(*Ils s'agenouillent.*)

GOETZ. — Dieu! Il ne manquait plus que ça.

LE PROPHÈTE (*il a fermé ses yeux et parle d'une voix étrange qui ne semble pas lui appartenir*). — Holà, ho! ho! La terre!

LES PAYSANS. — Holà ho! Holà ho!

LE PROPHÈTE (*même jeu*). — Ici Dieu je vous vois : les hommes, je vous vois.

LES PAYSANS. — Aie pitié de nous.

LE PROPHÈTE (*même jeu*). — Goetz est-il là?

UN PAYSAN. — Oui, Notre Père, sur la droite, un peu en arrière de toi.

LE PROPHÈTE (*même jeu*). — Goetz, Goetz! Pourquoi leur as-tu donné tes terres? Réponds!

GOETZ. — A qui ai-je l'honneur de parler?

LE PROPHÈTE (*même jeu*). — Je suis celui qui suis.

GOETZ. — Eh bien, si tu es qui tu es, c'est que tu sais ce que tu sais. Et tu dois savoir pourquoi j'ai fait ce que j'ai fait.

LES PAYSANS (*menaçants*). — Hou! Hou! Réponds! Réponds!

GOETZ. — A vous, je réponds mes frères. A vous, pas à lui. J'ai donné mes terres pour que tous les hommes soient égaux.

Le Prophète rit.

LES PAYSANS. — Dieu qui rit!

Nasty a descendu les marches et s'est placé derrière Goetz.

LE PROPHÈTE (*même jeu*). —

Tu mens, Goetz, tu mens à ton Dieu.
Et vous, mes fils, écoutez!

Quoi que fasse un Seigneur, il ne sera jamais votre égal.
Et voilà pourquoi je vous demande de les tuer tous.
Celui-ci vous a donné ses terres.
Mais vous, pouviez-vous lui donner les vôtres?
Il pouvait choisir de donner ou de garder.
Mais vous, pouviez-vous refuser?
A celui qui donne un baiser ou un coup
Rendez un baiser ou un coup
Mais à celui qui donne sans que vous puissiez rendre
Offrez toute la haine de votre cœur
Car vous étiez humiliés et il vous humilie davantage
Cadeau du matin, chagrin!
Cadeau du midi, souci!
Cadeau du soir, désespoir!

GOETZ. — Ah! le beau prêche! Qui vous a donné la vie et la lumière? C'est Dieu : le don est sa loi, quoi qu'il fasse, il donne. Et qu'est-ce que vous pouvez lui rendre, vous qui n'êtes que poussière? Rien! Conclusion : c'est Dieu que vous devez haïr.

LES PAYSANS. — Dieu, c'est différent.

GOETZ. — Pourquoi nous a-t-il créés à son image? Si Dieu est générosité et amour, l'homme sa créature doit être amour et générosité! Mes frères, je vous en conjure : acceptez mes dons et mon amitié. Je ne vous demande pas, oh non, de reconnaissance; je voudrais simplement que vous ne condamniez pas mon amour comme un vice et que vous ne me reprochiez pas mes cadeaux comme des crimes.

UN PAYSAN. — Cause toujours : moi, je n'aime pas les aumônes.

LE PROPHÈTE (*reprenant sa voix naturelle et montrant le mendiant*). — En voilà un qui a compris. Les terres sont à vous : celui qui prétend vous les donner vous dupe car il donne ce qui n'est pas à lui. Prenez-les! Prenez et tuez, si vous voulez devenir des hommes. C'est par la violence que nous nous éduquerons.

GOETZ. — N'y a-t-il que la haine, mes frères? Mon amour...

LE PROPHÈTE. — Ton amour vient du diable, il pourrit ce qu'il touche. Ah! les gars, si vous pouviez voir les gens d'Altweiler : il lui a suffi de trois mois pour faire d'eux des castrats. Il vous aimera si fort qu'il tranchera toutes les couilles du pays pour les remplacer par des pervenches. Ne vous laissez pas faire, vous êtes des bêtes et la haine vous a changés en hommes; si on vous l'ôte, vous

retomberez à quatre pattes et vous retrouverez le malheur muet des bêtes.

GOETZ. — Nasty! Aide-moi.

NASTY (*désignant le Prophète*). — La cause est jugée. Dieu est avec lui.

GOETZ (*stupéfait*). — Nasty!

LES PAYSANS. — Va-t'en! Va-t'en au diable!

GOETZ (*emporté par la rage*). — Je m'en vais, n'ayez pas peur. Courez à la mort; si vous crevez, je danserai. Que vous êtes laids! Peuple de lémurs et de larves, je remercie Dieu de m'avoir montré vos âmes; car j'ai compris que je m'étais trompé; il est juste que les nobles possèdent le sol car ils ont l'âme fière; il est juste que vous marchiez à quatre pattes, croquants, car vous n'êtes que des porcs.

LES PAYSANS (*veulent se jeter sur lui*). — A mort! A mort!

GOETZ (*arrachant une épée à un paysan*). — Venez me prendre!

NASTY (*levant la main*). — Assez. (*Silence absolu.*) Cet homme s'est fié à votre parole. Apprenez à la tenir, même envers l'ennemi.

La scène se vide peu à peu et retombe dans les ténèbres. La dernière torche est fixée au rocher; Nasty la prend à la main et va pour partir.

NASTY. — Va-t'en, Goetz; va-t'en vite!

GOETZ. — Nasty! Nasty! Pourquoi m'as-tu abandonné?

NASTY. — Parce que tu as échoué.

Il sort.

FIN DU HUITIÈME TABLEAU

NEUVIÈME TABLEAU

La nuit.

Des rumeurs qui s'éloignent, un cri de femme lointain, puis une faible lumière sur Goetz.

GOETZ. — Vous crèverez, chiens! Je vous nuirai de façon mémorable. A moi, ma méchanceté : viens me rendre léger! (*Un temps.*) C'est pour rire. Le Bien m'a rincé l'âme : plus une goutte de venin. C'est parfait : en route pour le Bien : en route pour Altweiler : il faut me pendre ou faire le Bien. Mes enfants m'attendent, mes

chapons, mes castrats, mes anges de basse-cour : ils me feront fête. Bon Dieu qu'ils m'ennuient. Ce sont les autres que j'aime : les loups. (*Il se met en marche.*) Eh bien, Seigneur, à toi de me guider dans la nuit obscure. Puisqu'il faut persévérer malgré l'échec, que tout échec me soit un signe, tout malheur une chance, toute disgrâce une grâce. Donne-moi le bon emploi de mes infortunes. Seigneur, je veux le croire, tu as permis que je roule hors du monde parce que tu me veux tout à toi.

Et voilà, mon Dieu : nous sommes de nouveau face à face, comme au bon vieux temps où je faisais le mal. Ah! je n'aurais jamais dû m'occuper des hommes : ils gênent. Ce sont des broussailles qu'il faut écarter pour parvenir à toi. Je viens à toi Seigneur, je viens, je marche dans ta nuit : donne-moi la main. Dis : la nuit, c'est toi, hein? La nuit, l'absence déchirante de tout! Car tu es celui qui est présent dans l'universelle absence, celui qu'on entend quand tout est silence, celui qu'on voit quand on ne voit plus rien. Vieille nuit, grande nuit d'avant les êtres, nuit du non-savoir, nuit de la disgrâce et du malheur, cache-moi, dévore mon corps immonde, glisse-toi entre mon âme et moi et ronge-moi. Je veux le dénuement, la honte et la solitude du mépris car l'homme est fait pour détruire l'homme en lui-même et pour s'ouvrir comme une femelle au grand corps noir de la nuit. Jusqu'à ce que je goûte à tout, je n'aurai plus de goût à rien, jusqu'à ce que je possède tout, je ne posséderai plus rien. Jusqu'à ce que je sois tout, je ne serai plus rien en rien. Je m'abaisserai au-dessous de tous et toi, Seigneur, tu me prendras dans les filets de ta nuit et tu m'élèveras au-dessus d'eux. (*D'une voix forte et angoissée.*) Mon Dieu! Mon Dieu! Est-ce ta volonté? Cette haine de l'homme, ce mépris de moi-même, ne les ai-je pas déjà cherchés, quand j'étais mauvais? La solitude du Bien, à quoi la reconnaîtrai-je de la solitude du Mal? (*Le jour s'est levé lentement.*) Le jour se lève, j'ai traversé ta nuit. Sois béni de me donner ta lumière : je vais voir clair. (*Il se retourne et voit le village en ruines. Hilda est assise sur un tas de pierre et de gravats, la tête entre ses mains. Il crie.*) Ha!

HILDA (*relève la tête et regarde*). — Enfin!

GOETZ. — Où sont les autres? Morts? Pourquoi? Parce qu'ils refusaient de se battre?

HILDA. — Oui.

GOETZ. — Rends-moi ma nuit! Cache-moi les hommes! (*Un temps.*) Comment est-ce arrivé?

HILDA. — Les paysans sont venus de Walsheim avec des armes; ils nous ont demandé de nous joindre à eux et nous n'avons pas voulu.

GOETZ. — Alors, ils ont mis le feu au village. C'est parfait. (*Il éclate de rire.*) Pourquoi n'es-tu pas morte avec les autres?

HILDA. — Tu le regrettes?

GOETZ. — Parbleu! Pas de survivants, c'était tellement plus simple.

HILDA. — Je le regrette aussi. Ils nous avaient enfermés dans une maison et ils y avaient mis le feu. C'était bien.

GOETZ. — Oui, c'était bien, c'était très bien.

HILDA. — A la fin, une fenêtre s'est ouverte. J'ai sauté. La mort ça m'était égal, mais je voulais te revoir.

GOETZ. — Pourquoi faire? Tu m'aurais revu au ciel.

HILDA. — Nous n'irons pas au ciel, Goetz, et même si nous y entrions tous deux, nous n'aurions pas d'yeux pour nous voir, pas de mains pour nous toucher. Là-haut, on ne s'occupe que de Dieu. Tu es là : un peu de chair usée, rugueuse, misérable, une vie — une pauvre vie. C'est cette chair et cette vie que j'aime. On ne peut aimer que sur terre et contre Dieu.

GOETZ. — Je n'aime que Dieu et je ne suis plus sur terre.

HILDA. — Alors tu ne m'aimes pas?

GOETZ. — Non. Et toi non plus, Hilda, toi non plus tu ne m'aimes pas. Ce que tu prends pour de l'amour, c'est de la haine.

HILDA. — Pourquoi te haïrais-je?

GOETZ. — Parce que tu crois que j'ai tué les tiens.

HILDA. — C'est moi qui les ai tués.

GOETZ. — Toi?

HILDA. — C'est moi qui ai dit non. Je les aimais mieux morts qu'assassins. O Goetz, de quel droit ai-je choisi pour eux?

GOETZ. — Bah! Fais comme moi! Lave-toi les mains de tout ce sang. Nous ne sommes rien, nous ne pouvons rien sur rien. L'homme rêve qu'il agit mais c'est Dieu qui mène.

HILDA. — Non, Goetz, non. Sans moi, ils vivraient encore.

GOETZ. — Eh bien soit. Sans toi, peut-être. Moi je n'y suis pour rien.

HILDA. — « Nous avons pris la décision ensemble et nous en supporterons les conséquences ensemble. » Souviens-toi.

GOETZ. — Nous ne sommes pas ensemble. Tu as voulu me voir? Eh bien regarde-moi, touche-moi. Bien : à présent va-t'en. De ma

vie je ne regarderai plus un visage. Je n'aurai d'yeux que pour la terre et les pierres. (*Un temps.*) Je t'ai interrogé, mon Dieu, et tu m'as répondu. Sois béni parce que tu m'as révélé la méchanceté des hommes. Je châtierai leurs fautes sur ma propre chair, je tourmenterai ce corps par la faim, le froid et le fouet : à petit feu, à tout petit feu. Je détruirai l'homme puisque tu l'as créé pour qu'il soit détruit. C'était mon peuple : un tout petit peuple. Un seul village, presque une famille. Mes sujets sont morts et moi, le vif, je meurs au monde et je passerai le reste de ma vie à méditer sur la mort. (*A Hilda.*) Tu es encore là. Va-t'en. Va chercher ailleurs la misère et la vie.

HILDA. — Le plus misérable, c'est toi. Ici est ma place. Je resterai ici.

FIN DU NEUVIÈME TABLEAU

DIXIÈME TABLEAU

LE VILLAGE EN RUINES

SCÈNE PREMIÈRE

Hilda assise à la même place qu'au tableau précédent regarde vers la route. On devine tout à coup qu'elle voit arriver quelqu'un. Elle se dresse à demi et attend.

Heinrich entre, des fleurs à son chapeau, un bouquet à la main.

HEINRICH. — Nous voilà. (*Il se tourne vers un personnage invisible.*) Ote ton bonnet. (*A Hilda.*) Je m'appelle Heinrich; autrefois je disais la messe, aujourd'hui je vis d'aumônes. (*Au Diable.*) Où cours-tu? Viens ici. (*A Hilda.*) Quand ça sent la mort, il est à son affaire. Mais il ne ferait pas de mal à une mouche.

HILDA. — Il y a un an et un jour, n'est-ce pas? Un an et un jour depuis Worms?

HEINRICH. — Qui te l'a dit?

HILDA. — J'ai compté les jours.

HEINRICH. — On t'a parlé de moi?

HILDA. — Oui. Autrefois.

Heinrich. — Belle journée, hein? J'ai cueilli des fleurs sur la route; c'est un bouquet d'anniversaire.

Il les lui tend.

Hilda. — Je n'en veux pas.

Elle les pose à côté d'elle.

Heinrich. — Il ne faut pas avoir peur des gens heureux.

Hilda. — Tu n'es pas heureux.

Heinrich. — Je te dis que c'est fête. Tu sais, cette nuit, j'ai dormi. Allons, petite sœur, il faut me sourire : j'aime tous les hommes sauf un et je veux que tout le monde soit content. (*Brusquement.*) Va le chercher. (*Elle ne bouge pas.*) Hilda, allons! Ne le fais pas attendre.

Hilda. — Il ne t'attend pas.

Heinrich. — Lui? Tu m'étonnes. Nous sommes une paire d'amis et je parie qu'il s'est fait beau pour me recevoir.

Hilda. — Épargne-le. Reprends ton bouquet et va-t'en.

Heinrich (*au Diable*). — Tu l'entends?

Hilda. — Laisse ton Diable, je n'y crois pas.

Heinrich. — Moi non plus.

Hilda. — Eh bien alors?

Heinrich (*riant*). — Ha! ah! ah! Tu es une enfant.

Hilda. — Celui qui t'a offensé n'est plus : il est mort au monde. Il ne te reconnaitrait même pas et toi, je suis sûre que tu ne pourrais pas le reconnaître. Tu cherches un homme et tu en retrouveras un autre.

Heinrich. — Je prendrai ce que je trouverai.

Hilda. — Épargne-le, je t'en supplie. Pourquoi voudrais-tu me nuire à moi qui ne t'ai rien fait?

Heinrich. — Je ne songe pas à te nuire : tu me plais beaucoup.

Hilda. — Par toutes les blessures que tu lui feras, je saignerai.

Heinrich. — Tu l'aimes?

Hilda. — Oui.

Heinrich. — On peut donc l'aimer? C'est drôle. (*Il rit.*) Moi, plusieurs personnes ont essayé. Mais sans succès. T'aime-t-il?

Hilda. — Il m'a aimée tant qu'il s'est aimé lui-même.

Heinrich. — S'il t'aime, je regretterai moins de te faire souffrir.

Hilda. — Pardonne-lui ses offenses et Dieu te pardonnera les tiennes.

Heinrich. — Mais je n'ai pas envie du tout qu'il me pardonne. La damnation a ses bons côtés, le tout est de s'y faire. Je m'y suis

fait. Je ne suis pas encore en Enfer et j'y ai déjà mes petites habitudes.

HILDA. — Pauvre homme!

HEINRICH (*en colère*). — Non! Non! Non! Je ne suis pas un pauvre homme. Je suis heureux, je te dis que je suis heureux. (*Un temps.*) Allons! Appelle-le. (*Elle se tait.*) Il vaut mieux que ce soit toi qui l'appelles : il aura la surprise de me voir. Tu ne veux pas? Je l'appellerai donc moi-même. Goetz! Goetz! Goetz!

HILDA. — Il n'est pas ici.

HEINRICH. — Où est-il?

HILDA. — Dans la forêt. Il y reste parfois des semaines entières.

HEINRICH. — Loin d'ici?

HILDA. — A vingt-cinq lieues.

HEINRICH (*au Diable*). — Tu la crois, toi? (*Il ferme les yeux et écoute ce que lui souffle le Diable.*) Oui. Oui. Oui. (*Il sourit malicieusement. Puis :*) Eh bien, comment puis-je le trouver?

HILDA. — Cherche, bon curé, cherche. Ton camarade saura te guider.

HEINRICH. — Dieu te garde, ma sœur. (*Au Diable.*) Allons, viens, toi.

Il disparaît. Hilda reste seule et le suit des yeux.

SCÈNE II

HILDA, GOETZ

Goetz entre, portant un fouet dans sa main droite, une cruche dans sa main gauche. Il a l'air épuisé.

GOETZ. — Qui m'appelle? (*Hilda ne répond pas.*) Il y avait quelqu'un qui m'appelait. J'ai entendu sa voix.

HILDA. — Tu entends toujours des voix quand tu jeûnes.

GOETZ. — D'où viennent ces fleurs?

HILDA. — Je les ai cueillies.

GOETZ. — Ça ne t'arrive pas souvent de cueillir des fleurs. (*Un temps.*) Quel jour sommes-nous? Quel jour de l'année?

HILDA. — Pourquoi me le demandes-tu?

GOETZ. — Quelqu'un devait venir cet automne.

HILDA. — Qui?

GOETZ. — Je ne sais plus. (*Un temps.*) Dis. Quel jour? Quel jour de quel mois?

HILDA. — Crois-tu que je compte les jours? Il n'y en a plus qu'un seul, toujours recommencé : on nous le donne à l'aube et on nous le retire la nuit. Tu es une horloge arrêtée qui dit toujours la même heure.

GOETZ. — Arrêtée? Non : j'avance. (*Il agite la cruche.*) Tu entends? Ça clapote. L'eau fait une musique d'ange : j'ai l'Enfer dans la gorge et le Paradis dans les oreilles.

HILDA. — Il y a combien de temps que tu n'as pas bu?

GOETZ. — Trois jours. Il faut que je tienne jusqu'à demain.

HILDA. — Pourquoi jusqu'à demain?

GOETZ (*riant d'un air idiot*). — Ha! Ha! Il le faut! Il le faut! (*Un temps. Il remue la cruche.*) Clapp! Clapp! Hein? Je ne connais pas de bruit plus déplaisant pour un homme qui meurt de soif.

HILDA. — Amuse-toi, cajole tes désirs. Boire quand on a soif, ce serait trop simple! Si tu n'entretenais sans cesse une tentation dans ton âme, tu risquerais de t'oublier.

GOETZ. — Comment pourrais-je me vaincre si je ne me tentais pas?

HILDA. — O Goetz, est-il possible que tu croies vivre cette journée pour la première fois? La cruche, le bruit de l'eau, ces peaux blanches sur tes lèvres, je connais tout par cœur. Est-ce que tu ne sais pas ce qui va arriver?

GOETZ. — Je tiendrai jusqu'à demain matin : c'est tout.

HILDA. — Tu n'as jamais tenu jusqu'au bout parce que tu t'imposes des épreuves trop longues. Tu vas remuer cette cruche jusqu'à ce que tu tombes. Et quand tu seras tombé, je te ferai boire.

GOETZ. — Tu veux du neuf? En voici. (*Il penche la cruche.*) Les fleurs ont soif. Buvez, les fleurs, buvez mon eau, que le Ciel visite vos petits gosiers d'or. Tu vois : elles renaissent. La Terre et les plantes acceptent mes dons : ce sont les hommes qui les refusent. (*Il renverse la cruche.*) Et voilà : plus moyen de boire. (*Il rit et répète péniblement :*) Plus moyen... Plus moyen...

HILDA. — Est-ce la volonté de Dieu que tu deviennes gâteux?

GOETZ. — Bien sûr. Il faut détruire l'homme, n'est-ce pas? (*Il jette la cruche.*) Eh bien, fais-moi boire, à présent?

Il tombe.

HILDA (*le regarde froidement puis se met à rire*). — Tu penses

bien que j'ai toujours de l'eau en réserve : je te connais. (*Elle va chercher une cruche d'eau, revient et soulève la tête de Goetz.*) Allons, bois.

GOETZ. — Pas avant demain.

HILDA. — Dieu te souhaite maniaque et gâteux, mais non point mort. Donc, il faut boire.

GOETZ. — J'ai fait trembler l'Allemagne et me voici sur le dos comme un nourrisson aux mains d'une nourrice. Es-tu satisfait, Seigneur, et connais-tu pire abjection que la mienne? Hilda, toi qui prévois tout, si j'étanche ma soif tu sais ce qui viendra après?

HILDA. — Oui, je sais, le grand jeu, la tentation de la chair. Tu voudras coucher avec moi.

GOETZ. — Et tu veux tout de même que je boive?

HILDA. — Oui.

GOETZ. — Si je me jetais sur toi?

HILDA. — Dans l'état où tu es? Allons, tout est réglé comme à la messe : tu crieras des injures et des obscénités et puis pour finir tu te donneras le fouet. Bois.

GOETZ (*prenant la cruche*). — Encore une défaite! (*Il boit.*) Le corps est une chiennerie. (*Il boit.*)

HILDA. — Le corps est bon. La chiennerie, c'est ton âme.

GOETZ (*reprenant la cruche*). — La soif est partie; je me sens vide. (*Un temps.*) J'ai sommeil.

HILDA. — Dors.

GOETZ. — Non, puisque j'ai sommeil. (*Il la regarde.*) Montre tes seins. Allons, montre-les, tente-moi; fais-moi crever de désir. Non? Ah! garce, pourquoi?

HILDA. — Parce que je t'aime.

GOETZ. — Chauffe ton amour à blanc, plonge-le dans mon cœur, que ça grésille et que ça fume! Si tu m'aimes, il faut me torturer.

HILDA. — Je suis à toi : pourquoi ferais-je de mon corps une machine à supplices?

GOETZ. — Si tu voyais en moi, tu m'écraserais la gueule. Ma tête est un sabbat dont tu es toutes les sorcières.

HILDA (*riant*). — Tu te vantes.

GOETZ. — Je voudrais que tu sois une bête pour te monter comme une bête.

HILDA. — Comme tu souffres d'être un homme!

GOETZ. — Je ne suis pas un homme, je ne suis rien. Il n'y a que Dieu. L'homme, c'est une illusion d'optique. Je te dégoûte, hein?

HILDA (*tranquillement*). — Non, puisque je t'aime.

GOETZ. — Tu vois bien que je cherche à t'avilir?

HILDA. — Oui, parce que je suis ton bien le plus précieux.

GOETZ (*avec colère*). — Tu ne joues pas le jeu!

HILDA. — Non, je ne le joue pas.

GOETZ. — Tant que tu resteras près de moi, je ne me sentirai pas tout à fait immonde.

HILDA. — C'est pour ça que je reste.

Goetz se lève péniblement.

GOETZ. — Si je te prends dans mes bras, me repousseras-tu?

HILDA. — Non.

GOETZ. — Même si je viens à toi le cœur rempli d'ordures?

HILDA. — Si tu oses me toucher, c'est que ton cœur sera pur.

GOETZ. — Hilda, comment peut-on s'aimer sans honte. Le péché de concupiscence est le plus abject.

HILDA. — Regarde-moi, regarde-moi bien, regarde mes yeux, mes lèvres, ma gorge et mes bras : suis-je un péché?

GOETZ. — Tu es belle. La Beauté, c'est le Mal.

HILDA. — Tu en es sûr?

GOETZ. — Je ne suis plus sûr de rien. (*Un temps.*) Si j'assouvis mes désirs, je pèche mais je m'en délivre; si je refuse de les satisfaire, ils infectent l'âme tout entière. La nuit tombe : au crépuscule il faut avoir bonne vue pour distinguer le Diable du Bon Dieu. (*Il s'approche, la touche et s'éloigne brusquement.*) Coucher avec toi sous l'œil de Dieu? Non : je n'aime pas les partouzes. (*Un temps.*) Si je connaissais une nuit assez profonde pour nous cacher à son regard...

HILDA. — L'amour est cette nuit-là : les gens qui s'aiment, Dieu ne les voit plus.

Goetz hésite puis se rejette en arrière.

GOETZ. — Donnez-moi les yeux du lynx de Béotie pour que mon regard pénètre sous cette peau. Montrez-moi ce qui se cache dans ces narines et dans ces oreilles. Moi qui répugne à toucher du doigt le fumier, comment puis-je désirer tenir dans mes bras le sac d'excréments lui-même?

HILDA (*violemment*). — Il y a plus d'ordure dans ton âme que dans mon corps. C'est dans ton âme qu'est la laideur et la saleté de la chair. Moi je n'ai pas besoin d'un regard de lynx : je t'ai soigné, lavé, j'ai connu l'odeur de ta fièvre. Ai-je cessé de t'aimer? Chaque jour tu ressembles un peu plus au cadavre que tu seras

et je t'aime toujours. Si tu meurs, je me coucherai contre toi et je resterai là jusqu'à la fin, sans manger ni boire, tu pourriras entre mes bras et je t'aimerai charogne : car on n'aime rien si l'on n'aime pas tout.

GOETZ (*lui tendant le fouet*). — Fouette-moi. (*Hilda hausse les épaules.*) Allons, fouette, fouette, venge sur moi Catherine morte, ta jeunesse perdue et tous ces gens qu'on a brûlés par ma faute.

HILDA (*éclatant de rire*). — Oui, je te fouetterai, sale moine, je te fouetterai parce que tu as ruiné notre amour.

GOETZ. — Sur les yeux, Hilda, sur les yeux.

SCÈNE III

LES MÊMES, HEINRICH

HEINRICH. — Fouettez! Fouettez! Faites comme si je n'étais pas là. (*Il s'avance. A Hilda.*) Le camarade m'a soufflé d'aller faire un tour et de revenir doucement. On ne le trompe pas, tu sais. (*A Goetz.*) Elle voulait nous empêcher de nous revoir. Est-ce vrai que tu ne m'attendais pas?

GOETZ. — Moi? Je comptais les jours.

HILDA. — Tu les comptais? Oh! Goetz, tu m'as menti. (*Elle le regarde.*) Qu'est-ce que tu as? Tes yeux brillent, tu n'es plus le même.

GOETZ. — C'est le plaisir de le revoir.

HILDA. — Drôle de plaisir : il va te faire tout le mal qu'il pourra.

GOETZ. — C'est la preuve qu'il m'aime. Tu es jalouse, hein? (*Elle ne répond pas. Il se tourne vers Heinrich.*) Les fleurs, c'est toi qui les as cueillies?

HEINRICH. — Oui. Pour toi.

GOETZ. — Merci. (*Il ramasse le bouquet.*)

HEINRICH. — Bon anniversaire, Goetz.

GOETZ. — Bon anniversaire, Heinrich.

HEINRICH. — Tu vas probablement mourir cette nuit...

GOETZ. — Vraiment? Pourquoi?

HEINRICH. — Des paysans te cherchent pour te tuer. Il a fallu que je coure pour les devancer.

GOETZ. — Me tuer, foutre! C'est me faire bien de l'honneur : je me croyais parfaitement oublié. Et pourquoi veulent-ils me tuer?

HEINRICH. — Jeudi dernier, dans la plaine de Gunsbach, les barons ont taillé en pièces l'armée de Nasty. Vingt-cinq mille morts! c'est la déroute. D'ici deux ou trois mois la révolte sera écrasée.

GOETZ (*violemment*). — Vingt-cinq mille morts! Il ne fallait pas la livrer, cette bataille. Les imbéciles! Ils auraient dû... (*Il se calme.*) Au diable. Nous sommes nés pour mourir. (*Un temps.*) On me met tout sur le dos, naturellement?

HEINRICH. — Ils disent que tu aurais évité la tuerie si tu avais pris la tête des troupes. Sois content, tu es l'homme le plus détesté d'Allemagne.

GOETZ. — Et Nasty? Il est en fuite? Prisonnier? Mort?

HEINRICH. — Devine.

GOETZ. — Va te faire foutre.

Il se plonge dans ses pensées.

HILDA. — Savent-ils qu'il est ici?

HEINRICH. — Oui.

HILDA. — Qui le leur a dit? Toi?

HEINRICH. — Moi, non : lui.

HILDA (*doucement*). — Goetz! (*Elle lui touche le bras.*) Goetz!

GOETZ (*sursautant*). — Hein! Quoi?

HILDA. — Tu ne peux pas rester ici.

GOETZ. — Et pourquoi? Il faut payer, non?

HILDA. — Tu n'as pas à payer : tu n'es pas coupable.

GOETZ. — Mêle-toi de ce qui te regarde.

HILDA. — Cela me regarde. Goetz, il faut partir.

GOETZ. — Partir où?

HILDA. — N'importe où, pourvu que tu sois à l'abri. Tu n'as pas le droit de te faire tuer.

GOETZ. — Non.

HILDA. — Ce serait tricher.

GOETZ. — Ah oui : tricher... Eh bien quoi? N'ai-je pas triché toute ma vie? (*A Heinrich.*) Toi, commence ton réquisitoire : c'est le moment, je suis à point.

HEINRICH (*désignant Hilda*). — Dis-lui de s'en aller.

HILDA. — Tu n'as qu'à parler devant moi, je ne le quitterai pas.

GOETZ. — Il a raison, Hilda : ce procès doit se juger à huis-clos.

HILDA. — Quel procès?

GOETZ. — Le mien.

HILDA. — Pourquoi te laisses-tu faire ce procès? Chasse ce prêtre et quittons le village.

GOETZ. — Hilda, j'ai besoin qu'on me juge. Tous les jours, à toutes les heures je me condamne mais je n'arrive pas à me convaincre parce que je me connais trop pour me faire confiance. Je ne vois plus mon âme parce que j'ai le nez dessus : il faut que quelqu'un me prête ses yeux.

HILDA. — Prends les miens.

GOETZ. — Tu ne me vois pas non plus : tu m'aimes. Heinrich me déteste, donc il peut me convaincre : quand mes pensées sortiront de sa bouche, j'y croirai.

HILDA. — Si je m'en vais, me promets-tu de fuir avec moi tout à l'heure?

GOETZ. — Oui, si je gagne mon procès.

HILDA. — Tu sais bien que tu as décidé de le perdre. Adieu, Goetz.

Elle va vers lui, l'embrasse et sort.

SCÈNE IV

GOETZ, HEINRICH

GOETZ (*jette le bouquet*). — Vite. A l'ouvrage! Fais-moi tout le mal que tu peux.

HEINRICH (*le regardant*). — Ce n'était pas ainsi que je t'imaginais.

GOETZ. — Courage, Heinrich, la tâche est facile. La moitié de moi-même est ta complice contre l'autre moitié. Va, fouille-moi jusqu'à l'être puisque c'est mon être qui est en cause.

HEINRICH. — C'est donc vrai que tu veux perdre?

GOETZ. — Mais non, n'aie pas peur. Seulement je préfère le désespoir à l'incertitude.

HEINRICH. — Eh bien... (*Un temps.*) Attends : c'est un trou de mémoire. Je suis sujet à ces absences; ça va me revenir. (*Il marche avec agitation.*) J'avais pourtant bien pris mes précautions; ce matin j'ai tout repassé dans ma tête... C'est ta faute : tu n'es pas comme tu devrais être. Il fallait que tu sois couronné de roses avec des yeux triomphants, j'aurais bousculé ta couronne et saccagé ton triomphe; à la fin, tu serais tombé sur les genoux...

Où est ta superbe? Où est ton insolence? Tu es à demi mort, quel plaisir veux-tu que je prenne à t'achever? (*Avec rage.*) Ah! Je ne suis pas encore assez méchant!

GOETZ (*riant*). — Tu te crispes, Heinrich, détends-toi, prends ton temps.

HEINRICH. — Il n'y a pas une minute à perdre. Je te dis qu'ils sont sur mes talons. (*Au Diable.*) Souffle-moi, souffle-moi donc : aide-moi à le haïr de près. (*Plaintivement.*) Il n'est jamais là quand on a besoin de lui.

GOETZ. — Moi, je vais te souffler. (*Un temps.*) Les terres...

HEINRICH. — Les terres?

GOETZ. — Ai-je eu tort de les donner?

HEINRICH. — Ah! Les terres : mais tu ne les as pas données : on ne peut donner que ce qu'on a.

GOETZ. — Bien dit! La possession est une amitié entre l'homme et les choses! mais dans ma main à moi les choses hurlaient. Je n'ai rien donné. J'ai lu publiquement un acte de donation, c'est tout. Cependant, curé, s'il est vrai que je n'ai pas donné mes terres, il est vrai aussi que les paysans les ont reçues. Que répondre à cela?

HEINRICH. — Ils ne les ont pas reçues puisqu'ils ne peuvent pas les garder. Quand les barons auront envahi le domaine et installé un petit cousin de Conrad dans le château des Heidenstamm, que restera-t-il de cette fantasmagorie?

GOETZ. — A la bonne heure. Ni données, ni reçues : c'est plus simple. Les pistoles du Diable se changeaient en feuilles mortes quand on voulait les dépenser : mes bienfaits leur ressemblent : quand on y touche, ils se changent en cadavres. Mais l'intention, tout de même? Hein? Si j'avais eu vraiment l'intention de bien faire, ni Dieu ni le Diable ne pourraient me l'ôter. Attaque l'intention. Ronge-la.

HEINRICH. — Ce sera sans peine : comme tu ne pouvais jouir de ces biens, tu as voulu t'élever au-dessus d'eux en feignant de t'en dépouiller.

GOETZ. — O voix d'airain, publie, publie ma pensée : je ne suis plus si je t'écoute ou si c'est moi qui parle. Ainsi donc tout n'était que mensonge et comédie? Je n'ai pas agi : j'ai fait des gestes. Ah, curé, tu me grattes où ça me démange. Après? Après? Qu'a-t-il fait, le cabotin? Eh bien, tu t'essouffles vite!

HEINRICH (*gagné par la frénésie de Goetz*). — Tu as donné pour détruire.

GOETZ. — Tu y es! Il ne me suffisait pas d'avoir assassiné l'héritier...

HEINRICH (*même jeu*). — Tu as voulu pulvériser l'héritage.

GOETZ. — J'ai levé à bout de bras le vieux domaine de Heidenstamm...

HEINRICH (*même jeu*). — Et tu l'as jeté contre le sol pour le réduire en miettes.

GOETZ. — J'ai voulu que ma bonté soit plus dévastatrice que mes vices.

HEINRICH. — Et tu y as réussi : vingt-cinq mille cadavres; en un jour de vertu tu as fait plus de morts qu'en trente-cinq années de malice.

GOETZ. — Ajoute que ces morts sont des pauvres : ceux mêmes à qui j'ai feint d'offrir les biens de Conrad!

HEINRICH. — Dame : tu les as toujours détestés.

GOETZ. — Chien! (*Il s'arrête et se met à rire.*) J'ai voulu te frapper; c'est signe que tu es dans le vrai. Ha! ha! Voilà donc où le bât me blesse. Insiste! Accuse-moi de détester les pauvres et d'avoir exploité leur gratitude pour les asservir. Autrefois je violais les âmes par la torture, à présent je les viole par le Bien. J'ai fait de ce village un bouquet d'âmes fanées. Pauvres gens, ils me singeaient et moi je singeais la vertu : ils sont morts en martyrs inutiles, sans savoir pourquoi. Écoute, curé; j'avais trahi tout le monde et mon frère mais mon appétit de trahison n'était pas assouvi : alors, une nuit, sous les remparts de Worms, j'ai inventé de trahir le Mal, c'est toute l'histoire. Seulement le Mal ne se laisse pas si facilement trahir : ce n'est pas le Bien qui est sorti du cornet à dés : c'est un Mal pire. Qu'importe d'ailleurs : monstre ou saint, je m'en foutais, je voulais être inhumain. Dis, Heinrich, dis que j'étais fou de honte et que j'ai voulu étonner le Ciel pour échapper au mépris des hommes. Allons! Qu'attends-tu? Parle! Ah, c'est vrai, tu ne peux pas parler : c'est ta voix que j'ai dans ma bouche. (*Imitant Heinrich.*) Tu n'as pas changé de peau, Goetz, tu as changé de langage. Tu as nommé amour ta haine des hommes et générosité ta rage de destruction. Mais tu es resté pareil à toi-même, pareil : rien d'autre qu'un bâtard. (*Reprenant sa voix naturelle.*) Mon Dieu, je témoigne qu'il dit vrai; moi, l'accusé, je me reconnais coupable. J'ai perdu mon procès, Heinrich. Es-tu content?

Il chancelle et s'appuie contre le mur.

HEINRICH. — Non.

GOETZ. — Tu es difficile.

HEINRICH. — O mon Dieu, est-ce là ma victoire? Comme elle est triste.

GOETZ. — Que feras-tu quand je serai mort? Je vais te manquer.

HEINRICH (*désignant le Diable*). — Celui-ci me donnera fort à faire. Je n'aurai pas le temps de penser à toi.

GOETZ. — Tu es sûr qu'ils veulent me tuer, au moins?

HEINRICH. — Sûr.

GOETZ. — Les braves gens. Je leur tendrai le cou et tout finira : bon débarras pour tout le monde.

HEINRICH. — Rien ne finit jamais.

GOETZ. — Rien? Ah oui, il y a l'Enfer. Eh bien, ça me changera.

HEINRICH. — Ça ne te changera pas : tu y es. Le compère m'a appris (*désignant le Diable*) que la terre est apparence : il y a le Ciel et l'Enfer, c'est tout. La mort, c'est un attrape-nigauds pour les familles; pour le mort, tout continue.

GOETZ. — Tout va continuer pour moi?

HEINRICH. — Tout. Tu jouiras de toi pendant l'Éternité.

GOETZ. — Comme il semblait proche, le Bien, quand j'étais malfaisant. Il n'y avait qu'à tendre les bras. Je les ai tendus et il s'est changé en courant d'air. C'est donc un mirage? Heinrich, Heinrich, le Bien est-il possible?

HEINRICH. — Joyeux anniversaire. Il y a un an et un jour, tu m'as posé la même question. Et j'ai répondu : non. C'était la nuit, tu riais en me regardant, tu disais : « Tu es fait comme un rat ». Et puis, tu t'es tiré d'affaires avec un coup de dés. Eh bien vois : c'est la nuit, une nuit toute pareille, et qui est-ce qui est dans la ratière?

GOETZ (*bouffonnant*). — C'est moi.

HEINRICH. — T'en tireras-tu?

GOETZ (*cessant de bouffonner*). — Non. Je ne m'en tirerai pas. (*Il marche.*) Seigneur, si vous nous refusez les moyens de bien faire, pourquoi nous en avez-vous donné l'âpre désir? Si vous n'avez pas permis que je devienne bon, d'où vient que vous m'ayez ôté l'envie d'être méchant? (*Il marche.*) Curieux tout de même qu'i n'y ait pas d'issue.

HEINRICH. — Pourquoi fais-tu semblant de lui parler? Tu sai bien qu'il ne répondra pas.

GOETZ. — Et pourquoi ce silence? Lui qui s'est fait voir à l'ânesse du prophète, pourquoi refuse-t-il de se montrer à moi?

HEINRICH. — Parce que tu ne comptes pas. Torture les faibles ou martyrise-toi, baise les lèvres d'une courtisane ou celles d'un lépreux, meurs de privations ou de voluptés : Dieu s'en fout.

GOETZ. — Qui compte alors?

HEINRICH. — Personne. L'homme est néant. Ne fais pas l'étonné : tu l'as toujours su : tu le savais quand tu as lancé les dés. Sinon pourquoi aurais-tu triché? (*Goetz veut parler.*) Tu as triché, Catherine t'a vu : tu as forcé ta voix pour couvrir le silence de Dieu. Les ordres que tu prétends recevoir, c'est toi qui les envoies.

GOETZ (*réfléchissant*). — Moi, oui.

HEINRICH (*étonné*). — Eh bien, oui. Toi-même.

GOETZ (*même jeu*). — Moi seul.

HEINRICH. — Oui, te dis-je, oui.

GOETZ (*relevant la tête*). — Moi seul, curé, tu as raison. Moi seul. Je suppliais, je quémandais un signe, j'envoyais au Ciel des messages : pas de réponse. Le ciel ignore jusqu'à mon nom. Je me demandais à chaque minute ce que je pouvais *être* aux yeux de Dieu. A présent, je connais la réponse : rien. Dieu ne me voit pas, Dieu ne m'entend pas, Dieu ne me connaît pas. Tu vois ce vide au-dessus de nos têtes? C'est Dieu. Tu vois cette brèche dans la porte? C'est Dieu. Tu vois ce trou dans la terre? C'est Dieu encore. Le silence, c'est Dieu. L'absence, c'est Dieu. Dieu, c'est la solitude des hommes. Il n'y avait que moi : j'ai décidé seul du Mal; seul, j'ai inventé le Bien. C'est moi qui ai triché, moi qui ai fait des miracles, c'est moi qui m'accuse aujourd'hui, moi seul qui peux m'absoudre; moi, l'homme. Si Dieu existe, l'homme est néant; si l'homme existe... Où cours-tu?

HEINRICH. — Je m'en vais; je n'ai plus rien à faire avec toi.

GOETZ. — Attends, curé : je vais te faire rire.

HEINRICH. — Tais-toi!

GOETZ. — Mais tu ne sais pas encore ce que je vais te dire. (*Il le regarde et brusquement.*) Tu le sais!

HEINRICH (*criant*). — Ce n'est pas vrai! Je ne sais rien, je ne veux rien savoir.

GOETZ. — Heinrich, je vais te faire connaître une espièglerie considérable : Dieu n'existe pas. (*Heinrich se jette sur lui et le frappe. Goetz, sous les coups, rit et crie.*) Il n'existe pas. Joie, pleurs

de joie! Alleluia. Fou! Ne frappe pas : je nous délivre. Plus de Ciel, plus d'Enfer : rien que la Terre.

HEINRICH. — Ah! Qu'il me damne cent fois, mille fois, pourvu qu'il existe. Goetz, les hommes nous ont appelés traîtres et bâtard; ils nous ont condamnés. Si Dieu n'existe pas, plus moyen d'échapper aux hommes. Mon Dieu, cet homme a blasphémé, je crois en vous, je crois! Notre Père qui êtes aux Cieux, j'aime mieux être jugé par un Être infini que par mes égaux.

GOETZ. — A qui parles-tu? Tu viens de dire qu'il était sourd. (*Heinrich le regarde en silence.*) Plus moyen d'échapper aux hommes. Adieu les monstres, adieu les saints. Adieu l'orgueil. Il n'y a que des hommes.

HEINRICH. — Des hommes qui ne veulent pas de toi, bâtard.

GOETZ. — Bah! Je m'arrangerai. Heinrich, je n'ai pas perdu mon procès : il n'a pas eu lieu faute de juge. (*Un temps.*) Je recommence tout.

HEINRICH (*sursautant*). — Recommencer quoi?

GOETZ. — La vie.

HEINRICH. — Ce serait trop commode. (*Il se jette sur lui.*) Tu ne recommenceras pas. Fini : c'est aujourd'hui qu'il faut tirer le trait.

GOETZ. — Laisse-moi, Henirich, laisse-moi. Tout est changé, je veux vivre.

HEINRICH (*tentant de l'étrangler*). — Où est ta force, Goetz, où est ta force? Quelle chance que tu veuilles vivre : tu crèveras dans le désespoir! (*Goetz, affaibli, tente vainement de le repousser.*) Que toute ta part d'Enfer tienne en cette dernière seconde.

GOETZ. — Lâche-moi. (*Il se débat.*) Parbleu, si l'un de nous deux doit mourir, autant que ce soit toi!

Il le frappe avec un couteau.

HEINRICH. — Ha! (*Un temps.*) Je ne veux pas cesser de haïr, je ne veux pas cesser de souffrir. (*Il tombe.*) Il n'y aura rien, rien, rien. Et toi, demain, tu verras le jour.

Il meurt.

GOETZ. — Tu es mort et le monde reste aussi plein : tu ne manqueras à personne. (*Il prend les fleurs et les jette sur le cadavre.*) La comédie du Bien s'est terminée par un assassinat; tant mieux, je ne pourrai plus revenir en arrière. (*Il appelle.*) Hilda! Hilda!

SCÈNE V

HILDA, GOETZ

La nuit est tombée.

GOETZ. — Dieu est mort.

HILDA. — Mort ou vivant, que m'importe! Il y a longtemps que je ne me souciais plus de lui. Où est Heinrich?

GOETZ. — Il s'en est allé.

HILDA. — As-tu gagné ton procès?

GOETZ. — Il n'y a pas eu de procès : je te dis que Dieu est mort. (*Il la prend dans ses bras.*) Nous n'avons plus de témoin, je suis seul à voir tes cheveux et ton front. Comme tu es *vraie* depuis qu'il n'est plus. Regarde-moi, ne cesse pas un instant de me regarder : le monde est devenu aveugle; si tu détournais la tête, j'aurais peur de m'anéantir. (*Il rit.*) Enfin seuls!

Lumière. Des torches se rapprochent.

HILDA. — Les voilà. Viens.

GOETZ. — Je veux les attendre.

HILDA. — Ils vont te tuer.

GOETZ. — Bah! Qui sait? (*Un temps.*) Restons : j'ai besoin de voir des hommes.

Les torches se rapprochent.

FIN DU DIXIÈME TABLEAU

ONZIÈME TABLEAU

LE CAMP DES PAYSANS

SCÈNE PREMIÈRE

KARL, LA SORCIÈRE, LES DEUX PAYSANS *puis* NASTY

La sorcière frotte les paysans avec une main de bois.

NASTY (*entrant*). — Qu'est-ce que tu fais?

LA SORCIÈRE. — Ceux que je frotte avec cette main de bois deviennent invulnérables : ils donnent des coups et n'en reçoivent point.

NASTY. — Jette cette main! (*Il marche sur elle.*) Allons! Jette-la. (*La sorcière se réfugie derrière Karl.*) Karl! Tu es dans le coup? Tant que je commanderai, les chefs ne mentiront pas à leurs troupes.

KARL. — Alors les troupes crèveront avec leurs chefs.

NASTY (*aux paysans*). — Foutez-moi le camp!

Ils sortent.

KARL. — Tu hésites, Nasty, tu rêves et pendant ce temps, les désertions se multiplient! L'armée perd ses soldats comme un blessé perd son sang. Il faut arrêter l'hémorragie. Et nous n'avons plus le droit d'être délicats sur les moyens.

NASTY. — Que veux-tu faire?

KARL. — Donner l'ordre à tous de se laisser frotter par cette belle enfant. S'ils se croient invulnérables, ils resteront.

NASTY. — J'en avais fait des hommes, tu les changes en bêtes.

KARL. — Mieux vaut des bêtes qui se font tuer sur place que des hommes qui foutent le camp.

NASTY. — Prophète d'erreur et d'abomination!

KARL. — Eh bien oui, je suis un faux prophète. Et toi, qu'est-ce que tu es?

NASTY. — Moi je ne voulais pas cette guerre...

KARL. — Ça se peut, mais puisque tu n'as pas su l'empêcher, c'est que Dieu n'était pas avec toi.

NASTY. — Je ne suis pas un faux prophète, mais un homme que le Seigneur a trompé. Fais ce que tu voudras. (*Karl sort avec la sorcière.*) Oui, mon Dieu, vous m'avez trompé : car vous m'avez laissé croire que j'étais votre élu. Mais comment vous reprocherais-je de mentir à vos créatures et comment douterais-je de votre amour, moi qui aime mes frères comme je les aime, et qui leur mens comme je leur mens.

SCÈNE II

NASTY, GOETZ, HILDA, TROIS PAYSANS *armés*.

NASTY (*sans surprise*). — Vous voilà donc!

UN PAYSAN (*désignant Goetz*). — Nous le cherchions pour l'égorger un petit peu. Mais ce n'est plus le même homme : il reconnaît ses fautes et dit qu'il veut se battre dans nos rangs. Alors voilà : nous te l'amenons.

Nasty. — Laissez-nous. (*Ils sortent.*) Tu veux te battre dans nos rangs?

Goetz. — Oui.

Nasty. — Pourquoi?

Un temps.

Goetz. — Je veux être un homme parmi les hommes.

Nasty. — Rien que ça?

Goetz. — Je sais : c'est le plus difficile. C'est pour cela que je dois commencer par le commencement.

Nasty. — Quel est le commencement?

Goetz. — Le crime. Les hommes d'aujourd'hui naissent criminels, il faut que je revendique ma part de leurs crimes si je veux ma part de leur amour et de leurs vertus. Je voulais l'amour pur : niaiserie. S'aimer, c'est haïr le même ennemi; j'épouserai donc votre haine. Je voulais le Bien : sottise; sur cette terre et dans ce temps, le Bon et le Mauvais sont inséparables : j'accepte d'être mauvais pour devenir bon.

Nasty (*le regardant*). — Tu as changé.

Goetz. — Drôlement! J'ai perdu quelqu'un qui m'était cher.

Nasty. — Qui?

Goetz. — Quelqu'un que tu ne connais pas. (*Un temps.*) Je demande à servir sous tes ordres comme simple soldat.

Nasty. — Je refuse.

Goetz. — Nasty!

Nasty. — Que veux-tu que je fasse d'*un* soldat quand j'en perds cinquante par jour?

Goetz. — Quand je suis venu à vous, fier comme un riche, vous m'avez repoussé et c'était justice car je prétendais que vous aviez besoin de moi. Mais je vous dis aujourd'hui que j'ai besoin de vous et si vous me repoussez vous serez injustes car il est injuste de chasser les mendiants.

Nasty. — Je ne te repousse pas. (*Un temps.*) Depuis un an et un jour, ta place t'attend; prends-la. Tu commanderas l'armée.

Goetz. — Non! (*Un temps.*) Je ne suis pas né pour commander. Je veux obéir.

Nasty. — Parfait : eh bien, je te donne l'ordre de te mettre à notre tête. Obéis.

Goetz. — Nasty, je suis résigné à tuer; je me ferai tuer s'il le faut. Mais je n'enverrai personne à la mort : à présent, je sais ce

que c'est que de mourir. Il n'y a rien, Nasty, rien : nous n'avons que notre vie.

HILDA (*lui imposant silence*). — Goetz! Tais-toi!

GOETZ (*à Hilda*). — Oui. (*A Nasty.*) Les chefs sont seuls : moi je veux des hommes partout : autour de moi, au-dessus de moi; et qu'ils me cachent le ciel. Nasty, permets-moi d'être n'importe qui.

NASTY. — Mais tu es n'importe qui. Crois-tu qu'un chef vaille plus qu'un autre? Si tu ne veux pas commander, va-t'en.

HILDA (*à Goetz*). — Accepte.

GOETZ. — Non. Trente-six ans de solitude, ça me suffit.

HILDA. — Je serai avec toi.

GOETZ. — Toi, c'est moi. Nous serons seuls ensemble.

HILDA (*à mi-voix*). — Si tu es soldat parmi les soldats, leur diras-tu que Dieu est mort?

GOETZ. — Non.

HILDA. — Tu vois bien.

GOETZ. — Qu'est-ce que je vois?

HILDA. — Tu ne seras jamais pareil à eux. Ni meilleur ni pire : autre. Et si vous tombez d'accord, ce sera par malentendu.

GOETZ. — J'ai tué Dieu parce qu'il me séparait des hommes et voici que sa mort m'isole encore plus sûrement. Je ne souffrirai pas que ce grand cadavre empoisonne mes amitiés humaines : je lâcherai le paquet, s'il le faut.

HILDA. — As-tu le droit de leur ôter leur courage?

GOETZ. — Je le ferai peu à peu. Au bout d'un an de patience...

HILDA (*haut*). — Dans un an, voyons, nous serons tous morts.

GOETZ. — Si Dieu n'est pas, pourquoi suis-je seul, moi qui voudrais vivre avec tous?

Entrent des paysans poussant la sorcière devant eux.

LA SORCIÈRE. — Je vous jure que cela ne fait pas de mal. Si cette main vous frotte, vous serez invulnérables.

LES PAYSANS. — Nous te croirons si Nasty se laisse frotter.

La sorcière s'approche de Nasty.

NASTY. — Va-t'en au diable!

LA SORCIÈRE (*à mi-voix*). — De la part de Karl : laisse-moi faire ou tout est foutu.

NASTY (*à haute voix*). — C'est bon. Fais vite.

Elle le frotte. Les paysans applaudissent.

UN PAYSAN. — Frotte aussi le moine.

GOETZ. — Mordieu!

HILDA (*doucement*). — Goetz!

GOETZ. — Frotte, la belle enfant, frotte bien fort.

Elle frotte.

NASTY (*violemment*). — Allez-vous-en!

Ils s'en vont.

GOETZ. — Nasty, tu en es venu là?

NASTY. — Oui.

GOETZ. — Tu les méprises donc?

NASTY. — Je ne méprise que moi. (*Un temps.*) Connais-tu plus singulière bouffonnerie : moi qui hais le mensonge, je mens à mes frères pour leur donner le courage de se faire tuer dans une guerre que je hais.

GOETZ. — Parbleu, Hilda, cet homme est aussi seul que moi.

NASTY. — Bien plus. Toi, tu l'as toujours été. Moi j'étais cent mille et je ne suis plus que moi. Goetz, je ne connaissais ni la solitude, ni la défaite, ni l'angoisse et je suis sans recours contre elles.

Entre un soldat.

LE SOLDAT. — Les chefs veulent te parler.

NASTY. — Qu'ils entrent. (*A Goetz.*) Ils vont me dire que la confiance est morte et qu'ils n'ont plus d'autorité.

GOETZ (*d'une voix forte*). — Non. (*Nasty le regarde.*) La souffrance, l'angoisse, les remords, bon pour moi. Mais toi, si tu souffres, la dernière chandelle s'éteint : c'est la nuit. Je prends le commandement de l'armée.

Entrent les chefs et Karl.

UN CHEF. — Nasty, il faut savoir finir une guerre. Mes hommes...

NASTY. — Tu parleras quand je te donnerai la parole. (*Un temps.*) Je vous annonce une nouvelle qui vaut une victoire : nous avons un général et c'est le plus fameux capitaine de l'Allemagne.

UN CHEF. — Ce moine?

GOETZ. — Tout sauf moine!

Il rejette sa robe et paraît en soldat.

LES CHEFS. — Goetz!

KARL. — Goetz! Parbleu...

UN CHEF. — Goetz! Ça change tout!

UN CHEF. — Qu'est-ce que ça change, hein? Qu'est-ce que ça change? C'est un traître. Vous verrez s'il ne vous fait pas tomber dans un guet-apens mémorable.

GOETZ. — Approche! Nasty m'a nommé chef et capitaine. M'obéiras-tu?

LE CHEF. — Je crèverais plutôt.

GOETZ. — Crève donc, mon frère! (*Il le poignarde.*) Quant à vous, écoutez : je prends le commandement à contre-cœur; mais je ne le lâcherai pas. Croyez-moi, s'il y a une chance de gagner cette guerre, je la gagnerai. Proclamez sur l'heure qu'on pendra tout soldat qui tentera de déserter. Je veux pour ce soir un état complet des troupes, des armes et des vivres; vous répondez de tout sur votre tête. Nous serons sûrs de la victoire quand vos hommes auront plus peur de moi que de l'ennemi. (*Ils veulent parler.*) Non. Pas un mot, allez. Demain vous saurez mes projets. (*Ils sortent. Poussant le cadavre du pied :*) Voilà le règne de l'homme qui commence. Beau début. Allons, Nasty, je serai bourreau et boucher.

NASTY (*lui mettant la main sur l'épaule*). — Goetz...

GOETZ. — N'aie pas peur, je ne flancherai pas. Je leur ferai horreur puisque je n'ai pas d'autre manière de les aimer, je leur donnerai des ordres, puisque je n'ai pas d'autre manière d'obéir, je resterai seul avec ce ciel vide au-dessus de ma tête, puisque je n'ai pas d'autre manière d'être avec tous. Il y a cette guerre à faire et je la ferai.

RIDEAU

Jean-Paul SARTRE.

LA COMTESSE DE SÉGUR A SON PETIT-FILS JACQUES DE PITRAY

Paris, 14 *février* 1864.

Mon chér petit Jacques,

Je t'embrasse bien tendrement pour tes sept ans, et j'espère que tu vas avoir bientôt un nouveau furet. Prie papa de te donner de ma part 5 francs pour t'aider à en acheter un. Tu crois que ton furet est mort dans un trou; pas du tout, il vit encore; il lui est arrivé ce qui arrive à presque tous les furets; il est entré dans un trou à lapins : il les a massacrés impitoyablement, il a sucé leur sang (car tu sais que les longues dents des furets leur servent à percer les grosses veines des lapins pour sucer leur sang); il s'est enivré, car le sang chaud enivre comme le vin; il est tombé endormi dans le trou et il en a fait sa demeure, ne pouvant plus retrouver Livet; il a probablement fait connaissance avec des amis furets; et il vit là-bas, dans un terrier volé aux pauvres lapins, avec quelques amis, et il se réjouit d'avoir recouvré sa liberté. Des gens qui travaillent près de là, l'ont entendu dire : « Si vous saviez, mes amis, quelle horrible vie mène un pauvre furet prisonnier; toujours enfermé dans une prison noire, petite, puante : peu à manger, souvent battu. Moi j'avais heureusement un bon, excellent petit maître (le furet pleure, essuie ses yeux avec sa petite patte et continue d'une voix tremblante) : un maître que j'aimais, qui me faisait

sortir, prendre l'air, qui avait la bonté de me lâcher près des terriers de ses lapins; j'en tuais des douzaines, je suçais leur sang, puis je sortais quand je me sentais devenir ivre et j'arrivais près de M. Jacques, mon bon petit maître (le furet pleure). Hi... hi... hi... ça me fait de la peine de ne pas le voir; il est si bon! je l'aime tant! » Les autres furets, ennuyés, l'ont laissé pleurer et ne sont revenus que le soir; ton furet était consolé, mais encore triste. Adieu, mon cher petit Jacquot; te voilà à l'âge de raison; je t'embrasse encore bien tendrement.

Comtesse DE SÉGUR.

Elena de La Souchère.

DES CARACTÈRES, DES CAUSES ET DES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT DE PROTESTATION EN ESPAGNE

I. Des antécédents et des aspects de la situation actuelle.

Les causes de la tension qui règne en Espagne ne semblent pas avoir été clairement perçues même par les amis étrangers de la République espagnole. Sans doute ces derniers savaient-ils que les rancœurs de la guerre civile ont été entretenues et avivées par une répression inlassable dont la rigueur s'exerce aujourd'hui encore sur les cent mille sujets d'un univers concentrationnaire dont les camps et les geôles s'étendent des mines asturiennes aux sables du Rif, une répression qui se prolonge, pour ceux des prisonniers qui ont bénéficié d'une remise de peine, par des incapacités civiques et professionnelles équivalant à une véritable deminutio capitis. Sans doute savait-on aussi qu'un mouvement de résistance était à l'œuvre dans la clandestinité.

Que cette opposition survivante constitue le noyau du vaste mouvement de protestation d'aujourd'hui, on n'en saurait douter. Mais il est impossible de ne voir qu'un prolongement des conflits de 1936 dans un mouvement qui déborde les limites du secteur républicain d'alors. Si, aujourd'hui comme il y a 15 ans, l'Espagne est divisée entre franquistes et antifranquistes, la ligne de démarcation entre les deux camps s'est déplacée vers la droite et même vers l'extrême-droite.

Les événements de ce printemps dernier apportent à cet égard des témoignages positifs. Les plus intéressants concernent l'attitude patronale. Dans tous les centres industriels où des grèves ont

éclaté, nous avons vu les chefs d'entreprise opposés à l'application de sanctions contre les grévistes. Amenés à jouer le rôle de médiateurs entre ceux-ci et l'autorité, ils sont parfois traités en suspects ou en adversaires par cette dernière. Prenons l'exemple de Vitoria, capitale provinciale de 55.000 habitants où l'industrie est faiblement développée. Une grève générale de quarante-huit heures est déclarée dans cette ville le vendredi 4 mai. En dépit des conseils d'apaisement qui lui sont prodigués par le patronat, le Gouverneur décrète contre les grévistes des sanctions professionnelles : rupture du contrat de travail, pertes des droits acquis, nécessité de présenter une nouvelle demande d'admission, non-paiement des jours de grève. Ces dispositions ne seront pas appliquées par la grande majorité des patrons lorsque, le lundi 7 au matin, à l'expiration du délai de grève, les ouvriers regagneront les ateliers. L'après-midi, à l'heure de la reprise du travail, les autorités font distribuer à la porte des usines par la police armée et des employés des syndicats phalangistes une note confirmant les sanctions édictées et prescrivant la présentation par les ouvriers de nouvelles demandes d'admission. Cette mesure a pour effet un rebondissement de la grève. Les autorités font arrêter deux chefs d'entreprises accusés de complaisance à l'égard des grévistes, et ordonnent la fermeture d'un certain nombre d'établissements, ceux dont les dirigeants se sont refusés à appliquer les mesures de représailles édictées par le Gouverneur. L'une des entreprises fermées appartenait au maire de Vitoria, maire non point élu, cependant, mais désigné par l'autorité.

L'attitude du clergé n'est pas moins caractéristique. En Guipuzcoa, le loyalisme de celui-ci semble si douteux au gouverneur qu'il prend le parti, le samedi 28 avril au soir, de faire signifier aux curés de toutes les paroisses de la province l'interdiction d'évoquer en chaire, le lendemain matin, la question des grèves. Quelques jours plus tôt, une publication clandestine du clergé basque, « Egiz », s'était nettement prononcée en faveur des grévistes. Les soupçons des policiers chargés de rechercher les instigateurs du mouvement de grèves dans les provinces basques se portent vers les anciens dirigeants des syndicats chrétiens et les milieux de l'Action catholique. Un ecclésiastique, le père Aristi, accusé d'être l'organisateur des « Confréries ouvrières de l'Action catholique », est arrêté à Vitoria. Il sera relâché à la demande de l'autorité ecclésiastique; mais bientôt d'autres arrestations seront opérées dans

les mêmes milieux. L'Évêque de Vitoria intervient à diverses reprises pour tempérer la sévérité du gouverneur.

Ces exemples, qu'ils se réfèrent à l'attitude patronale ou à celle du clergé dans les régions où ont éclaté des grèves ouvrières, en Catalogne et au pays basque, seront peut-être considérés moins comme le signe d'une évolution que comme un indice de persévérance par ceux qui connaissent les traits typiques de ces deux régions : influence des problèmes de défense ethnique et culturelle sur le comportement individuel, professionnel ou de classe, et adhésion très large à un courant d'opinion libéral en Catalogne et démocrate-chrétien en Euzkadi. Si les réserves manifestées, dans l'une et l'autre région, par la classe patronale et le clergé, ne sont pas nouvelles, on n'avait encore jamais constaté dans ces milieux une opposition aussi déclarée. Plus probant encore est l'exemple de Pampelune, capitale de cette Navarre qui, pendant la guerre civile, fut, pour les armées franquistes, une pépinière de volontaires. Le 8 mai dernier, la grève générale est déclarée à Pampelune. 35.000 personnes — la totalité de la population laborieuse — participent au mouvement. Les magasins, les cafés, les cinémas, ferment leurs portes. La circulation des autobus et des taxis est interrompue. Des cortèges parcourent les rues; des bagarres éclatent entre les manifestants et la police qui fait usage de ses armes : dans aucune autre ville le mouvement n'a revêtu un tel caractère d'unanimité et de violence. L'existence, dans la province, d'un noyau d'opposition secrète à la tendance majoritaire ne saurait expliquer une protestation dont l'ampleur suppose nécessairement la participation majoritaire de Carlistes, frères et compagnons des morts de la « Croisade » ou survivants des « tercios » de 1936. Après douze ans de dictature franquiste, les Requetes aux bérets rouges, élite guerrière des forces insurgées contre la République, sont devenus les plus déterminés des grévistes.

Quelques jours plus tard, la population madrilène participait, dans la proportion de 95 % à la grève des consommateurs. Dans une ville où se manifeste une importante minorité conservatrice recrutée parmi les fonctionnaires, dans les professions libérales, le haut commerce, et dans cette population oisive que l'on rencontre en toutes les capitales, une aussi large adhésion impliquait à tout le moins la bienveillance des monarchistes. De fait, on sait que ceux-ci ont participé à l'organisation du mouvement en diffusant

un tract dans lequel ils réclamaient, entre autres mesures, la dissolution des syndicats phalangistes. Les consignes de grève sont observées, partiellement au moins, dans les « beaux quartiers ». Le journal *Arriba*, organe de la Phalange, reconnaît que des tracts ont été tapés à la machine à écrire dans les bureaux de l'administration et ont circulé de main en main dans les hôtels de grand luxe où le prix du couvert est de 250 pesetas (environ 2.500 francs).

Ces quelques exemples nous ont mis en présence de forces sociales et politiques très diverses, les unes modérées, peu favorables peut-être, à l'origine, au régime franquiste, mais avec lesquelles ce dernier aurait pu pactiser; les autres axées à droite et qui appuyèrent franchement le soulèvement de juillet 1936. Les unes et les autres ont rejoint les forces de gauche dans l'opposition. Le premier trait marquant du mouvement actuel est son caractère de semi-unanimité.

Sans doute l'exaspération générale qui s'exprime dans cette protestation est-elle motivée, dans une large mesure, par les contraintes qu'impose le régime totalitaire à un peuple traditionnellement attaché à des libertés, individuelles ou locales, que tous les régimes avaient respectées à des degrés divers. Cette exaspération est le fruit des entraves apportées au droit d'association [1] et de réunion [2], du conformisme monotone d'une presse dirigée [3], du moule d'uniformité artificielle imposé à la diversité des usages et des dialectes régionaux, des lenteurs d'une bureaucratie pléthorique, caricaturale et paperassière qui intervient à tout propos et hors de propos, s'interpose entre le vendeur et l'acheteur, entre le patron et l'ouvrier, et semble n'avoir d'autre but que de compliquer, d'entraver, de retarder les actes des plus quotidiens. La colère se nourrit de la présence constante, obsédante, des uniformes de la police, et du malaise qu'impose à ce peuple ami de la vie de cafés, des bruyantes discussions politiques et du franc-parler, la présence sournoise des policiers sans uniforme, du « chef d'îlot » phalangiste, de l'inspecteur posté sur le parvis des églises pour surveiller l'assiduité des fidèles, ou qui surgit inopinément au café,

1. Mise hors la loi d'un certain nombre de groupements politiques et syndicaux — pratiquement tous les groupements non phalangistes — par la Loi des Responsabilités politiques du 9 février 1939, aggravée sur certains points par la loi du 1er mars 1940 et celle du 29 mars 1941.
2. Circulaire du 20 juillet 1939.
3. Lois du 22 avril 1938 et du 29 mars 1941.

à la sortie du métro, dans le train, à la porte du cinéma, pour exiger des papiers d'identité et prendre note de la conduite privée de chacun. La superbe des hommes au pouvoir qui, s'arrogeant une sorte de droit divin, considèrent toute critique dirigée contre eux comme un crime de lèse-patrie a certes contribué à favoriser la lente montée d'une colère que ne tempère nul espoir puisqu'aucune limite n'est fixée dans la durée à ce régime exceptionnel de suspension des libertés et qu'aucun mode légal d'expression n'est offert aux plaintes et aux aspirations de la population.

Ces motifs politiques et psychologiques ne sauraient néanmoins expliquer entièrement le caractère aigu et la soudaine violence de l'actuel courant d'opposition. Ici intervient un facteur nouveau. Nous voulons parler de l'accroissement constant des difficultés économiques qui, à l'aube de ce printemps, sont parvenues à un degré de gravité intolérable pour les classes défavorisées qui supportent le poids principal de cet état de choses, et alarmant pour les classes dirigeantes, persuadées que seul un changement radical de personnel politique et de méthodes peut mettre un terme à l'appauvrissement progressif du pays. Le mécontentement s'est cristallisé autour de la misère du plus grand nombre, des inquiétudes de tous. Le rôle déterminant des facteurs économiques dans les événements de ce printemps dernier est attesté par le plus irrécusable des témoignages : par les tracts appelant à la grève la population de Madrid et des villes basques, et qui exprimaient sans nul doute le sentiment du pays puisque les consignes qu'ils avaient pour objet de propager ont été suivies de façon semi-unanime dans ces diverses localités. « Travailler et produire davantage? Mais d'abord nous voulons manger » — lit-on dans un tract qui passa de main en main, les 21 et 22 avril dans les villes de Biscaye et de Guipuzcoa. Un autre tract distribué dans les mêmes provinces, à la même époque, exprime les revendications des boutiquiers : « Les contributions augmentent d'une façon alarmante. Les ventes diminuent, car la population n'a pas d'argent pour effectuer les achats les plus nécessaires. » Un autre tract qui, toujours par le procédé de la « chaîne », circule à Madríd au début de mai invite les étudiants à participer à la manifestation projetée pour le 22 de ce mois en vue de « protester contre la continuité d'un état de choses qui va conduire notre patrie à la ruine complète ». Et voici le plus expressif de tous les tracts, celui qui traduit les angoisses des femmes du pays basque : « Nous menons

une vie de sacrifices sans limites. Avec le salaire de notre mari, nous ne pouvons vivre. Le pain rare. Le lait pour nos enfants dénaturé et cher. Le rationnement si insuffisant et cependant si cher. Nous ne pouvons vivre plus longtemps ainsi. Notre foyer est un enfer ».

II. Des causes économiques du mouvement de protestation.

1. *La baisse du niveau de vie.*

La réalité justifie-t-elle ces plaintes? Il est aisé de déterminer le niveau de vie actuel de la population espagnole en confrontant les données statistiques exprimant d'une part la hausse des prix, de l'autre l'état des salaires.

Par suite de la raréfaction des denrées, de la spéculation — deux motifs sur lesquels nous reviendrons —, et aussi de l'augmentation de la circulation fiduciaire qui a passé de 4 milliards 836 millions de Ptas en 1936 a 30 milliards 700 millions cette année, les prix subissent une augmentation qui si l'on affecte de l'indice 100 les prix de base de 1936, s'exprimait au début de l'année dernière par l'indice général 540. Pour les denrées alimentaires la hausse s'exprimait par l'indice 637. En présence de cet état de choses qui offre toutes les caractéristiques de l'économie d'inflation, le Gouvernement, soucieux de préserver la monnaie en dépit de la déconcertante facilité avec laquelle il use de la planche à billets, en proie à la crainte typiquement conservatrice de « s'engager dans le cercle vicieux des prix et des salaires », impose le blocage des taux des salaires. Les statistiques portant sur 40 professions établissent que le salaire moyen de l'ouvrier qualifié est aujourd'hui de 30 Ptas par jour, primes comprises, contre 11, 50 Ptas en 1936. Les manœuvres qui avant guerre touchaient un salaire journalier de 8, 75 Ptas en moyenne, perçoivent aujourd'hui 20 Ptas par jour, et souvent moins. En affectant de l'indice 100 les salaires de 1936, la hausse s'exprime dans le premier cas par l'indice 260 et dans le second par l'indice 230. Au cours de l'hiver 1950-51, tandis que les salaires demeuraient stationnaires, les prix des denrées alimentaires, effectuant une nouvelle avance qui allait déterminer le sursaut de désespoir dont est issu le mouvement de grèves, atteignaient l'indice 873.

Voici quelques-uns des prix actuels, réduits au commun déno-

minateur du temps de travail d'un manœuvre, afin que le lecteur puisse les comparer plus aisément aux prix français :

Denrées	Quantités	Prix	
		En monnaie	En temps de travail
Œufs	douzaine	17 Ptas (1)	6 h. 48'
Morue	1 kg	19 Ptas	7 h. 36'
Merluche	1 kg	38 Ptas	15 h. 12'
Viande	1 kg	29 Ptas 15	11 h. 40'
Costume d'homme (confection en série).	1 costume	1.500 Ptas	75 jours

1. Au cours de l'hiver la douzaine d'œufs atteignit le prix de 27 Ptas.

Est-ce à dire que sur la base de tels chiffres, on puisse affirmer que la condition actuelle de l'ouvrier par rapport à celle de 1936 s'exprime par la rencontre des indices 873 — coût de la vie — et 230 à 260 — salaires — Non. La réalité est pire encore. Car l'indice 873 corespond aux prix de la taxe et des denrées en vente libre alors que l'insuffisance du rationnement a fait entrer les cours du marché noir dans l'existence quotidienne des foyers les plus modestes. Il est vain de dire : un manœuvre doit travailler 4 heures 53 pour se procurer un litre d'huile à 12, 20 Ptas, 4 heures 48 pour un kilo de riz à 12 Ptas ou 4 heures 24 pour un kilo de ces garbanzos (pois chiches) qui jouent un si grand rôle dans l'alimentation des classes pauvres en Espagne, puisqu'à ces prix qui sont ceux de la taxe, il est impossible de se procurer un litre d'huile, un kilo de riz ou de pois chiches...

Le rationnement individuel distribué en Biscaye au lendemain des grèves comprenait pour 15 jours : 1/2 litre d'huile, 200 gr de sucre, 1 livre de haricots, 250 gr de riz, 3 kg de pommes de terre, 50 gr de café, 100 gr de lard, 200 gr de lait en poudre et 100 gr de semoule. L'amélioration que marquent ces chiffres a pu être considérée par les autorités comme assez remarquable pour apaiser l'effervescence populaire. La distribution de 3 kg de pommes de terre — à 1, 80 Pta le kg — a un caractère tout à fait exceptionnel. A la même époque, à Barcelone, le rationnement ne comprenait pas de pommes de terre. Celles-ci étaient en vente libre à 5 Ptas et 5, 60 Ptas, selon les qualités (2 heures à 2 heures 1/4 du travail d'un manœuvre). La ration individuelle de légumes secs

ne dépasse guère d'ordinaire 200 gr par quinzaine, la ration d'huile un demi-litre par mois. Dans tous les cas, la ration de pain ne dépasse pas 150 gr par jour. Les répartitions de viande sont exceptionnelles. A Cordoue, au mois de mai, la presse annonçait comme un succès de la municipalité une distribution de chair de baleine. D'après certains calculs la ration individuelle ne fournit en moyenne que 554 calories par jour. Le minimum nécessaire est de 2.000, et 3.000 dans le cas des travailleurs de force. 1.500 à 2.500 calories quotidiennes doivent donc être fournies par les articles en vente libre et le marché noir.

Les prix du marché noir sont très fluctuants, trop variables d'une ville à l'autre pour pouvoir constituer une base de calcul. Le prix du litre d'huile, assez bas en Andalousie, atteint 60 Ptas dans les grandes villes du centre et du nord du pays. Le prix des légumes secs, lentilles, « garbanzos », riz, s'établit autour de 17, 18 et 19 Ptas respectivement. Le pain vaut au marché noir 15 et parfois 18 Ptas. Dès lors le prix réel de certaines denrées, calculé sur la base du rationnement de quinzaine, s'établit de la façon suivante :

Denrées	Quantités	Rationnement		Marché noir		Prix Total	En temps de travail
		quantités	prix	quantités	prix		
	(Kg)	(Kg)	(Ptas)	(Kg)	(Ptas)	(Ptas)	(en h.)
Pain........	6 (400 g p. jour)	2,250 (150 g p. jour)	8,33	3,750	56,25	64,58	25,50'
Riz..........	1	0,200	2,40	0,800	15,20	17,60	7
Lentilles	1	0,200	1,90	0,800	13,60	15,50	6,12'
Pois chiches .	1	0,200	2,20	0,800	14,40	16,60	6,40'
Huile..	1 litre	0,250	3,05	0,750	45	48,05	19,13'

Pour pouvoir consommer quotidiennement 400 gr de pain, 200 gr de légumes secs, et 66 gr d'huile — chiffre assez faible dans ce pays où toute la cuisine est faite à l'huile — un manœuvre devrait donc travailler 65 heures par quinzaine, soit près de 6 heures sur huit par journée ouvrable.

Ces calculs ne portent que sur la ration individuelle. La condition des familles est plus dure encore, car les rentrées ne croissent pas dans la même mesure que les besoins, le chiffre des allocations

familiales étant dérisoire et le salaire de la femme étant, à égalité de condition, très inférieur à celui de l'homme. Prenons une fois encore l'exemple du pain. Pour une famille type de quatre personnes, l'achat d'un kilo de pain représente une dépense journalière de 8,15 Ptas (600 gr au prix de la taxe et 400 gr au marché noir), soit plus des deux cinquièmes du salaire journalier d'un manœuvre.

Nombre de travailleurs s'efforcent d'accroître leurs ressources en effectuant des heures supplémentaires, « en travaillant douze et même quatorze heures parfois en deux et même trois emplois différents », comme le reconnaissait A. Assia dans le journal *Ya* (16 juin 1950). Ce correctif ne saurait être érigé en règle générale que si l'Espagne se trouvait dans une période de plein emploi, d'intense activité, et nous verrons que la paralysie gagne toutes les branches de l'économie. Le chômage a fait son apparition en dépit de mesures interdisant les licenciements d'ouvriers.

Avec les chômeurs pour lesquels l'État ne prévoit pas de secours permanent, mais seulement une indemnité temporaire équivalant selon les cas à deux semaines, deux quinzaines ou deux mois de salaire, nous passons du monde de la pauvreté dans celui de la misère. Les habitants de ce dernier cercle de l'enfer franquiste viennent des secteurs les plus divers : il y a parmi eux des petits rentiers, des retraités, des épargnants, éternelles victimes de toutes les inflations, qui s'efforcent de dissimuler leurs épreuves, des prisonniers politiques en liberté surveillée tenus à l'écart de toutes les professions et les familles des victimes de la répression, des sans-travail et des déracinés venus chercher fortune à la ville. Car, en dépit de la faible activité industrielle, le prolétariat des grands centres urbains s'accroît d'année en année, moins par l'effet de l'accroissement démographique, qu'en raison d'un mouvement d'exode vers les villes où nombre d'habitants des petites localités en proie aux tracasseries policières et à la malveillance des partisans du régime, ainsi que des paysans chassés de la terre par le taux des fermages, le fisc et l'usure, croient qu'il leur sera possible de retrouver des conditions de vie acceptables. La population de Barcelone atteint deux millions d'habitants; celle de Madrid a passé de un million avant guerre à un million et demi d'habitants. Cet afflux complique le problème du logement déjà si aigu. Aussi bien les statistiques établies pour l'ensemble du pays confessent-elles qu'en raison des destructions de la guerre civile, de la vétusté de nombreux locaux et de l'accroissement démographique, il

serait nécessaire de construire 1.396.000 nouveaux logements. Le rythme actuel des constructions est de 20.000 logements par an. Sans tenir compte des locaux qui au jour le jour deviendront inhabitables, il faudrait donc, à ce rythme, 72 ans pour reconstruire cette Espagne où, par un amer paradoxe, la corporation du bâtiment est l'une des plus atteintes par le chômage.

Ne pouvant trouver de logements, les déracinés plantent à la porte des grandes cités, des villages de bois, de toile et de tôle ondulée, semblables à ceux qu'édifient les nomades attirés par la vie sédentaire dans la périphérie des villes d'Afrique du Nord. Madrid s'entoure d'une « ceinture de misère » où les cabanes des déracinés côtoient les maisonnettes de banlieue ravagées par la guerre civile, et où plus de deux cents mille personnes vivent dans des conditions de malpropreté, de promiscuité et de dénuement qui défient l'imagination. A Carabanchel, à un quart d'heure de marche de la Puerta del Sol, à Cuatro Caminos, sur toute la périphérie de la capitale, des familles entières, séparées les unes des autres par des cloisons de cordes et de chiffons, s'entassent dans des maisonnettes à ciel ouvert, campent sous la tente, et font la cuisine sur de maigres feux de brindilles. Des enfants aux jambes de squelettes, les pieds nus, le corps couvert de haillons, errent par bandes dans les ruelles de ces cités vouées à la vermine et à la tuberculose. Le bulletin de statistiques de la Municipalité de Madrid confessait dans son numéro récapitulatif pour 1949, que 71, 68 % des enfants de la capitale sont tuberculeux. Encore cette statistique ne porte-t-elle que sur les enfants des écoles, la moitié environ de la population infantile et la plus favorisée, en cette capitale où l'admission à une école est devenue un privilège en raison de la diminution de la capacité des locaux scolaires par suite de la guerre et de la négligence des autorités.

Cette ceinture de misère et de maladie déborde de la périphérie vers le centre des grandes villes. Une armée de traîne-misère : mendiants déclarés et petits vendeurs de pacotilles, prostituées et clochards, ramasseurs de mégots, infirmes qui exhibent leurs plaies en demandant la charité, fillettes de douze à quatorze ans prêtes à se prostituer pour un duro (5 Ptas), transforment en cour de miracles les rues de Madrid. Et la police a chaque jour plus de peine à disperser, à contenir, cette montée accusatrice vers les « beaux quartiers », à mesure que la ceinture de misère des grandes cités s'élargit comme un ventre monstrueux gros de révolutions.

2. *La grande pitié des campagnes.*

Cette disette est-elle, comme d'aucuns le prétendent, l'inévitable conséquence d'une stérilité inhérente au pays, au sol? Force nous est pourtant de constater qu'avant la guerre civile, en dépit de la désastreuse répartition de la propriété, de la survivance des « latifundias », d'un outillage et de procédés de culture primitifs, de l'insuffisance de l'irrigation et de la négligence dont tous les régimes, si l'on excepte le timide essai de réforme agraire de la République, firent preuve à l'égard de l'agriculture, la production n'était pas loin de couvrir les besoins du pays. Nous en trouvons la preuve dans la faiblesse des importations alimentaires, à une époque où le ravitaillement était néanmoins normal. La moyenne des importations de denrées comestibles — céréales, café, sucre, morue, pommes de terre — était en 1934-1935 de 346.000 tonnes représentant 7,8 % du tonnage global des importations; elles atteignent aujourd'hui 621.000 tonnes, 17 % du tonnage actuel. Le chiffre des importations de blé était en 1931, année de récolte déficitaire, de 192.000 tonnes. La moyenne des dix dernières années s'établit à 269.000 tonnes. L'Espagne importait en 1934 24.000 tonnes de pommes de terre; elle en a importé 236.008 tonnes en 1949. En dépit de cet accroissement massif des importations, la consommation individuelle par année est tombée pour les céréales de 159 kg en 1935 à 91 kg aujourd'hui, pour les pommes de terre de 204 kg à 105, pour le sucre de 14 kg à 7, pour la viande de 30 kg à 13.

On constate une baisse parallèle des exportations alimentaires. Celles-ci passent de 1.618.000 tonnes en 1934-1935 à 771.000 tonnes en 1949. Avant guerre elles représentaient 25,6 % du total des exportations; elles n'en représentent plus aujourd'hui que 21,5 %. Mais dans le même temps le tonnage global des exportations est tombé de 6.369.000 tonnes à 3.575.000. Les exportations d'oranges s'abaissent de 1935 à 1949 de 884 à 426.000 tonnes. Les exportations d'huile atteignaient en 1934, 52.000 tonnes. Ce n'est qu'en portant un grave préjudice au ravitaillement que l'Espagne a pu en 1948 exporter 40.000 tonnes d'huile. Dès l'année suivante le chiffre des exportations retombe à 17.000 tonnes, tandis que, dans le pays, l'huile, sévèrement rationnée, atteint au marché noir des cours exorbitants. La baisse des exportations alimentaires et l'acccroissement des importations de

produits comestibles de toute première nécessité, en aggravant le problème des devises, ont pour effet de mettre obstacle à l'importation des denrées alimentaires pour lesquelles l'Espagne a été de tout temps tributaire de l'étranger, le café, le sucre et aussi la morue, dont l'Espagnol est si friand et dont les chiffres d'importation tombent de 58.000 tonnes avant guerre à 9.000 tonnes aujourd'hui.

Pour expliquer ces faits, les porte-parole du régime ont invoqué l'augmentation de besoins résultant de l'accroissement démographique. Accroissement indéniable, qui s'inscrit d'ailleurs dans une ligne ascendante continue dont on peut suivre la trajectoire depuis 1857, date du premier recensement officiel. Le chiffre de la population qui était, à cette époque, de 15 millions et demi d'habitants passe à 18 millions en 1900, 25.279.000 en 1938 et 27.761.000 en 1948 pour atteindre 28 millions et demi aujourd'hui. L'Espagne reste néanmoins, au point de vue démographique, très loin derrière les autres nations de l'Europe occidentale, avec 56 habitants au km² contre 76 en France, pays de moindre densité que la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique. Il est difficile de prétendre que le chiffre actuel de la population espagnole excède les ressources naturelles du pays, alors que la superficie des terres effectivement mises en culture ne représente actuellement que 37,70 % de la superficie cultivable. Par ailleurs, une hausse démographique de l'ordre de 12,6 % par rapport aux chiffres d'avant guerre ne saurait justifier une baisse de consommation individuelle moyenne bien supérieure qui, par exemple dans les cas du blé et de la pomme de terre, atteint respectivement 43,4 et 48,5 %.

Il faut donc considérer la baisse de la production comme la cause essentielle de tous les phénomènes que nous avons relevés dans cette étude, baisse qui, comme nous le verrons, atteint tous les secteurs de l'activité mais qui est beaucoup plus marquée dans le secteur agricole, le plus important dans ce pays faiblement industrialisé. Aussi la décadence de l'agriculture a-t-elle de graves répercussions sur l'économie générale du pays. La baisse de la production agricole s'exprime par la confrontation des indices 100 — indice de production en 1935 — et 63 — indice actuel. Le chiffre de la production de blé qui, dans les années précédant la guerre civile, était en moyenne de 4 millions de tonnes est tombé, au cours des trois dernières années, à la moyenne de 2 millions et demi de tonnes. La récolte de pommes de terre s'abaisse de 4 millions

et demi de tonnes — moyenne des années 1934-1935 — à deux millions et demi dans les dernières années.

Pour justifier cette baisse de productivité, on a souvent invoqué une sécheresse prolongée dont les effets se feraient sentir à partir de 1947. Remarquons que pour le blé la moyenne des six années 1941-1946, qui s'établit autour de 26 millions et demi de quintaux, ne dépasse que d'un million 500 mille quintaux la moyenne des quatre dernières années et reste inférieure de 14 millions de quintaux à la moyenne des années d'avant guerre.

La guerre civile serait-elle la grande responsable de cette baisse de productivité? Précisons la portée de cette thèse souvent soutenue. Après douze années, la guerre civile, en tant que cause immédiate de destruction de plants et d'outillage agricole, ne saurait être invoquée qu'à titre exceptionnel, par exemple dans le cas des oliviers, dont la croissance est très lente et qui ne rapportent pas de façon satisfaisante avant la douzième année. Remarquons que seul un faible pourcentage de la superficie des olivaies a été ravagé pendant la guerre. Ces destructions ne sauraient donc, même en ce secteur, être considérées comme la cause déterminante de la baisse massive de production que nous avons constatée. La faible incidence des destructions directes de la guerre est démontrée par le caractère progressif de la baisse de la productivité depuis 1940, caractère si marqué, que, dans une étude sur l'économie espagnole publiée dans la revue italienne *Mundo Economico*, l'économiste Italo Pietra a pu affirmer que comparativement à la situation actuelle, « même la production de la dernière année de la guerre civile constitue un résultat merveilleux et bien supérieur aux résultats actuels ». L'argument guerre civile ne saurait donc être retenu qu'à titre de facteur d'appauvrissement général auquel les circonstances intérieures et internationales n'ont pas permis, depuis douze ans, que soit apporté le correctif d'un suffisant afflux de crédits étrangers. Le thème vague de la guerre civile, en tant que facteur de baisse de production, se confond en définitive avec deux autres arguments plus précis souvent invoqués par les porte-parole du régime : d'une part le manque de certains articles nécessaires au développement de l'agriculture, en particulier l'outillage et les engrais, de l'autre la pénurie de devises qui met obstacle à l'importation de ces produits.

En abordant la question des auxiliaires de la production agri-

cole, on serre de beaucoup plus près le problème des causes de la baisse de productivité. Selon des calculs officiels datant de 1949, l'agriculture manque de 666.000 chevaux, ânes et mulets et de 18.400 paires de bœufs de labour, chiffres qui indiquent une décadence du cheptel surprenante dans ce pays où l'élevage, mieux harmonisé aux conditions de la grande propriété que la culture, soustrait à cette dernière un pourcentage excessif de la superficie productive. Cet état de choses est officiellement attribué à l'insuffisance des produits nécessaires à l'alimentation du bétail. Cet argument, remarquons-le incidemment, paraît peu en harmonie avec le protectionnisme à outrance de la corrida que pratique le régime, avec cette frénésie tauromachique qui agite l'Espagne actuelle et qui s'exprime par la multiplicité des publications sportives exclusivement ou principalement consacrées à la tauromachie, publications dont le nombre a plus que doublé, passant de 32 avant guerre à 65 aujourd'hui, tandis que le nombre des publications littéraires, scientifiques, économiques, culturelles en un mot, tombait dans le même temps de 1.355 à 562. On reste probablement fort au-dessous de la réalité en estimant que les hécatombes du cirque coûtent au cheptel espagnol 5.000 bêtes par an en moyenne, c'est-à-dire, en sept ans, espace de temps inférieur à la durée moyenne de la productivité du bœuf de labour, un chiffre de bêtes égal à celui dont manque l'Espagne pour avoir du pain. Si les dirigeants de l'Espagne actuelle ont repris à leur compte la devise des empereurs de la décadence romaine : *panem et circenses*, l'expérience a prouvé que l'Espagne n'ayant plus de dépendances qui la nourrisse, la question se pose pour ses dirigeants sous la forme d'une alternative : du pain ou des jeux.

Si nous passons du domaine du cheptel à celui des instruments aratoires et des engrais, nous constatons la même pénurie. Sur 3.383.000 charrues recensées en 1946, on a constaté que 2.121.000 appartenaient au type primitif romain. En 1949, on ne comptait dans le pays que 9.260 tracteurs, dont 4.500 datant d'avant la guerre civile et pratiquement hors d'usage. On a calculé que l'agriculture espagnole disposait d'un tracteur pour 243 hectares, alors qu'en Allemagne occidentale par exemple la proportion est de un pour 14 hectares. Cette situation entraîne une baisse sensible du rendement de céréales à l'hectare, rendement qui tombe de 9,6 quintaux en 1935 à 6,3 actuellement. Mais comment remédier à la pénurie d'outillage et d'engrais, produits pour lesquels

l'Espagne est traditionnellement tributaire de l'étranger? Bien qu'elle possède de riches gisements de phosphates inexploités, elle importait avant guerre 5 à 600 mille tonnes d'engrais par an. Dans ce domaine, les chiffres des dernières années, très supérieurs d'ailleurs à ceux de la période 1940-1947, révèlent une diminution de l'ordre de 30 %. Les chiffres d'importation d'outillage agricole, très faibles pendant la période 1940-1949, se sont relevés à partir de cette époque, mais restent inférieurs à ceux d'avant guerre. (4.214 tonnes en 1949 contre 4.880 en moyenne dans les années 1934-1935). Ce fléchissement des chiffres d'importations en ces domaines si essentiels pour l'économie générale du pays est expliqué, dans les milieux officiels madrilènes, par la pénurie de devises étrangères. En examinant les chiffres du commerce extérieur on ne peut toutefois s'empêcher de mettre en parallèle la hausse des importations de produits alimentaires et la baisse des importations du matériel et des matières premières nécessaires à la production agricole. En 1949 par exemple, la valeur des importations de blé atteint 154 millions de Ptas-or. En tonnage, ces importations marquent un accroissement de 45 % par rapport aux chiffres d'avant guerre (279.000 tonnes contre 192.000 en 1931, année où une récolte déficitaire rendit nécessaires des importations très supérieures à la moyenne de la décade 1925-1935). Exprimé en Ptas-or l'accroissement de ce chapitre d'importation atteint par conséquent près de 50 millions, chiffre supérieur à la valeur totale des importations de phosphates (21 millions et demi) et d'outillage (12 millions 300.000). En présence de ces chiffres, il est permis de se demander si la question n'est pas posée à rebours. On nous dit : l'Espagne doit importer le blé qu'elle ne produit plus en raison de la pénurie de devises qui l'empêche de se procurer l'outillage et les engrais dont son agriculture a besoin. Ne serait-il pas plus exact de dire : l'Espagne ne peut importer des instruments aratoires et des produits chimiques parce qu'elle doit consacrer une grande partie des devises dont elle dispose à des achats de blé. Le pays ne trouve pas les 33 milions de Ptas-or, qui en doublant ses importations d'outillage et d'engrais lui permettraient de relever sa production et de faire l'économie d'une notable partie de ses importations de blé, parce qu'elle consacre aujourd'hui à ces dernières 50 millions de Ptas-or et devra leur consacrer demain une somme supérieure, puisque l'outillage non renové ne saurait que se détériorer de plus en plus, entraînant une nouvelle baisse

de la production et un accroissement de la demande de produits d'importation. N'y a-t-il pas là une orientation erronée des achats à l'extérieur, et, en définitive, une mauvaise politique agricole?

Mettre en cause la politique agricole du régime, c'est soulever le problème du dirigisme phalangiste et de la compétence technique des organismes commis à cette direction. Ceux-ci se multiplient, s'enflent et interviennent à toutes les étapes du processus de production : ils monopolisent le commerce extérieur, accaparent les devises, veulent être les seuls pourvoyeurs de l'agriculteur en semences, en outillage et en engrais, règlent la surface à ensemencer, la nature des cultures, les prix de vente, et finalement collectent le grain et prétendent assumer la distribution et la vente des produits de la terre. Dans tous les domaines l'intervention d'une pesante bureaucratie s'avère stérile et paralysante. Dès 1949, le mécontentement contre la tyrannie syndicale est à son comble. En septembre des désordres se produisent en Aragon où les paysans refusent de livrer leur récolte aux collecteurs du syndicat. En présence de ces résistances sourdes ou ouvertes, le gouvernement apporte, au mois d'octobre, une légère dérogation à ses théories dirigistes. Une partie seulement de la récolte sera désormais livrée au Service national du blé. L'autre partie, dûment déclarée, mesurée et contrôlée, fera l'objet, entre le vendeur et l'acheteur, d'une transaction que l'on n'ose qualifier de libre, puisque le marché conclu, le syndicat s'interpose entre l'un et l'autre pour emmagasiner le grain du premier et livrer au second un volume de farine correspondant. Parallèlement, le Gouvernement décidait de renforcer son contrôle sur les autres céréales, dont les récoltes devraient désormais être entièrement livrées aux collecteurs de l'État. Quelques mois plus tard, en décembre 1949, à l'Assemblée nationale de l'Agriculture, les porte-parole des cultivateurs osaient élever la voix pour demander l'accroissement des fournitures de semences et d'engrais, la suppression des organismes de contrôle, la libre disposition par les agriculteurs, pour l'achat d'engrais et d'outillage, des devises provenant des exportations de produits agricoles, et la cessation du contrôle des prix sur tous les produits agricoles à l'exception du blé, en précisant toutefois qu'en aucun cas le prix de ce dernier ne devrait être inférieur à ce lui des autres céréales. Le Gouvernement ne devait tenir aucun compte de ces desiderata.

Cette persévérante volonté de dirigisme se fonde sur la primi-

tive doctrine phalangiste, doctrine qui se définit elle-même comme révolutionnaire, mais elle se combine curieusement à la traditionnelle politique conservatrice de haut fermage et de protection des grands domaines, des stériles « latifundias » abandonnées à la culture extensive et à l'élevage, bien souvent à l'élevage des taureaux de combat. Le conservatisme s'unit à la pure et simple négligence pour déterminer l'abandon de la politique d'irrigation qui fut celle de la République. Car cet État dirigiste manifeste, en matière agricole, une négligence surprenante dont on trouve la preuve dans le désintéressement total dont témoignent les pouvoirs publics à l'égard de la question pourtant si importante du crédit agricole, et, en définitive, dans les chiffres dérisoires du budget de l'agriculture. Celui-ci vient en dernier lieu, avec 166.700.000 Ptas, sur la liste des départements ministériels. Ses ressources équivalent à la quinzième partie du budget de l'Intérieur, à la trente-quatrième partie du budget global des départements militaires, guerre, air et marine. Les crédits destinés à encourager et développer la première activité du pays ne représentent que 0,9 % des dépenses publiques.

Également victime d'un excès de sollicitude et d'un excès de négligence, privé d'outillage et d'engrais, obligé de faire face à tous les achats de fournitures sans le secours du crédit, accablé par l'impôt et s'il n'est pas propriétaire par le taux excessif du fermage, le cultivateur se voit imposer par le syndicat des prix de vente insuffisamment rémunérateurs. Incapables de faire face à leurs charges, certains se mettent dans les mains des usuriers qui achèvent de dévorer leurs maigres ressources. D'autres, préférant l'inaction à un travail coûteux et insuffisamment rémunéré, laissent une partie de leurs champs en friche. La superficie cultivée qui, d'ailleurs, même à l'époque de la République, n'a pas représenté plus de 40,8 % de la surface cultivable, marque actuellement, par rapport aux chiffres d'avant-guerre, une diminution de 7,70 %. Elle ne représente plus que 19 millions d'hectares sur 50 millions et demi. La détresse du cultivateur, moins visible que celle du citadin, ne saurait comme cette dernière, s'exprimer de façon spectaculaire. Mais chronologiquement la grève ouvrière a été précédée de la grève paysanne de « brazos caidos » (des bras croisés), grève qui ne se présente pas d'ailleurs avec le caractère d'un acte de volonté délibéré, mais bien plutôt comme la conséquence inévitable de la grande misère de la classe paysanne. C'est

en vain que le Gouvernement s'efforce de lutter contre ce nouveau fléau. En 1950, il ordonne l'ensemencement en blé de plus de quatre millions d'hectares. Le chiffre stationnaire de la récolte démontre la vanité de cette tentative. Une fois de plus l'indisciplinable réalité économique fait échec au système d'autorité.

3. *La crise industrielle.*

L'industrie, moins touchée que l'agriculture, marque néanmoins un net fléchissement de production. Sans doute l'extraction du charbon est-elle en progrès, progrès d'ailleurs compensé par une baisse de qualité. Mais l'extraction du fer est en pleine décadence. Elle tombe de 2.600.000 tonnes en 1935 à la moyenne de 1.650.000 tonnes pour la décade 1940-1950. Encore les chiffres de 1940 — 2.200.000 tonnes — sont-ils très supérieurs à ceux des cinq dernières années. La production du zinc tombe de 83.000 tonnes avant guerre à 64.700 tonnes en moyenne dans les dix années écoulées. En ce qui concerne la fonderie, on note le même fléchissement. La moyenne des fonderies de cuivre passe de 10.000 tonnes dans les années 1934-1935 à 7.600 tonnes dans la dernière décade. La production des fonderies de plomb tombe de 71.000 tonnes, moyenne des années 1934-1935 à 22.000 tonnes en 1948. L'indice général de l'activité industrielle fléchit en dépit des progrès que nous avons signalés dans le domaine de l'extraction charbonnière et d'un léger accroissement de la production hydro-électrique, qui reste d'ailleurs très inférieure aux besoins du pays. La crise touche particulièrement l'industrie textile, la première des industries nationales par le nombre des ouvriers qu'elle emploie (plus de 300.000 dont près de 225.000 en Catalogne). On estime à 40 % la baisse de la production dans ce domaine. Il est aisé de déterminer les causes de cette crise particulière, causes qui sont aussi celles de la crise industrielle en général : l'insuffisance des matières premières, l'usure et le caractère arriéré de l'outillage, les restrictions de courant électrique qui constituent elles-mêmes les conséquences de l'usure et du caractère arriéré de l'outillage électrique. Il s'agit donc en définitive d'un problème d'outillage et de matières premières, produits pour lesquels l'Espagne est largement tributaire de l'étranger. En ce qui concerne le coton qui est à la base des fabrications textiles, les importations qui atteignaient 103.000 tonnes en 1934 sont progressive-

ment tombées à 38.000 tonnes en 1948, pour se relever à partir de 1949 et atteindre 72.000 tonnes, par suite de la décision du Gouvernement autorisant les importations de coton brut, sans attribution de devises, contre des exportations de tissus. Néanmoins les importations de coton restent inférieures de 25 à 28 % aux besoins de l'industrie textile que l'on évalue à 100.000 tonnes par an. En matière d'outillage industriel, la situation n'est pas moins grave. On n'apporte aucune clarté au sujet en invoquant les destructions de la guerre civile. Il est évident que si l'Espagne avait bénéficié de crédits suffisants, elle aurait pu, en douze ans, remplacer, réparer, rénover son outillage. La cause première de la crise est donc d'ordre monétaire : le problème industriel se ramène à un problème de devises. L'Espagne, au lendemain de la guerre civile, avait besoin de crédits étrangers pour effectuer son rééquipement industriel, comme elle en aura besoin demain. Sur ce point, nul doute ne peut subsister. Il apparaît néanmoins que l'aggravation croissante de la crise industrielle depuis 1940 ne résulte pas seulement de l'usure croissante d'un outillage non rénové, mais aussi de l'orientation imprimée à l'économie par l'État. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner les chiffres du commerce extérieur. Si les importations de matières premières marquent par rapport aux chiffres d'avant-guerre une baisse de 34 %, on constate parallèlement une hausse des importations de denrées comestibles de l'ordre de 79 %. Tandis que la diminution générale des exportations, particulièrement des exportations agricoles, réduit les disponibilités en devises, les importations alimentaires, rendues nécessaires par la crise de l'agriculture, absorbent une proportion croissante des devises disponibles. Il y a là, au premier chef, un phénomène d'incidence de la crise agricole sur l'industrie qui, en limitant les achats de matières premières et d'outillage, ne peut qu'entraîner une baisse continue de la production industrielle, et, en dernière analyse, l'accroissement de la demande de produits étrangers.

Orientation des échanges extérieurs, utilisation des devises, fourniture des matières premières et de l'outillage, détermination des prix de vente, autant de points sur lesquels le syndicat s'arroge un droit de direction absolue; autant de sujets de plaintes et de critiques. En ce domaine comme dans celui de l'agriculture, le mouvement anti-dirigiste commence à se manifester avec violence en 1949. Devant le mécontentement des chefs d'entreprise,

le gouvernement, faisant un pas en arrière, doit rendre la liberté au marché intérieur des tissus.

La tyrannie du syndicat officiel ne constitue pas, d'ailleurs, le seul sujet de plaintes et d'inquiétudes de la classe patronale. Tandis que la baisse de rendement de l'ouvrier, conséquence d'une alimentation déficiente, contribue à ralentir la production, la crise des transports, en paralysant les échanges intérieurs, concourt au même résultat. On a mille fois signalé l'état lamentable des routes et des voies ferrées, la baisse quantitative et l'usure du matériel roulant, l'état squelettique du parc d'automobiles et de camions, décimé par la guerre, et que le Gouvernement n'a nullement paru soucieux de reconstituer. Le chiffre des camions importés était tombé en 1946 à 588. Remonté par la suite à 4.550, il reste inférieur de près de 50 % au chiffre d'avant-guerre (8.091 camions en 1934). Dans certains cas, celui des wagons, par exemple, dont la production nationale a baissé de 96 % (200 en 1948 contre 6.000 avant guerre), la crise des transports apparaît comme la conséquence d'une crise industrielle qu'elle contribue à accroître.

Une autre cause de paralysie industrielle est constituée par l'insuffisance des débouchés, qui s'avèrent encore inférieurs aux possibilités de la production. Tandis que la concurrence et les barrières opposées par tous les États à la circulation des devises restreignent les possibilités d'exportations de produits manufacturés, on assiste à un resserrement du marché intérieur, dont la faible capacité d'achat constitua traditionnellement un obstacle au développement de l'industrie espagnole et en particulier à l'essor des centres industriels basques et catalans. Cette situation qui n'a pas peu contribué à créer de graves problèmes dans ces deux régions, a été sensiblement aggravée au cours des dix dernières années par la diminution continue du niveau de vie de la population et le blocage des salaires qui, en fournissant aux travailleurs des ressources à peine suffisantes pour leur assurer un minimum vital alimentaire, les laisse pratiquement sans disponibilités pour effectuer d'autres achats. A cet égard il est significatif de constater que les chefs d'entreprise se sont montrés, dans l'ensemble, favorables à l'augmentation des salaires; attitude probablement inspirée par des soucis sociaux, mais conforme à l'intérêt bien compris du patronat, puisqu'en définitive la masse ouvrière est une masse consommatrice.

Tandis que le chiffre d'affaires de l'entreprise diminue, ses

charges augmentent : les exigences du fisc pèsent de plus en plus lourdement sur elle. Le chef d'entreprise ne peut même songer à effectuer des compressions de personnel proportionnelles à la diminution d'activité. Car, dans le but d'éviter une crise sociale d'une ampleur sans précédent, le Gouvernement interdit les licenciements d'ouvriers, même dans le cas, qui se produisit à Barcelone à certaines époques, où les usines ne travailleraient que 8 heures par semaine. De fait, le nombre des chômeurs demeure relativement peu élevé. A défaut d'activité réelle, l'État maintient, aux frais du patronat, une apparence d'activité qui lui permet de faire l'économie des allocations de chômage. Comment s'étonner en de telles conditions que la classe patronale, accablée de charges et de la crainte de voir les méthodes du régime entraîner une aggravation continue de la crise, passe à l'opposition avec d'autant plus de décision que la survivance du régime apparaît liée, sur le plan international, à un isolement qui a pour effet de priver l'industrie espagnole des crédits dont elle a besoin pour effectuer son rééquipement?

4. *Le marché noir.*

La crise de la production agricole et industrielle, pour grave qu'elle soit, ne suffirait pas à expliquer la misère dans laquelle est plongée la population espagnole, et, en particulier, la disette de produits alimentaires. Mais aux insuffisances de la production s'ajoutent les vices de la répartition. Prenons un exemple typique : celui du blé. Nous avons signalé que le chiffre de 26 millions de quintaux, qui est celui de la production actuelle, permet une consommation individuelle de 91 kg de blé par an, en moyenne. La proportion d'eau contenue dans le pain étant approximativement égale au volume perdu par le blé au cours des diverses opérations de meunerie, ce chiffre peut être entendu comme étant celui de la disponibilité en pain. Il permet une consommation quotidienne de 250 gr par habitant, consommation supérieure de 100 gr à la ration effectivement distribuée. Cette différence entre les possibilités offertes par la récolte et la réalité de la répartition représente, pour l'ensemble de la population, 10 millions et demi de quintaux par an. A ce chiffre, égal aux deux cinquièmes de la récolte, il convient d'ajouter les trois millions de quintaux que, depuis la guerre civile, l'Espagne importe en moyenne chaque année. Encore ce calcul ne tient-il pas compte de la proportion,

variable, et, partant, difficile à calculer, mais toujours élevée, de farines inférieures contenues dans le pain noir du rationnement. Le chiffre de 14 millions et demi de quintaux ne doit donc être considéré que comme un minimum théorique qui nous permet de juger de l'énormité des quantités soustraites au ravitaillement. Que deviennent ces millions de quintaux? Nous les retrouvons sous forme de pain blanc vendu « de estraperlo » (au marché noir) à 15 et 18 Ptas. Pour s'en procurer, il n'est pas nécessaire de fréquenter les restaurants de grand luxe ou d'avoir des relations dans le milieu interlope des trafiquants. Le pain blanc, s'il n'est pas à la portée de toutes les bourses, s'étale à la vue de tous : on le trouve dans les restaurants moyens, et le petit trafiquant pratique son négoce au coin de la rue. Le marché noir du pain n'est ni exceptionnel ni clandestin. Il a un caractère de généralité qui correspond à l'importance des stocks sur lesquels il porte, et se pratique ouvertement sous les yeux d'une police qui n'intervient jamais. Les autorités ne sont donc pas débordées, mais consentantes. Il n'est pas exagéré de parler de marché noir toléré.

Mais par quelle voie le blé laissé en marge du rationnement passe-t-il du grenier des cultivateurs aux mains des trafiquants? Nous savons que jusqu'à l'année 1949, la totalité de la récolte, du moins des contingents pris en considération dans les statistiques officielles qui constituent la base de nos calculs, devait être livrée au Service National du Blé. Il importe peu qu'aujourd'hui ce service ne prélève plus matériellement qu'une part de la récolte, puisqu'il en contrôle la totalité, et que, même dans le secteur libre, il intervient après la conclusion de la transaction entre le vendeur et l'acheteur, pour percevoir le grain du premier et remettre au second le poids correspondant de farine. La totalité de la récolte passe donc *matériellement* dans les greniers du Service du blé. Aujourd'hui comme naguère, ce service demeure non seulement l'intermédiaire le plus probable, mais *le seul intermédiaire possible* entre le cultivateur et le trafiquant. De tels exemples sont constatés dans tous les domaines de la production. Une fièvre de spéculation règne dans toutes les branches de l'administration. On voit les chefs de base de l'Armée de l'Air vendre au marché noir l'essence des dépôts dont ils ont la garde. Tel policier à 1.500 Ptas par mois achète, trois ans après son arrivée à Barcelone, un cinéma sur les Ramblas, d'une valeur d'un million de Ptas. Les hauts dignitaires du régime se jettent dans les « affaires »,

et édifient des fortunes considérables, à l'exemple de Tellez de Vivar qui, naguère pauvre, possède aujourd'hui quatre vastes domaines. Il n'est pas de conseil d'administration où ne figure le général Saliquet : essence, savonnettes, épaves de navires coulés, tout est pour lui objet de spéculation, et on l'accuse tout bas, à Madrid, d'être l'un des « seigneurs » du marché noir du pain dans la capitale. De haut en bas de l'échelle administrative, on trafique sur tout, sur le pain, sur l'huile, sur la mise en liberté des suspects. Tout se vend, même dans les prisons les minutes de visite aux détenus.

Peut-être entre-t-il dans cette frénésie de spéculation un sentiment de précarité que la durée imprévisible du régime n'a pas réussi à émousser. Peut-être, dans ce pays condamné au mutisme et en majorité hostile, les hommes au pouvoir ont-ils voulu, par l'abandon de zones de profits illicites, se ménager des fidèles qui, eux-mêmes, ont cherché à s'assurer, par le même moyen, des satellites et des complices. Ainsi est apparue une féodalité du marché noir, aux multiples échelons, dont la sphère va s'élargissant à mesure que la misère qu'elle engendre, en suscitant plus d'ennemis au régime, l'oblige à chercher de nouveaux défenseurs.

Les industriels, les commerçants, les propriétaires terriens, ne parlent qu'avec sarcasme et mépris de « ceux du régime ». Les travailleurs les haïssent et les rendent responsables de la famine. C'est par une manifestation de femmes demandant à grands cris le châtiment des accapareurs que commence la grève de Pampelune. Le mouvement d'opinion est si fort qu'au début de mai la presse officielle reçoit la consigne de lancer une campagne contre les spéculateurs. Le journal « ABC », dans son éditorial du 1er mai, reconnaît « qu'en Espagne l'accaparement et la spéculation ont augmenté en vicieuses proportions », et annonce des « mesures d'assainissement », mesures qui se réduiront en définitive à un décret visant les boutiquiers qui vendent à des prix supérieurs à ceux de la taxe.

La population sait que les responsables ne sont pas ceux qu'on prétend lui désigner. Dans la capitale, commencent à circuler, à la même époque, des tracts invitant les Madrilènes à un « mouvement de protestation contre les accapareurs, trafiquants et voleurs de tous genres », et demandant « du lait sans eau, du pain de farine de blé, égal pour tous ». « Que les syndicats, poursuit le tract, ne continuent pas à dilapider la fortune nationale. Que

l'on châtie d'une main dure les spéculateurs sur les vivres qui s'enrichissent aux dépens de la disette nationale, pour haut qu'ils soient situés dans l'échelle administrative. Que ceux qui se sont enrichis par la spéculation et le trafic illicite aillent immédiatement à la prison ou au gibet. » C'est autour de ce thème également frappant pour l'étudiant et l'ouvrier, le chef d'entreprise et l'employé de commerce, le petit rentier et le grand propriétaire, c'est contre le marché noir officiel que s'est réalisée la très large unité dont la journée du 22 mai à Madrid a apporté la preuve.

III. Des formes de la protestation populaire et de ses perspectives

Il ne faudrait pas que la prédominance des causes économiques dans le déclenchement du mouvement nous leurre sur le caractère de celui-ci. Si la protestation est surtout dirigée contre la politique économique du Gouvernement, cette politique est considérée par l'immense majorité des Espagnols comme inhérente à la nature même du régime, de telle façon que seule la chute de ce dernier permette un retour à de saines méthodes économiques. Le texte des tracts distribués à Madrid avant la manifestation du 22 mai est, à cet égard significatif : « Il est nécessaire — déclare l'un d'entre eux — que Madrid démontre sa réprobation unanime d'un état de choses insupportable qu'un gouvernement qui demeure des années et des années au pouvoir, se croyant infaillible et irremplaçable, s'obstine à prolonger au milieu de la famine et de la ruine de l'Espagne auxquelles il est incapable de porter remède. »

Le but étant, sans nul doute, d'abattre le régime, quels sont les procédés choisis à cet effet? Pour répondre à cette question revenons sur les manifestations du printemps dernier, manifestations d'autant plus significatives à cet égard que leur déroulement chronologique correspondait à un plan pré-établi. Sur ce point, après les grèves du Pays Basque, le doute n'était plus permis. Le journal *Arriba*, organe de la Phalange, écrivait à la veille de la grève de Madrid que « seuls les aveugles volontaires pourraient refuser de voir qu'il y a dans la manœuvre une unité de direction ». Qu'il y ait eu des mots d'ordre précis lancés par des organismes clandestins, on n'en saurait douter. Il n'en est pas moins vrai —

et c'est la part d : spontanéité qu'il faut bien reconnaître dans ces manifestations — que ces consignes ont été suivies à la lettre par des hommes et des femmes qui, en grande majorité, n'appartenaient pas à ces organismes. Elles n'ont pas été obéies en tant qu'ordres émanant d'une autorité à laquelle on a, par avance, accepté de se soumettre; elles ont été acceptées en tant qu'invitation parce que le terrain était propice, parce que la population approuvait la finalité du mouvement et considérait le moyen proposé comme le plus effectif et le mieux adapté aux circonstances. Et elles ont été obéies à la lettre parce que l'Espagnol est porté par tempérament à s'imposer une stricte discipline dans l'accomplissement d'une obligation librement souscrite. Si l'entreprise à laquelle il est convié, peut, dans la mesure où elle exige de l'individu une part d'initiative, lui apparaître comme sa création personnelle, l'adhésion n'en sera que plus totale. Il n'est pas de pays plus propice que l'Espagne à la forme de propagande du « tract à la chaîne ». Obéissant à la plus anonyme des injonctions, étudiants, ouvriers, boutiquiers, fonctionnaires, habitués des palaces, Madrilènes et provinciaux de passage, des milliers de personnes s'employèrent à recopier et à faire circuler ces tracts. En quelques jours la capitale fut envahie, submergée de feuilles clandestines qui passaient de main en main. Pour obéir au mot d'ordre qui leur enjoignait à la fois de se rendre à leur travail et de boycotter les transports, les travailleurs domiciliés en banlieue durent, dans la matinée du 22 mai, parcourir à pied des trajets de plusieurs km, en portant, — comble de ridicule à Madrid — la gamelle qui contenait leur repas, puisqu'ils ne devaient pas emprunter le tram ou le métro pour rentrer déjeuner chez eux. Et voici encore un apport de spontanéité dans le déroulement d'un plan pré-établi.

Le choix de la forme de « grève blanche », forme qui impliquait une apparente contradiction entre le fait d'assumer les obligations du travail et celui de répudier les moyens qui permettent de les assumer — les transports publics — était justifié par le souci d'éviter des représailles. Les tracts diffusés à cette occasion insistent sur le fait que la forme de protestation proposée — « forme légale et pacifique » — ne pouvait « porter préjudice à personne ». La législation franquiste prévoit le délit de grève (L. 29 mars 1941, art. 44), mais nul ne peut être frappé de sanctions parce qu'il s'abstient d'utiliser le métro. La « grève blanche » présente encore à cet égard l'avantage d'exiger moins de concilia-

bules préparatoires, dans la mesure même où l'impunité du manifestant résulte de la nature de l'acte et non du nombre de ceux qui y participent. Si cette forme de grève se ramène en dernière analyse, tout comme la grève du travail, à une abstention, l'acte dont on s'abstient, l'acte-témoin, — utilisation du métro, achat du journal — est par nature indifférent. Mais le travail ne jouait pas d'autre rôle que celui d'acte-témoin, abstraction faite de la notion de productivité, dans les grèves de mars et d'avril, grèves de brève durée et de durée pré-établie, évidemment non destinées à atteindre la production. Dans les deux cas il s'agit donc d'abstentions par rapport à un acte considéré comme indifférent en soi et érigé en acte-témoin. Cette manifestation de volonté par abstention — ce plébiscite par abstention — se substitue à la manifestation positive actuellement impossible. Ce caractère ressort très nettement du texte de l'un des tracts à la chaîne de Madrid : « La grève blanche — y lisait-on — constituera l'exercice du droit élémentaire qu'ont tous les Espagnols de manifester de cette façon, puisque tous les autres procédés sont interdits ou truqués — que ce gouvernement gouverne mal. »

Nous sommes donc en présence d'actes d'abstention présentant un caractère démonstratif. Démonstration destinée à qui? Auto-démonstration tout d'abord. Les manifestations de ce printemps dernier ont permis aux opposants de se compter, à l'opposition de prendre conscience d'elle-même en tant que majorité très large, écrasante. En prenant conscience de leur nombre — nombre qui de plus en plus encourage les hésitants, les timides — les manifestants ont pris conscience de leur force, et de la faiblesse du pouvoir. Ils ont constaté que dans les provinces basques, par exemple, les gouverneurs ont été obligés de composer avec les grévistes. Les lois érigeant la grève en délit ont été violées et sans nul dommage pour l'immense majorité des grévistes. Le mythe de la force coercitive de l'État franquiste est détruit. Une dictature, surtout une dictature conçue dans le violent corps à corps d'une guerre civile, étant de toutes les formes de pouvoir, celle qui repose le plus complètement sur le mythe de la force coercitive de l'État, est perdue dès l'instant où les sujets prennent conscience d'eux-mêmes en tant que masse et découvrent que, dans la mesure où ils sont masse, ils sont exempts de toute contrainte matérielle.

Et tel était bien le second objectif du mouvement : démontrer

que la dictature actuelle est condamnée, et le démontrer à ceux-là mêmes qui l'exercent, pour les engager à s'effacer. Sans doute était-il vain d'attendre d'un pouvoir issu de la violence qu'il capitule sans avoir épuisé tous les moyens de résistance. Le journal phalangiste *Arriba* a annoncé que les dirigeants du régime étaient disposés « à poser le problème sur le terrain de la force si cela est nécessaire ». La police multiplie les arrestations, et met en œuvre tous les moyens, enquêtes, incitation à la délation, agents provocateurs, pour s'emparer des animateurs du mouvement d'opposition.

Et quand bien même elle réussirait? Quand bien même certains dirigeants seraient incarcérés? Un mouvement d'opinion d'une telle ampleur en serait-il paralysé pour autant? Le général Franco, fidèle à sa tactique coutumière, cherche visiblement à « gagner du temps ». Mais quelle est son attente? Ce n'est pas sur le front intérieur — où le franquisme a de toute évidence perdu sa bataille — qu'il faut chercher une réponse à cette question, mais sur le front extérieur. Ici intervient un nouveau facteur : l'étranger; l'étranger qui était aussi l'un des sujets des manifestations-démonstratives de ces derniers mois, l'un des témoins choisis par les organisateurs d'un mouvement destiné à mettre en évidence le divorce existant entre la population espagnole et le régime. En cette conjoncture l'attitude des puissances étrangères aura une influence décisive sur le déroulement des événements en Espagne, et ceci dans la mesure même où la volonté de lutte du régime est liée à l'espoir d'une aide étrangère, concrètement d'une aide des États-Unis. A cet égard, l'attitude de Washington n'a pas été jusqu'à ce jour très encourageante. Tandis que les porte-parole du régime avaient sollicité des crédits d'un milliard 250 millions de dollars — somme supérieure aux évaluations de la Banque Urquijo qui estime à 777 millions de dollars les fonds nécessaires à la remise en marche de l'appareil productif espagnol — le Congrès des États-Unis n'a autorisé qu'un crédit de 62 millions 500.000 dollars sur lesquels 17 millions seulement ont été effectivement employés à ce jour. Il ne convient pas de voir dans ces réticences américaines une volonté de protestation contre la nature du régime franquiste, mais bien plutôt l'expression d'un doute sur l'efficience d'un plus large investissement, sur la solvabilité de l'Espagne actuelle. Fort bien renseignés par les multiples agents qu'ils entretiennent en Espagne, certains dirigeants politiques et hommes d'affaires

américains semblent craindre que les méthodes économiques hasardeuses actuellement en vigueur en Espagne ne s'opposent à tout relèvement et rendent stérile toute ouverture de crédit. Ce doute, cette défiance ressortent de multiples témoignages émanés des milieux officiels américains. La décision d'ouverture du crédit de 62 millions et demi de dollars précise que les demandes de prêts présentées par le Gouvernement espagnol jusqu'à concurrence de cette somme seront étudiées projet par projet, et que l'Export & Import Bank sera chargée de s'assurer que les prêts servent bien aux fins pour lesquelles ils ont été consentis. La position des milieux officiels américains n'a donc pas changé depuis l'époque où M. Dean Acheson déclarait, dans une lettre adressée à M. Conally, président de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat : « Le Gouvernement des États-Unis n'est catégoriquement pas favorable à l'octroi au gouvernement espagnol d'un prêt d'ensemble pour qu'il l'emploie à sa discrétion; il est parfaitement prêt à donner son accord à l'octroi de crédits à l'Espagne pour le financement de projets bien précis et économiquement justifiables » (19 janvier 1950). Dans son discours à la Chambre de Commerce américaine de Barcelone, le 8 mai, l'ambassadeur des États-Unis, M. Griffis, justifia les réserves de son Gouvernement en critiquant le dirigisme phalangiste et l'abandon dans lequel le régime laisse l'agriculture espagnole. Le Gouvernement franquiste n'a pas obtenu de la Banque d'Exportation et Importation le crédit de 10 millions de dollars sollicité au début de mai en vue de l'achat de céréales. Et dans les semaines qui ont suivi la manifestation de Madrid, la presse américaine, faisant écho à la presse conservatrice britannique, a publié divers articles critiquant sévèrement l'actuel régime espagnol.

Néanmoins la politique espagnole des États-Unis demeure fluide et peu définie. Franco a sans doute toutes raisons de croire qu'il possède dans les milieux politiques américains des sympathies qui n'attendent qu'une occasion propice pour se traduire en aide effective. Et tant que subsistera le plus mince prétexte d'espérer une aide étrangère, le Gouvernement franquiste s'efforcera de durer, dans l'espoir qu'une aggravation de la tension internationale donnera à ces sympathies en puissance l'occasion de se manifester sur le terrain des réalités. Seule une manifestation claire et directe de nature à persuader à Franco qu'il ne saurait en aucun cas compter sur l'appui d'une ou de plusieurs des puis-

sances occidentales pourrait l'amener à ouvrir les yeux sur les réalités de la situation intérieure. Dans ce cas seulement le changement de régime dont nul ne peut nier le caractère inéluctable pourrait s'accomplir dans les mêmes conditions qu'en 1931 : pacifiquement, et, pour reprendre une expression populaire en Espagne : « sans briser une seule vitre ». Mais si l'attitude ou seulement le silence équivoque des démocraties autorisait les espoirs de Franco et l'encourageait à demeurer obstinément au pouvoir, alors il y aurait lieu de craindre que ne s'ouvre en Espagne une dure période de lutte, au cours de laquelle, aux pacifiques grèves démonstratives du printemps dernier, dont le cycle n'est d'ailleurs pas achevé, succéderaient des actes d'un tout autre caractère, visant à atteindre — puisque tout autre recours se serait révélé vain — les secteurs-clés de l'économie du pays.

Elena de LA SOUCHÈRE.

SOURCES. — *Anuario estadistico de Espana* ; bulletins de l'*Oficina de Prensa de Euzkadi*, de la *Documentation française*; collection du journal madrilène *ABC*; article de M. Italo Pietra dans la revue italienne *Mundo Economico* (avril 1951) ; extraits de presse du journal phalangiste *Arriba*; renseignements fournis par un porte-parole de la Résistance.

Post-scriptum (*23 juillet*). — Les entretiens Sherman-Franco ont montré la solidité des amitiés américaines et marqué la voie dans laquelle, en dépit des grèves de ce printemps, la diplomatie de Washington va s'engager. L'octroi de deux nouveaux prêts, portant à une trentaine de milliards de dollars le total des crédits américains, constitue un signe de même nature. Le rapprochement qui s'amorce a été facilité par les indications relatives à un prochain assouplissement du dirigisme phalangiste. La promesse d'une « libéralisation » partielle — souhaitée par l'opinion et préconisée en particulier par les Monarchistes — est tacitement incluse dans un remaniement ministériel qui accroît, au détriment de la Phalange, le nombre des ministres monarchistes. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Franco modifie le « dosage » de son équipe : l'histoire de la dictature est celle d'une continuelle oscillation entre la Phalange et les Monarchistes. Les Monarchistes semblent néanmoins comprendre la nécessité d'un changement radical : un porte-parole du Prétendant a qualifié le remaniement de « défi à l'opinion ». Aussi bien la crise actuelle — économique et politique — ne saurait-elle être résolue que par un gouvernement jouissant de la confiance du pays, et pouvant compter sur la coopération active de toutes les forces vives de la Nation.

E. L. S.

Paul Chambon.

LE JAPON RENTRE EN SCÈNE

Le Japon, que sa défaite et l'occupation retranchaient depuis cinq ans du monde, est sur le point de renaître à la vie internationale. L'intérêt de sa position, sa puissance virtuelle, les nécessités mêmes de sa simple existence, vont l'amener à reprendre en Asie un rôle de premier plan. Il n'en est que plus inquiétant de constater les incertitudes et trop souvent les illusions dont s'enveloppe cette « rentrée ».

Invité récemment par une revue américaine[1] à exposer ses vues sur le prochain traité de paix, le premier ministre japonais, Shigeru Yoshida, concluait par la citation d'un message déjà ancien de Mac Arthur lui-même : « L'histoire enseigne de façon irréfutable que les occupations militaires ne servent pleinement leur dessein que pendant un temps limité, après quoi vient rapidement une détérioration — dans l'état du peuple occupé, où l'impatience croît progressivement en raison de la privation de liberté personnelle inhérente à une telle situation — et dans celui des forces d'occupation qui développent avec le temps un complexe de puissance dominante tendant à l'illusion d'une race de seigneurs. » (Message au War Department, du 20 février 1947).

On ne saurait signifier plus élégamment que, pour le Japon, l'occupation a assez duré. Si clémente et compréhensive qu'elle ait été et continue d'être, les Japonais, après avoir été surtout sensibles aux avantages qu'elle leur apportait, tendent à ne plus l'être désormais qu'aux restrictions qu'elle leur impose. Et qu'ils ne perdent guère d'occasion de souligner. En affirmant ici que la suppression des frais d'occupation suffirait à redresser l'équilibre

1. *Foreign Affairs*, janvier 1951.

du budget; là, que la lutte contre le communisme gagnerait en efficacité à s'inspirer moins apparemment de consignes étrangères; ailleurs que la présence même des forces alliées sur leur sol les expose dangereusement aux risques de la guerre chaude. Plus généralement, un sentiment, sinon d'hostilité, du moins d'irritation latente, se développe dans la population, qui ne se traduit souvent que par un imperceptible raidissement d'attitude de l'homme de la rue, mais qui s'est tout de même fait jour, pour la première fois, l'an passé, en une agitation universitaire ouvertement anti-américaine et en incidents dont furent victimes, parfois mortellement, des militaires de l'occupation. Une prolongation de celle-ci lui ferait vite perdre tout le bénéfice des premiers temps.

Les Américains, de leur côté, s'en rendent parfaitement compte, et depuis fort longtemps, comme le prouve la date de la citation ci-dessus. C'est sans doute moins dans le souci de préserver leurs troupes du complexe racial que dénonce Mac Arthur — risquent-elles beaucoup plus à Tokyo que chez elles? — que dans celui de ne pas compromettre le succès de leur œuvre, qu'il faut voir la raison de leur hâte à partir. Leur sincérité ne fait point de doute lorsqu'ils affirment que ce n'est pas de leur faute si l'occupation du Japon n'a pas déjà pris fin. Il y a même vraisemblablement, dans l'insistance avec laquelle Mac Arthur proclamait en toute occasion que sa tâche était terminée, le signe d'une préoccupation plus grave. L'ère est close où dans une Asie bouleversée par la guerre et sur les ruines d'un pays paralysé par le désastre, sans résistance et sans réaction, le proconsul omnipotent pouvait poursuivre en toute quiétude, et pour ainsi dire *in vitro*, l'expérience simplifiée d'une « démocratie » idéale. L'appareil est maintenant monté, l'aspect et les essais en sont satisfaisants et son auteur, depuis deux ans, a mainte fois convié le monde à admirer sa réussite. Mais le jour arrivé où force est bien de sortir du laboratoire, et d'affronter, dans des conditions périlleuses, les dures réalités. Il n'est plus tellement tentant de présider à l'épreuve. Le rappel, au contraire, quand il vient d'épuiser les honneurs du succès, de Mac Arthur aux États-Unis, apparaît à ce point opportun que d'aucuns ont pu se demander s'il ne l'a pas lui-même, et sciemment, provoqué. Il s'en va, en tout cas, au moment où commencent les véritables difficultés.

Celles-ci naissent précisément de nécessités matérielles qui rendent plus urgent encore le rétablissement de la souveraineté

japonaise. Le Japon ne peut vivre en vase clos. Son économie n'a retrouvé une apparence de santé que grâce à l'aide américaine. Le régime du poumon d'acier ne saurait durer indéfiniment. Le contribuable américain, qui fait les frais du traitement, est le premier intéressé à voir le patient, remis sur pied, marcher tout seul. Pour que le Japon, non pas même devienne un placement actif, un partenaire sur qui compter, mais cesse simplement d'être à charge, il importe que lui soient rouverts les marchés étrangers, les débouchés d'une exportation sans laquelle il ne peut acheter de quoi faire tourner ses usines. Il lui faut, pour cela, redevenir membre à part entière des conseils internationaux. Ses protecteurs lui ont jusqu'ici servi de guide et d'appui dans sa reprise de contacts avec un monde extérieur malade. Tâche ingrate qui leur vaut de se heurter aux mêmes problèmes et d'encourir pour le compte d'autrui, pour le compte de l'ennemi d'hier, les mêmes critiques que soulevait l'expansion nippone avant guerre et qui furent pour une large part à l'origine de cette guerre. On conçoit que les Américains goûtent assez peu le paradoxe, et qu'ils aient hâte de rendre au Japon la pleine responsabilité de sa politique commerciale. Pour des raisons inverses, les hommes d'affaires japonais nourrissent d'ailleurs le même désir, persuadés qu'il leur faut, pour résoudre sainement leurs problèmes, être d'abord libérés des servitudes de l'occupation. Désir également partagé par leurs partenaires non américains, notamment parmi les nations membres du Commonwealth, qui se sentent plus à l'aise pour traiter avec eux directement qu'à travers S.C.A.P. [1].

Depuis un an, enfin, les développements de la situation politique en Asie, le triomphe du communisme en Chine, et singulièrement la guerre de Corée, ont placé le Japon dans une position-clé qui exige plus impérieusement la modification de son statut international. Pour les Japonais, il va de soi que le retour à la souveraineté apparaît comme la condition d'une liberté de mouvement indispensable en période critique. Dans la mesure même où ils se déclarent décidés à se ranger dans le camp occidental, ils n'envisagent de le faire qu'en toute liberté et sur un pied d'égalité : ils entendent pouvoir discuter le prix de leur concours. Aussi bien les Américains comprennent-ils qu'un Japon jeté par eux pieds et poings liés dans un conflit où il n'aurait pas d'intérêt substantiel

1. *Supreme Command for Allied Powers*, l'autorité d'occupation américaine au Japon.

serait moins une aide qu'un fardeau. Loin que son importance accrue les incite à resserrer sur lui leur contrôle direct, ils ont au contraire intérêt à lui rendre une liberté qui permettra de l'engager mieux, sous sa propre responsabilité, dans la partie déjà commencée. Ainsi s'explique leur insistance à conclure un traité de paix et c'est à tort que les Japonais ont pu craindre un moment que la révocation de Mac Arthur ne remette en cause leur politique : non seulement, comme l'a confirmé l'envoi immédiat de Foster Dulles à Tokyo, cette politique n'a pas changé, mais le coup de barre vers l'Europe de leur diplomatie n'en a rendu que plus urgente la constitution en Asie d'une force relativement indépendante, sur laquelle ils puissent se démettre d'une partie de leurs trop lourdes charges.

Poussé, appelé donc de toute part sur la scène, le Japon va y reparaître en costume démocratique. Les Américains, depuis cinq ans, lui ont appris son rôle — un rôle que les circonstances rendent aujourd'hui fort délicat. Va-t-il, peut-il répondre à la confiance de ses maîtres? Un bilan sincère de l'occupation et une appréciation objective des problèmes qui pèsent sur l'avenir du pays inclinent à quelque scepticisme.



Qui a eu l'occasion de visiter le Japon plusieurs fois depuis la guerre n'a pu qu'être frappé par l'accélération du rythme de son relèvement. Amorcé de façon réelle en 1948 seulement, il a suivi depuis lors une courbe progressivement ascendante, à laquelle la guerre de Corée, par l'appel qu'elle exerce sur la production japonaise, a donné un nouvel essor. (Un industriel d'Osaka, interrogé sur ce qu'il pense des événements de la péninsule, s'illumine d'emblée d'un éloquent sourire, et c'est seulement en se reprenant qu'il trouve les mots de compassion et d'inquiétude rituels.)

De ce relèvement les effets sont partout apparents. Tokyo — ainsi que la plupart des grandes villes japonaises — Tokyo où, malgré le retour de deux millions de personnes, la reconstruction se bornait jusque-là à de tristes cabanes à lapins, s'est hérissé depuis un an d'innombrables échafaudages : peu de temps se passe sans que l'aspect d'un quartier ou d'un autre soit transformé par l'apparition d'un énorme « building » commercial. En dépit de la hausse des prix des matériaux, conséquence de la guerre voisine,

ces derniers mois ont même vu renaître de vraies maisons d'habitation, dont la pittoresque carcasse de bois se dresse un jour, miraculeusement, sur le terrain où jouait la veille une marmaille bariolée. A croire que le Japon, habitué par les séismes, les typhons et les bombes à voir périr ses villes en une heure, porte en lui des ressources à la mesure de ces catastrophes.

L'alimentation, bénéficiant, il est vrai, d'une aide américaine directe, a connu une amélioration plus nette encore. Les éventaires alignent à l'envi les monceaux de fruits multicolores, les légumes, les graines, les conserves, toute l'étonnante variété des poissons et des fruits de mer. Il n'est plus guère à l'heure actuelle que le riz, le sucre et le pain (dont la consommation est encore peu courante) qui demeurent soumis à un rationnement d'ailleurs libéral; encore est-il facile de les trouver à un marché noir abordable même à un salarié. Le prix des produits tendant d'autre part à baisser, les Japonais sont certainement redevenus le peuple le mieux nourri d'Extrême-Orient. Sinon encore la prospérité, ils connaissent déjà un relatif bien-être.

Même progrès dans l'habillement. Les garde-robes détruites par la guerre n'ont certes pu être reconstituées et, sauf dans les rares villes épargnées par les bombes, comme Kyoto, les traditionnels kimonos, aux accessoires dispendieux, ont cédé le pas aux vêtements de coupe occidentale. Du moins, la médiocrité de ceux-ci est-elle maintenant décente, et ne voit-on plus bureaux et usines dégorger au son des sirènes la triste foule aux haillons ternes des lendemains de la défaite. Une propagande orchestrée par des maisons américaines préparant l'avenir à long terme s'emploie même, non sans succès, à rendre aux belles du Japon nouveau le sens perdu de l'élégance.

La population, enfin, a retrouvé une santé physique que les privations avaient gravement affectée. Le développement de l'hygiène, efficacement guidé par les services de S.C.A.P., en même temps que l'amélioration des conditions de vie, a amené une nette régression des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose, et un abaissement parallèle de la mortalité. Ce phénomène se conjuguant avec la poussée de natalité, naturelle en fin de guerre, mais qui a fait preuve au Japon d'une vigueur exceptionnelle — comme une réaction de l'organisme en proportion du coup qui le frappait — il en résulte que la pyramide des âges est considérablement aplatie et que l'impression la plus vive que recueille

l'étranger au contact du peuple japonais est une impression de jeunesse et de vitalité.

Mais il y a plus qu'une impression. Le correspondant du *Times* à Tokyo, rendant compte récemment d'une visite à deux usines de textiles du Kansai, n'avait pas de peine à confirmer les alarmes de Manchester — en décrivant seulement les progrès de la reprise du travail : voilà maintenant remis en place tout l'appareil de production qui fit naguère du Japon le concurrent redouté des exportateurs britanniques. Et ce qui est vrai du textile l'est plus encore d'autres industries. Quelques chiffres, ici, parlent mieux que les mots; il suffit de les emprunter au premier ministre japonais [1]. En prenant pour base (indice 100) la production moyenne des années 1932-1936 [2], l'ensemble de la production industrielle du Japon, qui n'était que de 33 % en 1946, atteignait en juillet dernier 94 %; la production agricole : 82,1 % (contre 44 % en 1946); celle des pêcheries : 80 % (contre 38 %). C'est dire qu'en trois ans l'économie nippone, ruinée par la défaite, a presque retrouvé son niveau des années de paix. Quant au commerce extérieur, les importations, qui se montaient à 740 millions de dollars en 1938, étaient passées en 1949 à 902 millions (contre 305 en 1946) et les exportations, de 758 millions en 1938, étaient remontées à 510 millions en 1949 (contre 108 en 1946) : soit un total d'échanges sensiblement égal, en valeur nominale, à celui d'avant-guerre. Encore s'agit-il seulement du début de la reprise; l'ouverture, depuis l'an passé, d'agences japonaises à l'étranger, la reconstitution en cours de la flotte marchande sous pavillon du soleil levant, et de façon générale toutes les facilités extérieures de la souveraineté retrouvée doivent développer très vite l'amplitude du mouvement.

Ces résultats sont certes le fruit du travail japonais. C'est à l'abondance et à la qualité, à la discipline, au sens ou mieux encore à l'instinct national de sa main-d'œuvre que le Japon doit d'avoir si rapidement recouvré la santé. Lors même que le désastre le plongeait dans le désarroi et l'offrait sans défense aux tentations du désespoir, le peuple, sans trop y penser, a obéi à ses nouveaux maîtres, s'est remis à la tâche. Les vertus pratiques et conserva-

1. *Foreign Affairs*, article précédemment cité.
2. Considérées comme représentant la production *optima* du Japon en temps de paix — production que la guerre de Chine (1937) devait anormalement augmenter.

trices, envers de son immaturité politique, qui, préservant cette nation des disputes idéologiques et d'une stérile confusion, avaient fait d'elle, jusqu'à l'avènement du communisme en Chine, la seule société ordonnée et organisée de l'Extrême-Orient, ont ici joué à plein. A quoi s'est ajouté son génie traditionnel de l'adaptation, son respect de la force, et son ardeur à en découvrir les ressorts : le Japon, réveillé des illusions de la puissance, s'est retrouvé le bon élève qu'il était voilà un demi-siècle; quels que puissent être, en d'autres domaines, ses sentiments pour son vainqueur, une admiration sans réserve des techniques américaines lui inspire le désir sans fard d'en imiter l'effcacité. Il jouit, enfin, pour les appliquer, d'un avantage qui lui est propre : des conditions de travail défiant la concurrence; car, si les méthodes s'améliorent, le système social ne change point, en dépit de réformes qui d'ailleurs survivront peu à l'occupation; une ouvrière dans une filature, à qui l'usine fournit il est vrai nourriture et logement (mais c'est aussi pour l'employeur une garantie supplémentaire), gagne actuellement 4.300 yens par mois (à peu près 4.000 de nos francs), dont il convient de retrancher environ 400 yens d'impôt sur le revenu. On conçoit, devant ce mélange d'esprit féodal et de techniques modernes, que les concurrents du Japon sur les marchés mondiaux ressentent quelque inquiétude et redoutent qu'un plein emploi obtenu dans de telles conditions n'aboutisse bientôt à exporter le chômage.

Il serait cependant injuste de ne pas inscrire aussi à l'actif de l'occupation ce relèvement de l'économie. Il en est même sans contredit le succès le plus substantiel. La fermeté de ses directives, douloureuses, mais efficaces, a certainement joué un rôle capital dans le redressement d'une situation qui, après deux années où S.C.A.P. n'avait guère eu, dans le domaine économique, qu'une action négative, se présentait assez mal. C'est seulement, en tout cas, grâce à une série d'initiatives américaines qu'il a réussi à sortir du marasme où il s'enfonçait : en 1948, trois missions successives, Strike, Draper et Dodge, amènent la réouverture du commerce extérieur, avec établissement d'un fonds de roulement spécial, l'afflux de crédits américains, l'arrêt des démantèlements et des réparations, la déflation, l'austérité, l'équilibre budgétaire; en 1949 est fixé un taux de change unique du yen, inauguré le « Bureau de Stabilisation économique », élaboré le « plan en neuf points » sur quoi le Japon vit encore. Les résultats sont éloquents : pour ne citer qu'un fait qui aux yeux d'économistes

libéraux constitue le critère décisif, la valeur du yen, tombée en 1949 à moins de 1/600 de dollar, est remontée en quelques mois à 1/400, taux auquel depuis lors elle s'est maintenue sans changement. Mais les bons conseillers sont aussi bons payeurs : plus qu'aux principes, c'est aux dollars que le Japon doit la santé. L'aide directe des États-Unis s'est élevée pour la seule année 1948 à 423 millions de dollars, et les prêts et crédits divers à 61 millions. Si l'on y ajoute les frais de l'occupation militaire (remboursables il est vrai, mais seulement lorsque le pays sera devenu solvable), on peut évaluer à près d'un milliard de dollars le coût annuel pour Washington de sa politique japonaise.

Il est à craindre qu'elle ne vaille pas aussi cher.

***

Cette politique ne s'explique d'ailleurs que par la date de sa naissance, ou du moins de son application. Elle remonte seulement en effet à 1948 et contredit en plus d'un point les vues dont s'était inspirée l'occupation à ses débuts. Or 1948 correspond à la fois aux États-Unis à un glissement vers la « droite » de la politique intérieure, et sur le plan international, après l'échec des dernières tentatives sérieuses d'entente avec Moscou, après l'affaire tchécoslovaque, au raidissement de Washington en face de la menace, réelle ou supposée, d'agression soviétique. Il s'agit pour les Américains de dérouler aux confins du monde communiste un cordon, non plus sanitaire, mais militaire, qui en contienne l'expansion. Il s'agit spécialement, devant une Chine condamnée, au seuil d'une Asie inquiétante, de reconstruire le solide bastion d'une puissance japonaise. L'ennemi vaincu peut devenir l'allié de la victoire. L'expérience de l'occupation-démocratique-modèle se transforme en opération de stratégie diplomatique.

Le malheur est que le calcul repose sur une illusion; que le Japon sans l'Asie est non seulement faible mais gênant; et que la prospérité que l'Amérique lui offre en ce moment à prix d'or est une prospérité factice.

La politique de Washington se fonde sur la conception du « Japon usine de l'Asie ». Mais cette conception n'avait de sens que dans le cadre du système de « coprospérité » échafaudé par ses militaires, où le Japon dominait l'Asie, en recevait ses matières premières et y écoulait le produit de ses manufactures. Aujourd'hui

que le Japon, non seulement ne domine plus rien, mais se trouve coupé du continent voisin, elle n'est plus qu'un mythe dangereux.

D'une usine, le Japon possède certes la main-d'œuvre. Mais s'il ne possède que cela, et en trop grande quantité, sa situation ne vaut pas économiquement celle d'un petit pays agricole. Car il faut que cette main-d'œuvre vive. Or, sur un territoire un peu plus grand que la moitié de la France, dont un cinquième seulement est arable, la population japonaise grossie depuis la défaite de cinq millions de rapatriés et d'un million et demi d'excédents de naissances, atteint dès maintenant 83 millions de personnes, et selon les évaluations les plus sérieuses et réservées [1], elle doit d'ici vingt ans dépasser cent millions. A ce surpeuplement, aucun remède pratique. L'émigration, de tout temps difficile en raison du caractère japonais, ne voit s'offrir aucun débouché. Une politique de contrôle des naissances, comportant même la légalisation de l'avortement, ne saurait avoir d'effets qu'à long terme; elle est surtout dangereuse à manier, et les autorités d'occupation qui, sur les instances des spécialistes américains, en avaient un moment souligné l'urgence, ont été rapidement contraintes de la mettre en sourdine : l'opinion est prête à y voir un attentat du vainqueur contre la race elle-même. La seule solution est donc de donner du travail à cette pléthore de bras. Encore faut-il pouvoir en trouver.

Le Japon, malheureusement, ne dispose sur son sol que d'énergie hydro-électrique (dont la production a d'ailleurs maintenant dépassé le niveau d'avant-guerre), d'un peu de charbon (40 millions de tonnes par an, mais aucun charbon cokéfiable), et de très peu de fer et de pétrole. On a maintes fois comparé sa situation à celle de l'Allemagne; il n'y a guère qu'une différence : le Japon n'a pas de Ruhr.

Sa Ruhr, c'était la Chine, la Mandchourie, la Corée. De ces pays, il recevait entre autres le coke, le fer et le sel nécessaires à sa production. Sans doute peut-il comme autrefois trouver en Asie du Sud-Est d'autres matières premières, le pétrole, le caoutchouc, les phosphates, certains métaux, et le complément d'une production alimentaire inférieure de 20 % à sa consommation. Mais il ne s'agit là que de ressources secondaires. La base, l'essentiel manque. Seuls, en dehors de l'Asie, les États-Unis sont en mesure de le lui

1. Irene B. Taeuber : « Japan's increasing people : facts, problems, and policy », in *Pacific Affairs*, vol. XXIII, nº 3, septembre 1950, p. 283.

offrir; c'est ce qu'ils ont fait depuis la guerre. Encore faut-il, pour que cette situation anormale puisse durer, pour qu'il puisse continuer de faire venir à grands frais, par-dessus le Pacifique, les matières premières disponibles à sa porte, qu'il ait de quoi les acheter, c'est-à-dire qu'il exporte. Le problème des débouchés redevient le problème majeur de son économie, et par là de sa politique.

Déjà critique avant la guerre, il est maintenant, dans les conditions artificielles où le Japon se trouve placé, à peu près insoluble. D'autant plus que l'augmentation de sa population, ainsi que la perte de ses revenus à l'étranger, de ses exportations invisibles, lui imposent de vendre au dehors plus encore qu'autrefois. Il en est loin. Son premier ministre lui-même, dans le tableau flatteur qu'il dresse de la reprise économique [1], est obligé de reconnaître que les chiffres actuels de son commerce extérieur sont trompeurs — le pouvoir d'achat du dollar ayant depuis 1938 diminué de moitié — et que le déficit de sa balance commerciale atteignait dès la fin de 1949 près d'un milliard et demi de dollars, entièrement couvert par l'aide américaine. Pour pouvoir se passer de cette aide et retrouver une santé réelle, il faudrait que ses exportations triplent et même quadruplent.

Le Japon est donc acculé à cette alternative : ou bien conquérir, par une concurrence forcenée, de nouveaux marchés aux dépens de ses partenaires occidentaux, ou bien se tourner vers l'Asie, soit pour y reprendre de force une place prépondérante, soit pour composer avec elle, en se libérant au préalable de ses attaches avec l'Occident.

Il va de soi que ses hommes d'État s'appliquent à atténuer, au moins en apparence, la rigueur du dilemme. Ils soulignent que l'importance de son commerce avec la Chine, qui représentait seulement, en 1932-36, 22 % de ses exportations et 13 % de ses importations, ne doit pas être exagérée, et qu'au contraire tous les espoirs sont justifiés d'un développement de ses échanges avec le Sud-Est asiatique qui, de 20 % avant la guerre, sont passés en 1949 à 46 % pour les exportations et à 17 % pour les importations (ce qui constitue d'ailleurs un sophisme puisque aussi bien la Chine à cette date n'entre plus en ligne de compte). Mais il y a de bonnes raisons de penser que ce raisonnement, destiné à dissiper les appréhensions de l'étranger et des adversaires au Japon d'une paix

1. Article cité.

séparée, ne les trompe pas eux-mêmes. Ne rappellent-ils pas d'ailleurs discrètement que la reconstruction, avec l'aide japonaise, de ces pays de l'Asie du Sud-Est nécessite, de l'avis même des financiers occidentaux (Conférences de l'E.C.A.F.E.) quelque 14 milliards de dollars qu'États-Unis et Grande-Bretagne auraient intérêt à fournir? Faute de quoi ces exportations, lors même qu'elles triompheraient des résistances britanniques, ne suffiraient point à lui assurer les approvisionnements nécessaires à sa production, ces pays ne pouvant lui fournir autant qu'ils lui achèteraient et les paiments de la zone sterling ne pouvant lui servir à acheter dans la zone dollar. C'est donc finalement vers les États-Unis qu'il lui faut encore se tourner pour demander, soit des crédits, soit l'ouverture à ses produits de leurs propres marchés.

Si les nations occidentales n'étaient point disposées à consentir de tels sacrifices, il n'aurait plus de ressource que du côté du continent et il semble bien que c'est vers lui que doive, en fin de compte, d'une façon ou de l'autre, s'orienter une politique qui ne peut indéfiniment rester sourde aux réalités. « Rouge ou blanche », écrit Yoshida, « la Chine demeure notre voisine de porte. La géographie et les lois économiques prévaudront, je crois, à la longue sur toutes les différences idéologiques et les barrières commerciales artificielles. » Aussi bien qu'une invitation à la « voisine de porte », il y a là un avertissement aux grands amis lointains.

Mais dans quelles conditions peuvent tomber ces barrières? Selon quelle voie, dans quel esprit, le Japon cherchera-t-il à sortir de l'impasse où l'a dangereusement engagé la politique américaine, et qui réduit si étroitement sa liberté de mouvement? Pour apprécier sans illusions les perspectives réelles de son action prochaine, il convient préalablement de faire le point des transformations que l'occupant essaie d'apporter à la nation japonaise elle-même. Le bilan, en ce domaine, est encore moins réconfortant.

* * *

Sans doute y aurait-il beaucoup de naïveté, ou un peu de mauvaise foi, à juger sur cinq ans seulement une entreprise de « démocratisation » dont les effets ne se peuvent sentir qu'à l'échelle de générations. Encore est-on en droit de souligner que c'est là une

sauvegarde dont Mac Arthur le premier fait fi. Par le canal d'une information asservie de main de maître, qui entretenait à l'usage de l'opinion mondiale, ou tout au moins américaine, un mythe dont on se demande s'il n'était pas lui-même prisonnier, par ses proclamations, ses messages, ses lettres, le « Commandant Suprême » n'a cessé, depuis deux ans, de proclamer le succès achevé et le Japon « dignus intrare » dans le concert des nations honnêtes. Mieux vaudrait peut-être, en effet, en décider maintenant que plus tard. Ne passons pourtant jugement que sous réserve d'un avenir dont les Japonais sont plus responsables que leurs maîtres. Les attendus n'en seront pas moins nets.

Les réformes politiques, économiques, sociales apportées par l'occupation, sur le papier, sont considérables. Il était même facile aux services de S.C.A.P. — au moins jusqu'à ces derniers temps — de rendre compte sans abus de langage de leur application effective. La constitution, le gouvernement parlementaire responsable, la réforme agraire, la déconcentration industrielle, l'organisation syndicale, la réforme de l'enseignement, tout cela existe, ou a existé. Mais il n'est pas besoin d'avoir longtemps vécu au Japon pour comprendre combien ces formes recouvrent peu de substance et combien, en Asie plus encore qu'ailleurs, les réalités entrent mal dans les cadres qu'on leur applique.

Sur le plan politique, la constitution japonaise souffre d'un vice rédhibitoire, que définit fort bien l'anecdote par laquelle tout le pays lui fit accueil, à l'époque où pourtant il affichait pour l'occupant plus que de la docilité, de l'enthousiasme : « Que pensez-vous de la constitution ? » — « Je n'en pense rien, je ne sais pas l'anglais. » Il n'est que trop vrai que ce document, littéralement imposé *manu militari* à ceux qui devaient en bénéficier, a conservé de ses origines une regrettable inaptitude à être traduit en bon japonais. Pouvait-on croire, dans ces conditions, et en dépit des fastes officiels qui en marquent, chaque 2 mai, l'anniversaire — excellente antidote aux tumultes de la veille — qu'elle jouirait jamais du prestige, du sacro-saint respect qui entoure aux États-Unis la constitution nationale ? Or non seulement elle est demeurée irrémédiablement étrangère, mais voici que les circonstances amènent ses auteurs mêmes à suggérer aux Japonais d'y amender une clause essentielle : la renonciation à la guerre et au réarmement. Si valables que soient les arguments de légitime défense sur quoi se fonde une telle révision, et dans la mesure justement où cette

révision paraît s'imposer, elle n'est point de nature à accroître l'autorité du texte qui en est l'objet.

Quant au régime parlementaire, l'expérience qu'en fait le Japon n'arrive guère qu'à en démontrer les plus flagrants défauts. Dans l'enceinte d'un Parlement soigneusement imité des hémicycles occidentaux, ses députés ont vu se succéder en trois ans cinq gouvernements. Ils ont aussi, en une seule année, 1948, senti passer une bonne dizaine de scandales politiques, qui ont révélé l'emprise des affaires — nouveaux trusts de la reconstruction, de l'électricité, des mines — sur les partis de la majorité, et notamment sur les modérés; seuls furent exempts les communistes. Le régime n'y a pas gagné en considération, d'autant moins que précisément ces partis modérés, socialistes et démocrates, apparaissaient les favoris de l'autorité d'occupation. Mais le plus grave est que celle-ci n'a pas pu, et ne pouvait sans doute pas réformer les mœurs comme les textes : le règne des clans continue de sévir, les rapports personnels y comptent plus que les doctrines, et les chefs plus que les programmes. Aussi bien, depuis l'effondrement des partis « à l'occidentale », a-t-on vu se grouper, sur le nom de Yoshida, et sous les étiquettes les plus vagues, la masse des gens qui votent bien moins dans une conviction politique que dans un sentiment intuitif : ils voient dans le chef actuel du Japon la seule personnalité d'envergure et la seule de taille à défendre, dans une conjoncture critique, les intérêts de la nation. Si l'on ajoute qu'à la veille même de la guerre de Corée, et sur l'ordre de S.C.A.P., le parti communiste, accusé de porter atteinte aux intérêts de l'occupation, a été durement décimé, ses chefs emprisonnés, ses journaux saisis, ses membres presque partout licenciés de leurs emplois, force est bien de constater que ce n'est point là le climat d'une saine démocratie.

La réforme agraire, en revanche, sera certainement la part la plus durable et la plus salutaire de l'œuvre américaine. Le transfert, en quelques années, à trois millions de familles paysannes, jusque là écrasées d'impôts, de la pleine propriété de leurs terres — les anciens propriétaires étant remboursés en bons du gouvernement à 3.5 %, dont le plus clair de la valeur s'est trouvé en peu de temps anéanti par l'inflation — est un phénomène dont on ne saurait sous-estimer l'importance. Trois millions de petits propriétaires nouveaux, avec leurs coopératives d'achat et de vente, devraient jouer un rôle décisif dans l'orientation politique de la nation. La

réforme, cependant, est encore incomplète, nombre de paysans n'ayant pu en bénéficier et une proportion imposante de terres demeurant entre les mains du gouvernement. Or, non seulement tout porte à croire qu'elle ne sera pas poursuivie — le gouvernement élevant à la fois les loyers des fermiers non propriétaires et le prix des terres à vendre, en sorte que les fermiers, qui voient d'autre part abolir les organismes naguère créés pour leur venir en aide, ne peuvent plus verser d'avances à l'achat — mais elle risque fort d'être battue en brèche par une administration qui ne manque pas de moyens pour rendre intenable la situation des bénéficiaires. Il est même remarquable de constater combien l'occupant, à qui les intéressés, par-dessus leurs propres représentants, en avaient appelé pour faire respecter la réforme, se révèle impuissant à triompher de résistances d'autant plus efficaces qu'elles demeurent latentes : les lettres ouvertes de Mac Arthur tombent dans le désert. Et le paysan, ne voyant rien venir, se retourne vers l'ancien maître.

Cette volonté de revenir sur les réformes initiales s'exprime encore plus nettement dans le domaine industriel. C'est sur le thème de la révision des lois anti-trusts (déjà largement amendées par la Diète l'année précédente) et des règlements de « fair-trade » que le président Yoshida a mené l'an passé une campagne fructueuse. Il s'agit d'attirer le capital « étranger » qui, de fait, effrayé par l'« excès » de libertés ouvrières et de restrictions aux droits de l'entreprise édictés par l'occupation, a manifesté jusqu'ici peu de goût à venir s'investir au Japon. Ses intérêts ont été on ne peut mieux compris par plusieurs membres du cabinet japonais, et en particulier par le ministre du Commerce Inagaki, ancien président de la « Yokohama Rubber et Co. », filiale de « Goodrich », qui a efficacement opposé la force d'inertie, ou même les protestations, aux rappels à l'ordre de S.C.A.P. Il est vrai que l'occupation, depuis le passage à Tokyo de la mission Draper, est elle-même en porte à faux, le principe de ses réformes se trouvant contredit par sa nouvelle politique. Toujours est-il que la déconcentration industrielle a fait long feu : sur la liste noire de 1.200 entreprises dressée en 1945, seuls les grands trusts Mitsui et Mitsubishi ont été théoriquement démantelés : non sans avoir placé leurs hommes de paille dans les entreprises nouvelles, dont la reconcentration est facile, — et un grand coup d'éponge, à la fin de l'année dernière, a mis un terme définitif aux errements de

l'épuration. En sorte que non seulement de nouveaux trusts sont apparus, mais que les anciens se sont reconstitués, le tout contrôlé, comme jadis, par une demi-douzaine de banques.

Corrélatif, mais plus net encore, est le revirement opéré dans le domaine syndical, où le premier geste de l'occupation avait été de donner aux unions une assez large liberté. A partir de l'année tournante 1948, le gouvernement japonais, soit *sponte sua*, soit sur l'ordre de S.C.A.P., leur a progressivement retiré toute vigueur réelle. D'abord, par l'interdiction de la grève et des conventions collectives, dans les services publics, où les syndicats étaient les plus actifs et se sont vus frapper par le licenciement de leurs leaders. Ensuite, par la désagrégation des deux grandes centrales syndicales, l'une communiste, l'autre socialiste, remplacées par un groupement tiers pourvu de toutes bénédictions officielles. Enfin, à la faveur d'une « rationalisation » des entreprises, soudain jugées pléthoriques, par de nouveaux licenciements permettant une nouvelle épuration. Il est facile à l'autorité de proclamer, dans ces conditions, la disparition du péril de gauche. La main-d'œuvre est bien mise au pas.

Il n'est pas enfin jusqu'à l'enseignement, où les réformes démocratiques, qui apparaissaient à la fois plus faciles et plus durables, en ce sens qu'elles devaient porter sur l'avenir de la nation, ne se soient enlisées. Le principe majeur en était une décentralisation qui permît aux établissements d'échapper à l'influence maléfique de l'administration, et un remaniement des cycles et des programmes d'études qui les libérât des traditions nationalistes. Le résultat est que, non seulement le début de leur application a amené un bouleversement qui s'est traduit par une baisse sensible du niveau de l'éducation, mais que cette application n'a pu être poursuivie, les établissements privés du secours financier de l'État ne pouvant trouver ni dans les droits d'inscription d'un public misérable, ni dans une aide extérieure libre, les ressources d'une gestion saine. Le drame est d'autant plus aigu que l'augmentation massive régulière des effectifs scolaires rend de plus en plus inadéquates les disponibilités matérielles de l'enseignement, en particulier le nombre et la dimension des écoles.

On touche ici à la difficulté fondamentale à quoi se heurtent les Américains. Car il serait certainement injuste de n'attribuer qu'à leur politique les causes de son échec. La démocratisation, c'est un fait, n'a guère réussi au Japon. Mais il y a peut-être moins de

leur faute que de celle des choses et on est en droit de se demander si d'autres qu'eux eussent fait mieux, si la démocratie elle-même pouvait réussir en Asie. Au moins la démocratie de type occidental, qui suppose plus encore que la prospérité, la richesse. La liberté est-elle viable, a-t-elle un sens dans un pays pauvre? Les Américains ont tenté de faire don à l'ennemi vaincu de leur propre système politique. Que cette noble ambition ait porté de si piètres fruits, cela ne tient peut-être pas tant aux vices du système, qu'à l'impossibilité de l'adapter à des conditions si contraires, à une nation surtout où manquait tellement une authentique tradition de liberté individuelle, où subsistait si fortement le goût de l'autoritarisme. Il est remarquable en tout cas que la réapparition progressive des anciennes nécessités, et l'obligation de revenir à un programme d'austérité, de travail et de discipline ait imposé de façon aussi inéluctable l'ajournement à des temps meilleurs de la plupart de leurs réformes. C'est en ce sens que l'avenir seul, les circonstances, décideront du sort ultime de l'entreprise à peine commencée.

Ce qu'on peut reprocher aux États-Unis, en revanche, c'est d'avoir refusé d'ouvrir les yeux aux réalités, d'avoir cherché à faire illusion, de s'être fait eux-mêmes illusion sur la portée réelle de leur œuvre. Les avertissements ne leur manquaient point pourtant, de la part de nombre d'alliés — australiens, indiens, britanniques — de quelques Américains clairvoyants, de certains Japonais eux-mêmes. Mais il n'est pire sourd... Le nœud du problème est précisément qu'à partir d'un certain moment il leur parut moins important d'assurer au Japon le succès de la démocratie, qu'à y jeter, fût-ce au prix des principes, les bases d'une alliance solide. Reste à savoir si cette politique n'est pas également illusoire.



Soumise ainsi aux rudes à-coups d'une défaite sans précédent et des revirements de leurs vainqueurs, l'opinion japonaise ne pouvait guère que céder au désarroi le plus total. Il est même certainement impropre de parler ici d'opinion : l'ancien premier ministre Ashida, à la fin de l'année dernière, était le premier à stigmatiser l'apathie générale, incompatible avec l'exercice d'institutions démocratiques. Il est non moins certain que ce malaise psychologique, cette indifférence du pays, non seulement aux

questions théoriques de régime, mais à ses intérêts les plus proches — la grande masse des Japonais, aux sombres jours de décembre dernier, où soufflait de Corée le vent de la panique et où pleuvaient de S.C.A.P. les communiqués de catastrophes, s'inquiétait beaucoup plus de la préparation des fêtes de Nouvel An que de la guerre frappant à leur porte — une telle indifférence est le signe évident, sinon l'effet direct, de la faillite profonde de ces nouvelles institutions. Sans doute est-elle explicable, voire naturelle, dans la mesure où une nation occupée ne peut guère se sentir responsable de son destin, ni porter intérêt à des événements auxquels on ne l'invite pas à participer. Mais il est aussi inquiétant de se demander en quoi elle pourra se résoudre, lorsque l'occupation justement prendra fin et que cette nation sera de nouveau maîtresse de son avenir.

Le désastre militaire, aussi soudain qu'inattendu, et la révélation des erreurs où le maintenaient ses chefs, se sont traduits au Japon pàr un reniement, temporaire sans doute, mais total, de ses valeurs traditionnelles. Ce pays qu'on avait amené à ne plus guère croire qu'en sa mission dominatrice, après l'échec, n'a plus cru en lui. Sa civilisation même lui a paru désuète, peut-être même, dans ce qu'elle avait de profondément inactuel, d'inadapté au monde moderne, la cause profonde de ses malheurs. Cela au moins dans la partie encore malléable de sa population : la jeunesse, et spécialement la jeunesse intellectuelle. Depuis cinq ans, dans les établissements d'enseignement, les cours de civilisation japonaise et chinoise ne font plus recette. Depuis cinq ans, les temples bouddhistes et shintoïstes, désertés, tombent en ruines, et c'est seulement ces tout derniers mois qu'une nouvelle secte du Shinto, le Tenrikyô, a retrouvé quelque vitalité. Depuis cinq ans, le vieil artisanat dépérit peu à peu. Plus généralement, ce malaise psychologique s'est révélé par une éruption assez bruyante d'immoralité; la corruption, l'escroquerie, le vol, le meurtre, le suicide, la drogue, l'érotisme ont fleuri; moins gravement, mais de façon aussi symptomatique, la vie de plaisir, tout le laisser-aller que résume le mot d' « après-guerre » — qui fait fortune là-bas — a affirmé ses droits. Sans doute, le brusque accès de ce dévergondage n'a-t-il pas que de mauvais côtés et ne faut-il pas trop s'indigner si la liberté retrouvée franchit dans son enthousiasme les bornes de la licence. Sans doute surtout ne touche-t-il que le secteur le plus voyant, et le moins significatif, de la vie nationale. Mais si

on ne voit que lui, c'est précisément que tout le reste de la population ne se manifeste plus et, replié dans le silence, dans l'oubli apparent, attend.

Ce vide, cette inquiétude, cette attente passive, quelles sont donc les valeurs nouvelles qui pourraient les combler?

L'engouement dont bénéficiait à ses débuts l'occupation — d'autant plus vif que l'Amérique s'avérait ne point correspondre à l'image sinistre qu'en avaient peinte les militaires — n'a pas tardé à se lasser. Il n'en subsiste aujourd'hui plus guère, en dehors des déclarations officielles d'amitié, qu'une admiration inchangée pour l'efficacité des techniques et l'adoption toute superficielle des pires aspects de l'« américanisme » — du *chewing-gum* au *coca-cola*, quand ce n'est pas l'impolitesse. A la place demeure, d'abord, le ressentiment du vaincu qui, pour être caché, n'en est que plus profond : indiscutablement écrasé par la puissance du vainqueur, le Japon, tout en se mettant à son école pour en acquérir une parcelle, proclame, en un paradoxe qui ne le gêne guère, que cette puissance matérielle n'est rien au regard des forces spirituelles dont lui-même, il va de soi, est amplement pourvu; une des formes les plus authentiques de la résistance japonaise est cette affirmation de l'infériorité d'un vainqueur dont la culture n'est pas à la mesure de sa civilisation. On lui reproche d'autre part d'imposer au pays des formes politiques non seulement inadaptables, mais désuètes : à un peuple toujours à l'affût, en ce domaine comme en d'autres, des modes les plus récentes, la démocratie macarthurienne a bien du mal à se présenter comme le dernier mot du progrès; encore lui est-elle administrée par une dictature militaire et, militaires pour militaires, le Japon aimait mieux les siens. Enfin, et surtout, les incertitudes de la politique américaine — un ministre, Kenneth Royall, n'a-t-il pas déclaré après une visite à Tokyo que le Japon n'était après tout pas tellement indispensable? — son évidente impréparation — ses revers de Corée ne sont quand même point passés inaperçus et ont été dûment médités — font que le Japon hésite à la suivre sans de solides assurances. Comment d'ailleurs s'y lier de gaîté de cœur, quand elle le place dans une situation économiquement inviable, et fait peser sur lui le risque qu'il redoute, très sincèrement, par-dessus tout : celui d'être entraîné dans la guerre?

Telle est aussi la raison pour laquelle il n'aimerait pas mieux se tourner du côté inverse et associer sa cause à celle du commu-

nisme — politique qui au reste, pour le moment du moins, serait pratiquement impossible. Non point qu'il y répugne, ni que l'attrait de cette solution ait autant diminué dans les masses ouvrières que le donneraient à entendre les statistiques officielles récentes. Il serait vraiment étonnant qu'un parti tout neuf, rejeté dans la clandestinité par une répression policière aux méthodes éprouvées par vingt ans de pratique, et cela en pays soumis à l'occupation étrangère, se risquât à faire étalage publiquement de ses forces : quand une affiliation déclarée équivaut pour un ouvrier à se condamner au licenciement, la chute du nombre de membres déclarés est assez peu significative. Il l'est davantage, au contraire, que le gouvernement conservateur japonais se soit toujours refusé, au mépris de suggestions sans cesse répétées, à interdire ce parti; que les mesures prises contre lui aient dû l'être par l'occupant et seulement en vertu des règlements de l'occupation; qu'un tribunal enfin, comme ce fut le cas l'an dernier dans un procès relatif à un sabotage de chemin de fer — visiblement une provocation destinée à le discréditer — ait prononcé l'acquittement de tous les inculpés communistes. La vérité est que l'administration japonaise, prudente, réserve l'avenir. Et telle semble bien être en dépit de la propagande assurée par l'occupation au problème des prisonniers non rapatriés de Sibérie — thème qui réveille au cœur japonais la vieille haine de la Russie — l'attitude générale d'une population qui n'est pas tellement sûre de ne point connaître quelque jour une occupation soviétique. Le communisme, qui disposerait le cas échéant de masses prolétariennes innombrables qui n'ont rien à perdre à la révolution, ne touche, certes, directement qu'une petite partie de l'opinion : la fraction la plus évoluée de la classe ouvrière, et les milieux intellectuels, ceux surtout de l'Université, où les projets d'épuration du professorat ont suscité une telle résistance et de tels incidents qu'ils ont dû être abandonnés. Mais il répond certainement bien mieux qu'aucune formule occidentale aux traditions et aux expériences communautaires du Japon d'avant-guerre; il est le seul à pouvoir exalter, en face des Américains, les thèmes de l'indépendance nationale et de la résistance aux vainqueurs; il ouvre enfin les perspectives d'une réintégration du Japon dans son milieu économique naturel : n'est-ce pas des industriels mêmes que venait naguère l'idée d'utiliser le truchement du chef communiste Nozaka pour renouer avec la Chine rouge d'indispensables rapports commerciaux? La

carte, pour l'instant, n'est plus jouable — mais nul ne songe à la jeter.

Entre deux solutions extrêmes que des raisons diverses lui interdisent pareillement, il ne semble pas que l'action japonaise ait encore pu trouver sa voie. Un sentiment pourtant se fait jour, qui ne s'exprime que par la bouche de personnalités irresponsables, âprement combattues par les porte-parole officiels, mais qui répond certainement à la position instinctive de la majeure partie de la nation et très probablement aux vues réelles, à longue échéance, des autorités responsables elles-mêmes : le sentiment que le Japon n'a rien à gagner à être l'allié de personne et tout à perdre à se mêler d'une querelle où ses intérêts ne sont pas engagés.

Un symptôme de ce souci est l'attention toute particulière qu'une fraction de l'opinion porte aux choses de la vieille Europe, et spécialement — plutôt que d'une Angleterre que la communauté de langue fait apparaître trop facilement solidaire de l'Amérique — aux choses de France. Si la langue, la littérature, la pensée, l'art français ont connu au Japon depuis la fin de la guerre un renouveau d'actualité, c'est qu'ils ouvraient pour lui la seule fenêtre par où respirer l'air du monde extérieur, par où échapper un peu à l'étouffement américain. C'est aussi qu'ils lui permettaient, en dehors d'un patrimoine oriental momentanément renié, d'accéder aux richesses d'une ancienne civilisation dont il sentait justement le besoin, et que l'occupant ne pouvait lui offrir. Mais c'est surtout qu'il retrouvait, dans les manifestations contemporaines de cette culture, l'écho de ses propres préoccupations. Bien mal informé, il est vrai, des réalités de sa politique, le Japon a vu dans la France une nation qui, placée par une guerre ruineuse en une situation analogue à la sienne, s'efforçait entre les deux mondes, de préserver par la neutralité sa liberté de pensée et d'action. Sinon par les solutions, du moins par la façon de poser les problèmes, par la conscience des dangers contraires que suspendent sur le monde les deux puissances qui se le disputent, elle lui a paru se trouver au cœur même de ses inquiétudes.

Mais il ne s'agit là que d'une attitude spéculative, limitée de surcroît à un milieu relativement restreint. Le sens d'une neutralité tout autrement comprise — selon les intérêts exclusifs du Japon — pourrait bien en revanche s'exprimer d'ici peu, avec une autre ampleur, de façon autrement pratique. Voici renaître, en effet, le nationalisme japonais.



Renaître, même, le mot n'est pas juste, car il n'était certainement point mort — simplement en sommeil. S'il est vrai que la masse de la population se taisait, applaudissait même aux spectacles de l'occupation, aux comédies de la démocratie, ce n'est pas qu'elle n'en pensât rien, c'est que le silence, ou l'approbation, lui était le moyen le plus commode de réserver sa pensée, en attendant que le moment revînt de l'exprimer et de la mettre en œuvre. Nulle part peut-être comme au Japon, il n'est difficile, — voire impossible — à l'étranger de percer le secret des cœurs. Si l'ami le plus éprouvé ne consent à sortir pour lui des sentiers d'une conversation anodine ou professionnelle, qu'attendra-t-il d'une presse à laquelle le code de l'occupation fait un devoir de l'auto-censure? On comprend que les Américains s'y soient laissés tromper et qu'ils aient pris pour un acquiescement une politesse simplement ennemie de la contradiction — une politesse qui n'est que l'art de préserver sa liberté. Voici pourtant, depuis quelques mois, que cette liberté s'exprime de nouveau.

Et d'abord, comme il se devait, à l'encontre des étrangers. L'habitude à peine perdue de les considérer comme suspects, ou du moins comme intrus, se reprend tout naturellement. Elle est sensible depuis l'arrivée, où les formalités douanières vexatoires sont en train de renaître, jusqu'aux détails de la vie privée, dont une police omniprésente, et prompte à reconstituer ses dossiers, a recommencé de s'occuper. Vainement on protesterait : les oreilles officielles sont sourdes. Mais plus encore qu'aux personnes, c'est aux intérêts qu'on en veut; les entreprises étrangères, auxquelles les restrictions du commerce local avaient fourni l'occasion de faire fleurir un peu partout leurs bureaux d'achat et de vente, n'ont échappé que de justesse, il y a quelques mois, à des taxes discriminatoires qui les eussent ruinées rapidement. Mais le sursis ne durera guère. Le moment approche où tout cela rentrera dans l'ordre japonais.

Signes minimes, peut-être. Mais il n'est que de quitter les villes, de gagner la province, de s'enfoncer dans la campagne, où le paysan demeure profondément touché par le souvenir de son aventure militaire, et reste étonnamment sensible aux problèmes de l'Asie, pour constater combien le sentiment nationaliste a peu

perdu de sa virulence. C'est de la campagne qu'était né le mili
tarisme nippon. C'est dans la campagne aussi bien que recom
mencent de fourmiller les associations comme l'« étendard chry
santhème » ou la « rénovation raciale », qui reprennent les slogan
de la dictature écroulée; tout au plus la leçon des faits les amène
t-elle à revêtir leurs doctrines d'habits « démocratiques » e
« socialistes », effaçant ainsi la seule différence qui les distinguai
du fascisme. Sans doute leur nombre même nuit-il à leur efficacité
sans doute les souvenirs cuisants de la défaite sont-ils trop neuf
pour qu'elles soient prises encore très au sérieux; elles n'en existen
pas moins.

Mais il y a beaucoup plus probant. Sans même vouloir attache
d'importance excessive aux paroles de Yoshida, dont le messag
de ce nouvel an appelait à jaillir « la flamme du patriotisme et d
l'indépendance », il faut bien remarquer les termes du mémoi
que vient d'adresser le parti Ryokofukai à Foster Dulles sur l
traité de paix : il demande le retour des Kouriles, « îles histor
quement japonaises »; il estime que les décisions du Caire ont ét
prises « sur la base de données historiques fausses », et qu'« il n'y
aucune base légale au maintien du Japon dans les chaînes d
l'accord de Yalta ». N'est-ce pas là langage familier?

Les vieux dogmes en vérité continuent de vivre au plus profon
de la conscience japonaise, et ses dirigeants le savent bien, q
persuadaient récemment S.C.A.P. d'autoriser la renaissance, sou
une forme à peine modifiée, du Shinto, religion d'État. Ne suffi
il pas, pour s'en convaincre, d'observer en un jour de fête le
foules nippones reprenant le chemin — le chemin jamais oublié –
de la Place du Palais, et apportant au souverain l'hommage de leu
fidélité? L'empereur, dépouillé de sa divinité, démocratisé dan
sa tenue et dans son attitude, réduit au rôle de figurant, n'e
demeure pas moins le symbole vivant de la nation : il en partag
l'humiliation, mais le culte qu'elle lui rend n'y a rien perdu de s
ferveur. La question est seulement de savoir en quel sens va joue
son prestige intact et s'exercer l'effort du nationalisme réveill

Un débat récent relatif au prochain traité de paix y fournit un
réponse partielle, mais significative. Alors que le dernier messag
de Mac Arthur venait de laisser entendre que le Japon serait no
seulement autorisé, mais obligé à réarmer, le chef du gouvernemen
japonais a publiquement affirmé que le réarmement était un suj
dangereux et que, pour des raisons politiques, économiques e

constitutionnelles, la discussion lui en paraissait prématurée. Déclaration d'autant plus nette qu'elle émane d'un premier ministre que d'aucuns jugeaient acquis à une politique pro-américaine et qui n'avait fait que très difficilement admettre, contre une opposition parlementaire unanime, contre l'avis des milieux autorisés (le Président de l'Université de Tokyo et le « Conseil des Problèmes de la Paix »), contre la majorité de l'opinion, et contre certains membres de son propre parti, le principe d'une paix séparée, au lieu d'une paix générale avec l'U.R.S.S. et la Chine. Dans le même temps, le même Yoshida suggérait que la sécurité du Japon fût, après le départ des troupes américaines, garantie par l'O.N.U. Tel est l'allié que cinq ans d'efforts ont valu aux États-Unis : non seulement il refuse de se battre pour eux, il ne se soucie même point d'être défendu par eux.

Sans doute peuvent-ils faire valoir que ses goûts comptent peu, et qu'il fera ce qu'ils décideront. Singulier appui que celui d'un partenaire qu'on traîne de force! Mais il existe certes au Japon des gens que n'effraierait nullement la perspective d'un réarmement — ils en fixent déjà le prix : les industriels font savoir que le pays ne saurait y engager plus de 5 % de son revenu national, et le gouverneur de la « Banque du Japon » précise qu'un prêt d'au moins un milliard de dollars y serait nécessaire. Les Américains sont-ils prêts à en payer la note? C'est la condition sans laquelle un Japon impuissant ne leur serait d'aucun secours. Mais s'ils la payent et s'ils le réarment, qui les assure que ce Japon, assez fort pour leur être utile, ne le sera pas pour se passer d'eux, pour se retourner vers l'Asie, et, au prix d'une conversion facile au communisme, réintégrer sa place naturelle dans un milieu dont il a besoin? N'est-ce pas même là le risque permanent que leur fait courir son maintien dans l'orbite de leur stratégie? Faudra-t-il donc, pour se l'attacher, le lancer et l'aider à la reconquête par la force de ces marchés asiatiques que l'Amérique, précisément, s'était mise en guerre pour lui arracher? Tel semble bien, en fin de compte, le tragique paradoxe vers quoi s'achemine fatalement la politique de Washington.

L'erreur est de placer le Japon dans une situation contraire aux nécessités de sa vie nationale — ce qui ne l'incite, pour s'en tirer, qu'à se jeter dans le camp adverse. La vérité est que le Japon, se dégageant peu à peu des liens où l'enserrait l'occupation, entend n'user de l'indépendance que pour suivre la voie de ses seuls

intérêts — une voie sinueuse, qui ne franchit la porte d'aucun des deux camps. S'ils veulent l'empêcher de devenir l'allié des Soviets, il faut que les États-Unis renoncent d'abord à son alliance. C'est seulement à ce prix que, libre de ses mouvements, il pourra tenter de reprendre — sans se plier à un autre joug qui après tout ne le tente pas davantage et l'exposerait de la part de l'Ouest aux mêmes dangers qui le menacent actuellement de l'Est — les relations économiques indispensables au rétablissement réel de sa santé, et se façonner lui-même une politique plus conforme à ses goûts et à ses moyens. Il est douteux qu'alors, dans une position où il ne contrôle plus, de toute façon, les sources de sa puissance, son nationalisme puisse redevenir efficacement agressif : ce qui faisait la force du Japon, c'était la faiblesse de la Chine; une Chine ordonnée, mais seulement au seuil de sa reconstruction, a plus que jamais besoin de lui, mais le réduit à sa juste place. Non seulement, à cette solution, les États-Unis ne perdraient rien, s'il est vrai que ses bases ne sont nullement nécessaires à leur défense dans le Pacifique et qu'en tout état de cause, dans le cas d'une guerre atomique, ils ne seraient point en mesure de garantir la sécurité d'un allié aussi vulnérable. Mais ils gagneraient probablement à voir se constituer entre leurs propres frontières et celles du communisme, une puissance neutre qui amortisse les chocs et tant bien que mal, entre l'Est et l'Ouest, renoue quelques contacts utiles à la paix. Ils y gagneraient au moins, certainement, l'économie d'une aide dispendieuse. Il leur suffirait pour cela d'accepter de regarder en face les réalités asiatiques. Leurs illusions malheureusement leur coûtent depuis trop longtemps trop d'argent et trop de peine pour qu'il soit aisé d'y renoncer, et il est à craindre que ce peu de bon sens n'exige beaucoup de courage.

Paul CHAMBON.

Claude Bourdet.

LES ÉLECTIONS OUTRE-MER

Quelque temps avant les élections, un groupe de journalistes et d'universitaires avaient écrit au Président de la République et aux ministres compétents pour leur demander de veiller à ce que les élections dans les territoires d'outre-mer soient organisées dans le respect de la loyauté et de la démocratie; la lettre avait été signée par J. Chatagner de *Quinzaine*, Jean-Marie Domenach d'*Esprit*, le Pasteur Finet de *Réforme*, Claude Gérard, l'abbé Pierre député de Meurthe-et-Moselle, Émile Kahn de la *Ligue des Droits de l'Homme*, Maurice Lacroix de la *Jeune République*, Lise Lesèvre, Louis Massignon, professeur au Collège de France, A. Paccalin de *Liberté Ouvrière* (organe des équipes ouvrières MRP), Paul Rodi de *Monde Ouvrier*, Jean Rous de *Franc-Tireur*, Jean-Paul Sartre, le Pasteur Sweeting et moi-même.

De son côté, la Ligue des Droits de l'Homme avait adressé au Président de la République et aux ministres un appel du même ordre.

Les autorités répondirent avec bienveillance à ces requêtes; plusieurs ministres et hauts fonctionnaires adressèrent même personnellement à certains des signataires des réponses pleinement rassurantes.

Au premier abord, on eut même l'impression que quelque chose était changé.

En Algérie, l'administration, craignant une désaffection totale et un absentéisme général du corps électoral musulman instruit par la comédie des élections algériennes de 1948 — avait fait annoncer partout que les élections au deuxième collège seraient cette fois-ci tout à fait libres. Le remplacement de M. Naegelen par l'ancien préfet de police de Paris, Léonard, considéré comme un homme intègre, faisait espérer aux Musulmans qu'un nouvel esprit régnerait et que de nouvelles méthodes seraient appliquées le 17 juin.

En Afrique Noire, le corps électoral avait été très augmenté par la nouvelle loi qui accordait le droit de vote à de nouvelles catégories d'autochtones, en particulier aux pères de famille payant l'impôt de capitation, et aux mères de deux enfants; mesures qui devaient normalement au moins doubler le corps électoral.

Toutefois, dès le début de la campagne, certains renseignements inquiétants parvenaient à Paris. En Algérie, se présentaient des listes des deux partis nationalistes algériens : le MTLD de Messali Hadj (*Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques*) et l'UDMA de Ferhat Abbas (*Union Démocratique du Manifeste Algérien*); il apparaissait probable que dans le cas d'élections libres, ces deux listes se partageraient la plus grande partie des suffrages des électeurs musulmans, le MTLD prédominant dans le département d'Alger, l'UDMA dans celui d'Oran, — celui de Constantine se partageant entre les deux tendances. Le parti communiste algérien devait normalement venir en troisième position, loin derrière les listes nationalistes.

Mais on apprit rapidement que l'administration et les colons avaient l'intention de constituer, comme pour les élections à l'Assemblée algérienne, des listes d'éléments dévoués aux intérêts de la colonisation et de les soutenir énergiquement.

A Alger, il semble bien d'ailleurs que l'administration proprement dite n'ait fait qu'entériner les volontés des leaders de la colonisation. MM. Borgeaud et Abbo vinrent apporter à M. Roux, préfet d'Alger, vers minuit, le jour du dépôt, une liste dite « d'Entente Républicaine » comprenant un certain nombre de « beni-oui-oui » sans aucun crédit, et même des personnages haïs dans toute leur région, comme le célèbre Aït Ali, dont les bandes armées, entretenues par la colonisation, terrorisent la Kabylie. A Oran, la liste Mekki Hakiki, « apparentée radical-socialiste », fut fabriquée dans les bureaux de la préfecture. Comme il y avait une grosse concurrence pour les places suivant les deux premiers de liste, ce fut, paraît-il, le secrétaire général qui tira au sort entre une trentaine de candidats.

D'Afrique Noire et de Madagascar parvinrent des renseignements également peu rassurants sur les intentions administratives. De l'Oubangui-Chari, l'abbé Boganda, député indépendant ex-MRP, signalait que les commissions de révision des listes électorales triaient soigneusement les électeurs, inscrivant ceux qui étaient susceptibles de voter RPF, et n'inscrivant pas les autres,

demandant des « engagements de vote collectifs » aux chefs de tribus, etc... En Haute-Volta et en Côte d'Ivoire, les candidats du RDA se plaignaient de la pression faite par les administrateurs, de l'impossibilité d'organiser des réunions, et de plusieurs tentatives de guet-apens par des éléments à la solde de l'administration. A Madagascar, où la population est encore sous le coup de la terrible répression qui suivit les troubles de 1947, l'administration donnait ouvertement le sentiment que l'élection de candidats non favorables à l'Administration serait suivie de nouvelles représailles; dans la banlieue de Tananarive, des gendarmes et des miliciens armés de mitraillettes faisaient des tournées d'intimidation, et les chefs de canton distribuaient uniquement les bulletins du candidat administratif aux électeurs, lesquels devaient déposer leur signature en guise de récépissé.

L'impression dominante que donnait la préparation électorale dans toute l'Afrique Noire était celle d'un dosage extrêmement savant dans la révision des listes.

D'une colonie à l'autre, on constatait des variations effarantes dans les pourcentages d'augmentation du corps électoral, dus à l'apport de nouvelles catégories d'électeurs. Ainsi, en Côte d'Ivoire, colonie très évoluée, le corps électoral passait de 137.773 à 163.057, soit une augmentation de 18 % seulement. En Guinée, colonie moins évoluée, le corps électoral passait de 201.258, à 417.895, soit une augmentation de 107 %. Au Dahomey, l'augmentation était de 61.958 à 334.435 (439 %). Il apparaissait donc clairement que l'on accroissait le corps électoral dans les colonies jugées « sûres » et non dans les autres.

Mais l'examen de la répartition des électeurs à l'intérieur d'une même colonie était encore plus révélateur. Ainsi en Côte d'Ivoire, un centre important comme Bouaké (320.000 habitants) qui avait 45.000 électeurs en 1946, n'en avait plus que 15.000 en 1951. Par contre, Abengourou avec 26.000 habitants, 2.600 électeurs en 1946, en avait 10.000 en 1951.

Au Niger, Niamey, centre d'une centaine de mille habitants, n'a été autorisé à avoir que 6.400 électeurs en 1951. Par contre, N'guigmi, région semi-désertique de 33.000 habitants située près de la frontière Niger-Tchad, comptait maintenant 8.000 électeurs en 1951, au lieu de 500 en 1946.

La même tendance est apparue dans la plupart des territoires, reflétant le souci constant des autorités de *réduire* le corps électoral

dans les centres où la population est plus évoluée et plus libre, et de *l'augmenter* dans les régions les plus primitives et les moins accessibles, où l'administration, après de nombreuses révocations, a pu mettre en place des chefs qu'elle tient tout à fait en main.

De telles précautions laissaient mal augurer de la régularité du scrutin du 17 juin, et les lettres et télégrammes affluaient à Paris à la Ligue des Droits de l'Homme, et chez les signataires de l'appel. Mais que pouvaient faire ces derniers et la Ligue? La presse française, dans son immense majorité, évitait soigneusement de parler de ce genre de questions auxquelles l'opinion métropolitaine s'intéresse d'ailleurs peu. Les autorités continuaient à répondre aux cris d'alarme par des assurances bienveillantes et paternelles; quant à la presse étrangère, que nous avions cherché à émouvoir, elle ne paraissait pas préoccupée d'une situation ne comportant pas de conséquences internationales immédiates, et ne mettant en jeu, provisoirement tout au moins, que la dignité de la France. On ne peut demander aux correspondants étrangers de se soucier plus que nos concitoyens de cet élément « impondérable ».

Le scrutin en Algérie

La journée du 17 juin est venue confirmer totalement les craintes que pouvaient formuler les rares partisans français de la démocratie d'outre-mer.

Ce fut du travail bien fait : je dirai même, trop bien. Dans son livre *This house against this house*, le journaliste américain Vincent Sheen écrit que dans la préparation de la coalition anti-soviétique à la conférence de San Francisco en 1945, les États-Unis auraient bien dû avoir l'élégance de laisser à leur adversaire la voix, par exemple, du Guatemala... On peut dire de même que l'administration française eût fait le 17 juin un travail plus habile en Afrique en abandonnant aux listes « non-administratives » quelques voix supplémentaires; le résultat eût été moins voyant. Voici à titre d'exemple les résultats dans la commune mixte du Chélif, département d'Alger. Étaient en présence une liste MTLD, une liste UDMA, une liste du parti communiste algérien, une liste Bentaieb (apparenté MRP), et une liste Sayah; cette dernière liste seule était patronnée par l'administration et la grande colonisation. Il y avait 27 bureaux de vote.

Premier Bureau. Beni Rached : inscrits : 785. suffrages exprimés : 728. bulletins blancs ou nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 728.

2e *Bureau, Beni Rached* : inscrits : 815. suffrages exprimés : 769. bulletins blancs ou nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 769.

3e *Bureau, Madjadja* : inscrits : 748, suffrages : 710, bulletins nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 710.

4e *Bureau, Madjadja* : inscrits : 683, suffrages : 683. bulletins nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 683.

5e *Bureau, Ouled Farès* : inscrits : 656, suffrages : 646, bulletins nuls : 0; UDMA : 0; MTLD : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 646.

6e *Bureau, Ouled Farès* : inscrits : 662. suffrages : 657, bulletins nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 0; PCA : 0; Bentaieb : 0; Sayah : 657.

7e *Bureau, Sebha* : inscrits : 483, suffrages : 477. bulletins nuls : 0; MTLD : 0; UDMA : 1; PCA : 1; Bentaieb : 0; Sayah : 475.

Et il en fut ainsi dans presque tous les 27 bureaux de vote. Chaque fois, 95 à 98 % des électeurs ont « voté » avec un civisme inégalé en Europe... et avec une unanimité toute militaire. Quelques bureaux de vote, où le travail fut moins soigné, ou peut-être le sens humoristique du représentant de l'administration plus grand, donnent un résultat un peu différent. Mais finalement, le résultat total est encore « très satisfaisant » : dans l'ensemble de la commune mixte, pour 15.880 inscrits : il y a 12.166 suffrages exprimés, c'est-à-dire un pourcentage d'abstentions qui ferait honneur à une grande ville française. Le MTLD récolte : 207 voix, l'UDMA 489, le PCA 21 voix, Bentaieb 1.217 et Sayah 10.225...

Certains bureaux de vote ont d'ailleurs donné des résultats meilleurs que ceux-là : ainsi dans la commune mixte de Cherchell, le bureau de vote du Douar Bahloul n'a pas pu fonctionner, l'administration n'ayant pu l'ouvrir faute de gendarmes. Cependant les résultats annoncés pour ce douar sont de 492 votants sur 492 inscrits, bien entendu tous pour le candidat administratif... Mais il faut donner la perle aux territoires du Sud; ainsi, la commission de recensement a constaté l'aspect à première vue un peu bizarre des résultats obtenus dans le bureau no 23 de Boudjerba : *inscrits :*

500, votants : 800, MTLD : 0, UDMA : 0, PCA : 0, Sayah : 800. L'enthousiasme pour les candidats administratifs paraît avoir été tel, qu'il n'y a au fond rien d'étonnant à ce que les *électeurs se soient multipliés ;* ce n'est qu'un miracle de plus.

Dans les villes, par contre, où l'on aurait pu s'attendre à ce que les électeurs aient encore plus de facilité pour voter que dans les campagnes, les résultats sont tout différents. A Alger, il n'y a que 780 votants pour 1.400 inscrits. A Blida, 2.047 pour 5.934. A Mihama, 1.007 pour 2.254. A Djelfa-ville, 783 votants sur 1.400 inscrits. A peu près partout, dans les agglomérations urbaines, où le contrôle des délégués des listes non-administratives a été possible, la proportion des abstentions est d'environ 50 %.

La répartition des votes est également bien différente de celle des campagnes : ainsi à Alger, sur 7.780 votants, le MTLD obtient 4.660 voix, le PCA 1.460, l'UDMA 1.134, Bentaieb 145 et Sayah 126 seulement. A Djelfa-ville, pour 783 votants, le MTLD en obtient 386, l'UDMA 167, Sayah 142, le PCA 33, Bentaieb 43.

La différence entre les centres urbains et les campagnes est simple : presque nulle part à la campagne les délégués des listes non-administratives n'ont été autorisés à pénétrer dans les bureaux de vote. En ville, au contraire, le contrôle existait partout, et l'administration dut se résigner à ne pas truquer.

Voici le compte rendu fait par M. Pierre Stibbe, avocat à la Cour de Paris, d'une tournée faite le jour du vote dans plusieurs bureaux d'une commune mixte du département de Constantine.

A Meghebsa, bureau de vote présidé par le caïd Adjad Brahim, où j'étais présent dès l'ouverture de la salle, le président refuse d'admettre au bureau l'assesseur MTLD entré en même temps que lui-même et que les autres assesseurs dans le bureau de vote, sous le prétexte qu'il serait arrivé trop tard, ainsi que l'assesseur de l'UDMA, Kheffel Sedik, électeur dans la commune, sous prétexte qu'il n'était pas électeur dans ce douar.

Le vote a lieu à bulletin ouvert ; à la porte un dénommé Derbellou distribue à tous les électeurs des bulletins de la liste administrative Bendjelloul ; les électeurs entrent, présentent ce bulletin en même temps que leur carte, reçoivent une enveloppe, mettent ce bulletin sous enveloppe et la jettent dans l'urne sans passer par l'isoloir.

Le fait est signalé à l'administrateur qui déclare « ignorer qu'il est obligatoire de faire passer les électeurs par l'isoloir ».

Au douar Brana, le bureau est présidé par le bachagha Bendjeman:

il n'y a aucun bulletin en dehors de l'isoloir, dans l'isoloir on trouve bien quatre piles de bulletins par terre, mais ils sont tous des bulletins de la liste administrative Bendjelloul.

Observation étant faite au Président, celui-ci nous fait découvrir quelques bulletins des autres listes bien cachés sous les piles des bulletins Bendjelloul et que les électeurs auraient du mal à déceler. Les assesseurs choisis par le président sont illettrés. Quant aux assesseurs désignés par les partis non-administratifs, ils ont été expulsés dès la constitution du bureau: à deux reprises le président requiert les gendarmes pour faire évacuer la salle.

A Redjas, à 14 h. 15, le bureau de vote est fermé; à l'entrée, un garde champêtre déclare que les opérations sont suspendues depuis 12 h. 30 et que le président et les assesseurs ont évacué la salle en ordonnant d'en interdire l'accès.

A Oued Athmania, aucun assesseur MTLD ne figure au bureau de vote: celui qui a été désigné pour occuper cette fonction nous déclare que le scrutin a été ouvert à 7 h. 30 pour empêcher les assesseurs désignés par les partis non-administratifs de se présenter.

A Fedj M'zala, des gardes armés stationnent non seulement à la porte du bureau de vote, mais également dans la salle, dont l'accès est interdit au public. Les électeurs ne peuvent y pénétrer qu'un à un. Le candidat Kiouane et les observateurs qui l'accompagnaient ayant réussi à entrer en déclinant leur identité, l'administrateur appelé fit irruption et déclara « intervenir comme représentant du pouvoir public ».

Des renseignements analogues sont consignés dans un procès-verbal de constat de l'huissier Chemla à Constantine, au cours d'une tournée faite le 17 juin dans sept bureaux de vote de la commune mixte d'Aïn M'lila. Dans aucun de ces sept bureaux, les assesseurs des listes non-administratives n'ont été admis; les prétextes fournis sont d'ailleurs variables : ou bien le président du bureau de vote assure que *l'administration ne l'a pas avisé de la désignation des délégués*, ou bien il assure que *les délégués sont arrivés trop tard*, ou bien il affirme que *la signature du récépissé est mauvaise*, ou bien il décide qu'il n'admet dans le bureau que des habitants de son propre douar, ou bien il refuse purement et simplement de fournir toute explication...

L'huissier étant entré à l'improviste dans un bureau de vote (au Douar Ouled Sbaa) au moment de l'ouverture de l'urne, consigne cette phrase savoureuse : *Le caïd a ouvert l'urne à 18 heures ; nous*

avons constaté que les enveloppes étaient rangées en pile à l'intérieur de l'urne, disposition qui, semble-t-il, n'aurait pas pu exister si les enveloppes avaient été introduites par la fente de l'urne.

De tels constats sont malheureusement très rares; l'atmosphère de terreur régnant en Algérie fait en effet de l'initiative de l'huissier Chemla un véritable acte de courage. Mais l'administration, les députés « administratifs », et les dirigeants de la colonisation ne font en général aucun mystère des procédés par lesquels ont été obtenus les résultats du 17 juin.

Le fameux morceau d'éloquence d'Édouard Herriot : *Il n'y a qu'une liberté, car toutes les libertés sont solidaires. Porter atteinte à l'une d'elles, c'est porter atteinte à toutes*, doit être nécessairement compris dans un sens figuratif, et ne concerne évidemment pas l'Algérie.

Le scrutin en Afrique Noire

Les droits de l'homme ne concernent évidemment pas non plus les Africains de race noire, tout au moins ceux des colonies françaises. Dans la Gold Coast britannique, quelques mois avant nos « élections » du 17 juin, les Anglais ont organisé des élections à l'Assemblée régionale de cette colonie. Le scrutin eut lieu dans des conditions de parfaite loyauté et donna une victoire écrasante au mouvement nationaliste progressiste, homologue du RDA d'Afrique française. Son chef, Nkrumah, en prison la veille, devint du jour au lendemain le premier personnage de la nouvelle assemblée et vint à Londres discuter avec les Britanniques l'établissement d'un nouveau régime. Les conversations se déroulèrent d'une manière satisfaisante, et à l'heure actuelle, les Britanniques se félicitent autant d'avoir été loyaux vis-à-vis des noirs de la Gold Coast que vis-à-vis des Indiens et des Pakistanais.

On pouvait espérer qu'après ce coup de théâtre qui eut et a chaque jour un écho plus large dans la conscience africaine, l'administration française appliquerait, au sud du Sahara, d'autres méthodes que celles que les grands colons lui imposent en Algérie. Or, l'administration française ne s'est même pas contentée de truquer le corps électoral de la manière indiquée plus haut. Pendant le scrutin, tous les procédés « algériens », et bien d'autres encore, furent utilisés dans la plupart des colonies et territoires. Pour simplifier le vote, les bulletins des différentes listes avaient

été imprimés sur du papier de couleurs différentes. Il n'y a là rien d'anormal quand il s'agit d'une population illettrée. Mais on put constater que dans de nombreuses circonscriptions, par exemple en Côte d'Ivoire, seuls les bulletins de la couleur « administrative » étaient distribués à la porte des bureaux de vote. Un peu partout, dans les jours précédant les élections, des agressions avaient été oragnisées contre les candidats des listes non-administratives et leurs principaux militants: on avait menacé de représailles les plus sévères ceux qui voteraient pour ces listes: enfin, l'absence d'isoloirs était fréquente, et le vote avait lieu en présence de gendarmes et de miliciens : la couleur du bulletin permettait de vérifier le plus facilement du monde si l'électeur votait « bien ».

Dans le Niger, les électeurs avaient en maints endroits interdiction d'arriver avant 8 heures du matin dans la localité où se tenait le bureau de vote (ceci afin qu'ils n'entrent pas en contact avec les militants des partis non-administratifs). A partir de 8 heures du matin, ils étaient conduits au vote, encadrés de gendarmes.

D'autre part, l'existence du suffrage restreint et d'un corps électoral sélectionné en fonction de principes que l'on peut à la rigueur admettre (puisqu'ils caractérisent une certaine évolution des indigènes) a pourtant permis une sélection à rebours : puisque la moitié des habitants seulement étaient électeurs et que les cartes électorales étaient distribuées par les chefs de cantons, personnages totalement aux mains de l'administration, il était aisé à ces chefs de distribuer les cartes non pas aux catégories prévues par la loi électorale, mais à tous ceux dont ils se sentaient sûrs. C'est ainsi que bien souvent on vit les chefs faire voter de nombreux enfants et adolescents, alors que les véritables électeurs, sans carte, n'avaient pas la possibilité de voter. Ailleurs, on prenait les cartes des électeurs et l'on votait pour eux, à leur barbe : ainsi, en Haute-Volta, à Kourouma, un mandataire de liste non-administrative se plaint que, devant le manque d'empressement de la foule à voter pour le candidat administratif, les chefs de canton et leurs amis s'emparèrent des cartes des électeurs pour voter chacun plusieurs fois.

Dans le Tchad, l'administration opéra au profit du RPF, ce qui eut pour résultat une réclamation collective demandant l'annulation des élections signée par Kouloumala Aganaye, président de la Commission Permanente du grand Conseil, candidat socialiste.

par Me Kotoko, conseiller de l'Union française UDSR, par Doungous Baba, indépendant, par Lisette, député sortant et Abba Sidick, progressistes. Dans le Niger, l'administration exagéra tellement le truquage, déjà dans la période préparatoire, que le Dr Borrey et Oumar Bâ, conseiller de la République, têtes de la liste administrative, quittèrent le parti administratif pour présenter une nouvelle liste. L'administration lança alors contre le Dr Borrey (qui est Français de la métropole) le slogan « Ne votez pas pour un blanc »...

Ce qui caractérisa le scrutin en Afrique Noire, d'une manière générale, ce fut, comme en *Algérie, l'impossibilité pour les listes non-administratives d'obtenir que leurs délégués contrôlent le vote et participent au dépouillement du scrutin.* A Odienné, Côte d'Ivoire, le candidat Karamoko Touré, candidat de la liste d'Union Démocratique, vient protester contre le bourrage des urnes organisé de la manière la plus « algérienne ». Il est expulsé du bureau de vote et n'obtient pas que ses protestations soient consignées au procès-verbal. Lui-même et deux mandataires de la liste concurrente du RDA, se portent alors chez l'administrateur pour lui demander d'aller constater la fraude; l'administrateur refuse; ils lui demandent alors d'envoyer un huissier faire un constat; nouveau refus. Ils demandent enfin par écrit à l'administrateur de bien vouloir consigner ces refus par écrit : la seule réponse portée à la main sur cette lettre est : *M. l'Administrateur refuse de vous recevoir* (bien entendu sans signature).

C'est là un exemple parmi des milliers d'autres. Particulièrement intéressante et instructive est la technique utilisée par l'administration en Côte d'Ivoire et d'autres régions d'Afrique Noire pour éliminer les délégués non administratifs des bureaux de vote :

La loi électorale des territoires d'outre-mer prévoyait que chaque liste pourrait envoyer un délégué dans les bureaux de vote; c'est cette disposition qui avait fait croire aux indigènes que les élections seraient loyales. Mais une disposition d'ailleurs naturelle et inoffensive de la loi prévoyait aussi que ces délégués devraient : 1° savoir lire et écrire, 2° être inscrits sur les listes électorales de la *circonscription territoriale* considérée (cette disposition signifiant qu'un électeur de Haute-Volta, par exemple, ne pouvait représenter une liste en Côte d'Ivoire, etc...).

Mais les décrets d'application et arrêtés des Hauts Commissaires

et gouverneurs traduisirent souvent cette disposition par l'obligation pour le délégué de résider dans la *circonscription administrative* du bureau de vote. Or, chaque centre urbain est une circonscription administrative à lui seul : il devenait donc impossible aux habitants des centres urbains de servir de délégués aux listes dans les campagnes. *Ainsi le tour était joué* : en effet, dans la très grande majorité des cas, les seuls noirs sachant lire et écrire *qui ne soient pas fonctionnaires* habitent les centres urbains. Les noirs « lettrés » habitant les campagnes sont presque toujours fonctionnaires et ne pouvaient servir de délégués aux listes non-administratives, sous peine de révocation. Par ce tour de passe-passe, l'administration empêchait, en pratique, à peu près partout la vérification du scrutin par les partis non administratifs en dehors des centres urbains. Dans ces derniers, elle savait qu'elle ne pourrait empêcher le contrôle, et par conséquent, le succès des candidats non administratifs. Mais, comme je l'ai indiqué plus haut, le corps électoral avait été artificiellement *accru* dans les campagnes, et *diminué* dans les centres : il était donc aisé de submerger les votes réels sous une avalanche de votes de fantaisie...

Dans une localité de Côte d'Ivoire, l'administrateur aurait (d'après nos renseignements qui pourraient être aisément contrôlés) envoyé *trois* télégrammes différents et successifs concernant les résultats du vote; il fut obligé d'accroître chaque fois le chiffre recueilli par le candidat administratif (de 4.215 à 5.000, puis à 6.000), à mesure qu'au chef-lieu, on lui déclarait avoir besoin d'un scrutin « campagnard » plus important pour contrebalancer les votes « urbains » acquis par le RDA : c'était du travail sur mesure.

A Madagascar, nous n'avons pas encore, au moment où cet article est rédigé, les renseignements complets sur la façon dont le scrutin s'est déroulé. Toutefois, Gabriel Razafintsalama, de tendance « Jeune République », directeur du journal *Fandrosoam-Barvao* de Tananarive, nous écrit : « *C'était abominable, nous n'avions jamais pensé que l'Administration eût osé s'abaisser jusqu'à donner à ces élections ce caractère de fraude.* »

Mais j'ai gardé le plus beau pour la fin.

Dans les établissements de l'Inde, l'administration tenait à éliminer Saravane Lambert, nationaliste de culture française et partisan d'un statut spécial faisant de ces minuscules comptoirs un trait d'union entre la France et l'Inde dans le cadre de l'Union

indienne. On n'y alla pas par quatre chemins. Contrairement à toutes les dispositions les plus formelles de la loi électorale, le candidat de l'administration fut un fonctionnaire d'autorité. M. Goubert, greffier en chef du Tribunal de Pondichéry devenu conseiller du gouvernement à l'administration générale et délégué par le gouverneur à la direction des services des Affaires administratives, politiques et économiques et de l'Inspection du Travail. au surplus ayant en fait fait fonction de gouverneur pendant l'absence de celui-ci.

Ce fut, pendant la période électorale, le 31 mai 1951, *le candidat Goubert qui signa les arrêtés fixant la composition des commissions électorales, déterminant les sections électorales et les bureaux de vote. désignant les délégués administratifs pour la révision des listes, etc.* (*J. O.* de l'Inde française, 31 mai 1951.)

Il fut, bien sûr, « élu » haut la main. Après tout, on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

Claude Bourdet.

Jean Pouillon.

LA CONSULTATION DU 17 JUIN

La fonction de toute élection est double : permettre à l'opinion publique de s'exprimer par la répartition des suffrages, donner à cette expression immédiate une efficacité politique en traduisant la répartition des voix par celle des sièges. Il faut donc distinguer la représentation de l'opinion et celle des partis [1]. Bien entendu. la première doit en principe commander la seconde, pour que le régime électoral soit juste. Mais cette justice est toujours approximative pour des raisons théoriques d'abord. de circonstances ensuite. L'opinion publique se présente en effet comme une organisation préférentielle d'opinions individuelles : on peut donc traduire sur le plan parlementaire soit surtout la préférence. soit surtout l'organisation elle-même, et, selon l'aspect de l'opinion que l'on décide de tenir pour essentiel, choisir un mode de scrutin majoritaire ou une variété de représentation proportionnelle. les deux systèmes étant également défendables. Mais le choix des modalités pratiques de l'un ou de l'autre répond aussi au souci que peuvent avoir certains groupes ou partis de renforcer leur représentation ou de diminuer celle de leurs adversaires. Autrement dit, il est toujours possible de relâcher le lien entre la représentation de l'opinion et celle des partis, entre les suffrages et les sièges. Peu de lois électorales — en France du moins et depuis 1871 — y ont aussi bien réussi que celle qui vient de présider aux récentes élections! On a dit des « apparentements » tout le mal possible et leurs partisans eux-mêmes n'en ont pas dit tellement de bien. ou plutôt le bien qu'ils en disaient — sauver le régime en consolidant la majorité républicaine — paraissait hors de proportion avec leurs préoccupations réelles; il est vrai qu'en ce domaine le cas

1. Cf. M. Duverger : *L'influence des systèmes électoraux sur la vie politique*, Paris, Colin, 1950.

est fréquent. Pour montrer les méfaits du système, on compare souvent le nombre des sièges obtenus par les divers partis le 17 juin et ce qu'auraient été les résultats si la représentation proportionnelle avaient joué [1]; on note également que 24 % des suffrages n'ont pas été représentés. Ce n'est pas très convaincant, car un système simplement majoritaire peut aboutir à des résultats analogues et même plus fortement accentués dans ce sens : en 1936 le pourcentage des suffrages non représentés était de 43,7 et le parti radical obtenait 109 sièges pour un nombre de voix qui ne lui en aurait valu que 61 à la proportionnelle. Il est plus significatif de constater qu'en perdant 450.000 voix le parti communiste perd 86 sièges (en comptant parmi les communistes sortants les républicains progressistes, les M.T.L.D. et les R.D.A.) pendant qu'en perdant 670.000 suffrages la S.F.I.O. gagne 5 sièges, qu'en perdant 2.700.000 électeurs le M.R.P. ne perd que 58 élus et qu'en maintenant à peu près leurs voix radicaux et modérés non gaullistes augmentent sensiblement leurs effectifs parlementaires. Ces phénomènes résultent bien, en effet, des apparentements : un scrutin majoritaire aurait eu d'autres conséquences, il aurait amplifié certains déplacements de voix, il ne les aurait pas contredits. Le but de la loi électorale a été de réduire au minimum le rôle des électeurs : les apparentements déterminaient à l'avance le cadre hors duquel les suffrages risquaient de perdre une bonne partie de leur efficacité ou de n'en posséder plus que négative (empêcher les adversaires d'atteindre la majorité absolue). Ce qui a permis plus qu'en de précédentes occasions d'intensifier la propagande répugnante — de quelque côté qu'elle vienne — pour le « vote utile ». Répugnante mais bien à sa place, car c'était avouer que les préférences personnelles de l'électeur risquaient souvent d'être stériles et que le mode de scrutin était peu fait pour enregistrer les variations naissantes de l'opinion. Élire, c'est choisir, mais le mot « choix » a plusieurs sens : il y a le choix qu'on vous offre et qui vous enferme et il y a le choix que vous faites et qui détermine lui-même son objet. Le 17 juin c'était exclusivement du premier qu'il s'agissait. Ce jour-là, Alain était bien mort et l'électeur, c'était le Dieu cartésien, la chiquenaude dont on ne peut se passer mais qu'il faut bien vite oublier.

1. Cf. *Temps Modernes*, n° de juillet, et *Le Monde*, n° du 23 juin 1950.

Le système s'est avéré efficace. C'était mal comprendre sa nature et prendre ses désirs pour la réalité que d'en douter avant les élections et de s'en étonner après, de croire d'abord que peu d'apparentements seraient conclus et ensuite qu'ils provoqueraient une réaction hostile de l'électeur. L'intérêt des candidats était de s'apparenter quand ils le pouvaient, car ils n'avaient pas à craindre les réactions de leurs électeurs, puisque étaient conservés le décor proportionnaliste et l'autonomie du vote. On n'a pas empêché les électeurs de s'exprimer, on a fait en sorte que leurs bulletins aient précisément l'importance qu'on voulait leur donner ou bien n'aient pas trop souvent celle qu'on voulait leur refuser. On a disjoint le plus possible les deux éléments du scrutin : décompte des voix et détermination des élus. Or la répartition des voix est de plus en plus considérée comme l'essentiel des élections : c'est elle qui compte aux yeux des électeurs, c'est à elle que s'attachent les partis défavorisés dans la distribution des sièges, consolation que leur abandonnent volontiers les partis qui en profitent. Pourquoi donc les électeurs auraient-ils été profondément choqués par les apparentements? Il y a dans cette situation une conséquence imprévue de la représentation proportionnelle et un signe du déclin du régime parlementaire. Ce n'est plus aujourd'hui au Parlement que se décident vraiment les affaires du pays; il y faut certes toujours une majorité pour soutenir le gouvernement, mais c'est à cela que se réduit son rôle. Aussi lui demande-t-on d'abord d'être représentatif de l'opinion, pour autant — on le voit aujourd'hui — que cela ne met pas en cause le fonctionnement du régime. La proportionnelle est donc tout indiquée, et la mise en pratique de celle-ci depuis la libération a habitué les électeurs à voter non pas tant pour des hommes qui contrôleraient le pouvoir que pour ceux qui lui permettent de se compter mutuellement. Les élections sont devenues une sorte de sondage d'opinion [1]. Ainsi, parce qu'on s'intéresse plus au partage des voix qu'à leur traduction en sièges, le système électoral, si critiquable qu'il soit, n'a pas détourné les Français de voter, s'ils le désiraient, pour ses promoteurs. Ce système n'était pas tant complexe qu'invisible pour l'électeur. Il ne pouvait par suite ni le rebuter ni le choquer.

1. Ou plutôt elles sont de plus en plus considérées comme telles. En fait un véritable sondage n'a rien à voir avec une élection.

*
* *

Les résultats du scrutin ont été abondamment commentés, tant en ce qui concerne les rapports réciproques des partis qu'en ce qui regarde l'évolution de chacun d'eux. De ce dernier point de vue, les appréciations varient selon le terme de référence choisi : les précédentes élections générales de 1946, les élections municipales de 1947, le premier tour des élections cantonales de 1949. La comparaison avec les élections de 1946 est à la fois nécessaire et trompeuse. Elle est nécessaire parce que, quels que soient les événements intervenus depuis lors, le poids politique des partis à l'Assemblée était celui qu'ils avaient acquis en 1946 et que c'est donc par rapport à 1946 qu'on parle aujourd'hui de pertes ou de gains. Elle est nécessaire aussi parce que c'est seulement lors des élections législatives que les grands partis présentent des candidats dans presque toutes les circonscriptions et qu'en général c'est à ce moment-là que les abstentions sont les moins nombreuses. Seules de telles élections permettent d'établir pour chaque parti des cartes d'influences que l'on peut ensuite comparer. Mais la référence à 1946 est trompeuse, si l'on veut apprécier les résultats en fonction de la situation politique qui s'est en effet profondément modifiée depuis cinq ans : en 1946 le tripartisme vivait encore et le R.P.F. n'existait pas, la confusion des esprits était non pas plus grande mais différente de ce qu'elle est maintenant et nombre d'électeurs avaient sans doute voté pour des partis auxquels ils n'étaient que superficiellement attachés. La meilleure méthode d'analyse paraît donc être la suivante : se référer à 1946 pour voir ce qui, malgré des différences trop considérables pour ne pas tenir surtout aux circonstances passagères de cette époque, constitue pour chaque parti un élément stable, et au contraire se référer aux élections municipales de 1947 ou cantonales de 1949 pour apprécier ce qui fait l'originalité de la situation présente.

Le parti communiste a perdu sur 1946 450.701 suffrages. C'est peu : 1,8 % des inscrits, 2,1 % des suffrages exprimés. 8 % de ses électeurs d'il y a cinq ans. Le P.C. représente 26.5 % des votants contre 28,6 % en 1946. Ces pertes ne sont pas mystérieuses : leur pourcentage atteint ou dépasse 5 % des votants[1] dans

1. Il vaut mieux considérer les pourcentages que les valeurs absolues, car les circonscriptions sont trop inégalement peuplées.

19 départements dont 5 seulement comptaient en 1946 plus de 30 % d'électeurs communistes (alors que 40 départements étaient dans ce cas). C'est dire que ce parti a perdu surtout dans des régions où il était déjà relativement faible. D'ailleurs, sur les 40 départements où il avait plus de 30 % des voix, 8 seulement sont tombés aujourd'hui en dessous de ce pourcentage. D'autre part, ces 19 départements les plus déficitaires couvrent souvent des régions rurales, où il est admis que le vote communiste est moins significatif qu'ailleurs. Le P.C. n'a donc été sérieusement entamé ni quantitativement ni qualitativement. Une comparaison géographique confirme cette indication. En 1936 les zones de force communistes étaient nettement délimitées : la région parisienne et le Nord, le Centre et surtout le nord et l'ouest du Massif Central, enfin le Sud-Est (Provence et vallée du Rhône). En 1946, ces trois zones se sont étendues et souvent rejointes. Aujourd'hui, elles se retrouvent isolées bien que nettement plus importantes qu'il y a 15 ans. Cette stabilité temporelle et géographique est le signe de la stabilité tout court. Elle rend assez vaine la question de savoir où sont passées les 450.000 voix perdues. Celles-ci ne sont pas allées au parti socialiste qui a perdu également (ou alors il faudrait supposer une diminution plus considérable de l'ancienne clientèle socialiste pour balancer ce gain hypothétique, mais c'est bien improbable, et supposerait à l'intérieur de la S.F.I.O. une vie qui en est absente [1] mais à la droite. Il est sans doute étonnant que même des ruraux ou de petits employés et commerçants qui auraient voté communiste en 1946 sans grande conviction ou en confondant la conviction et l'influence sur eux des circonstances du moment, aient pu passer directement du communisme au radicalisme modéré ou au R.P.F. Mais les choses ne paraissent s'être passées ainsi qu'en apparence. Entre 1946 et 1951, d'autres élections ont eu lieu, la situation s'est lentement modifiée et il n'est pas nécessaire de supposer un brusque renversement d'opinion, même limité à un demi-million de Français.

Le parti socialiste a perdu 667.744 électeurs et n'obtient plus que 14.5 % des suffrages contre 17.9 % en 1946. Il en avait obtenu 23.8 % en 1945 et 21.1 % en juin 1946. Il est ainsi tombé en dessous

1. Claude Bourdet, dans le précédent numéro des *Temps Modernes*, présume un phénomène analogue mais inverse en faveur du P. C. Ce n'est pas invraisemblable, mais ce mouvement n'a certainement pas eu une grande ampleur.

de son niveau de 1936 qui approchait de 20 % (les communistes atteignaient alors 15,5 %). Cette baisse continue de la S.F.I.O. était en général attribuée à l'action du parti communiste. Il n'est pas question de nier l'efficacité de la propagande communiste, mais, aujourd'hui que le P.C. ne progresse plus [1], on voit combien il était exagéré de considérer comme socialistes tous ceux qui votèrent S.F.I.O. et d'attribuer leur désaffection à un renforcement de leurs convictions marxistes supposées. L'hémorragie du parti socialiste ne lui a donc pas été préjudiciable uniquement sur sa gauche. On disait aussi, il est vrai, que les socialistes avaient pris la succession des radicaux d'avant 1940. L'héritage leur semble aujourd'hui retiré. Reste à savoir s'ils sont capables de retrouver leur ancien patrimoine. Comme l'a souligné Jacques Fauvet dans *Le Monde* et comme d'ailleurs le montre l'examen géographique des suffrages en 1946 et en 1951, les pertes socialistes sont importantes surtout dans l'Ouest et l'Est, c'est-à-dire dans les régions traditionnellement modérées où les socialistes n'avaient guère eu de voix jusqu'en 1945, où le M.R.P. a réussi à se maintenir, où enfin le R.P.F. vient de se montrer puissant. Ce sont aussi des régions où en 1946 les radicaux n'avaient souvent pas présenté de listes et où la gauche, au sens le plus traditionnel du mot, avait dû faire bloc derrière les candidats socialistes; en 1951, le R.G.R. y a présenté des listes, il n'y a pas obtenu de succès notables, mais a retrouvé ses électeurs. Un phénomène analogue a eu lieu cdans le centre et le sud-ouest, où les radicaux, présents en 1946 mais encore mal rétablis, ont aujourd'hui reconquis une bonne part de leurs positions d'avant-guerre. Finalement la S.F.I.O., qui se maintient dans les centres où elle était déjà implantée fortement en 1936, conserve sur tout le territoire une clientèle peu dense mais assez généralement répartie, dont la fidélité paraît plus que pour aucun autre parti assez sujette à caution, mais qui, peut-être pour cela, est souvent caractéristique de l'opinion française. Dans la mesure où il est permis de faire une hypothèse, on peut croire que, perdant à droite là où elle était faible, après avoir perdu à gauche là où elle était forte et où le P.C. semble avoir fait le plein, elle a aussi fourni pas mal d'abstentionnistes.

1. Si les pourcentages d'électeurs communistes ont tantôt légèrement baissé, tantôt légèrement augmenté, leur nombre avait constamment augmenté : 5.004.121 en 1945, 5.199.111 en juin 1946, 5.489.288 en novembre 1946.

C'est ici le lieu de dire un mot de ces derniers. Contrairement à une opinion souvent répandue, on admet maintenant — et cela confirme ce qui vient d'être dit — que l'abstention puisse être de gauche. Le recul des voix communistes et socialistes n'a, en effet, pas correspondu au triomphe attendu par le R.P.F. ni aux gains espérés par les modérés. Il est normal, d'autre part, que les abstentionnistes viennent des partis qui ont perdu des voix, non que cela explique la défaite de ceux-ci, mais au contraire parce que les causes du recul sont aussi les motifs de l'abstention. L'abstentionniste est un insatisfait nostalgique, celui qui change de parti est un insatisfait optimiste qui croit obtenir ailleurs ce qu'il n'a pas trouvé chez ses anciens candidats. La proportion des abstentionnistes n'a guère varié depuis la libération : 20,2 % en 1945, 18,2 % en juin 1946, 21,9 % en novembre 1946, 21,8 % en juin dernier. S'ils étaient moins nombreux en juin 1946, c'est sans doute qu'après le referendum négatif d'alors, les électeurs ont pensé que la composition du nouveau Parlement revêtait une plus grande importance. La fréquentation des urnes est plus forte quand les électeurs croient à l'influence du Parlement, elle diminue quand ils en doutent. Les Français avaient avant guerre plus confiance qu'aujourd'hui dans l'efficacité de leur vote : après avoir été très élevée en 1919 (près de 30 %) pour des raisons faciles à comprendre, la proportion des abstentions n'a jamais dépassé 17 % de 1924 à 1936. Il est vrai qu'avant 1940 les femmes ne votaient pas et ne grossissaient pas, comme il est probable qu'elles le font maintenant, les rangs des abstentionnistes.

Communistes et socialistes possèdent des bastions, mais ils trouvent des sympathisants dans la plupart des départements : une carte où resteraient en blanc les régions où ils recueillent moins de 10 % des voix serait, surtout pour les communistes, presque entièrement colorée. Au contraire, des cartes semblables pour le M,R.P., le R.G.R., les modérés laisseraient de nombreux vides. De nouveau on retrouverait pour le R.P.F. une carte très colorée. C'est que les domaines radicaux, catholiques ou modérés sont beaucoup plus localisés que les autres. Ils se sont en effet délimités au cours de l'histoire et grâce à elle, ils correspondent à des traditions qui se matérialisent géographiquement, alors que la répartition des suffrages socialistes et communistes correspond à des structures sociales qui se sont davantage uniformisées à travers tout le pays. Quant au R.P.F., regroupant des

catholiques, des radicaux et des modérés, il a trouvé du même coup des électeurs un peu partout.

Le M.R.P. a perdu plus de la moitié de ses voix de 1946. Mais c'est lui qui avait le plus profité des circonstances d'alors : pas de R.P.F., déclin de l'influence radicale et modérée. Les conservateurs, les gaullistes, les anticommunistes votaient pour lui. Concurrencé aujourd'hui sur ces trois plans, il est normal qu'il se retrouve amoindri et, s'il est comique d'entendre ses leaders se féliciter de leur « succès », il est certain cependant que sa situation, qui aurait pu être pire, est maintenant plus conforme à sa réalité. Cette réalité est d'être une fraction de la France modérée d'avant la guerre : régions de l'ouest et de l'est, massifs montagneux de Savoie, des hautes et basses Pyrénées, des Cévennes. Les recouvrant à peu près exactement et même les élargissant quelque peu en 1946, le M.R.P. les partage à nouveau avec les modérés d'aujourd'hui et surtout avec le R.P.F. Ayant en 1946 étendu le domaine modéré dans le centre, le Sud-Est et le Nord, il y est maintenant souvent relayé par le R.P.F. Il perd au profit de ce dernier la majeure partie de son influence, qui n'y était d'ailleurs pas si considérable — et le R.P.F. ne l'accroît pas sensiblement — dans le centre et le nord du bassin parisien. Ce recul n'a pas supprimé son ambiguïté foncière : on peut le dire plus « à gauche » puisqu'il a été abandonné par les modérés et les gaullistes, mais on peut dire aussi qu'il a accentué son caractère « de droite » puisqu'il s'est surtout maintenu dans des régions où le problème de la laïcité sépare plus nettement qu'ailleurs la gauche et la droite.

Les radicaux et les modérés ont à peu près maintenu leurs positions. La carte électorale des premiers reproduit dans l'ensemble celle qu'on aurait pu dresser en 1936, avec toutefois certains vides qui n'existaient pas il y a quinze ans. La carte des modérés de 1951 est aussi une reproduction, mais très atténuée, de celle de 1936. Pour retrouver cette dernière, il faut tenir compte en outre des cartes M.R.P. et R.P.F. Ce simple maintien des radicaux et des modérés peut étonner quand on constate leurs gains certains, qui ne sont souvent que des reprises, sur les socialistes et les républicains populaires. Mais ces deux groupes ont en même temps souffert de la concurrence du R.P.F. : gains et pertes se sont donc compensés, en positif pour les modérés (environ 30.000 voix de plus), en négatif pour le R.G.R. (près de 200.000 voix en moins).

La première carte qu'on peut établir du R.P.F. montre que

ses zones de force sont presque toutes au nord de la Loire : Est, Ouest et région parisienne. Il a remporté quelques succès appréciables sur la bordure nord et est du Massif Central, mais de façon générale au sud de la Loire il recueille rarement plus de 20 % des voix et souvent beaucoup moins. La raison de cet échec relatif (échec par rapport à ses espérances) est la concurrence modérée et radicale : le R.P.F. n'a pas profité seul des pertes socialistes et M.R.P. Une étude détaillée des résultats montre que le R.P.F. a plus souvent gagné en compagnie des modérés et des radicaux (auxquels il prenait des voix pendant que ceux-ci en récupéraient d'autres sur les partis de gauche) que seul.



Si l'on compare seulement les résultats de 1946 et de 1951, la chute des partis de la majorité sortante et le maintien ou le renforcement des extrêmes sont les caractères essentiels de ce scrutin. L'aspect des choses change si l'on considère aussi les résultats des élections municipales et cantonales :

	1936	1945	Juin 1946	Nov. 1946	Élect. mun. 1947	1er tour Élect. cant. 1949	1951
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
P. C.	15,5	26,5	26,2	28,6	20	23,5	(26,5
S.F.I.O.	19,9	23,8	21,1	17,9	11,5	16,8 [1]	14,5
M.R.P....		24,9	28,1	26,4	8,5	8,1	12,3
R.G.R....	14,6	6,8	11,5	12,4	13	13,7	11,5
Modérés .	39,7	13,3	12,8	12,8	12	12,5	13,1
R.P.F. ..					35 [2]	25,3	21,7

Par rapport aux élections de 1947 et de 1949, années qui virent le rejet des communistes dans l'opposition et les succès de la campagne R.P.F., les élections de 1951 témoignent au contraire de la consistance des groupes centristes : les socialistes et les radicaux n'ont pas tellement perdu, les M.R.P. et les modérés ont repris ou se sont maintenus. Bien sûr, on ne peut en toute

1. 19,7 % d'après une statistique M.R.P. Il s'agit plutôt d'une extrapolation osée, fondée sur le fait que ce parti ne présentait pas de listes dans toutes les circonscriptions.

2. C'est le pourcentage donné par le R.P.F. lui-même.

rigueur comparer des élections municipales ou cantonales et des élections législatives : l'état d'esprit des électeurs est différent, beaucoup s'abstiennent lors des premières qui votent lors des secondes. D'autre part le mode de scrutin n'est pas le même et les comparaisons chiffrées peuvent tromper. Enfin des partis qui se présentent partout lorsqu'il s'agit d'élire des députés à l'Assemblée Nationale ne le font pas quand il s'agit de désigner des conseillers municipaux ou généraux. Les élections déterminantes, celles qui changent la physionomie politique du pays, sont les législatives et c'est à d'autres élections législatives qu'il faut les comparer. On répondra que tout cela est vrai, mais ne vaudrait que si les élections de 1946 avaient été normales, ou, pour ne pas porter de jugement de valeur et ne pas définir le normal par l'actuel, si les possibilités offertes aux électeurs n'avaient pas été trop bouleversées dans l'intervalle de ces cinq années. Une comparaison suppose des points de repère stables et cette stabilité ne remonte pas plus haut que 1947. Mais surtout, que ce soit théoriquement justifié ou non, les élections de juin dernier ont eu lieu dans la perspective ouverte par celles de 1947 et 1949. On en attendait la confirmation ou le démenti des indications données par les élections municipales et cantonales. Celles-ci avaient transformé l'atmosphère politique, elles avaient fait peser une hypothèque sur le caractère représentatif de la précédente Assemblée. C'est au nom précisément des résultats de 1947 que certains réclamaient la dissolution. C'est donc bien par rapport à ces résultats qu'il faut juger ceux de cette année. De ce point de vue, il est certain que les communistes se sont maintenus bien mieux que certains ne s'y attendaient et surtout que le R.P.F. n'a pas obtenu le succès escompté par lui.

Mais cela dit, il faut aussi reconnaître que le relatif succès centriste est surtout négatif : la majorité sortante n'a pas été submergée. En outre, la solidité de cette majorité est douteuse. Certes, dans 19 circonscriptions seulement (plus la Seine), les voix socialistes, radicales et M.R.P. font ensemble moins de 30 % des suffrages exprimés et une carte électorale de ce qu'on a appelé la IIIe force peut faire croire à sa très grande influence dans le pays. Mais une telle représentation est trompeuse. Elle n'aurait de sens que si les trois partis en question s'étaient présentés partout unis. Or les auteurs de la loi électorale, s'ils ont voulu que les apparentements n'aient lieu qu'entre partis « nationaux », n'ont

pas exigé qu'ils soient conclus d'abord sur le plan national. L'addition des voix socialistes, radicales et M.R.P. est donc souvent sans réalité, les trois partis s'opposant loin de s'entendre. D'ailleurs, la carte des apparentements conclus ne recouvre pas, et de loin, la carte des résultats prétendus favorables à la IIIe force. La majorité centriste qui est apparemment sortie des élections n'est nullement une majorité imposée, la composition de l'Assemblée admet des majorités de rechange. Ce n'est pas seulement la répartition des sièges qui le montre, la répartition des voix elle-même permet les équivoques. Dans 30 circonscriptions seulement, les apparentements conclus entre socialistes, radicaux et M.R.P., auxquels s'adjoignaient souvent les modérés non gaullistes, ont réussi, c'est-à-dire fait obtenir à leurs signataires la majorité absolue. Il pourrait sembler que là au moins la majorité ni communiste, ni gaulliste soit solide. Eh bien, sur ces 30 départements, il n'y en a que 8 où, en raison souvent de la puissance des communistes et de la faiblesse relative du R.P.F., elle paraisse irremplaçable. En fait, si dans beaucoup de départements une majorité — qu'elle ait été effective ou qu'elle soit restée virtuelle — allant des socialistes aux républicains populaires ou aux modérés non gaullistes, existe arithmétiquement, dans la plupart il existe une majorité de rechange excluant les socialistes et parfois les radicaux ou les M.R.P. et incluant le R.P.F.

La constitution d'une majorité implique une délimitation précise de ses contours et une certaine cohérence interne. Or la politique intérieure française doit tenir compte non pas d'une, mais de plusieurs lignes de démarcation entre les groupes, les unes traditionnelles, les autres plus récentes. Cela ne facilite pas les choses et explique qu'une stabilité relative des grandes tendances — stabilité mise en lumière par divers sociologues et par les considérations précédentes sur les bases géographiques des partis — puisse aller de pair avec l'instabilité des majorités.

Les lignes de démarcation traditionnelles sont celles que tracent entre les groupes le problème de la laïcité et la volonté ou le refus de réforme sociales. En gros, elles ont longtemps coïncidé et en 1936 le parti radical, parti laïque, avait accepté d'entrer dans le Font populaire dont le programme comportait des mesures d'ordre social. L'ancienneté du problème laïque explique la profondeur du fossé (peu importe qu'on le dise périodiquement comblé ou périmé; le fait est que, psychologiquement, il a une

grande importance) et la stabilité relative des groupes qu'il sépare. Cette stabilité peut être cachée par les effets des lois électorales qui accentuent la traduction en sièges de minimes déplacements de voix, des travaux comme ceux de M. Siegfried n'en ont pas moins montré la réalité. En 1936, les laïcs groupaient un peu plus de 50 % des voix; au lendemain de la guerre les progrès importants du P.C. et passagers de la S.F.I.O. élevaient ce pourcentage à 57,1 % en 1945, à 58,8 % en juin 1946, à 58,9 % en novembre 1946; le pourcentage est revenu maintenant à 52,5.

Mais la nouveauté est qu'aujourd'hui la ligne laïque ne coïncide pas avec la ligne sociale. C'est ce qui, avec la sécession communiste, a tout bouleversé. Les radicaux, ou plutôt le R.G.R., sont socialement du même côté que les modérés et les gaullistes et c'est le M.R.P. qui, avec socialistes et communistes, a constitué la majorité tripartie des réformes sociales. Cette majorité des années 1945-46 ne représente plus aujourd'hui que 53,3 % des suffrages après en avoir représenté les trois quarts. Mais c'est encore une majorité en puissance. Bien entendu, la ligne de démarcation, qui sépare totalement les communistes de leurs anciens partenaires, fait que cette majorité ne peut plus être une majorité de gouvernement, à moins de changements profonds. Mais son existence même virtuelle a son importance : elle montre que le « glissement à droite » a été accentué par les apparentements, puisque cette gauche[1], minoritaire dans l'Assemblée, est encore majoritaire dans le pays. On trouve ici l'explication de la loi électorale : pour repousser le plus à droite possible la ligne qui les sépare du R.P.F., parti d'opposition au régime, S.F.I.O. et M.R.P. ont été obligés de reporter le plus à gauche possible, et donc en s'affaiblissant parlementairement, la ligne sociale qui les sépare de la droite. Du point de vue de ces deux partis, il n'y aurait eu que demi-mal, si, en affaiblissant la gauche qui comprend les communistes, ils avaient pu maintenir dans ses positions antérieures la gauche non communiste. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. De même que la gauche théorique (comprenant les communistes), qu'elle soit laïque ou sociale, est restée majoritaire dans le pays mais est devenue minoritaire dans l'Assemblée, la gauche gouvernementale (ne comprenant pas les communistes), est, quant au nombre

1. Bien entendu ce mot est pris dans son sens conventionnel. Il est en fait difficile de considérer certains députés M.R.P., pour ne parler que d'eux, comme des « hommes de gauche ».

des voix, majoritaire en face de la droite gouvernementale (ne comprenant pas les gaullistes), mais minoritaire quant au **nombre des sièges :**

	Pourcentage des voix	Sièges
	—	—
P.C. — S.F.I.O. — R.G.R.	**52,5 %**	**301**
M.R.P. — Modérés — R.P.F.	**47,1 %**	**324**
P.C. — S.F.I.O. — M.R.P.	**53,3 %**	**292**
R.G.R. — Modérés — R.P.F.	46,3 %	333
S.F.I.O. — R.G.R.	**26 %**	**198**
M.R.P. — Modérés	**25,4 %**	**206**
S.F.I.O. — M.R.P.	**26,8 %**	**189**
R.G.R. — Modérés	**24,6 %**	**215**

Si par conséquent la coalition centriste a battu les deux partis extrêmes en nombre de voix (51,4 % contre 48.2 %) et accentué son avantage en nombre de sièges (404 contre 221), c'est au prix d'une défaite de la gauche sur le plan parlementaire au sein même de cette coalition, dont la fragilité soulignée par ces chiffres risque de profiter au R.P.F. Il existe bien, comme l'a indiqué M. Duverger dans *le Monde* du 4 juillet, un moyen assez paradoxal de rétablir l'équilibre en faveur de la gauche non communiste : rejeter vers le gaullisme les modérés les plus réactionnaires et un certain nombre de M.R.P. Mais sont-ils assez nombreux pour que leur départ rende la « majorité de la majorité » à la S.F.I.O. et au M.R.P. et sont-ils assez peu nombreux pour que leur éviction ne retire pas tout simplement la majorité à ce centre gauche hypothétique? La possibilité semble purement arithmétique et peu réalisable. Il s'agirait en somme de corriger les effets des apparentements : ceux-ci ont assuré l'échec relatif duR. P.F., mais donné trop d'importance aux modérés: peut-on maintenir la première conséquence en supprimant la seconde? C'est pourtant là le problème essentiel pour la gauche non communiste et spécialement pour les socialistes. C'est dire qu'il y a peu de chances de le voir résolu! En effet l'opération suggérée exigerait de la S.F.I.O. un programme cohérent et applicable. Comme en tout état de cause

le risque subsisterait pour elle de rejeter ainsi ses partenaires vers le R.P.F., elle s'en fera une excuse pour ne pas le courir, sans voir que cette carence peut conduire plus sûrement au même résultat.

La responsabilité des socialistes est donc capitale. Elle tient, on vient de le voir, à leur situation parlementaire. Mais celle-ci s'explique par l'influence que garde la S.F.I.O. sur les électeurs de gauche. C'est là le fait important : cette influence, amoindrie par le P.C., reste assez forte pour qu'aucun autre groupement de gauche n'ait pu se constituer, que ce soit sous forme de parti ou sous forme de rassemblement. Il semble donc que pour un tel groupement, il n'y ait, pour ainsi dire, pas d'électeurs « disponibles » : si l'échec de la gauche indépendante, et notamment celui de Paul Rivet, a un sens, c'est bien celui que les électeurs votent avant tout pour un parti, et non pour un homme, si honorable soit-il. Il paraît donc difficile de concevoir pour la gauche non communiste un avenir en dehors du parti socialiste. Mais on ne voit pas non plus comment elle en aurait un en lui. Pour aider à résoudre ce problème, posé avant les élections mais rendu plus aigu après elles, il conviendra d'examiner de plus près la situation de la S.F.I.O.

Jean POUILLON.

Livres

Les grands chemins, *par Jean Giono* (Gallimard éd.).

Giono n'a pas fini de nous étonner. Délaissant la houlette du berger, la bure du prédicateur ou la peau de mouton du bon sauvage, le voici chroniqueur, nous racontant, au jour le jour, sa vie, celle de son village, ses histoires... avec l'intarissable verve de la commère de service.

Les grands chemins sont un fragment de cette chronique quoiqu'il s'agisse plutôt d'une chronique imaginaire : en bref un roman d'un type singulier. Giono ne s'embarrasse ni d'impératifs artistiques, ni de soucis de classification. Souvent irritant, inachevé, partiel, son livre ne laisse pas d'inquiéter et de captiver. Que son lecteur reste sur sa faim, peu importe à Giono. Il répugne à tirer son histoire au clair, il répugne même à raconter de bout en bout une histoire. Il conte, il parle comme pour soi seul, il bavarde, et son histoire, puisqu'il en faut bien une, n'apparaît qu'aux trouées de ce bavardage à bâtons rompus. Nous n'en recueillons que des bribes — impossible de les assembler en un tout cohérent.

Un vagabond, vagabond comme l'on naît poète, parcourt les grands chemins. Pour se distraire, il se raconte des histoires. Il apprivoise les choses en les nommant — il se donne, en paroles, la comédie du monde. Il se ment, il nous ment. D'où vient-il, qui est-il? Nous n'en saurons rien. Sans passé, sans corps ou presque, sans plus d'âme, il n'est rien d'autre que ce bavardage incessant. Il ignore jusqu'au temps et à l'histoire. Narcisse vagabond. Mais voici qu'un jour, il rencontre « un type assis sur les grosses pierres d'un torrent ». Ce type ne lui plaît guère. Jouant de la guitare, il va de foire en foire. L'un parlant toujours, l'autre écoutant ou n'écoutant pas, les voici sur les chemins de compagnie. Tout au long de son livre, Giono va nous raconter ce voyage à deux. Ce qui unit ces deux êtres n'est ni l'amitié, ni une fraternité de vagabondage; du moins, pas seulement. Le narrateur a enfin trouvé « quelqu'un »; et quelqu'un qui lui résiste, qu'il n'est pas facile de percer à jour. Ce qui l'attache à lui, c'est « son secret ». « Ce type » joue. Il triche au jeu. C'est « un artiste ». Et sa manie de tricher n'est peut-être que le signe d'une passion plus totale : le goût du risque. Si les autres, ces paysans bornés et brutaux, hasardent, en jouant, leur argent, et de grosses sommes, lui ne hasarde-t-il pas quelque chose d'infiniment plus important : sa vie? Tricher est sans doute, pour lui, la seule façon de jouer son va-tout, d'abattre tous ses atouts, et plus que les atouts de son jeu de cartes. Il joue sa vie. « C'est lui qui joue la vérité. *Tricher l'oblige* à miser l'essentiel. Il est quelqu'un de plein. » Et de silencieux. De village en village notre tricheur se fait matra-

quer, jusqu'au jour où ses dupes le laissent pour mort. Alors notre narrateur de l'emporter sur son dos, de le traîner durant des kilomètres, de hasarder lui aussi sa vie, de découvrir dans ce pitoyable corps à corps cette profonde fraternité à laquelle « l'artiste » se dérobait par ses réussites. Mais cette fois, c'est bien la fin. Les doigts écrasés, le type se rend compte qu'il ne peut plus tricher : Giono nous l'apprend de la manière la plus subtile qui soit : au hasard d'un dialogue, d'une extrême banalité. Démuni de ses pouvoirs, il ne lui reste plus qu'à jouer autrement, et à tricher une fois encore : avec la mort. Il étrangle à demi une petite vieille et s'enfuit au travers de la campagne, sous une pluie battante, se jetant dans des ravins à se rompre le cou. Peu importe : « C'est un type verni. *Après tout il a bien profité de la vie* » et il le sait. Le narrateur a lui aussi compris : il lui reste à aller jusqu'au bout de leur secrète fraternité et à le tuer. Ce qu'il fait. Il n'a plus alors qu'à repartir sur d'autres chemins. « Le soleil n'est jamais si beau qu'un jour où l'on se met en route. » Et à reprendre le fil de ses bavardages.

A résumer aussi abusivement ce livre, on ne peut que le trahir. L'essentiel est ailleurs que dans la succession des événements, et se situe peut-être dans cet intervalle infime qui sépare le récit de l'action, dans les silences. Rien ne s'explique, rien n'y est explicable. Le récit va son train — voici le narrateur près de parvenir à une conclusion, quand surgit quelque chose d'inattendu — le récit achoppe, se brise. Et le narrateur recommence, tentant de renouer avec ce qui fut interrompu : en vain. Aussi retire-t-on de la lecture de ce livre une impression de promesses non tenues, de digressions inutiles, en bref de désordre.

Désordre apparent d'où naît une réalité romanesque d'une remarquable densité. Nulle action concertée, nulle signification bien établie. A tout moment, une action plus profonde affleure et vient oblitérer l'action immédiate. A la liberté du narrateur se substitue une fatalité secrète : celle qui régit le secret d'un être, qui est sa fatalité. Le roman s'organise ainsi sur deux plans : celui, superficiel, du narrateur et du pur conte, — et celui, indéchiffrable, d'une destinée humaine qui nous demeure incompréhensible, n'apportant dans le récit que trouble et rupture. On pourrait voir là une sorte d'objectivation du monologue intérieur, le roman tout entier étant affecté d'un coefficient d'indétermination auquel même le romancier ne peut échapper. Celui-ci, en effet, n'organise plus son œuvre du dehors : il la développe de l'intérieur, il s'y met en jeu, et son rapport à l'histoire racontée devient l'élément essentiel de la structure romanesque.

Il s'agit sans doute là (par le truchement du narrateur) du comble de l'artifice, puisque le roman n'est écrit que par le romancier — qui ne peut que « faire semblant » d'aliéner sa liberté et de renoncer à son tout-puissant pouvoir de compréhension. Et Giono nous déguise assez mal, parfois, ses artifices. N'empêche que cette découverte, dans le roman, d'une dimension supplémentaire est la tâche à laquelle se mesurent, depuis H. James, les meilleurs des romanciers contemporains.

B. Dort.



Le soleil des loups, *par A. Pieyre de Mandiargues* (Laffont éd.).

Il serait possible que l'attribution à *Le soleil des loups* du Prix des Critiques attirât l'attention d'un large public sur l'œuvre de Pieyre de Mandiargues. Ce dont on ne saurait que se féliciter. Il serait d'autant plus regrettable alors que fût aggravé le malentendu qui menace cette œuvre et que sa compréhension s'en trouvât d'autant obscurcie. Si un « réalisme artistique » n'a jamais été réclamé aussi impérieusement qu'aujourd'hui, jamais non plus, sans doute, il ne s'est écrit autant de contes fantastiques, revendiquant la pure liberté de l'imaginaire. Les contes de Pieyre de Mandiargues appartiennent bien à ce genre de littérature. Il serait bon, cependant, loin de les confondre avec le tout-venant de cette production, de les en distinguer, de souligner leur singularité.

Le domaine du merveilleux est devenu domaine public. Nul de nos écrivains, et des plus médiocres, ne s'est abstenu de l'exploiter. Du récit horrifique à l'utopie, chacun a cru y trouver le lieu idéal où déguiser sa pauvreté de style, d'imagination ou sa mauvaise conscience d'endoctrineur, assuré qu'au jeu du merveilleux, nul ne saurait perdre sans appel. L'échec, en cette matière, ne serait-il pas le gage même du triomphe?

Pieyre de Mandiargues n'a certes pas choisi le merveilleux à la façon d'un subterfuge sous le couvert duquel il pourrait opérer aux moindres risques. Comme les romantiques allemands et certains de nos surréalistes, son choix est consubstantiel à sa volonté d'expression. Le domaine du pur conte était le seul où il pût jouer son va-tout littéraire. Mais là encore il est nécessaire de faire quelques distinctions. Si Pieyre de Mandiargues s'apparente, par sa volonté d'aller jusqu'au bout du merveilleux comme par l'affabulation de ses récits, aux romantiques allemands, il s'en distingue par le but ultime de ses démarches. Plutôt, reprenant le conte fantastique là où l'avait laissé A. von Arnim, il élabore une œuvre qui est, en quelque sorte, l'inverse et comme le négatif de celle d'Arnim.

Pierre Mabille, définissant le merveilleux littéraire désigne ainsi la visée majeure des romantiques allemands : « Le merveilleux est, à un moment précis, l'instant troublant où le monde nous donne son accord. » Instant dont n'ont cessé de rêver ces romantiques, et jusqu'à nos surréalistes — dont Breton, qui déclarait dans le premier manifeste : « Ce qu'il y a d'admirable dans le fantastique, c'est qu'il n'y a plus de fantastique : il n'y a que le réel. » Aussi leur effort porta-t-il principalement sur cette conversion du conte en réel, l'imaginaire étant posé comme un réel à la seconde puissance où le réel même se dévoilait et se manifestait hors de son ambiguïté première. La nuit romantique devint « le lieu des révélations » (« Offenbarungen » selon Novalis). Leur descente dans la nuit était en même temps une ascension vers le jour — et c'était la seule ascension véritable, assomption de la nuit dans le jour. Toute leur œuvre s'organisait comme une immense symbolique où s'inscrivait la Vérité.

Le dessein de Pieyre de Mandiargues est beaucoup moins ambitieux,

et son entreprise, en apparence, purement esthétique. Est d'abord sensible, à la lecture de ses contes, leur subtil agencement artistique — où rien n'est laissé au hasard, afin de les rendre non pas plus plausibles mais plus cohérents. Sa phrase même, singulière, repliée plusieurs fois sur elle-même, usant avec un extrême bonheur de multiples incidentes, en est la meilleure image : fermée sur soi, presque figée, parfaite en soi. Les contes du *Soleil des loups* sont clos : ouverts à nulle signification extrinsèque, organisés autour d'un objet imaginaire, telle cette statue de cire dont le bas-ventre béant laisse échapper un flot de fraises ou ce pain dans lequel va s'engloutir le débauché bientôt dévoré par un peuple de punaises rouges. Nulle concession n'est faite à la psychologie ou à quelque interprétation allégorique. Nous sommes dans le domaine de l'imaginaire : Pieyre de Mandiargues n'a garde de nous le faire oublier. Son monde est de conventions. A la gratuité de ses aventures, il joint une rigueur peu commune dans leur exposition.

Son dessein se bornerait-il à nous proposer de parfaits objets littéraires? C'est possible. Cependant, à la lecture du *Soleil des loups*, le plaisir proprement esthétique que nous pouvons y prendre est peu à peu dépassé par la découverte d'une expérience qui se situe à l'opposé de celle des romantiques allemands. Le monde dans lequel nous pénétrons est en effet rigoureusement insignifiant; mais c'est de cette insignifiance qu'il va tirer son sens ultime. On a souvent décrit, et Maurice Blanchot le tout premier, cet étrange mouvement littéraire où la gratuité se charge d'un sens plein, où le vide se transmue en plénitude. L'univers du *Soleil des loups* est un univers saisi par la mort, par l'insignifiance de la mort. C'est un monde figé, un monde d'objets. Ce qui est sensible dans maints contes de Mandiargues où le héros est comme pétrifié par quelque événement extraordinaire. Ses récits sont au passé : quelqu'un parle qui ne peut plus parler. Les mots glissent les uns sur les autres; en vain prétendraient-ils infuser quelque vie à ce monde où rien ne peut plus se passer. Le temps s'est aboli. Sans cesse les héros doivent revivre un instant, cet instant où tout s'est arrêté : que ce soit celui de la mise à mort du pêcheur dans la caverne marine de *L'opéra des falaises* ou celui de l'apparition de cet homme plumant une tête coupée dans *La vision capitale*, le plus beau conte du recueil sans doute. Voici, du reste, ce que déclare, à la fin de son récit, l'héroïne de cette *Vision capitale* : « Je ne ferais pas un mouvement, je n'aurais pas un clignement de cils pour écarter ou pour choisir l'une ou l'autre de ces extrémités si on me les présentait. Tout m'est absolument égal; comprenez-vous? Ce paysage, ces arbres et cet étang, cette poutre où vous êtes assis, le bailli, vous-même, tout n'est pour moi que reflets depuis que s'y imprime inexorablement le sceau tourbillonnant de ma vision. Et cette histoire, que je dis à tous, est le seul lien qui subsiste encore pour me rattacher au monde tel que je l'aimais avant que je ne me fusse endormie dans la chambre rouge. »

On peut mesurer par là les risques et les dangers d'une telle entreprise, qui réduit la littérature à n'être plus que la description d'un monde de reflets.

B. D.

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris-6e — Août 1951

Dépôt légal : 3e trim. 1951